QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE -- Nº 12891

Honsieur Lange

Dant a Same

UN VOIS NOT VIEW

PLACE EN BARDEARS

« démis », le mardi 8 juillet, M. Mzali de ses

fonctions de premier

ministre pour le remplacer

par M. Rachid Sfar, qui

devient ainsi son successeur

De notre correspondant

M. Mzali était attendue, la séche-

resse du communiqué de trois

lignes l'annonçant n'a pas manqué

de surprendre. Certes, ses jours en

tant que premier ministre sem-blaient comptés depuis le prin-temps dernier, mais, après - la

confiance pour le présent et l'ave-nir » que lui avait publiquement

réaffirmée le chef de l'Etat lors

responsabilités progressivement

réduites et, partant, sa crédibilité

s'effriter aux yeux de l'opinion : la

coordination des affaires adminis-

tratives, le contrôle des grands

projets, puis le ministère de l'inté-

rieur avaient été successivement

Dans le même temps, on avait assisté aux départs échelonnés de

ses amis politiques, collaborateurs

de toujours du gouvernement et

des instances dirigeantes du parti.

(Lire la suite page 3.)

MICHEL DEURÉ.

retirés de sa compétence.

Tunis. - Si l'éviction de

constitutionnel.

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- JEUDI 10 JUILLET 1986

M. MZALI REMPLACÉ PAR M. SFAR

M. Bourguiba désigne un nouveau «dauphin»

Reprise en main

En écartant M. Mzali de la direction du gouvernement tunisien – et par voie de consé-quence de sa succession, – le président Bourguiba vient de mettre un terme à une situation intenable. Depuis le congrès du Parti destourien il y a trois semaines, an cours duquel le chef de l'Etat avait par un cruel éloge fleuri d'avance la tombe politique de son principal collaborateur, on savait celui-ci

Le sursis à exécution, accompagné de la mise à l'écart des partisans de M. Mzali, empoisonnait le climat et bloquait les dossiers. En confiant le gouvernement à M. Sfar, économiste sans grande assise politique, connu surtout pour son intégrité, M. Bourguiba reprend les choses

Même si le procédé utilisé à l'égard du premier ministre loué puis désavoné sans excès d'élégance – peut choquer, il y a dans ce sursaut d'un vieil homme malade qui reprend la barre dans la tourmente quelque chose de propre à frapper les esprits. En Tunisie, il est urgent de rajeunir un parti quinquagénaire. Le chef de l'Etat, en dépit de son âge, revendique l'intégralité du pou-voir comme s'il voulait resusciter le climat des premiers temps de l'indépendance. Il entend désormais meuer une politique de fermeté qui se traduit par des procès à caractère politique, la spension de tous les journaux mal-pensants et des tracasseries notamment la condamnation ayant récemment frappé M. Mestiri.

Dans ce contexte, l'éviction de M. Mzali a valeur de symbole. L'homme de l'ouverture et de la démocratisation avait construit son image politique sur des thèmes que M. Bourguiba juge aujourd'hui bors de propos. Les adversaires du premier ministre lui reprochaient son « laxisme ». L'heure était aux hommes à poigne et non aux conciliateurs.

Congédié sans explications M. Mzali paie peut-être aussi le prix des «émeutes du pain » de janvier 1984. Ce premier ministre affable, accommodant et soucieux d'être en bons termes avec tous s'était fait au bout du compte beaucoup d'ennemis. Son ouverture en direction du monde arabe - fâcheuse pour les positions de la langue française - n'avait pas fait l'unanimité et, surtout, n'avait pas apporté les gains financiers escomptés. L'opposition portait à son débit - tant en matière syndicale qu'à l'égard des adversaires politiques - les décisions eunes de plus haut au'il exécu-

tait à contrecceur. Son successeur n'anna pas la tâche facile face à une situation économique inquiétante, à un climat social tendu. Il lui faudra tenir tête à la menace persistaute que fait peser sur le pays le colonel Kadhafi et à la moutée de l'intégrisme.

De toute évidence, le président Bourguiba compte d'abord sur hi-même pour relever des défis de cette ampleur. Si le destin lui en donne le temps, on peut espérer qu'il laissera un homme nouveau s'affirmer. Mais, même dans cette hypothèse optimiste, le précédent Mzali montre combien l'entreprise est périlleuse. La Tunisie, où le glas de la démocratisation semble avoir sonné, trouvera-t-elle sans hearts l'héritier d'un pouvoir sans partage?

LE BARIL EN DESSOUS DE 10 DOLLARS

La chute des cours a effacé les deux «chocs pétroliers»

Après une semaine de baisse ininterrompue, les cours du pétrole brut sont tombés, le mardi 8 juillet, en dessous de 10 dollars par baril, soit à leur niveau de 1973. Le brut brent de la mer du Nord a atteint 9,60 dollars/baril pour une livraison en août, tandis que les bruts du Golfe s'échelonnaient entre 8,40 et 9 dollars par baril. La plupart des opérateurs s'attendent que la chute se poursuive dans les jours à venir.

1973-1986. Treize années de Brioni, le 31 juin, devrait, selon pétrole cher viennent d'être effacées en quelques mois. Mardi 8 juillet les cours du bruts ont repassés nettement en dessous de 10 dollars par baril. En termes réels, compte tenu de l'inflation, l'or noir est revenu à son prix de 1973. Le premier choc pétrolier

Que les consommateurs profi-tent de l'aubaine. Elle ne durera pas longtemps, du moins à ce niveau. Déjà le 31 mars, après trois mois de chute ininterrompue, les cours avaient passé brièvement la barre des 10 dollars. Pour rebondir aussitôt en mai. La glissade actuelle, suivant l'échec de la conférence de L'OPEP à

tous les experts, être plus profonde. Les cours pourraient tomber pendant quelques semaines jusqu'à 8, voire 5 dollars le baril. Mais ils n'y resteront pas.

Les « libres forces du marché » ne jouent guère, dans le domaine pétrolier, qu'au gré de la volonté des principaux acteurs. La rechute observée depuis une semaine n'est pas le fruit du hasard mais de la tactique. C'est une purge, imposée par l'Arabie saoudite à ses concurrents pour les amener à raison.

> VÉRONIQUE MAURUS. (Lire la suite page 29.)

Les nouveaux bandits corses

Quand les truands de la Brise de Mer viennent vivre et régner au pays... Ils savent garder la réserve qui sied aux hommes d'affaires.

PAGE 11

Soudan: la querelle de la «loi islamique»

Le gouvernement face aux Frères musulmans.

Les eaux de Villeurbanne contrôlées pendant un an

Les prélèvements effectués dans la nappe phréatique montrent une nette augmentation de pyralène.

PAGE 12

« Un seul monde »

L'Année internationale de la paix Ce supplément, réalisé avec quatorze autres grands quotidiens internationaux et les organisations de l'ONU, est consacré aux aspects non militaires du problème de la sécurité.

Pages 21 à 24

Débats : Eurodisneyland (2) ● Etranger (3 à 5) ● Politique (8-et 10) ● Société (11 et 12) ● Culture (13 à 18) ● Communication (10) • Economie (27 à 31)

rogrammes des spectacles (16 à 18) • Radio-télévision (19) Météorologie, Mots croisés, Loterie nationale, Loto (19 et 20) • Carnet (20) • Annonces classées (26)

LE RAPPORT DE M. CHEVRILLON SUR L'OPÉRA DE LA BASTILLE

Les enjeux de l'art lyrique

tille, cinq cents personnes travaillent sans relache. En dépit d'un hiver rigoureux, les délais sont-tenus. La prochaine décision de M. François Léotard, si elle devait suivre les leçons du rapport Chevrillon, dont nous publions de du congrès du Parti socialiste deslarges extraits, va peut-être le tourien voici moins d'un mois geler pour de longs mois. Les conclusions de l'ancien PDG du (le Monde du 21 juin), on s'attendait à une autre « sortie » et. toutes négatives. Il souligne la sinon à des remerciements; du cohérence du projet qui pose le moins à une formule sauvant les problème de l'indispensable redistribution de l'art lyrique à Paris. Il reconnaît que l'enveloppe finan-Il est vrai que, tout au long de cière, prévue au départ, a été resces derniers mois, le président pectée. En revanche, il affirme Bourguiba n'avait pas ménagé que la «sous-estimation» du coût de fonctionnement du futur celui qui, depuis son accession au poste de premier ministre en avril Opéra va obérer dangereusement 1980, était son successeur constitutionnel. M. Mzali avait vu ses. le budget du ministère de la

culture consacré à la musique. M. Chevrillon confirme donc le maintien d'un complexe musical à la Bastille: il est trop tard pour pouvoir le rayer d'un trait de plume, mais il propose la refonte complète du projet. Trois hypo-thèses sont finalement retenues. Soit le lyrique reste au palais Garnier. A la Bastille, on se borne à construire un auditorium de 2 700 places. La salle modulable, «l'initiative la plus intéressante du projet », et les atcliers de décors sont supprimés. Soit le lyrique et la danse sont regroupés à la Bastille, mais la salle modulable

Sur le site de l'Opéra de la Bas- et les ateliers de décors passent encore à la trappe; le palais Garnier, dans ce cas, devient une simple salle-de-concert. Soit, enfin, la Bastille devient une sorte de forteresse de la musique ou l'on entasse le Conservatoire national, prévu à La Villette, un grand auditorium et une salle modulable utilisée à tour de rôle par les élèves du Conservatoire et les musiciens de l'IRCAM. Le lyrique restant alors au palais Gar-

> M Léotard en annoncant à plusieurs reprises le maintien de la cité musicale de La Villette sur son site initial, semble condamner la dernière hypothèse. D'ailleurs, la confection de ce bunker poserait des problèmes acoustiques aigus et son coût serait, de ce fait, beaucoup plus élevé que M. Chevrillon ne le laisse entendre. La première solution semble la pire de toutes. Maintenir le lyrique au palais Garnier ne peut se faire sans de gros travaux. Il faudra dégager des sommes considérables pour, finalement, défigurer ce chef-d'œuvre du Second Empire: casser trois étages de loges, construire un bâtiment dans une cour, supprimer le fover de la danse et surtout « rectifier le profil arrière du bâtiment». Ainsi amélioré», l'Opéra ne pourrait guère accueillir plus de deux

cents spectacles par an et resterait

six fois plus que n'importe quel espace destiné à ce genre d'actipareille salle ne répond à aucune demande sérieusement évaluée. Enfin, ses paramètres techniques, que, en multiplieront les coûts de fonctionnement.

Cette hypothèse risque de focaliser toutes les critiques. Une bonne partie de l'opinion publique et de la classe politique comprendront mal qu'une fraction des terrains acquis à grands frais par l'Etat, dans ce secteur convoité, soit sinalement affectée à des bureaux ou à des commerces. Les professionnels de la musique, Pierre Boulez en tête (le Monde du 4 juillet), supporteront difficilement l'abandon de la salle modulable, symbole du renouveau de la création lyrique en France. Les défenseurs du patrimoine, enfin, ne manqueront pas de protester avec la dernière énergie si l'on met à mal le vieil Opéra.

En revanche, la seconde hypothèse est beaucoup plus intéressante. Elle souligne un fait incontestable : séparer le lyrique de la danse multiplie par deux les équipes administratives et techniques, donc les subventions de

connaissons. L'auditorium de la fications sur le chantier et, par la Bastille coûterait, lui, la bagatelle suite, accroît l'offre des places, de 1 800 millions de francs, soit dont le prix pourra ainsi être diminué. C'est donc la solution la moins coûteuse pour l'Etat. vités. De plus, à Paris, une Même si elle laisse dans l'ombre beaucoup de questions. Où logera-t-on les corps de ballets ? Où s'entraîneront-ils ? A la place définis en fonction de l'art lyri- de l'atelier des décors ? Mais comment ? Pourquoi supprimer la salle modulable qui pourrait accueillir certains ballets contemporains? Enfin borner le palais Garnier a n'être qu'une simple

salle de concert paraît mesquin. Elle pourrait toujours accueillir - et non produire - un certain nombre de représentations d'opéra, type festival, et toute une série de manifestations culturelles prestigieuses. L'essentiel étant de limiter le personnel permanent, et donc ses frais fixes.

Compte tenu de ces éléments le ministre devrait logiquement annoncer dans les prochains jours la poursuite du chantier Bastille. l'affectation du nouveau théâtre à la production lyrique et chorégraphique et décider la reconversion de l'Opéra Garnier. Mais la logique fera-t-elle bon ménage avec la

politique? EMMANUEL DE ROUX.

(Lire pages 13 à 15 les extraits du rapport.)

4 jours à moins 40

LARUE DE MOGADOR

min at the office of the ships Marie Marie San & Provide

the de factor found the tal define do

berfelde Charlegenia a entered hard 16 Cortespol O'Cleby, be 15 justice 1615 all Advance physic least price the in-temple Berney Physics and Miliophy perfect and physics of the con-

respectively. If post piece like

Maleya states at Ambe of

WATER SHE MATTER STREET

there is near the first the month

an de l'arder, que pour aux d'averes

BOUTH HE & D LIZ-SEN WAL

Dest d'unt carabine AMD 4

me generallen, yest bel. Bas berente ga is

w is a more down them. Convent

the de to Valleger, of my in

Battopie, a par descripte, service

le draining Line was supray and a spirit and a

a de finant une fed figures s

S. It should be breakles.

4 Mary 7 200 +- . . .



PROTECTION DE LA NATURE

L'an X de la révolution « verte »

La France a connu une révolution le 10 juillet 1976, lorsque les députés unanimes ont adopté la loi « relative à la protection de la nature ». Dix ans plus tard, cette « révolution tranquille », comme l'appelait M. Michel d'Ornano, alors ministre de l'environnement, ne fait plus l'unanimité. Ceux qui la redoutaient le plus - industriels et aménageurs - la jugent aujourd'hui « excellente ». Ceux qui sont chargés de la faire appliquer se disent - désarmés ...

Quant aux protecteurs de la nature, qui plaçaient dans cette loi les plus grands espoirs, ils se partagent entre . décus . et - impatients -.

La loi de 1976 est-elle donc bafouée ou, au contraire, est-elle réellement appliquée ou inappli- espèces nommément protégées

Que ce texte soit une petite révolution « verte » ne fait aucun doute. Auparavant les lois ne protégeaient que les sites et le patrimoine bâti. La nature n'était respectée que si elle présentait un intérêt esthétique, ou si elle mettait en valeur un chef-d'œuvre fait de main d'homme.

La législation ne réglementait que la chasse, la pêche ou l'exploitation sorestière, c'est-à-dire les prélèvements sur les ressources naturelles. Si on voulait limiter ces prélèvements, il fallait soustraire nommément une espèce ou un espace à la régle générale. D'où les « réserves » (loi de 1930, modifiée en 1957), les parcs entrée dans les mœurs? Est-elle nationaux (loi de 1960) et les

par arrêté. Mais la faune et la flore sauvages demeuraient res nullius. N'appartenant à personne, la nature pouvait donc être piétinée en toute légalité. Priorité à l'homme prédateur, bâtisseur ou aménageur.

La perspective est renversée après le 10 juillet 1976. Désormais, le patrimoine naturel est considéré comme relevant de « l'intérêt général ». Les aménageurs, soumis à l'obligation de l'étude d'impact, ne peuvent plus concevoir un projet sans penser aux dégâts commis sur l'environnement naturel, y compris « la petite fleur ou le papillon » dont on faisait des gorges chaudes.

ROGER CANS.

(Lire la suite page 12.)

· 245

débats

EURODISNEYLAND

L'implantation du parc de loisirs Eurodisneyland en Ile-de-France est une chance pour la région, un moyen de la rééquilibrer, une source d'emplois, de l'avis de Michel Cantal-Dupart et de Christophe Bayle. C'est une tête de pont de l'américanisme dans ce qu'il a de moins bon, une insulte à la culture française, onéreuse au demeurant, estime au contraire Paul-Marie Couteaux,

L'imaginaire du maître

Devant un mythe ringard, un Waterloo culturel

par PAUL-MARIE COUTEAUX (*)

ÉFENDRE notre langue est devenu l'un des nobles soucis de nos gouvernants : nous commençons à comprendre, après Fernand Braudel (- La France, c'est la langue française »). qu'une part de notre existence comme nation libre en dépend. Mais subventionner des associations méritantes ou créer chaque année un organisme nouveau n'a guère d'uti-lité, autre qu'électorale, si le noble souci s'envole lors des grands choix culturels : ainsi de la décision, prise sous MM. Fabius et Lang, de créer

à Marne-la-Vallée le plus grand parc d'attraction d'Europe et d'en confier non seulement la réalisation, mais encore l'exploitation, à la multina-

tionale culturelle Disney.

Peut-on parler de décision? Lors-Peut-on parier de décision? Lorsque les stratèges mondiaux de Disney, ayant équipé le Japon, se penchèrent sur l'Europe, Paris, ville du monde la plus visitée, fut retenue comme l'une des meilleures hypothèses: encore fallut-il, pour recevoir la sucrerie bariolée du maître, a négocier se c'est-à-dire offeir des « négocier », c'est-à-dire offrir des cadeaux. Disney obtint que la majorité des capitaux soient français, bornant son apport de capital à 4 % de l'ensemble (soit 440 millions de francs, les investissements français s'élevant à 22 milliards sur dix ans, disproportion anormale si l'on consi-dère que la majorité des bénéfices repartiront aux Etats-Unis) ; l'Etat accorda un rabais des deux tiers de la TVA sur les billets d'entrée, une exonération totale de la taxe profescompte qu'il est un facteur de soli-darité entre les peuples : c'est par le sionnelle et partielle de la taxe foncière, et enfin une subvention directe à Disney de 200 millions ; la région et le département s'engagèrent à concentrer autour du parc, en dépit des plans d'urbanisme discutés et arrêtés, les équipements lourds (dont une autoroute spéciale!), et la Caisse des dépôts consentit 4 milliards de prêts à taux préférentiel. Vive le libéralisme!... Tout a été négocié en grand secret (vive la démocratie!), afin que rien ne filtre auprès des concurrents européens (vive l'Europe!). C'est au prix de cette aberration économique que la France accueillera le Magic King-dom et ses six pays : Westernland, New-Orleans Square, Main Street (voie royale qui vous plongera dans l'Amérique du début du siècle », selon le dossier de presse), Fantasyland, Adventureland et Discoveryland. No comment!

Qui osera s'opposer? Si heureuse d'annoncer l'ouverture prochaine d'un grand parc pour les enfants, la droite suit la gauche, laquelle a suivi ses négociateurs, qui ont suivi les enchères internationales, tandis que l'administration a suivi le dossier. Certes, quelques archaïques paysans briards s'accrochent à ces terres de brume travaillées depuis des siècles (et parmi les meilleures de France). C'est qu'ils veulent sauver leur emploi, nous empêchant d'en créer d'autres, et ne comprennent rien à l'avenir, qui est le « maillage du ter-ritoire par la distribution des flux touristiques dans l'espace rural », c'est-à-dire, en clair, le « monde enchanté de Mickey Mouse ». Il n'y a donc pas d'opposant à cette absence de décision; personne n'a mené de réflexion globale sur

sur l'emploi La décision étant irrationnelle, elle doit s'entourer de fumée. Un exemple : l'emploi. On parle de 15 000, de 23 000, et quelquefois de 30 000 emplois. Ces chiffres imprécis, qui ont surtout une fonc-tion de propagande (on ne dit pas qu'une bonne partie des emplois seront saisonniers, ou à mi-temps, et que beaucoup auraient de toute façon été créés pour l'aménagement de la zone d'urbanisation de Marnela-Vallée), doivent être rapportés au coût des investissements : cela fait. en choisissant le chiffre le plus vraisemblable, soit 7 600 emplois, 470 000 F d'aide publique pour cha-cun! D'autres choix d'investissements n'auraient-ils pas une utilité plus grande, ne serait-ce que les cinq autres parcs d'attraction d'Ile-de-France (dont La Villette)? Mais

(*) Directeur de cabinet du commissaire général de la langue française. Téléphone: 42-75-88-32.

étant hélas français, et n'ayant donc rien d'un attrape-subvention international, ils ne survivront peut-être pas à cette concurrence subventionnée : combien d'emplois perdus ?

HIMOG

. - -

The second of the

Enfin, ces nouveaux postes ne seront pas tous donnés à des Fran-çais, Disney ne s'étant engagée qu'à nous - accorder une priorité - - de même une priorité sera-t-elle accordée aux entreprises européennes (on ne parle pas d'entreprises francaises) - à conditions équiva-lentes -, en sorte que les entreprises françaises n'auront sans doute pas la majorité des contrats d'ingénierie et d'architecture. Parle-t-on des effets bénéfiques sur notre balance des paiements? C'est oublier que la construction entraîne 5 milliards d'importation, soit 45 % du coût total. Passons enfin sur le ridicule argument touristique : faut-il que Mickey s'installe en France pour que les Européens aient envie de venir à Paris? Visitez la France, chers concitoyens d'Europe : c'est désormais l'Amérique à votre porte.

Le sens de tout cela est simple : si les Européens sont prêts à consentir n'importe quel sacrifice pour obtenir chez eux l'installation d'un parc « sur le modèle de ceux de Californie et de Floride » (principal enga-gement de Disney), c'est qu'il fant à tout prix faire nôtres les héros mythologiques du maître du monde. Tous les peuples dominés révent que leurs enfants partagent l'imaginaire du maître. La France sera bientôt des ménages pour que ses enfants connaissent mieux le dix-neuvième siècle américain des westerns que sa propre histoire, comme si elle était onteuse des « vieilleries » que sont les mythes celtes, germaniques, gau-lois, grecs! Vive Picsou et les fusées, plus modernes et plus simples! Or l'argument de la modernité ne tient pas : Mickey est ringard, Picsou n'a plus rien à dire. Celui de la simplicité est inquiétant : un mythe est un enseignement profond sur le monde (Tristan et le mythe de l'éternel tour, Thésée et les grandes figures chrétiennes ont un sens, ce sont des leçons transmises en héritage).

La seule logique de ce que le Commissariat général de la langue française a appelé un « Waterloo culturel » est résumé à merveille par le fameux hymne de Disney. « This is a small world »: il faut oublier que le monde est vaste, divers et mystérieux, et tout intégrer dans l'empire Disney, qui est celui de l'Amérique et du business, plus triomphants que jamais; il faut réduire notre univers mental à des maisons de poupée où l'on peut vendre partout la même marchandise. Le plus grave n'est d'ailleurs que, par la ruse, Disney fasse des affaires et l'Amérique étende son Empire : le plus grave est que nous l'ayons accepté, et que Mickey ait réussi à mettre tout le monde dans sa poche, révélant ainsi la mentalité de notre classe politique : une mentalité d'esclave

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél.: (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1337 F 1952 F 2530 F

ÉTRANGER (per messageries)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

399 F 762 F 1689 F 1380 F

IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par vole africane : tarif our demande.

Changements d'adresse définitifs on provisoires (deux semaines ou plus); nos bonnés sont invités à formuler leur lemande une semaine su moins avent eur départ. Joindre la dernière bande l'anvoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'haptimerie.

00

: ~

PREMIÈRE INSCRIPTAT

Ma culture, c'est Mickey

Ne pas refuser, au nom d'un conservatisme frileux, une entreprise qui renforce la ville

PRÈS l'embellie, les ennuis! Eurodisneyland, chame and tous les tons, se voit taxé Eurodisneyland, chanté sur des pires maux : prédateur agricole, impérialiste culturel, menteur quant aux emplois qu'il crée, mangeur d'espace; l'addition des intérêts divers engendre un conservatisme

Mickey grignotera-t-il le rat des champs? Les parcs américains, on connaît très bien, en France. Il suffit pour s'en convaincre de déambuler dans le parc de Versailles, où l'on rencontre à chaque pas une buvette, un péage ou une boutique. La rupture et la séparation entre l'argent de la ville et la nature de la campagne ont fait long feu chez nous, notamment depuis que la pollution par les nitrates agricoles est en voie de surpasser celle des effluents cita-

Quand j'entends couiner Donald, dois-je sortir mon pistolet? L'espace vert le plus fréquenté de la région parisienne n'est pas, hélas! le jardin Kahn, mais le Jardin d'acclimatation. Evolution inéluctable, les gens recherchent des loisirs de consommation, c'est un fait culturel.

C'est ici qu'intervient ce paradoxe dont la ville est friande, c'est même une des chances de la banlieue : elle a de l'espace, permet la création et offre de nombreuses possibilités d'accueil. Le parc de loisirs, par l'expérience qu'en ont les Américains, apportera une polarisation plus forte que tous les autres. Pourquoi? Mais parce qu'un parc Tintin à Bruxelles, des Schtroumpfs en Lorraine n'auront jamais le même

par M. CANTAL-DUPART (*) nom de l'utilité, devraient se rendre et C. BAYLE (**)

impact universel que Mickey. Rappelons-nous que Walt Disney a pioché dans la culture française à travers les contes de Perrault et dessiné des animaux qui avaient tout à prendre de Benjamin Rabier; que le Journal de Mickey a longtemps été le journal le plus populaire de France; enfin que Mickey est tout sauf naïf. Il a ramené avec lui l'oncle Picson. Bref! Mickey, c'est ma culture.

L'oncle Picsou est-il créateur d'emplois? Il y a de moins en moins d'emplois liés à la production, de moins en moins de mineurs pour extraire 1 tonne de charbon, ou produire 1 kilowatt heure. C'est l'éternel débat d'emplois utiles des canuts contre le métier de Jacquard.

Les défenseurs institutionnels du travail se sont tonjours montrés réticents vis-à-vis des emplois de service qui remettent en question une division du travail et de l'espace. Combien de temps a-t-il fallu à la RATP pour s'apercevoir qu'elle était une entreprise que l'on visitait tous les

L'emploi de service quand il est touristique semble remplacer l'essentiel par le superflu, comme si l'emploi touristique était un faux métier. Pourtant ses détracteurs, au

(°) Urbaniste, responsable de Ban-lieues 89 et initiateur du Grand Paris. (**) Rédacteur en chef de la revue

The state of the s MALES AND THE RESIDENCE OF THE PARTY OF THE

« LE NIGÉRIA CONTEMPORAIN ». sous la direction de Daniel C. Bach

Le géant méconnu

'IMPORTANTE bibliographie que comporte le Nigéria contemporain pourrait laisser penser que le « géant de l'Afrique » est bien connu. Il n'en est rien, du moins en France. L'important travail réalisé par une équipe de chercheurs sous la direction de Daniel C. Bach vient opportunément combier une lacune incompréhensible si l'on songe au poids démographique et économique du Nigéria sur le continent noir, à la richesse de sa culture et. notamment, à la place qu'il occupe parmi les parte-

Mais c'est ainsi : le Nicéria est soit méconnu, soit dénigré. Certes, en 1984, les Parisiens ont pu découvrir les trésors de l'art nigérian mais, pour le reste, ce pays pâtit d'una fâcheuse réputation : celle que lui ont faite la guerre du Biafra, les expulsions ves de janvier 1983 et de mai 1985, les coups d'Etat à répétition, et sa capitale, Lagos, l'une des villes les plus dangereuses du monde. Ce que l'on sait moins, c'est que cette démesure est d'une extraordinaire créativité. Le problème est que ces excès ne peuvent guère être domptés et qu'aucun régime n'a véritablement réussi à gouverner, au sens strict, ce pays.

On peut objecter aux auteurs du Nigéria contemporain que cet ouvrage a les défauts de ses qualités, qu'il pèche parfois par un appareil scientifique qui n'en facilitera pas la lecture aux nonspécialistes. On s'étonners aussi de la faible densité des pages consacrées au rôle des fondements ethniques dans le Nigéria contemporain, de l'absence d'une étude sur les explosions de violence qui secouent, épisodi-

duguri et à Kano notemment, où les sectes musulmanes fanatigues ont une influence importante. Surtout, même si l'on comprend bien le parti pris des auteurs, qui est de disséquer l'histoire pour mieux éclairer le présent, on regrettera une analyse trop rapide sur l'évolution politique et sociologique récente.

Tel quel, le livre de Daniei

C. Bach sera pourtant vite indis-

pensable à tous ceux qui s'intéssent au Nigéria. Livre de travail donc, que l'on pourra consulter aisément grâce à un plan clair, à de nombreux tableaux et cartes et à une bibliographie thématique remarquable. L'ouvrage, qui comporte un chapitre très complet sur la culture et l'art nigérians, analyse en profondeur la période coloniale, les dispatités de la géographie humaine et économique : relate. avec force détails, les ambitions et les erreurs des régimes qui se sont succédé au pouvoir ; montre enfin à quel point les potentielités, notamment agricoles, de ce pays ont été restraintes par una utilisation imprudente de la « rente » pétrolière. Celle-ci « a donné au Nigéria les moyens d'entrer dans une phase de déveoppernent accéléré, mais l'afflux subit de telles disponibilités financières n'a pas manqué de provoquer des bouleversements économiques et sociaux ». Dans ca pays où le pétrole finance plus de 80 % du budget, les conséquences engendrées par la chute du marché mondial risquent, en effet, d'être dramatiques.

LAURENT ZECCHINIL

* Sous la direction de Daniel C. Bach., Editions du CNRS, ché de Rungis ou d'Usinor à Dun-kerque; c'est-à-dire que Mickeyland se constitue en faisant fi du devenir de son pourtour. Or il est clair que pour le promoteur de Disney le parc est une chose,

tourisme que les peuples se rencon-

mangera-t-il l'espace des gentils petits loups? Ceux-là ne se trom-

pent pas, qui disent qu'Eurodisney-land créera une ville nouvelle ou

tout au moins un pôle important de

l'Île-de-France. On pouvait craindre

que ne se constitue un clos à l'instar des campus universitaires, du mar-

Le grand méchant cochon

mais qu'il ne peut être imaginé qu'en morceau de ville. Les élus ont donc raison de s'inquiéter du manque de précisions sur ce morceau-là. Mais ce serait trop bête qu'ils empêchent l'implantation de cette activité fantastique qui, si elle vise une fonction, le loisir, attend des retombées la validation de ses alentours. A trop construire des pôles industriels, des routes ou des aéroports de façon étanche, on a oublié que la respiration de l'équipement est un gage de sa survie.

La société Disney inaugure une sorte de renversement des idées. Le loisir est ce qu'il est... mais, dans ce cas, ce qu'il vise, ce sont les affaires urbaines: au lieu de détruire et d'épuiser la ville, il la renforce.

Eurodysneyland, un espace imaginatif qui doit se penser au bénéfice du corps déséquilibré de Paris et de sa banlieue. Un déclic très fort qui viendra compenser Versailles, la Défense, pôles de l'ouest parisien. Laissons faire ceux qui savent fabriquer des parcs. Mais pour la ville d'alentour imaginons, comme nous savons le faire, la vie de la ville. C'est Paris et sa banlieue qui v

La facturation

téléphonique

M. J. Dondoux, directeur général des télécommunications, nous a adressé, en réponse à l'article de

Michel Crozier «Victoire des

consommateurs » (le Monde du 1º juillet 1986), une lettre dont

nous publions les principaux

M. Crozier n'ait pris aucun contact avec la direction générale des

télécommunications avant de

l'écrire. (...)

Permettez-moi de m'étonner que

Nous aurions pu l'informer,

comme le Monde l'a signalé en son

temps, qu'un programme d'ouver-

ture du service de la facturation

détaillée à l'ensemble des usagers a

En début d'année, un tiers des

abonnés pouvaient en disposer. En fin d'année, ce seront les deux tiers

qui pourront en bénéficier. Cela leur

sera prochainement rappelé sur cha-

cune des factures qu'ils recevront.

Ouant au dernier tiers, il aura la

possibilité d'avoir la facturation

détaillée d'ici 1989 comme l'a

poste et aux télécommunications

M. Gérard Longuet, mais dans un

certain nombre de cas, à condition

d'accepter un changement de

numéro leur permettant d'être rac-

cordés à un commutateur électroni-

De plus, le coût mensuel du ser-

vice de la facturation détaillée indi-

vidualisée devrait prochainement

être abaissé, compte tenu de son extension à un nombre plus élevé de

centraux. Un coût mensuel de 8 F

pourrait être retenu au cours de l'été.

Permettez-moi enfin de signaler à

vos lecteurs que la direction géné-

été lancé il y a plusieurs années.

Où en est-on en 1986 ?

COURRIER DES LECTEURS

Picsou et le désert français

et marées, c'est-à-dire contre l'irrésistible attraction parisienne, les pouvoirs publics s'échinent à favoriser, par des subventions, l'installation d'entreprises en nos provinces. Seule l'Ile-de-France était une tache blanche sur la carte des aides. Que reste-t-il de cette volonté d'équilibrer l'Hexagone, de corriger les injustices de l'histoire ? Une vingtaine de milliards sont en train d'être dépensés sur les grands chantiers du président, à Paris. Mickey arrive, et ce sont à nouveau trois milliards de fonds publics notamment sous forme d'exemp-

rale des télécommunications parti-

cipe depuis plusieurs années aux

réunions organisées par les mouve-

ments de consommateurs et que cette année la réforme tarifaire envi-

sagée aura été précédée par une

large concertation les 7 et 8 juillet

Je ne peux donc que déplorer la

réprobation collective exprimée par

un sociologue sur le comportement

des techniciens du service public.

Elle se réfère trop à des positions

«arrogantes», qui ne sont plus de mise aujourd'hui.

a Netre allié

pour toujours »

A propos des Etats-Unis, il est un point d'histoire que le public fran-

çais ne connaît pas suffisamment :

Vergennes exposa à Louis XVI l'intérêt que la France avait à soute-

nir les « Insurgents » en développant

le thème suivant : « La France avait

intérêt à soutenir à sa naissance une

grande nation qui, n'avant aucun

sujet de conflit avec elle, pourrait

C'est cette raison qui amena Ver-gennes à refuser l'aide aux Cana-

diens, qui voulaient « profiter de

l'occasion », car un Canada de nouveau français ce serait une fois de

plus un sujet de querelles fronta-lières incessantes comme cela avait

été pendant un siècle, et c'est égale-

Cette phrase prophétique devrait

GEORGES GRIMAL

figurer en tous nos livres d'histoire

damentale de Vergennes.

pour nos écoliers.

être notre allié pour toujours ».

J. DONDOUX.

vingtaine de milliards de capitaux privés qui vont s'investir à 40 kilomètres de là sur Eurodis neyland. Cette recentralisation des équipements culturels et touristiques sur la région capitale at-elle été seulement évoquée, discutée, comparée avec l'effet des lois sur la régionalisation ? France ne dépend plus que de la mégalomanie des monarques et du tiroir-caisse de l'oncle Picsou. Malheur aux vaincus !

M. A.-R.

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 69 Télex MONDPAR 659572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81 Tél.: (1) 42-47-97-27

Gérant : André Fentaine, directour de la publication Anciens directeurs:

Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985) Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social:

Société civile Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondate

Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef; Corédacteur en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS

ment cette raison qui amena brusquement Napoléon a se usuari asseu de la Louisiane; une Louisiane frannent Napoléon à se débarrasser çaise aurait détruit l'hypothèse fon-

Reproduction interdite de tous articles eauf accord avec l'administration Commission paritaire des journaux

et publications, nº 57 437

ISSN: 0395 - 2037 PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algiria, 3 DA; Meroc, 4,20 dr.; Teninia, 400 m.; Allennagus, 1,50 DM; Autriche, 17 neh.; Belgique, 30 fr.; Cenadu, 1,76 \$; Côte-d'Ivoire, 318 F CFA; Denomerk, 9 kr.; Espagus, 130 pes.; G.-R., 55 p.; Grèce, 120 dr.; Irlande, 65 p.; Italie, 1 700 L.; Ellyse, 0,400 DL; Lucensbeurg, 30 f.; Norvèga, 5 kr.; Pays-Bes, 2 fl.; Pertugel, 110 sec.; Sémigal, 335 F CFA; Soldes, 9 kr.; Saldes, 1,50 fl.; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Vongoslavie, 110 nd.

Le Monde

Edité par la S.A.R.L. le Monde

best Beuve-Mary (1944-1969)

ex associés de la société

Tel.: (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Telex MONDPUB 296 136 F

حِلَدَ اصنه الأصل

étranger

LE LIMOGEAGE DU PREMIER MINISTRE TUNISIEN

M. Mzali : six années d'une tentative de démocratisation entre la faveur et la disgrâce

Etre premier ministre en régime présidentiel n'est jamais facile; l'être quand, de surcroît, la Consti-tution fait du titulaire de la charge le successeur automatique d'un pré-sident octogénaire autour duquel se nouent toutes les intrigues est une mission presque désespérée.

Parmi tant d'ascensions apparemment irrésistibles suivies de dis-grâces retentissantes, celle de M. Mzali aura été particulièrement spectaculaire. Il naît en 1925 dans une famille modeste, mais à Monas-tir, la ville du président Bourguiba, ce qui, en Tunisie, est important. Après des études au collège Sadiki de Tunis puis à la Sorbome, il se dirige vers l'enseignement. Mais en 1956, à l'indépendance, il devient chef de cabinet du secrétaire d'État à l'éducation nationale et commence une carrière de haut fonctionnaire qui le conduit au gouvernement, en tant que ministre de la défense nationale, en 1968.

Il a ensuite été titulaire des portefeuilles de la santé et, plusieurs fois, de l'éducation, quand, le 1º mars 1980, il est chargé de « coordonner

l'action gouvernementale » en rai-son de la maladie de M. Hédi Nouira. Quelques semaines plus tard, il devient premier ministre en titre et occupe le poste de secrétaire général du Parti socialiste destourien, les deux fonctions n'étant pas

Ce n'est pas seulement la brutale hémorragie cérébrale de M. Nouira qui a perturbé le pays. Celui-ci est encore sous le choc des émeutes de janvier 1978, première fêlure dans le bourguibisme. M. Mzali estime que l'heure est « à la tolérance et à la réalisation d'un nouveau « consensus politique et social ». Des mesures de grâce accordées par le chef de l'Etat à des syndicalistes et à des condamnés politiques donnent à penser qu'il ne s'agit pas cette fois de simples déclarations d'intention.

A la fin de 1981, M. Mzali neut unnoncer que le chef de l'Etat a gracié M. Habib Achour, responsable de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), ce qui, dit-il, permet de « tourner définitivement la page du 26 janvier 1978 ». Après des élections législatives qui, en novembre 1981, ouvrent la voie au pluralisme malgré des fraudes privant l'opposition de sa représenta-tion légitime, le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), simplement toléré lors du scrutin. accède à l'existence légale. M. Mzali, dont l'autorité a été ren forcée par plusieurs remaniements ministériels, est considéré comme le principal inspirateur de l'ouverture

L'alerte de janvier 1984

Les troubles de janvier 1984, dus notamment à l'augmentation inconsidérée du prix du pain, ébranlent le premier ministre. Le 3, il s'adresse à la population dans une allocution radiodissusée pour justifier les mesures de hausse et pour dénonces un complot contre le régime. Trois jours plus tard, alors que l'état d'urgence a été décrété en raison de la gravité des émeutes, à Tunis et dans le Sud. le président Bourguiba renverse la situation en sa faveur en

tourisme, la dégradation continue

des termes de l'échange et le man-

que dramatique de devises

qu'elles entraînent, ne peuvent certes être imputées à M. Mzali.

Mais les 230 millions de dinars de

déficit supplémentaire de la

balance des paiements et les

170 millions de déficit budgétaire

commandent une nouvelle politi-

que, d'autres choix et un train de

mesures qu'une loi des finances

rectificative devrait fixer dans les

M. Rachid Sfar, qui dirigeait le

ministère de l'économie depuis

quelques mois (1), aura donc, en

tant que premier ministre, les cou-

dées plus franches pour faire face

à la situation et appliquer la ligne

originaire, comme ses prédéces-

seurs, de la ville natale présiden-

tielle de Monastir, le choix de

M. Bourguiba n'est pas pour sur-

prendre outre mesure. Le combat-

tant suprême ne songeait-il pas

déjà à lui voici tout juste un an,

lorsqu'il l'avait présenté devant de

hauts cadres du Parti socialiste

destourien comme « le successeur

du successeur »? Ce jour-là, il

avait dit à M. Mzali : « Quand tu

prendre Rachid Sfar comme pre-

Le président Bourguiba a dési-gné, mardi, M. Ismail Khelil, jusqu'ici ministre du Plan, en tant que ministre

MICHEL DELIRÉ

Bien que M. Sfar ne soit pas

prochains jours.

qu'il préconisait.

parlant à son tour à la télévision. Il annonce l'annulation des mesures prises, qu'il avait lui même approuvées, et « demande au gouvernement de [lui] présenter dans les trois mois un nouveau budget qui tiendra compte des intérêts des pau-

Désavoué publiquement, M. Mzali sauve la face grâce au départ du ministre de l'intérieur, M. Driss Guiga, accusé d'avoir cherché à profiter des événements pour nuire au premier ministre par une mauvaise coordination de l'action des forces de l'ordre. C'en est fait de l'« état de grâce » pour M. Mzali, s'il a jamais

Celui qui se présente comme « l'élève de Bourguiba » avait trois desseins : normaliser les relations avec l'UGTT, instaurer le multipartisme, conserver l'e authenticité » de la société tunisienne sans renoncer au modernisme. Depuis quelques mois l'échec était patent.

Fin 1985, la presse officielle lance une campagne contre M. Habib Achour, accusé de complaisance envers la Libve et de malversations financières. L'UGTT est démantelée, son chef jugé et condamné. L'affaire a été rondement menée avec l'aide de syndicalistes qui dénoncent les . abus » de l'ancienne direction. Ils forment d'abord des « comités provisoires » puis élisent un nouveau comité exécutif. Pour mener à bien ce - retour aux sources » de la centrale syndicale, le pouvoir n'a pas rencontré une très forte résistance, mais il s'est peutêtre privé de la possibilité de coopé-rer avec des hommes tout aussi dési-

M. ISMAIL KHELIL: un diplo- M. RACHID SFAR: un technimate spécialiste des finances

M. Ismail Khelil, nouveau ministre du Plan et des finances, originaire de Gafsa, est âgé de cinquante-quatre ans. Licencié en droit, il a fait la plus grande partie de sa carrière deouis 1957 dans la diplomatie où il a eu souvent à traiter de questions économiques et financières, que ce soient auprès de la FAO, de la Banque mondiale ou

Il a été successivement ambassadeur à Washington, à Londres, à Bruxelles et au Luxembourg. A l'administration centrale des affaires étrangères, il a occupé les postes de secrétaire général et de directeur de me succéderas, je te demande de la coopération internationale avant d'être nommé président-directeur général de la compagnie Tunis Air.

M. Khelil est entré au gouvernement en juin 1983 en tant que ministre du Plan. Il siège au bureau politique du Parti socialiste destourien

depuis le mois de juin dernier.

reux que lui de sauver le pays du chaos en cas de crise majeure. Le chef du Mouvement des démo-

crates socialistes, M. Mestiri, s'inquiète de la liquidation de l'ancienne UGTT parce qu'il pense qu'un jour le seul choix sera « la rue ou l'armée ». Sa participation à une manifestation e non autorisée e contre le raid américain en Libye lui vaut une inculpation en avril.

M. Mzali, qui avait voulu la liberté de la presse et le dialogue avec l'opposition responsable, se retrouve au printemps 1986 chef d'un gouvernement qui fait saisir les hebdomadaires contestataires et aborde la période préparatoire aux élections législatives de novembre avec son principal adversaire légal, condamné à une peine de prison.

Artisan de l'arabisation de l'enseignement, alors qu'il détenait le por-teseuille de l'éducation nationale, défenseur de l'- arabité - tunisienne, M. Mzali estime qu'il peut discuter sans complexes avec le Mouvement de la tendance islamiste (MTI), toléré mais pas reconnu officiellement. Il rencontre son ches en 1985, sans résultats. Imposant sa loi à l'Université, le MTI est conforté dans son attitude négative face à ces timides avances par la modération des réactions officielles au bombardement israélien du quartier général de l'OLP à Tunis, puis par le silence du gouvernement après les représailles américaines sur Tripoli. Autant d'éléments qu'il peut exploiter parmi les couches radicales de la jeunesse et des habitants des grandes cités en voie de paupérisation rapide.

cien de l'économie

Fils de Dahar Sfar, l'un des premiers compagnons de lutte du prési-dent Bourguiba, M. Rachid Sfar est né le 11 septembre 1933 à Mahdia. Après ses études à l'Institut des hautes études de Tunis, puis à nautes enues de l'unes, pais de l'École nationale des impôts de Paris, il a entamé sa carrière dans l'administration des finances où il a été nommé en 1960 inspecteur principal des impôts.

Après avoir occupé divers postes rattachés à cette même administration, il entre au gouvernement en 1977 en tant que ministre de l'industrie, des mines et de l'énergie. En 1978, il devient ministre de la défense nationale, puis, en 1980, ministre de la santé publique. Le 14 octobre 1983, M. Sfar est nommé ministre de l'économie nationale, poste qu'il a occupé jusqu'à ce jour et qu'il cumulait depuis le mois d'avril dernier avec celui de ministre

des finances. M. Sfar a adhéré au parti socialiste destourien des sa jeunesse. Il est membre du comité central et, depuis 1979, il siège au bureau poli-tique dont il est le trésorier. Il est

également député depuis 1979.

En avril, le premier ministre est dans une situation intenable. Il doit faire interdire une manifestation dont il est clair qu'elle peut dégénérer en violences contre l'ambassade des Etats-Unis, allié indispensable avec la France - contre la menace libyenne. Mais il comprend, en même temps, que la Tunisie ne peut être le seul pays arabe à ne pas exprimer une réprobation de principe. Ses tentatives pour obtenir l'accord du palais de Carthage sur les termes de plusieurs projets de communiqués officiels restent

En fait, il y a plusieurs mois que le premier ministre n'est pas maître du jeu, même pour des affaires relevant en principe de sa compétence. C'est le Combattant suprême qui a décidé d'en finir avec M. Habib Achour et de chercher des ennuis à M. Mestiri, un ancien ministre dont

Obligé d'assumer la responsabilitéu de décisions qu'il n'a pas prises. M. Mzali paraît en même temps sanctionné pour les réserves qu'il a pu exprimer. A plusieurs reprises, en avril et en mai, il doit annoncer luimême en sortant du palais présidentiel des remaniements qui écartent du gouvernement ses plus fidèles

il ne pardonne pas la défection.

Avaler les couleuvres

Manque de caractère ou, au contraire, nerfs d'acier? M. Mzali avale toutes les couleuvres sans paraître perdre de son assurance et le son optimisme. L'important n'estil pas de durer pendant cette interminable fin de règne où, dans une atmosphère de mésiance générale, tout, chaque jour, devient possible. Coup sur coup, M. Habib Bourguiba junior et M= Wassila Bourguiba ont été - renvoyés -. Le fils du Combattant suprême n'était pas en piste pour la succession, mais son épouse avait très longtemps joue dans la vie politique tunisienne un rôle que la

Constitution ne prevoyait pas. La séparation mouvementée du couple présidentiel n'était pas de nature à chagriner M. Mzali. Avec une franchise tranchant sur les propos généralement plus feutrés de l'entourage de son époux, M™ Bour-guiba ne déclarait-elle pas en 1982 que le gouvernement en place n'était peut-être pas - le meilleur que la Tunisie pût avoir? Commentant les dispositions constitutionnelles faisant du premier ministre en exercice le successeur automatique du chef de l'Etat jusqu'à la fin de la législa ture en cours, elle disait : . La contimuité est artificielle et le risque d'un rejet populaire n'est pas exlu. » M∞ Bourguiba n'était pas la seule dans les sphères du pouvoir à « savonner la planche » sous les pas

du premier ministre. JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

M. Bourquiba désigne un nouveau « dauphin »

(Suite de la première page.)

Ces derniers jours encore, il était tenn à l'écart des réunions que tenait le chef de l'Etat avec ses ministres pour traiter des grands dossiers et, mardi matin, quelques heures avant qu'il ne prenne officiellement sa décision, le président avait réuni à Monastir, sa ville natale du Sahel où il séjourne actuellement, les principaux responsables de l'économie. des finances et du plan « pour préparer la voie de la relance de l'économie nationale » sans juger utile de convier M. Mzali. Dès lors, le sort de ce dernier était

« Je ne démissionnerai pas »

Pourquoi cette destitution? Aucune raison officielle n'est venne nour le moment l'expliquer. Mais il est bien évident que l'éternel problème de la succession n'y est pas totalement étranger puisqu'il se place en toile de fond de tout développement politique que connaît le pays depuis quelques années. Si le nouveau premier ministre, M. Rachid Sfar, connu pour sa discrétion et son intégrité, n'a jamais pris part aux luttes qui divisent la classe dirigeante et n'appartient à aucun clan, il n'en est pas de même de certains des membres de ce qu'il est convenu d'appeler la « nouvelle garde rapprochée » du palais de Carthage et qui ne compte pas précisément M. Mzali parmi ses

Au contraire, il semble bien que l'on se soit évertué à dresser des embûches sur sa route dans l'espoir qu'il se démette de lui-même. Mais ce fut peine perdue. Je ne démissionnerai pas, nous

Que le président ait prêté une oreille à ce qui lui était rapporté est possible. Il serait probablement hasardeux d'en déduire qu'il véritablement été influencé. En fait, malgré ses quatre-vingt-trois ans, il fait preuve, surtout depuis quelques mois, d'une activité intense, accordant quotidiennoment plusieurs audiences, inaugurant un jour une réalisation, visitant un antre une exposition (la télévision le montrait encore, voici quarante-huit heures, nageant dans la baie de Monastir), ce qui paraît traduire sa volonté de reprendre plus complètement en main les rênes du pouvoir. Et puis, la ligne suivie ces dernières années par M. Mzali n'a probablement pas toujours coïncidé

Un grief explicite

pleinement avec ses propres vues.

C'est seulement du bout des lèvres que le président avait donné le feu vert à la politique sur laquelle l'ancien premier ministre avait bâti son image.

Sur un point au moins, le président a été clair et net dans ses griefs : au vu des derniers résul tats du baccalauréat (13 % de réussite), il a mis publiquement en accusation la politique d'arabisation menée ces dernières années, qui avait été accentuée par M. Mzali alors qu'il était encore ministre de l'éducation nationale au grand dépit, à l'époque, de Paris.

Cette politique paraît devoir être en partie remise en cause et un projet de résorme est à l'étude. On reviendrait à la formule de l'enseignement du français parallèlement à l'arabe - dès la première année du primaire alors qu'il n'était plus inscrit au programme avant la quatrième

Enfin, le pays traverse une situation économique extrêmement préoccupante. La baisse du prix du pétrole, la régression du

du Plan et des finances. **AFRIQUE**

mier ministre. >

République sud-afriçaine

LA MISSION DU SECRÉTAIRE AU FOREIGN OFFICE

Sir Geoffrey Howe rencontrera le président Botha avant la fin juillet

Le premier ministre britannique, Mme Thatcher, a annoncé le mardi 8 juillet, que le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, chargé par les pays de la CEE d'une mission de bons offices en Afrique du Sud, rencontrera M. Pieter Botha avant la fin du mois de juillet. La visite que le chef de la diplomatie britannique doit effectuer à Pretoria avait été jugée inopportune, dans l'immédiat, par les autorités sud-africaines.

africaines Avant de partir, mardi, pour Strasbourg, où il doit s'adresser aux parlementaires européens, puis pour Lusaka, où il aura un entretien avec le présient zambien, M. Kenneth Kaunda et, enfin, pour Harare, où il rencontrera le premier ministre zim-babween, M. Mugabe, Sir Geoffrey est apparu sur toutes les chaînes de télévision britanniques pour affir-mer qu'il s'attaque avec • patience et détermination • à une mission difficile ». Il devrait également se rendre au Mozambique pour rencon-trer le président Samora Machel.

Washington a exprimé son soutien à cette mission et déploré l'« indifférence - de plusieurs responsables de la communauté noire sud-africaine, qui ont refusé de rencontrer le secrétaire au Foreign Office. Pour sa part, Mme Thatcher a estimé que des sanctions contre Pretoria seraient « immorales », déclarant notamment : « Est-il moral d'aug-menter la pauvreté, le chômage, dans un pays qui n'a pas de sécurité sociale? Je n'ai pas rencontré Mme Winnie Mandela, a-t-cllc ajouté. J'ai noté qu'elle avait dit que les Noirs sud-africains avaient une nouvelle arme connue sous le nom de « collier ». A partir de ce quante et un ans, les droits élémen-moment, j'ai cessé d'avoir toute taires de mouvement et d'expres-

sympathie pour son cas. Qu'y a-t-il de moral à placer un pneu trempé dans l'essence autour du cou de

quelqu'un et à y mettre le feu? . En Afrique du Sud, le secrétariat de l'évêque anglican Desmond Turn a annoncé que le président Botha avait accepté de le recevoir une nouvelle fois, le 21 juillet prochain. Le

ommes s'était déroulé le 13 juin Enfin, le bureau gouverneme combats entre Zoulous, qui se sont déroulés depuis dimanche 6 juillet, à environ 40 km de Durban, avaient fait trente et un morts (AFP, Reu-

Toutes les restrictions visant Winnie Mandela sont levées

ter, AP).

De notre correspondant

Johannesburg. — Winnie Man-dela ne figure plus sur la liste, publiée par le gouvernement, des 126 personnes qui sont condamnées au silence, c'est-à-dire dont les propos ne peuvent pas être rapportés par les médias en Afrique du Sud. L'épouse du dirigeant nationaliste emprisonné à vie peut désormais être citée, à condition qu'elle respecte les restrictions de l'état d'urgence et celles de la loi sur la sécurité interne qui interdit notamment de promouvoir les objectifs de

l'ANC (Congrès national africain). Plus aucune contrainte, ou limitation, ne pèse sur celle que l'on appelle « la mère de la nation », a confirmé la police. Winnie Mandela qui, en vingt-cinq années, n'a connu au total que neuf mois de liberté complète, a retrouvé, à l'âge de cinquante et un ans, les droits élémension. Depuis le 2 avril, (le Monde du 4 avril), elle avait déjà reconquis sa liberté d'aller et venir et le droit

d'habiter chez elle, à Soweto. Les autorités avaient, à cette époque, décidé de ne plus s'opposer en justice à la contestation de la validité du bannissement, dont M= Mandela faisait l'objet depuis le mois de décembre 1985. Une validité contre laquelle elle avait intenté une action et qui lui interdisait d'occuper sa maison de Soweto. Un ordre de bannissement qui avait été substitué à celui décrété en 1977, qu'il l'a contrainte à huit ans d'exil à Brandford, an cœur du pays, dans l'Etat libre d'Orange.

Une victoire que cette rebelle obstinée a saluée par le mépris : « Ce que le gouvernement a décidé, a-t-elle déclaré, n'a aucune importance. Je ne suis reconnaissante à per-

MICHEL BOLE-RICHARD.

Zimbabwe

WASHINGTON RECONSIDÈRE SON AIDE ÉCONOMIQUE

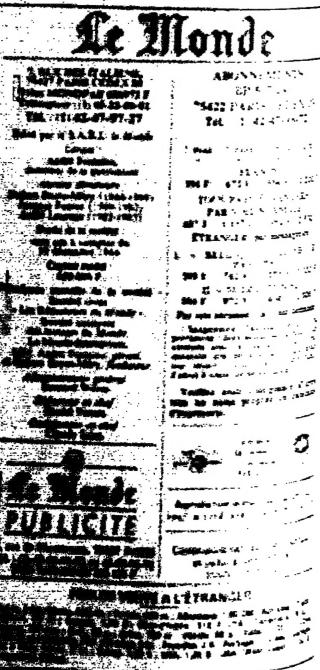
Les Etats-Unis ont laissé entendre qu'ils pourraient supprimer les 13,5 millions de dollars d'aide économique restant à verser cette année au Zimbabwe, à la suite des déclarations d'un ministre zimbabwéen critiquant la politique américaine envers l'Afrique du Sud, lors d'une réception, à Harare, pour la fête

nationale américaine, le 4 juillet.

Le département d'Etat a indiqué que « l'attitude diplomatique hostile de certains responsables zimbabwéens » a conduit les Etats-Unis à reconsidérer leur aide. M. Karimanzira, ministre zimbabween de la jeunesse et des sports, avait critiqué le refus de Washington d'appliquer des sanctions économiques contre Pretoria, ce qui avait amené l'ancien président Carter, en visite au Zimbabwe, ainsi que plusieurs diplomates, à quitter cette réception (le Monde des 6-7 juillet). Les Etats-Unis sont le principal fournisseur du Zimbabwe. Sur 20,5 millions de dollars accordés par le Congrès pour 1986, seuls 7 millions ont été déjà été versés. (AFP.)

Algérie

• M. Chadli en convalescence en Belgique. - Le président algérien, qui a été opéré lundi 7 juillet à l'hôpital de l'Université libre de Bruxelles d'une hernie discale, pourra quitter l'hôpital dans quelques jours, son état étant jugé satisfaisant, a indiqué son chirurgien, le professeur Jacques Brotchi. -



and an Materico culture!

Andreas arrivation by the second of the seco

William to france

pro his is distribution and a principal and other, in which is a minute physical for the property of the company of the compan

To Minden Base straturally also delle property of the party de 15 miles de 15

der de propagate fon er all per-parate des parties des amprese

en gridanius, og 3 metemps og Danius og 30-rider for 1-10-te ik ind ander þend í grafssysteres

de la said d'artementain de Mora. Selection, descent stor supposite es

the designation of the last of the second of

AND LESS F & make published for the

THE PROPERTY OF THE SAME ASSESSED.

the grant floundary qui de la cal-maint grant l'assasse L'acad-l'anni come La Constant Man

The State of Labour St. Labour

tion proper to be sugget to the same

THE PERSON IN PROPERTY.

to the first factor

with and while a mushful a

Contract of the Party State of t

the distribution of the last

We say militaries success

the sea but to representations:

the companion of the

Mar stie Particula !

white her in stageth theretain a

seller Med distriction, sich

the same production of the same in

Problem de la proprie

militer ficher Printerferie an

* * *

sert français

A MANNE JUS

of series - .

gan ant 19

21-64 1 25 1

3-6- · · ·

Air-y-res

A Lac :

B. 经表。

12 d 18-

Ged 30

-

J. 1997 . .

de sur en

A 2000

Signey F

14 14 1

. . يترجم

et Jeacht

Bargare 1

ಮೇ ಎಎ....

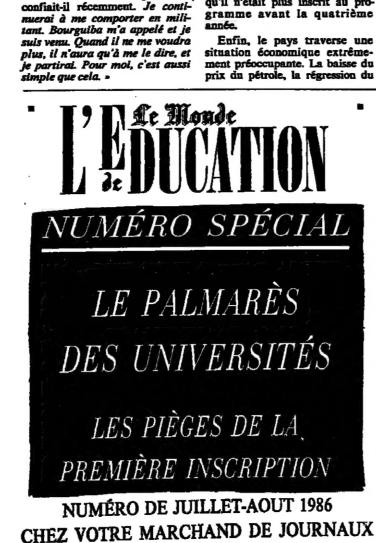
and the second

And

P#4. .. .

1.72

HE COLUMN (*)



PROCHE-ORIENT

Jordanie

EN FERMANT VINGT-CINQ BUREAUX DU FATH

Le roi Hussein cherche à réduire l'influence de l'OLP en Cisjordanie

Le premier ministre israélien s'est félicité, mardi 8 juillet, de la décision de la Jordanie de fermer vingt-cinq bureaux du mouvement palestinien Fath (le Monde du 9 juillet). « C'est un événement important, a dit, M. Simon Pérès, car le Fath était au sein de l'OLP le principal obstable à l'ouverture d'une voie vers le dialogue. » La décision jordanienne a, en revauche, été dénoncée par les porteparole de l'OLP à Tunis, par les principales personnalités palesiniennes dans les territoires occapés et par les groupes pagés à Damas.

 $e=e_{j}^{\frac{1}{2}-\epsilon+\frac{1}{2}}.$

De notre correspondant

Amman. - Le 67-65-52 ne répond plus. Ce numéro de télé-phone était jusqu'an 7 juillet celui du quartier général de M. Yasser Arafat à Amman. Le chef de l'OLP n'y avait plus remis les pieds depuis la rupture entre son organisation et le roi Hussein le 19 février dernier, mais ses collaborateurs y assuraient touiours une permanence. L'immeu ble et vingt-quatre autres bureaux du Fath ont été mis sous scellés le mardi 8 juillet par les autorités jor-

Des policiers en armes et des agents des services de renseignement ont pris position mardi dès 8 heures du matin autour de ces bureaux, dont la fermeture avait été ordonnée la veille par le gouvernement jordanien. Pendant ce temps, le numéro deux du Fath, Abou Jihad, à qui les autorités ont donné quarante-huit heures pour quitter le pays, recevait des journalistes à son domicile, sans doute pour la dernière fois avant longtemps en Jordanie. Visiblement très affecté, le dirigeant palestinien a estimé que la ferme-ture des bureaux du Fath et son expulsion faisaient partie du Reuter.)

Nahar, elle retrouvera son rôle diri-geant au Proche-Orient. - (AP. Reuter.)

« plan » des dirigeants jordaniens visant à couper l'OLP des Palestiniens des territoires occupés pour pouvoir y mener à leur guise leur propre politique. Les habitants de Cisjordanie et de la bande de Gaza sont, en effet, l'enieu d'une lutte d'influence entre Amman et l'OLP. L'ouverture du dialogue sur une future confédération jordanopalestinienne fin 1982 y avait mis une sourdine. Mais elle a repris de plus belle après la rupture du 19 février. L'OLP a alors gagné la première manche, les «Palestiniens de l'intérieur » ayant plébiscité l'organisation palestinienne et son chef.

Grâce à la présence à Amman de leurs services - présence renforcée en 1984-1985, - les dirigeants palestiniens pouvaient maintenir des

Liban LES MILICES **DEVRONT QUITTER** 'AÉROPORT DE BEYROUTH

Les bureaux des milices à l'aéroport international de Beyrouth (AIB) doivent être fermés très prochainement et des patrouilles conjointes syro-libanaises se déploieront cette semaine à l'intérieur et autour de l'AIB pour en assurer la protection, a indiqué le mardi 8 juillet la presse libanaise.

Pour sa part, le quotidien indépendant An Nahar estime que la Syrie, en déployant ainsi certaines de ses forces à Beyrouth-Ouest, entend être en meilleure position pour faciliter, le cas échéant, la libération des otages occidentaux détenus au Liban. "Si la Syrie y parvient, écrit l'éditorialiste du

AMÉRIQUES

Pérou

A LA SUITE DU MASSACRE DANS LES PRISONS

L'opposition réclame la démission du gouvernement

Un commando appartenant vraisemblablement à l'organisation olste du Sentier humineux a lancé, le mardi 8 juillet, deux charges explosives contre l'ambassade soviétique à Lima. L'un des assaillants a été tué par l'explosion de la bombe qu'il transportait, un autre a été capturé apès un échange de coups de feu avec la police. Les autres membres du commando ont pu s'enfuir à bord d'une voiture. Le Sentier lumineux avait publié, lundi, un communiqué contenant des menaces antisoviétiques à la suite de la visite à Lima, du 3 au 6 juillet, d'un vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Komplektov, qui s'était déclaré solidaire du gouvernement péruvien dans sa lutte coutre la subversion.

Correspondance

Lima. - L'opposition au président Garcia, indignée par l'attitude du gouvernement dans la répression, le mois dernier, des mutineries de détenus politiques dans plusieurs prisons proches de Lima, hausse le ton. Elle demande maintenant la démission collective du cabinet, lu reprochant d'avoir confié à l'étatmajor de l'armée la direction des opérations. Elle estime que la resnonsabilité politique du massacre de quelque trois cents prisonniers sur l'exécutif. Or, jusqu'à présent, seul le ministre de la justice a renoncé à ses fonctions en invoquant des raisons d'- ordre moral -.

Le président Alan Garcia a annoncé un remaniement ministériel avant le 28 juillet, date à laquelle il célébrera le premier anniversaire de son exercice du pouvoir, mais il a tenn à préciser que ce remaniement n'aura aucun rapport avec la reconnaissance d'une quelconque responsabilité politique ou morale des membres de son gouvernement dans

Le parti au pouvir, l'APRA, étant largement majoritaire au Parlement, l'opposition n'a aucune chance de censurer l'exécutif.

Sur le plan des responsabilités militaires, on s'attendait au limogeage du général Monzon, président du commandement conjoint de l'armée. Mais l'armée a rejeté les fautes sur la garde républicaine, un des trois corps de police rattachés au ministère de l'intérieur. Le commandant de la garde républicaine, le général Martinez Lira, a d'ailleurs été démis de ses fonctions le 4 juil-

Dans l'attente du sort réservé au recours qu'il a introduit devant les tribunaux, le général Martinez Lira continue d'occuper son bureau, où

cinquante-quatre policiers, pré-sumés auteurs de la fusillade du pénitencier de Lurigancho. Le président Garcia avait annoncé qu'ils étaient incarcérés dans la prison de

Un ordre verbal

Le ministre de l'intérieur, M. Abel Salinas, a reconnu devant commission permanente du Congrès que les gardes républicains étaient placés sous la tutelle des autorités militaires. C'est un officier de l'armée de terre, le général Jorge Rabanal, qui a commandé les opérations à Lurigancho. Il n'est pas prouvé qu'il ait donné l'ordre de passer par les armes les prisons mais il ne s'est pas non plus inter-

De son côté, l'armée fait valoir que son intervention dans les prisons a répondu à un ordre verbal de l'éxécutif, lui donnant en quelque sorte carte blanche pour écraser la muti-nerie dans les plus brefs délais. Le général Morales Bermudez, ancien chef de l'Emt, a expliqué que les us et coutumes militaires auraient voulu que le gouvernement donne ses instructions par écrit. S'il en avait été ainsi, la responsabilité des « excès » aurait été reconnue par

Une commission d'enquête du Parlement doit être constituée prochainement pour élucider cette affaire. Mais aura-t-elle la volonté d'aller jusqu'au bout pour désigner les responsables politiques et militaires du massacre? Le gouvernement est soucieux de tourner la page au plus vite. Et la plupart des mes politiques sont conscients qu'un affrontement entre le gouver-nement et l'armée ferait le jeu du

NICOLE BONNET.

contacts suivis et étroits avec les territoires occupés. C'était d'ailleurs la responsabilité d'Abou Jihad. En éloignant ce dernier et le Fath, les dirigeants jordaniens espèrent, de toute évidence, pouvoir contrecarrer plus facilement l'influence de l'OLP en Cisjordanie et dans la hande de Gaza, et y rétablir la leur.

Les Jordaniens ont tout fait pour pousser l'OLP à l'erreur et ont pris le premier prétexte venu, selon un diplomate occidental en poste à Amman. Cette erreur. Fath la commet le 19 juin en dénoncant à Tunis, dans un communiqué virulent, les agissements hostiles - de la Jordanie à l'égard de l'OLP et des Palestiniens de l'intérieur.

Les divergences au sein de la direction du Fath sur l'attitude à adopter vis-à-vis du royaume hachéont alors sans doute servi les buts du gouvernement jordanien. La fraction inspirée par M. Farouk Kaddoumi serait, en effet, favorable à l'abrogation de l'accord jordanopalestinien du 11 février 1985, afin d'ouvrir la voie à une réconciliation avec les autres composantes de l'OLP qui ont condamné cet accord. Le communiqué du 19 juin semble surtout refléter cette tendance, tandis que celle représentée par Abou Jihad prêche en faveur d'une attitude plus modérée afin de préser ver les chances du Fath en Jordanie.

EMMANUÉL JARRY.

Israël

Shoshana, la mal convertie

De notre correspondant

Jérusalem. – Shoshana Miller est une juive américaine convertie. L'an demier, elle émigra en Israël. Avant de « monter à Sion », elle se sentait juive à part entière. A Colorado-Springs où elle vivait, on l'avait même choisie comme chantre de la synagogue. Depuis son arrivée en Israel, c'est une autre histoire. A peine débarquée, Shoshana

brigua tout naturellement une carte d'identité, en présentant son certificat de conversion. Comme tout juif de la Diaspora, elle peut devenir ipso facto citoyenne israélienne en vertu de la « loi du retour ». Selon ce rte, ∢ est juive toute personne née de mère juive ou convertie qui n'est pas membre d'une autre religion ». Hélas pour Shoshana, le rabbin qui l'a convertie est un e réformiste ». Au ministère de l'intérieur, où règne le très ortho-doxe rabbin Itzhak Peretz, chef du petit parti sépharade Shas, on refusa de tenir Shoshana pour juive, donc pour Israélienne, en lui lant, « pour son bien », de faire valider son certificat de conversion. En clair, notre Américaine était invitée à solliciter une nouvelle conversion, cette fois auprès d'un rabbin orthodoxe.

Le refus du ministre était parfaitement illégal, mais Shoshana aurait pu s'incliner, comme le falsait depuis quelque temps la quasi-totalité des nouveaux émigrants américains, convertis ou

non. Car, en Israēl, les tribunaux rabbiniques aux mains des orthodoxes sont seuls compétents en matière d'état-civil. Ils peuvent. par exemple, invalider un mariage ou empêcher un divorce - et ils ne s'en privent pas - si le judaïsme du partenaire ou du conjoint leur semble « suspect ». Braver le grand rabbinat, c'est souvent s'exposer aux ennuis. Les juifs éthiopiens en firent l'an der-

Une question de principe

nier l'amère expérience.

Pourtant Shoshana Miller ne voulut pas céder. C'eût été, dit-elle, « trahir » l'amitié et la confiance du rabbin qui l'avait convertie. Elle en fit une question de principe et saisit la Cour ême. Le rabbin Peretz, qui s'était déjà illustré, il y a quelques mois, par son hostilité à l'introduction de l'heure d'été, fut sommé de justifier son refus, tâche légalement impossible; il crut trouver la parade en décrétant que chaque converti serait dorénavant désigné comme tel sur sa carte d'identité. Les tribunaux rabbiniques n'auraient plus. si besoin, qu'à séparer le bon grain de l'ivraie.

La décision du ministre provo-qua un joli tollé dans un pays qui affectionne les symboles. Plus grave : le grand rabbinat luimême - une fois n'est pas cou-tume - désavous le ministre trop zélé. ∢ Cette initiative, fit-il savoir, contredit la halacha, la tradition

juive, laquelle interdit de rappeler son origine à un conjoint. »

On en est là aujourd'hui. Le

ministre de l'intégration des émi-grants, M. Jaacov Tsur, avait mis cette question, dimanche 6 juillet, à l'ordre du jour du conseil de abinet et demandé l'annulation immédiate du malheureux décret, Le gouvernement n'a pas eu le temps d'examiner l'affaire. Cette controverse attire de nouveau l'attention sur la « loi du retour » Depuis de longues années, le ligieux orthodoxes tentent, sans succès, d'obtenir l'amende de ce texte: ils souhaitent une définition plus stricte de la judaicité. Pour eux, il y a juifs et juifs, et tout immigrant adoptant la citoyenneté israélienne doit être auparavant converti selon les rites orthodoxes. L'Etat a toujours rejeté un tel point de vue, de crainte de s'aliéner la Diaspora et de tarir une immigration déjà

Le mieux étant souvent l'ennemi du bien, le rabbin Peretz a contrarié par sa maladresse ses renrochent une mesure qui, en mentionnant le seul mot « converti », sans préciser le type de conversion, renforcera au bout du compte la légitimité des courants non orthodoxes. Au-delà de cette querelle de dévots, c'est la discrimination opérée entre les juifs qui choque la majorité des n'ont-ils pas parmi leurs lointains ancêtres des convertis?

J.-P. LANGELLIER.

Soudan

L'abrogation de la loi islamique au cœur du débat politique

Le premier ministre souda-nais, M. Sadek el Mahdi, a réaffirmé, en début de semai qu'il entendait garantir les droits des non-m dmans dans le pays, en faisant modifier le législation islamique — la cha-ria — actuellement en vigneur.

De notre envoyé spécial

Khartoum. - Jusqu'à l'investiture du premier ministre, M. Sadek El Mahdi, le mois dernier, on a redouté ici un incident qui mettrait en cause le difficile passage au gouvernement civil. Les obstacles étaient en effet de taille, et le comité militaire transitoire (CMT), qui avait assumé pendant un an la responsabilité du ment de techniciens présidé par M. Jezouli Deifalali, n'avait rien fait pour liquider le lourd héritage légué en avril 1985 par le présidentmaréchal Nemeiry.

Le spectre de la charia, la loi islamique que l'ancien chef de l'Etat avait imposé au pays en septem-bre 1983, a hanté les délibérations qui ont précédé la désignation du nouveau premier ministre et empoionné le climat politique soudanai (le Monde du 13 mai). « Il est parti et a laissé derrière lui une véritable bombe à retardement », soupiraient dans les couloirs du Parlement les députés du parti Oumma de M. Sadek El Mahdi, en commentant a spectaculaire sortie en masse des élus du Sud, qui boycottèrent la séance d'investiture du Parlement en signe de protestation contre la

Nombreux sont ici ceux qui pensent que la charia aurait dû être abrogée « à chaud » dans les quel-ques jours qui suivirent la chute de Nemeiry. Les Frères musulmans, principaux défenseurs de la législation islamique, étaient alors en plein désarroi, et une telle décision aurait été acceptée sans protestations de la part de l'ensemble de l'opinion publique. Il est maintenant trop tard, et la charia est devenue un problème majeur qui a réussi à troubler tous les aspects de la vie politique du

pays. M. Mohamed Bechir Hamed, qui fut dans le gouvernement civil provi-soire ministre de l'information, renve dans ce domaine ses pairs et le CMT. . Peut-ètre, ajoute-t-il avec une pointe d'amertume, étions-nous trop préoccupés alors par le problème de la famine et nous sommes nous contentés tout simplement de suspendre la charia. Il ne faut pas oublier non plus que certains parmi nos dirigeants étaient contre une abrogation pure et simple. »

M. Ibrahim Nogoud, secrétaire général du Parti communiste, met en cause la «faiblesse et l'ineffica-cité » du CMT. « Tout ce qui a été fait de positif au cours de l'année écoulée, dit-il, a été obtenu sous la pression des masses et contre la volonté des militaires, qui ont joué le rôle d'un frein au processus révolutionnaire. - M. Amin Mekki Medani, ministre des travaux publics dans le gouvernement civil provisoire, abonde en ce sens : - La révolution qui s'est débarrassée de l'ancien régime aurait pu être une révolution populaire. Les Souda-nais étaient prêts à aller jusqu'au

bout. Mais nous avons tous été sur-pris le 9 avril 1985, c'est-à-dire trois jours après le départ de Nemeiry, par la formation du CMT. »

Le retour en force de M. Tourabi

Il a fallu attendre le 23 avril pour que soit constitué un gouvernement civil provisoire et les militaires ont mis à profit ce délai et le vide politique qui s'était créé pour étendre et consolider leur emprise sur l'ensem-Durant ces quatorze jours « perdus

Depuis la mort en 1980 à Athènes de Cherif el Hindi qui avait été le veritable animateur du parti des Khatmiyas, le PDU se trouvait en état de déliquescence ». Le nouveau secrétaire général du parti, M. Ziaeddine Hindi, personnage pusillanime, n'a pu éviter l'effritement du PDU en différentes tendances opposées - quatre au moins qui n'ont pu trouver une plateforme électorale commune.

M. Hassan Tourabi a sil mettre à ofit cette subsence de direction » à la tête du DUP pour gagner à sa cause « parfois movennant de substantielles compensations financières » certains candidats mirgha-

Héritage du régime du président Nemeiry. la question de la charia empoisonne le climat politique. et divise un gouvernement soumis aux pressions des Frères musulmans

pour la révolution », les militaires ont établi des liens solides avec le Front national islamique de M. Has-san Tourabi qui s'était refait une virginté au cours des vingt jours passés en prison juste avant la chute d'un régime dont il avait été pendant de longues années l'un des principaux

M. Medani met également en cause le chef du gouvernement pro-visoire, M. Jezouli Deifalali. « Ce dernier, affirmo-t-il, est certes, un homme sincère, enthousiaste et intelligent. Mais il n'aime pas la confrontation et n'a pas pu s'impo-ser face aux militaires. Il est d'ailleurs profondément religieux et a été influencé lui aussi par les amis de M. Tourabi. » On pourrait en dire autant de la plupart des membres du CMT.

Peu à peu, l'alliance nationale, comprenant les syndicats et partis politiques qui avaient dirigé la grève insurrectionnelle et élaboré la charte de la révolution anti-nemeiriste, est reléguée à l'arrière-plan et c'est, paradoxalement, le Front national islamique de M. Tourabi qui avait été presque jusqu'au bout l'allié principal de Nemeiry, qui a établi des liens privilégiés avec les mili-taires au pouvoir.

Cela explique en partie l'étonnant succès du Front qui a obtenu cin-quante et un sièges au parlement, soit plus que n'impliquait l'influence réclle des Frères musulmans dans la vie politique du pays. Tout le monde ici est d'ailleurs d'accord pour stater que le FNI a disposé pour sa campagne électorale de moyens financiers considérables qui lui ont permis d'acheter des voix dans le Guezireh et à Khartoum

Le succès électoral des amis de M. Tourabi s'explique également par l'extrême division des formations politiques membres de l'alliance nationale, qui se sont pré-sentées devant les électeurs en ordre dispersé. C'est ainsi que dans le « collège des diplômés », plus de quarante partis et près de soixante candidats ont brigue les trois sièges de la circonscription de Khartoum, alors que le FNI n'a présenté que trois candidats qui ont tous été élus. On estime à plus de treize le nombre des sièges perdus par le Parti unioniste démocratique (PDU) de M. Mohamed Mirghani au bénéfice

nistes peu regardants. Contraire-ment à l'Oumma qui a su transcender ses liens naturels avec la confrérie des Ansars, grâce à son chef M. Salek el Mahdi, entouré d'une équipe de « modernistes : particulièrement efficaces, le PDU est resté prisonnier des traditions religieuses de le confrérie des Khatmiyas. Il avait d'ailleurs quitté 'Alliance nationale en décembre 1985 parce que cette dernière avait osé - demander l'abrogation de la charia. Le groupe parlementaire du PDU est du teste partagé en ce qui concerne l'avenir de la charia, la moitié environ des députés mirghanistes étant savorables à l'amende-ment de la loi islamique dan le sens

préconisé par les Frères musulmans. Un autre facteur qui a contribué au succès du FNI est le sectarisme dont ont fait preuve les communistes au cours de la campagne électorale qui constituait leur véritable rentrée politique à l'issue d'une longue nuit de clandestinité qui avait duré près de seize ans. Même leurs amis et sympathisants les plus proches leur reprochent d'avoir découragé les efforts en vue d'établir des listes d'union locale qui auraient pu mettre en échec les candidats islamistes, en faisant valoir qu'eux seuls représentaient la vraie gauche et qu'il appartenait aux antres groupen

de voter en leur faveur. Le Parti communiste n'a en définitive recueilli que trois élus, ce qui ne correspond nullement à influence réelle dans la classe ouvrière et parmi les intellectuels. Tirant la leçon de son échec, le Parti comm niste n'a même pas tenté de faire partie du gouvernement de coalition formé par l'Oumma et le PUD et qu'il considère d'ailleurs comme « se situant franchement à droite de

l'échiquier politique soudanais ». En revanche, les Frères musulmans ont tout mis en œuvre pour entrer au gouvernement. D'abord pour refaire ce qu'ils avaient fait à l'époque de Nemeiry, c'est-à-dire miner de l'intérieur, comme le ver dans le fruit, une coalition marquée dès sa création par la faiblesse de l'une de ses deux principales compo-santes, le PUD - le talon d'Achille » du gouvernement de M. Sadek el Mahdi. M. Hassan Tourabi, qui voit loin et prévoit dans les prochains mois une grave crise ministérielle.

souhaitait à tout prix, contrairement à certains idéologues durs et purs du FNI, participer au pouvoir pour être présent lorsque de nouvelles élections, qui selon lui sont inévitables, seront organisées en vue de dénouer la crise. Enfin, les Frères musulmans souhaitaient entrer au gouvernement dans le but d'y veiller de près sur leurs intérêts financiers. En effet, la décision que le nouveau pouvoir va prendre à l'égard des banques islamiques va considérable-ment affecter leur situation dans le

Les banques islamiques

Les banques islamiques existaient bien au Soudan depuis le début des années 60, mais elles n'on pris leur véritable essor qu'avec la promuigation de la charia en septembre 1983 par Nemeiry. Depuis, elles fonctionnent strictement selon le principe interdisant les « intérêts », mais autorise par des moyens détournés la distribution de confortables dividendes aux actionnaires, pour la plupart des personnes ou associations liées d'une manière ou d'une autre aux Frères musulmans.

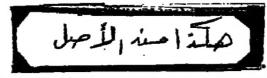
Les banques islamiques sont deveues ainsi une puissance financière indépendante de l'Etat et on attribue au nouveau premier ministre la ferme intention d'abattre ce · veau d'or islamique » en le plaçant, dans une première étape, sous le contrôle de la Banque centrale.

Si M. Tourabi a échoué dans sa tentative de s'infiltrer au sein du ouvernement, il a par contre renssi à infléchir la politique de l'Oumme en ce qui concerne la charia. Le parti de M. Sadek el Mahdi avait conduit sa campagne électorale sur la base d'un programme qui pré-voyait l'a abrogation immédiate et inconditionnelle - de la charia. Une fois désigné au poste de premier ministre, M. Sadek el Mahdi a nuancé son langage. Soumis aux multiples pressions des dirigeants du PUD qui souhaitaient l'entrée de M. Hassan Tourabi et de ses amis au gouvernement et une position plus souple sur la loi islamique, il a finalement accepté un compromis qui écartait certes les Frères musulmans du pouvoir, mais prévoyait le maintien de la charia sous une forme dée. C'est exactement ce que souhaitait M. Hassan Tourabi depuis qu'il avait compris qu'il n'y avait plus aucun espoir de mainte la charia dans sa forme originèle, c'est-à-dire telle qu'elle avait été conçue et appliquée sous le règne de

M. Tourabi ne cache pas qu'il M. Lourant he cause pas de fera tout ce qui est en son pouvoir pour que les changements qui interviendront ne modifient pas l'essentiel des lois islamiques, notamment en ce qui concerne les hedoud (châtiments corporels). M. Mahdi, pour sa part, souhaite une « charia à visage humain », qui exclut les châ-timents corporels. Il n'empêche que quelle que soit la formule que retiendra la commission ad hoc d'experts, d'hommes de loi et de théologiens, spécialement créée pour définir la nouvelle loi islamique, la charia demeurera, au Soudan, un obstacle à l'unité du pays et l'une des raisons principales la révolte qui se poursuit dans le ud.

JEAN GUEYRAS.

Demena tt gagri





Déménagez vos méninges! Et gagnez le Papillon d'or Microsoft."

Vous êtes passionné par la micro-informatique? Vous êtes équipé d'un ordinateur personnel IBM ou compatible? Ou bien encore d'un Macintosh d'Apple? Et surtout, vous débordez d'idées!

Le grand Concours "Papillon d'Or" Microsoft, Fil et SVM est fait pour vous. Pas de contraintes. Pas de limites.

Affaires, scientifique, jeux, tous les domaines vous

sont ouverts, à condition de développer une application "clés en main", grâce aux macro-commandes de Multiplan 2 sur IBM PC et compatibles ou celles d'Excel sur Macintosh d'Apple.

De nombreux prix récompenseront les meilleurs programmes. Le premier prix: le "Papillon d'Or", s'accompagne d'un voyage aux Etats-Unis. Et les meilleurs logiciels pourront être édités par Fil qui les diffusera auprès du public.

Lisez vite le règlement complet du Concours. Vous l'obtiendrez chez votre revendeur micro-informatique. Ou encore, avec des conseils utiles

et tous les détails, dans le numéro de juillet/août de Science et Vie Micro.

SVM vous informe. Microsoft vous assiste. Fil vous édite.

A vous le "Papillon d'Or"!







u cour du débat politique

Wilden Nemerry

Un sommet Reagan-Gorbatchev n'est pas exclu cette année

De notre envoyé spécial

195

Moscou. - Médiateur? Catalyseur? Il n'est pas facile d'identifier la fonction que M. Mitterrand a voulu remplir en venant à Moscou, retour de New-York. Indiscutablement, le chef de l'Etat est pris très au sérieux par ses interlocuteurs soviétiques et fait l'objet d'atten-tions particulières. Mardi 8 juillet, c'est encore près de trois heures qu'il a passées avec M. Gorbatchev, avec comme seuls témoins les « preneurs de notes », MM. Jacques Attali et Tcherniaev. Et toujours, même si la catastrophe de Tchernobyl a été évoquée à cette occasion, un même sujet principal : les problèmes de e et de désarmement, aussi bien à l'échelle mondiale qu'euro-

Dans l'entourage du président de la République, on est un peu tenté de présenter ces entretiens inhabituels comme la preuve de la fonction médiatrice du président. M. Mitterrand, lorsqu'on peut l'approcher, se veut plus modeste et évite les superlatifs utilisés par certains de ses pro-ches qui évoquent volontiers un cli- extraordinairement compréhensif ». Il préfère parler d'une ambiance « très intéressante, très utile, qui pourrait servir à quel-

que chose -C'est en tout cas la formule à laquelle il a eu recours mardi aprèsmidi lorsqu'il s'est adressé à la com-

munauté française réunie à l'ambassade de France. Il a précisé que - les conversations confiantes qui ont pu s'établir • ajoutées à celles de New-York avec M. Reagan donnent • un paysage rassemblé, concentré, qui ne manque pas d'intérêt ».

Ouel intérêt ? Sans doute l'impression, sinon la conviction qu'un sommet Reagan-Gorbatchev avant la fin de l'année est moins que jamais à exclure : les deux hommes en auraient aussi envie l'un que l'autre, mais il v a encore un mur de méfiance à abattre, chacun s'interrogeant sur les arrière-pensées et les motivations de l'autre. Pour M. Gorbatchev, cela se traduit par la nécessité, pour qu'il y ait sommet, de bonnes perspectives.

Mais en même temps, le secré-taire général donne l'impression que, pour lui, le temps presse. Quant à l'Initiative de défense stratégique (IDS), elle ne constitue sans doute pas un obstacle insurmontable à la reprise du processus de contrôle des armements. Un peu comme si l'IDS était l'arbre qui cache la forêt.

Jusqu'où iront ces entretiens en tête à tête, au cours desquels ont également été étudiés en détail les tenants et les aboutissants de la force de frappe française ainsi que les moyens de relancer la conférence de Stockholm. A moins de modifications de programme de dernière heure, ces conversations intimes paraissent terminées pour l'essentiel,

et M. Mitterrand doit déjà avoir une idée assez précise du compte rendu qu'il enverra au président Reagan (pour ne pas parler des dirigeants ouest-européens, qui seront bien sûr tenus au courant).

L'entretien de ce mercredi matin était, en effet, élargi ainsi que le sera le diner de travail offert par le secrétaire général au retour de la Cité des étoiles, le centre d'entraînement des cosmonautes soviétiques, où MM. Mitterrand et Gorbatchev rencontreront l'astronaute français Jean-Loup Chrétien.

Comme d'habitude dans ce genre de voyage, les relations bilatérales ont été examinées. Ce fut déjà le cas mardi lors de la rencontre avec M. Gromyko, président du prési-dium du Soviet suprême, puis mercredi matin lors de l'entrevue avec M. Ryjkov, le président du conseil des ministres. M. Mitterrand était notamment accompagné à cette occasion par MM. Jeau-Bernard Raimond, Michel Noir et Alain Devaquet, respectivement ministre des affaires étrangères, délégué au commerce extérieur et ministre délégué chargé de la recherche scientifique et de l'enseignement.

C'est jeudi soir que M. Mitter-rand quittera Moscou pour Paris, après avoir donné une conférence de presse. Ce mercredi, il passera le reste de la journée à lasnaïa-Poliana pour visiter la propriété de Léon Tolstoï, où est enterré l'écrivain.

JACQUES AMALRIC.

ASIE

Japon

APRÈS LE TRIOMPHE ÉLECTORAL DES LIBÉRAUX DÉMOCRATES

La troisième vague du conservatisme

De notre correspondant

Tokyo. - Les Japonais sont-ils des rvateurs invétérés? Pendant plus de trente ans, ils ont maintenu au pouvoir la • baleine blanche » libérale démocrate et ils viennent, le dimanche 6 juillet, de confirmer sa suprématie dans la vie politique nationale en lui accordant une majorité écrasante dans les deux chambres (1). Doit-on comme le fait M. Ishibashi, président d'un PS en déroute, s'inquiéter pour l'avenir d'un pays qui tend à se priver d'une opposition suffisamment forte pour faire contre-poids à un parti incon-testablement dominant? Les Japonais sont-ils enfin devenus plus anationalistes », comme l'affirme M. Yano, secrétaire général du Komeito (parti bouddhiste), en semblant . plébisciter » un premier ministre dont l'un des leitmotive est

de tirer un trait sur le passé ? Les Japonais paraissent les premiers surpris par ce raz de marée conservateur, - même ceux qui ont voté pour le Parti libéral démocrate (PLD). En soi, la pérennité de la suprématie du PLD, malgré quelques déboires au cours des dix dernières années, est d'autant plus remarquable qu'elle s'est accompaguée de bouleversements socioéconomiques aussi profonds que rapides survenant après le trauma-tisme de la défaite. L'ampleur de sa

dernière victoire invite à se poser moins en leurs politiciens qu'aux disdes questions sur la nature du

rvatisme japonais. Des facteurs conjoncturels ont assurément favorisé les conservateurs. D'abord la tactique judicieuse des doubles élections qui a permis une mobilisation de tout l'appareil électoral de la majorité; ensuite, l'absence de facteur négatif pour le PLD comme ce fut le cas en 1976 (affaire Lockheed), en 1979 (éventualité de l'introduction d'une TVA) ou en 1983 (scandale parlementaire autour de M. Tanaka, ancien premier ministre, qui, bien que rec coupable dans l'affaire Lockheed, refusait de renoncer à son siège de député). Enfin, le côté person de cette élection, avec M. Nakasone mais aussi les trois figures mon-tantes du PLD (MM. Abe, Miya-zawa, Takeshita), a donné un dyna-misme particulier à la campagne des conservateurs. Mais est-ce là une explication suffisante?

Il y a eu, dans l'histoire politique de l'après-guerre au Japon, trois vagues conservatrices. Le début des années 50 (fin de l'occupation américaine, déroute de la gauche com-muniste balayée par les * purges rouges • de Mac Arthur, et fusion en 1955 des deux partis libéral et démocrate). La seconde vague fut celle des années 60 et de la politique de haute croissance économique du premier ministre Ikeda, qui fit rapidement progresser le niveau de vie. La troisième vague est celle des années 80.

Le conservatisme japonais du milieu de cette décennie – une ten-dance que corroborent régulièrement les enquêtes sur la conscience politique de la population - est différent de celui qui prévalut à des époques où la reconstruction et l'amélioration matérielle du niveau

de vie étaient les priorités de la majorité.

Un puissant lobby paysan

La différence essentielle tient à l'affaiblissement de la capacité du PLD de maîtriser l'espace politique. Sa base électorale est traditionnellement constituée de couches sociales dont le développement économique n'a longtemps guère entamé l'importance : la paysannerie (qui constitue de gens inconditionnellement fidèles), les commerçants et les petits entrepreneurs. C'est-à-dire ceux qui forment les « anciennes

classes moyennes ». La force du PLD repose sur des réseaux de pouvoirs locaux aux maillages très fins. Les comités de patronage, les notables et leurs clientèles, le jeu de l'élu qui rétribue en fonds publics la fidélité électorale, sont les composantes du pouvoir du PLD au niveau local. Rapports personnalisés et localisme associent une indifférence politique fondamentale (l'électeur vote moins en fonction d'un programme que pour des motifs utilitaires) à un taux élevé de participation - et à

une dose certaine de corruption. Le meilleur exemple de ce pouvoir local est représenté par M. Tanaka : bien que paralysé dans sa maison de Tokyo, il a été réélu dans sa circonscription de Niigata avec plus de 100000 voix d'avance sur le deuxième candidat victorieux.

Les « votes fixes »

Ce système d'encadrement local, permettant une efficace mobilisation des voix et assurant au PLD un capital de votes fixes, a été progressivement entamé par les migrations vers les villes qui ont brisé une partie des solidarités établies. Dans les danchi (grands ensembles), le taux d'abstention est en général particulièrment élevé. L'affaiblissement des réseaux de solidarités locales a donné lieu au développement impor tant d'un électorat flottant. Ces votes flottants, que de manière symptomatique les Japonais identifient au choix personnel, représentent selon un récent sondage de l'Asahi Shimbun, 39,6 % du total de l'électorat (alors que les votes fixes dont peut bénéficier le PLD ne

ent guère 35 %). Cet électorat flottant, particulièrment répandu chez les jeunes, est généralement présenté par les commentateurs politiques comme un électorat éclairé, votant en liberté de conscience et en fonction de critères modernes par opposition aux conduites de type traditionnel. C'est à cet électorat flottant, aidéologique, versatile et méliant à l'égard des politiciens, que le PLD, compte tenu de l'affaiblissement de ses réseaux de contrôle des votes

Cet électorat flottant reflète une endance profonde de la culture politique japonaise. Celle-ci, comme l'expérience historique nippone, dévalorise l'activité politique. On dit souvent que les Japonais croient

fixes, doit sa victoire.

cours des diseurs de bonne aventure. Ils considèrent en général les pre-miers comme des hommes uniquement intéressés par le pouvoir et ils ne se font guère d'illusion sur leur intégrité. Ce scepticisme s'enracine dans une culture rétive à l'utopie d'un ordre idéal. La culture politique japonaise est un mélange de pragmatisme et d'acceptation de l'ordre des choses.

L'Etat ne fut jamais perçu comme un instrument au service de certains idéaux transcendant son pouvoir et son autorité. Le système parlementaire importé à l'époque Meiji (milieu du dix-neuvième siècle) n'est pas apparu comme le signe de la prise en main de son destin par un peuple. Et dans l'aprèsguerre, l'utopie démocratique, véhiculée par la Constitution de 1946, fut rapidement évincée par le dyna-misme économique. De manière symptomatique, en 1960, le mot d'ordre du premier ministre Ikeda de « doublement du produit natio-nal brut en dix ans » avait pour corollaire un . nécessaire effacement du politique ». Comm pour le Japon la période de

Le pragmatisme

Ce substrat culturel lié à l'expérience historique du Japon explique le faible succès d'idéologies systé-matiques, comme le marxisme, sauf parmi les représentants de l'intelli-gentsia. Les désillusions des grandes utopies de changement des années 70 (de l'Amérique latine au Vietnam) accéléreront la retombée des phénomènes de résistance qui, après la grande effervescence politique du lendemain de la guerre, avaient marqué les années 60 (lutte contre le traité de sécurité nipponaméricain et luttes étudiantes).

En même temps, le Japon découvrait, avec la crise pétrolière, la précarité de ses succès économiques. C'est à partir de cette époque, d'ailleurs, que le conservatisme rega-gnera du terrain. De 1967 à 1975, on avait noté une poussée progressiste dans les préfectures fortement industrialisées (Tokyo, Osaka). Mais avec la crise économique et financer les ambitieux programmes sociaux des municipalités « rouges », l'électorat se retourna vers le camp conservateur. De dans les années 70 du décalage entre les demandes sociales et les interventions politiques, commençaient aussi à régresser. Les Japonais, avec pragmatisme, préféraient s'en remettre à un pouvoir qui gérait les affaires du pays au nom de la compétence plutôt qu'au nom d'idéaux.

Le mouvement de mauvaise humeur que manifesta l'électorat flottant à l'égard du PLD en 1983 fait partie de sa versatilité et de sa sibilité à la conjoncture. Trois ans plus tard, il a fait pencher la balance dans l'autre sens.

D'une manière générale, les Japonais sont conscients que le vrai débat (notamment en matière économique) a lieu au sein du PLD et non entre la majorité et l'opposition. Le Parti conservateur n'est en effet en rien monolithique : ses clans sont la garantie de sa flexibilité. Son caractère de « coalition » fait que même s'il est dominant il ne s'apparente pas au parti unique : les critiques de la politique de dépenses militaires de M. Nakasone sont venues autant, sinon plus, du PLD

que de l'opposition. Le pragmatisme que les Japonais ont démontré dans ces dernières élections conduit à nuancer le caractère de succès personnel de M. Nakasone qu'elles peuvent avoir. Pour l'instant, et les Japonais sont les premiers à le savoir, le PLD est une machine qu'un individu ne peut monopoliser. Sans doute le néonationalisme de M. Nakasone a pu séduire certains; les autres ne s'en sont guère inquiétés, le mettant au compte de sa « politique-spectacle ». Le premier ministre cherche assurément à combler un vide dans le leadership du parti gouvernemental laissé par la disparition ou le retrait des grandes figures politiques des années 70 (MM. Fukuda, Obira, Miki et Tanaka). Mais il est concurrencé par les « nouveaux dirigeants » dont la campagne électorale a rehaussé le prestige et dont aucun, pour l'instant, n'a fait allégcance au premier ministre « victoricux ».

PHILIPPE PONS.

(I) Le Parti libéral démocrate dispose à la Chambre basse de 304 sièges sur 512. (En comptant le ralliement de quatre indépendants.) Ce qui lui assure à la Chambre basse une majorité de 59 %. En termes de majorité de 59 %. En termes de pourcentage de voix, le PLD a obtenu 49,4 % (45,7 % en 1983). A la Chambre haute, il dispose de 140 sièges sur 252.

EUROPE

LA PRESTATION DE SERMENT DE M. WALDHEIM

Cheval géant à Vienne et film-témoignage à Jérusalem

M. Kurt Waldheim a prêté serment, le mardi 8 juillet, devant le séance extraordinaire. Dans son allocution, le nouveau président stigmatisé, pour la première fois, le « système nazi [qui] avait perdu toute dignité humaine du iuits ». « Chacun doit œuvrer quotidiennement pour que ses concitovens soient traités en frères, quelle que soit leur race », a-t-il ajouté. La cérémonie d'intronisation s'est déroulée en l'absence de l'ambassadeur d'Israel, qui n'a pas rejoint son poste, et de celui des Etats-Unis. L'ambassadeur d'URSS à Vienne, en vacances, était repré-

L'ambassadeur de France, M. François-Régis Bastide, était présent. Pendant ce temps, dans le centre de Vienne, une manifestation était organisée par des membres du groupe Nouvelle Autriche, animé par des intellec-tuels. Un cheval de bois de 4 mètres de haut, coiffé d'un bonnet portant une croix gammée, ceuvre du sculpteur Alfred Hrdlicka, a été érigé sur la place Saint-Etienne. C'était là une allusion à un épisode du passé de M. Waldheim, son adhésion à une association de sport équestre des SA. A Jérusalem, nous rapporte notre correspondant J.-P. Langel-

lier, à l'heure où M. Waldheim prêtait serment, les témoinsacteurs du film Shoah interrogés par le cinéaste Claude Lanzmann dans la campagne polonaise où a eu lieu l'holocauste défilaient sur l'écran dans une petite salle de la Knesset. Une vingtaine de déés, soit un sur six, et le mini tre de la justice, M. Modaï, assistaient à la projection organisée par la commission de l'éducation du Parlement. Le ministre des affaires étrangères, M. Shamir, avait d'abord jugé ce geste incoportun, avant de lever ses objections. Le premier ministre, M. Shimon Pérès, s'est contenté d'une litote : « Aujourd'hui, je ne

Le Mémorial de l'holocauste a lancé un appel au peuple autrichien pour qu'il réagisse contre le « réveil de l'antisémistisme ». Quant à l'avenir des relations israélo-autrichiennes, le gouver-nement de Jérusalem — indique notre correspondant - n'a pas encore fixé sa lione de conduite. M. Michael Elitzur, actuel ambassadeur à Vienne, arrive en fin de mission. Absent d'Autriche depuis un mois, il y retoumera bientot pour faire ses valises. « Nous n'avons rien décidé jusqu'ici. a déclaré, mardi, M. Shamir, mais je présume que l'ambassadeur ne sera pas remplacé. »

Une lettre de l'ambassadeur d'Autriche

M. Erik Nettel, ambassadeur d'Autriche en France, nous a fait parvenir, à l'occasion de la prise de fonctions du président Waldheim, une longue lettre dont voici l'essen-

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale. l'Autriche a conqu le développement d'un système authentiquement démocratique et dépourvu des défauts du passé. Dans depondre de ce système. M. Wal-dheim a été élu président de la République au suffrage universel direct avec 54 % des voix. Il est aberrant de penser que 54 % des électeurs sont des mazis, des antisé-cites et des militants du pensente. mites et des militants du pangerma-nisme! Cette accusation visant les partisans de M. Waldheim minimise singulièrement la définition même du national-socialisme. Ceci ne peut être dans l'intérêt de tous ceux qui se détournent avec horreur des atrocités perpétrées avant ou pendant la

guerre. (...) 16.5 % seulement des Autrichiens ayant le droit de vote ont vécu l'époque de l'occupation allemande de leur pays. Une grande majorité de la population n'a que peu ou pas du tout connu cette période et a grandi dans un Etat démocratique. Il est donc plus qu'improbable qu'une par-tie des 54 % des votants ait élu M. Waldheim du fait de convictions national-socialistes ou antisémites. La jeune génération, en particulier, ne comprend pas du tout les accusa-tions formulées contre elle par la

L'Autriche est accusée de ne pas avoir procédé à une dénazification sérieuse après l'effondrement du régime hitlérien. Cette affirmation - volontairement ou non la réalité de la politique de dénazifi-cation pratiquée à la fin de la guerre sous le contrôle du conseil allié dont faisait partie la France. En vertu de la loi autrichienne sur les crimes de guerre, 130 000 personnes ont été poursuivies et 23 000 verdicts pro-noncés dont 13 000 condamnations; 43 criminels ont été condamnés à la peine capitale dont 30 exécutés. Plus de 100 000 personnes ont été éliminées de la fonction publique. D'aucuns pourraient considérer ces mesures comme insuffisantes au regard des événements tragiques de cette époque troublée. Elles semblent pourtant correspondre à l'ampleur des mesures prises dans d'autres pays contre les personnes accusées de collaboration ou de

crimes nazis. (...) Moi-même et beaucoup de mes compatriotes avons été choqués en constatant la légèreté avec laquelle une multitude de journalistes ont qualifié M. Waldbeim de criminel de guerre, de national-socialiste et d'antisémite sans étayer ces accusations de faits concrets. Dans un pays qui a vu naître la déclaration des roits de l'homme et qui se considère comme un pionnier en matière de liberté de l'individu, la présomption d'innocence devrait pourtant

LA CRISE GOUVERNEMENTALE

Italie

Echec de la « mission d'exploration » de M. Fanfani

De notre correspondant

Rome. - La « mission exploratoire - de M. Amintore Fanfani, démocrate-chrétien et président du iours oar b chef de l'Etat de trouver les bases d'un compromis entre les cinq partis de la coalition sortante pour résoudre la crise, s'est achevée le mardi juillet sur un constat d'échec. L'impasse est due aux exigences op-posées du PSI de M. Bettino Craxi de la démocratie-chrétienne de M. Ciriaco de Mita.

Les deux principaux partis de la majorité, le PSI et la DC sont toujours plus bloqués sur leurs posi-tions. Les socialistes refusent totalement l'hypothèse d'un gouvernement « Craxi bis » de transition destiné à ne durer que jusqu'en dé-cembre prochain. La direction du PSI s'était réunie lundi et avait rendu public un document illustrant les mérites des trois dernières années du gouvernement de coalition à direction socialiste. La délégation socialiste à l'issue de ses entretiens avec M. Fanfani mettait les points sur les « i », affirmant que son objectif était un second gouvernement Craxi • renforcé et rénové • sans au-cune hypothèque quant à sa durée. Face à ce relus pur et simple de prendre en considération ses requêtes, la DC exigeait toujours plus

clairement pour l'un des siens la présidence du conseil. Elle pense que ce poste lui revient de droit après les trois ans de gouvernement Craxi, l'alternance au sein de la coalition devant jouer en faveur du « premier

Les trois petits partis du gouvernement sortant - sociauxdémocrates, libéraux et républicains, - réduits depuis le début de la crise à jouer les utilités, proposaient le renvoi pur et simple du ca-binet sortant devant le Parlement. Désormais un tel recours est difficilement praticable.

Certains évoquent l'hypothèse d'un cabinet de transition présidé par un représentant d'un des « trois petits ». D'autres estiment que la scule solution est un gouvernement dirigé par un démocrate-chrétien soutenu du bout des lèvres, ou même seulement de l'extérieur par le PSI. Le Parti communiste, cantonné depuis trois ans dans l'opposition, estime, par la voix de son secrétaire général, Alessandro Natta, que « la charge de soupçons et de mésiance entre DC et PSI est arrivée à un tel point que la reconduction d'une coalition à cinq, quelle qu'en soit la forme, semble non seulement difficile, mais même franchement dom-

(Intérim.)

Grèce

Vers une normalisation complète des rapports avec l'Albanie

De notre correspondant

Arhènes. - La Grèce n'a toujours pas concrétisé son intention, proclamée depuis longtemps, de mettre fin à l'é état de guerre » avec l'Albanie. Mais cette décision désormais ne saurait tarder. Selon un commu qué rendu public à la fin d'une visite en Albanie de hauts fonctionnaires grecs sous la direction du secrétaire du ministère des affaires étrangères, le côté albanais a - salué l'intentio du gouvernement grec, manifestée par des déclarations du premier ministre et du ministre des affaires étrangères, d'annuler l'état de guerre entre les deux pays et donne l'assurance que, sur la base des dis-positions de la Constitution de l'Albanie ainsi que par d'autres moyens et actions, le gouvernement albanais fera tout ce qui est possible pour que la minorité grecque de l'Albanie prospère et jouisse de tous

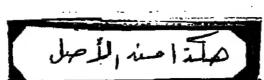
En fait, la Grèce avait ann maintes reprises et dès 1979 son intention de normaliser ses relations avec l'Albanie, mais les gouvernements successifs se sont toujours heurtés à l'opposition des organisations de Grecs originaires de l'Epire du Nord (actuellement Albanie du Sud) vivant en Grèce ou à l'étran-

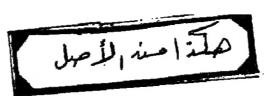
ger, notamment aux Etats-Unis. ainsi qu'à des problèmes politiques et juridiques assez complexes. L'état de guerre entre les deux pays existe depuis 1940 et avait été déclaré par dictature de Metaxas par simple décret royal lors de l'invasion ita-Grèce. Il faut encore décider si la fin de l'état de guerre doit être proclamée par décision du gouvernement, par décret présidentiel ou par une loi du Parlement, chacune de ces solutions engageant de manière différente le gouvernement actuel et ceux qui lui succéderont.

En attendant, les deux pays ont changé depuis longtemps des ambassadeurs, ont développé leurs échanges commerciaux (80 millions de dollars actuellement, qui seront portés à 120 millions après l'accord passé en janvier 1986), sont reliés par des vols réguliers et viennent de décider, lors de la récente visite en Albanie, d'établir une ligne de carferrie entre l'île de Corfou et la côte albanaise.

L'opposition de gauche approuve cette évolution et suhaite la voir couronnée par une normalisation complète, alors que l'opposition de droite se déclare surtout soucieuse de pro-téger et développer les droits de la norité grecque vivant en Albanie. THÉODORE MARANGOS.







LECTORAL DES LIBERAUX

que du conservation

the same of the least that extension of the addit

F.A.U.S.T. 34, rue Pargaminières, 31000 TOULOUSE Tél. 61.21.44.74 - Télex : 531079 F

OUSEJOUEF./ TOULOUSE a réconcilié la création artisti avec la recherche scientifique: - Hermès et l'Orchestre du Capitole Airbus et le gothique occitanl'électronique et l'art de vivre ... F.A.U.S.T., Forum des Arts de l'Univers Scientifique et technique, est le grand rendez-vous des techniques et de la création. F.A.U.S.T. c'est aussi: - le laser qui devient pinceau pour restaurer une toile de Maître, ou ciseau dans les mains une toile de Maître, ou ciseau dans les mains du sculpteur,

le satellite Spot qui photographie depuis l'espace les grandes capitales du Monde mais aussi les cités oubliées,

des ordinateurs qui jouent aux échecs, composent des slogans publicitaires ou des poèmes, écrivent des chorégraphies, font chanter des robots, fabriquent des dessins animés animés... Industriels, Entrepréneurs, Créateurs, Artistes, soyez avec nous au rendez-vous de F.A.U.S.T., à Toulouse, du 21 au 26 octobre 1986. et la participation de

Société.

'Activité.

Les socialistes veulent pousser M. Pasqua dans ses retranchements

La polémique sur l'immigration s'était jusqu'à présent arrêtée aux portes de l'Assemblée nationale. Cette fois elle va y pénétrer sans retenue. La situation des étrangers en France est depuis plusieurs amées au cœur du débat politique, mais les députés avaient su en débattre sereinement : l'adoption à l'unanimité du dernier texte de loi la réglementant, celui de juillet 1984-créant un titre unique de séjour, avait été, à cet égard, significative. Depuis les prises de position du Front national, l'ambiance de la dernière campagne électorale a enveminé le débat, au point que la dis-cussion du projet de loi de M. Charles Pasqua sur les condi-tions d'entrée et de séjour des étran-gers, qui doit commencer ce mer-credi 9 juillet au Palais Bourbon, le se déroulera sans doute pas dans le calme. D'autant moins que la gauche entend bien en profiter pour faire le procès des méthodes du

La majorité, sous la pression de l'opinion publique qui s'est mobili-sée, a seusiblement corrigé les propositions qu'elle avait annoncées lors de la campagne électorale. Le projet de M. Pasqua va moins loin que son avant-projet; la commission des lois, à l'initiative de son rapporteur, M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) et de son président, M. Jacques Toubon, en a encore atténué la vérité. Pas assez, au goût des plus libéraux de ses membres. Trop pour ceux qui restent très sensibles à

M. JEAN-MARIE LE PEN : la cohabitation c'est l'impuissance

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a déclaré, le mardi 8 juillet, au cours d'une rencontre avec la presse, que M. Charles Pasqua pratiquait en matière de sécurité « une politique fumigène » et qu'il n'y avait « pas de changement radical du climat d'insécurité ». Il a dénoncé « la pusillanimité » de l'action du gouremement en ce domaine « qui ne

peut conduire qu'à un échec ». Le député de Paris évoquant le problème de l'immigration a estimé : Dans ce domaine comme dans celui de la sécurité, le gouvern n'a rien appris, rien compris ou bien il ne veut pas comprendre la dimen-sion de ces problèmes qui s'interpé-nètrent. Il faudrait définir une politique générale basée sur une conception de la nation et de sa finalité. » Il a rappelé que ce problème ne pourra se régler que « par une véritable politique démographi-

nal, « la cohabitation aboutit à l'impuissance, à l'incohérence et à l'immobilisme », ajoutant : «Avec un gouvernement à direction bicé-phale il y a forcément un électorat trompé et peut-être les deux. » Enfin, il a annoncé que le Front

Pour le président du Front natio-

que et familiale ».

national entendait être présent lors des élections sénatoriales du 28 septembre soit en présentant ses propres candidats soit en faisant liste commune avec le CNIP.

l'électoralisme. Le Front national, bien entendu, va tenter de jouer sur ces divergences plus ou moins camouflées. Car, pour lui, l'affaire est entendue, le projet gouvernemen-tal ne répond pas aux souhaits des électeurs de la droite.

M. Jean-Marie Le Pen ne l'a pas caché, mardi, au cours d'une conférence de presse. Pour lui, les mesures gouvernementales ne tienneut pas compte de la gravité du problème (voir ci-contre le compte rendu de cette réunion). Aussi, si les amendements, que défendra son groupe, ne sont pas adoptés, ses amis ne pourront pas adopter le projet dans son état actuel ». L'extrême droite profitera donc de ce débat pour montrer que ses propositions correspondent mieux aux souhaits des électeurs de toute la droite que celles du gouvernement. M. Le Pen, qui compte intervenir personnelle ment dans le débat, en profitera pour se démarquer clairement de la majorité, sur un thème qui lui paraît

Une centaine d'amendements

Le débat ne devrait pas être sim-ple pour la majorité. M. Pierre Messmer en est parfaitement conscient, prévoyant qu'il pourra difficilement être achevé à la fin de cette semaine, contrairement à ce qui est pour l'instant prévu. Bien que le conseil des ministres ait déjà autorisé le gouvernement à engager sa responsabilité sur le vote de ce projet, le président du groupe RPR souhaite, pour une fois, que M. Jac-ques Chirac puisse éviter d'y avoir recours, car ce texte « touchant aux libertés, il est préférable que le débat aille à son terme ».

Les socialistes, eux non plus, n'ont pas l'intention de faciliter la tâche de la majorité. D'abord parce qu'ils sont, a rappelé leur porte-parole, après la réunion de leur groupe,

M. Jean Anciant (PS, Oise), contre l'esprit de cette législation et que les amendements adoptés par la com-mission des lois ne le rendent « toujours pas acceptable ». Ensuite parce qu'il va leur permettre de s'en prendre directement aux méthodes du ministre de l'intérieur, contrairement à la discussion des projets sur la sécurité qui avaient été défendus par M. Albin Chalandon.

Malgré les réserves de M. Pierre Joxe, qui a estimé que les résultats de la pratique policière de MM. Pas-qua et Pandraud, allaient finir natureliement par retourner l'opinion, les députés socialistes sont bien décidés à profiter de ce débat sur les étrangers pour demander au ministre de l'intérieur des explications sur les récents événements. Constatant que ce texte renforce les pouvoirs de la police, ils s'inquiètent de l'attitude qu'elle pourrait avoir, car pour les socialistes la situation des étrangers est « moins un problème de législation, a expliqué M. Anciant, que d'application des textes ». D'où mportance pour eux de connaître très précisément les consignes que pourra donner le ministre aux poli-

Affirmant, là encore, qu'il ne vent pas faire « d'obstruction », le PS a l'intention de déposer une centaine d'amendements et il aimerait que le débat soit notablement « approfondi » pour déborder sur la semaine prochaine. En fait, son objectif, non avoué, est de suffisam-ment pousser M. Pasqua dans ses retranchements pour l'amener à dire une phrase de trop, pour le pousser à la faute. Histoire, bien entendu, de relancer la discussion et de dévoiler les intentions « cachées » du gouvernement, pour tenter de mobiliser, dernière l'opposition, les monve-ments philosophiques et religieux qui, après avoir contesté les projets du ministre de l'intérieur, ont

THIERRY BRÉHIER.

«La procédure administrative est très supérieure à la procédure judiciaire»

affirme M. Robert Pandraud

Dans une interview que publie mercredi 9 juillet le Figaro, M. Robert Pandraud, ministre délégué à la sécurité, souligne que le projet de loi sur les conditions entrée et de séjour des étrangers en France vise à lutter contre l'immigration clandestine et à faciliter l'expulsion de ceux qui ont

enfreint la loi.

Selon lui, on ne portera pas atteinte aux libertés individuelles en confiant à l'administration – et non plus à la justice – les décisions de reconduite à la frontière. Au contraire : « La procédure adminis-trative de reconduire à la frontière est très supérieure à la procédure judiciaire. Celle-ci, peu efficace, avait donné des résultats très limités. Les juges, en effet, n'étaient pas obligés de prononcer la recon-duite à la frontière et beaucoup d'entre eux préféraient prononcer une peine d'amende ou d'emprisonfait paradoxale puisqu'elle aboutissait en fait à maintenir sur notre territoire, moyennant le paiement d'une amende ou l'exécution d'une courte peine de prison, les immigrés » Au plan des libertés indivi-

nement. Cette situation était tout à

duelles, la procédure judiciaire était particulièrement humiliante et dégradante pour l'étranger lorsqu'elle aboutissait à une peine » J'ajoute d'ailleurs que l'empri-

sonnement des immigrés clandestins aboutissait à surcharger les établis-sements pénitentiaires de notre » Enfin, la procédure administrative permettra à chaque préfet

d'apprécier au cas par cas, en fonction de considérations humanitaires, les kituations difficiles qui lui seront soumises (...) .

• L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Le trublion, les apôtres de Saint-Denis et le néophyte canaque...

Le Parlement, c'est comme la météo : les prévisions y sont toujours très aléatoires. On pouvait supposer, par exemple, que la discussion du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie constituerait, le mardi 8 juillet, à l'Assemblée nationale, une simple formalité. Dès lors que le gouvernement, par l'intermédiaire du ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, s'était mis d'accord avec la commission des lois pour que les députés de la majorité entérinent le texte amendé le 10 juin, en première lecture, par le Sénat, sans en changer une seule virgule (le Monde du 8 juin), la messe paraissait dite. Et M. Pons ayant confirmé sa volonté d'obteni « vote conforme ». l'issue du débat. qui devait se poursuivre ce mercredi, ne fait en effet aucun doute après le rejet (par 324 voix contre 242) de l'exception d'irrecevabilité soulevée par les socialistes, qui jugent le projet inconstitutionnel, et celui, à main levée, de la question préalable déposée par les commu-nistes, selon lesquels il n'y avait pas lieu de délibérer.

Pourtant, bien que sur le fond tout ait été dit et redit, depuis deux ans, sur la question calédonienne, le débat a été sauvé du ronronnement par les interventions d'un trublion, de deux apôtres de Saint-Denis et d'un néophyte canaque.

Le trublion, ce fut M. Jean-Pierre Soisson. Au nom de l'UDF, le député de l'Yonne, délégué national de son mouvement pour l'outremer, n'a pas manqué l'occasion de se démarquer des orientations du RPR suivies par M. Pons. Oh! Il serait excessif d'affirmer que sa prise de distance géna vraiment le gouverne-

D'emblée, M. Soisson avait affirmé qu'il voterait le projet de loi. Mais la tonalité critique de son discours, conçu pour servir de point de repère, n'est pas passée inaperçue. M. Soisson s'interroge sur l'opportunité du plan de M. Pons: « Trois réformes en trois ans pour préparer un quatrième statut, c'est beaucoup, c'est même trop. Ce projet de loi étalt-il vraiment nécessaire? Un équilibre fragile s'est instauré en Nouvelle-Calédonie. Nous devons le préserver. » M. Soisson a inême déposé plusieurs amendements tendant à adoucir la remise en cause du statut « Fabius-Pisani », histoire sans doute de prouver aux libéraux du territoire que l'UDF n'entend pas laisser le champ libre au mouvement

De l'avis de M. Soisson, « les dispositions relatives au développ ment rural et à l'aménagement foncier doivent permettre de prolonger l'action de réforme foncière engagée il y a plus de six ans » [sous M. Giscard d'Estaing] et « elles ne sauraient être interprétées comme la remise en cause de l'effort accompli en vue d'une meilleure répartition des terres». Sur ce point crucial M. Soisson conteste donc le choix de M. Pons et du Sénat : « Dans cette perspective la compétence doit revenir à l'Etat et non au territoire.

Pour quelques mois il n'est pas nécessaire de décider un transfert de compétences. » De même M. Soisson demande til un renforcemen des moyens en faveur de l'« objectif prioritaire » : le développement de l'intérieur de la Grande-Terre et des Iles. Il regrette, enfin, que le minis-tre des DOM-TOM ait cédé aux pressions de ses partisans locaux en laissant au congrès du territoire, contrôlé par les anti-indépendantistes, le soin de fixer les seuils sociaux dans les entreprises.

M. Soisson a ainsi bien rempli la

fonction de poil à gratter la majorité mais sa démonstration aurait été plus forte s'il n'avait pas retiré ses ents au moment de la dis-

« L'ennemi, c'est l'Anglais ! »

Les deux « apôtres » qui se mirent en vedette appartenaient à l'église de M. Le Pen. Intervenant contre l'exception d'irrecevabilité défendue par M. Joseph Franceschi (PS, Val-de-Marne) – qui avait invité M. Pons et ses compagnons à se demander ce qu'aurait fait le géné-ral de Gaulle en Nouvelle-Calédonie, M. Jean-Claude Martinez (FN, Hérault) a beaucoup amusé ses collègues du RPR et de l'UDF en exécutant un extraordi-naire numéro de bateleur tricolore. Tout y est passé! Le Carrefour du développement et l'affaire » de l'ONASEC : « Alors qu'à Paris M. Chalier offre des studios et des voitures à des hôtesses de l'air, que les amis d'un ancien ministre peuvent acheter un château dans le val de Loire avec des fonds publics, qu'à Carcassonne M. Courrière peut « placer » son cousin Fernana aux frais du contribuable, il existe en Nouvelle-Calédonie un demimillier de petits réfugiés, véritables petits harkis du Pacifique, qui en sont réduits à attendre leur survie

Les jugements sur « les Canaques de la brousse (...) civilisateurs de la civilisation du jet de pierre ». La mise au cachot de l'ancien ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, accusé « d'avoir empêché les gen-darmes de remplir leur mission, d'avoir laissé voler, violer, tuer - : « Ou c'est la sénilité, et cela relève du Val-de-Grâce, pour ne pas parler de Charenton, ou M. Pisani a agi en toute lucidité, et l'article 68 de la Constitution sur la Haute Cour s'applique. Je ne vois pas pourquoi M. Pisani peut encore se promener

La négation du droit à l'autodétermination : - Le principe d'autodétermination est une norme per-verse, une machine à découper les peuples. Il porte atteinte à l'inté-grité du territoire et à l'unité de la République, Ouoi ! On a ramené au sein de la France, par le feu et par le sang, la Vendée chouanne, le Lan-guedoc cathare, les Cévennes canisardes, la Commune communarde les girondins et les fédéralistes, et en Nouvelle-Calédonie on laisserait naintenant filer une poignée qui

La France e de Dunkerque à la terre Adélie, de Strasbourg à Clipperton, de Brest à Nouméa!». Avec, in fine, les préludes de la guerre de Cent Aus : « Je vous pose la question : la France de Bouvines, qui s'est rassemblée derrière l'ori-flamme de Saint-Denis, pourrait

s'arrêter à Thio devant le tee-shirt d'Eloi Machoro? » Les socialistes en out eu le souffle coupé.

Whier, les constrained wittravaille wittravaille

Compère de M. Martinez et chargé de répliquer à la question préalable posée par les commu-nistes, M. Roger Holeindre, député du Front national en Seine-Saint-Denis, sur un registre moins humoristique mais tout aussi touitruant, a requis la «réclusion perpétuelle» non seulement pour M. Pisani, mais aussi pour les autres hauts fonction naires socialistes impliqués dans les événements de ces dernières années. Il a évoqué également, avec émotion, le sort des vieux pionniers caldoches isolés en brousse, pour en arriver à la conclusion que le pro-blème calédonien se résume à la rivalité ancestrale... entre les angli-

cans et les papistes. Ceux qui détiennent la vérité, selon M. Holeindre, ce sont ces missionnaires qu'il a rencontrés en Nouvelle-Guinée (« de vrai mis-sionnaires, a précisé l'ancien baroudeur, pas des prêtres ouvriers gauchos ») et qui lui ont dit en trinquant à la santé de la France : « L'ennemi, c'est l'Anglais ! ».

« Bon » et « mauvais » Canaque

Quant au néophyte Canaque de cette histoire, c'est le nouveau député RPR du territoire, M. Maurice Nenou-Pwataho, seul porteparole de la majorité calédonienne en l'absence de M. Jacques Lafleur en convalescence à la suite d'un infarctus. Pour être de circonstance, son propos ne sonna pas moins juste:
« Celui qui, suivant nos coutumes, prétend parler au nom de tous les Canaques, celui-là est un menteur car personne, dans notre histoire et aujourd'hui encore, n'a reçu une telle délégation. (...) La France peut être fière de ce qu'elle a accompli dans cette région du Paci-fique. (...) Il n'existe pas de problème racial en Nouvelle-Calédonie. (...) J'ai connu l'époque où la citoyenneté française ne nous était pas reconnue, à nous Calédo-niens d'origine mélanésienne. (...) De cette époque je ne tire aucune amertume car la France a eu le génie de se remettre en question. (...) Pourquoi faudrait-il salir et accuser la France de tous les maux pour être - bon Canaque » et n'être qu'un « mauvais Canaque » lorsqu'on veut conserver sa nationalité française tout en étant fier de son identité mélanésienne ?

M. Pons a passé une journée tranquille, mardi au Palais-Bourbon, malgré les multiples mises en garde du PS et du PC. Le ministre des DOM-TOM a même vécu un rare moment d'œcuménisme quand, un instant après avoir vu M. Martinez hi exprimer toute son - affection > (dans l'espoir illusoire de voir le gouvernement retenir quelques-uns de ses amendements), il a entendu président du groupe socialiste, M. Pierre Joxe, pourtant très serme et parfois même pathétique dans sa dénonciation de la remise en cause du statut actuel et sa demande de reavoi en commission, rendre hommage à sa « sagesse » et à sa tempérance dans l'art - de prendre le vent et de ne pas aller trop loin ». Que pouvait-il rêver de mieux ?

ALAIN ROLLAT.

Le Conseil constitutionnel annule les élections législatives dans deux départements

Les électeurs de Haute-Garome et de Haute-Corse vont retourner aux irmes pour élire à nouveau leurs députés. Réuni mardi 8 juillet, le Conseil constitutionnel a décidé d'annuler l'élection, le 16 mars der-nier, des dix députés de ces deux départements. En revanche, les Neuf sages out rejeté deux requêtes, l'une de M. Jean Gatel, ancien secrétaire d'Etat à l'économie sociale, tendant à obtenir l'annulation de cette consultation dans le Vaucluse, et une antre de M. Marcel Esdras concourant au même but

Concernant la Haute-Garonne, le Conseil constitutionnel a examiné quatre requêtes qui réclamaient principalement l'annulation des der-nières élections législatives dans ce département. Il a considéré que la non-participation à ce scrutin de la liste conduite par M. Gérard Hou-teer, député socialiste sortant, dont la liste n'avait pas été enregistrée à tort, « a été de nature à affecter les résultats du scrutin et à modifier éventuellement la répartition des sièges entre les listes en présence ».

Cette annulation est aussi génante pour le PS que pour les partis de la majorité. Elle constitue une péripétie supplémentaire dans la crise que traverse la fédération socialiste de Hante-Garonne (le Monde du 12 et du 16 avril). Mécontent de la place qui lui avait été accordée lors de la constitution des la constitution de la tion des listes par le PS,

M. Houteer, qui s'auto-proclame « rocardien » et qui n'a jamais caché son opposition résolue à l'abolition la peine de mort - la prison de Muret est installée dans l'ancienne circonscription dont il était le

DIX INVALIDATIONS

La décision du Conseil constitutionnel entraîne l'invelidation de dix députés en exercice : cinq de la majorité et cinq de l'opposition. Pour la Haute-Garonne, il s'agit de MM. Gérard Bapt (PS), Pierre Baudis (app. UDF), Jean Diébold (non inscrit), Pierre Montastruc (app. UDF), Pierre Ortet (PS), Alex Raymond (PS), Jacques Roger-Machart (PS), et Jean-Paul Séguala (RPR). En Haute-Corse, MM. Pierre Pasquini (RPR) et Emile Zuccarelli (MRG app. PS) sont concernés.

Dans ces deux départements, les résultats des listes ayant obtenu des sièges de députés lors des élections du 16 mars svaient été les suivants. En Haute-Garonne :.. lista Raymond (PS), 37,90 %; liste Baudis (divers droite-UDF), 33,94 %; listo Seguala (RPR), 19,17 %. En Haute-Corse : liste Pasquini (RPR), 28,17 % et liste Zuccarelli (MRG), 24,03 %.

député sortant - avait décidé de mener sa propre liste. Or le nom et la date de naissance d'un de ses colistiers, M. Salvan, figuraient égale-ment sur une liste du Rassemblement des usagers et contribuables (RUC) des Hautes-Alpes, ce qu'interdit formellement l'arti-cle L. 156 du code électoral. Cette constatation avait conduit le com-missaire de la République de Haute-Garonne a rejeter la liste Houteer. Le Conseil constitutionnel lui en fait le reproche en remarquant que le préfet « n'aurait pas du refuser l'enregistrement de la candidature de la liste conduite par M. Houteer, mais aurait du saisir le tribunal administratif ainsi d'ailleurs que l'intéressé le lui avait expressément Du côté de la majorité qui n'avait

pas réussi avant le 16 mars à constimer une liste unique RPR-UDF, M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, va devoir expliquer à ses électeurs pourquoi il brigue un siège de député alors qu'il ne souhaite pas aller au Palais-Bourbon. N'avait-il pas, après le 16 mars, démissionné au profit de son père en raison de la loi sur les cumuls de mandats? Le prochain scrutin pourrait se dérouler le 5 octob

Pour la Hante-Corse, le Conseil a également examiné quatre requêtes qui tendaient à l'annulation de l'élection de MM. Pierre Pasquini l'élection de MM. Pierre Pasquini requérants, vingt-deux décisions de (RPR) et Emile Zuccarelli rejet et deux décisions d'annulation.

(MRG). Il a considéré que «de nombreuses procurations irrégu-lières ont été utilisées », le 16 mars à Bastia, que les listes d'émarge-ment e transmises à la préfecture n'étaient pas celles utilisées lors du scrutin », que « la disparition des volets de procuration suivie de la substitution des listes d'ém ment falsifiées aux listes origina empêchent tout contrôle du nombre exact et de la validité des votes par procuration ». En conséquence, « de telles irrégularités par leur gravité, leur nombre et le caractère organisé, interdisent de retenir comme sincères les opérations de vote dans la ville de Bastia et de déterminer avec certitude le nombre de voix obtenues (...) par chacune des listes en présence ».

De nouvelles élections partielles doivent être organisées dans un délai de trois mois, dans ces deux départements, selon le même système que le 16 mars, c'est-à-dire à la proportionnelle. Ces annulations ne modifient en rien, pour le moment, l'équilibre droite-gauche à l'Assemblée nationale, majorité et opposition perdant chacune cinq députés. Le Conseil constitutionnel a ainsi

achevé l'examen des trente-trois requêtes dont il avait été saisi à l'occasion des dernières législatives. Le Conseil a rendu trois décisions donnant acte du désistement des

L'épiscopat redoute « les conséquences malheureuses » da nouveau statut

La commission française Justice La commission française Justice et Paix, organisme de l'épiscopat catholique, présidée par Mgr André Fauchet, évêque de Troyes, a écrit aux députés qui examinent le projet de nouveau statut pour la Nouvelle-Calédonie. Pour elle, les dispositions de ce texte constituent un retour en arrième et risquent d'e entraîner des arrière et risquent d'e entraîner des conséquences malheureuses ».

Rappelant l'insistance des forces morales et religieuses de Nouvelle-Calédonie en favour d'« une concertation entre toutes les parties pre-nantes », la commission Justice et Paix 6crit: « Plus ou moins bien acceptées au départ, les structures que constituent les régions ont détourné vers le développement une agressivité latente. Entre les groupes ethniques divers, elles ont introduit des habitudes de travail en commun. >

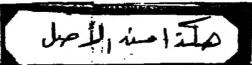
Et elle ajoute: « La suppression des organismes chargés du dévelop-pement et du problème foncier, ainsi que l'amenuisement prévu du contenu de l'action régionale peu- c'est la voie de la sagesse. »

vent conduirent, en revanche, au désespoir de la population canaque. Il ne faudrait pas, par de telles dis-positions, affaiblir les possibilités d'action des modérés. »

Sans négliger le nécessaire main-tien de l'ordre, les signataires de cette lettre de Justice et Paix écrivent qu'« il ne peut être assuré seu-lement et durablement par une augmentation des forces de l'ordre ».

La commission de l'épiscopat français conclut en ces termes sa lettre aux députés : « Nous espérons que les responsables politiques de notre pays sauront s'inspirer des principes de liberté et de promotion des peuples (...) Nous vous deman-dons de prendre en compte, par prédilection, les minorités pauvres du territoire, afin que leur dignité soit sauvegardée. Cela nous semble conforme aux droits des hommes. Comme chrétiens, nous croyons qu'il ne peut en aller autrement. Comme citoyens, nous pensons que





(PUBLICITÉ

••• LE MONDE - Jeudi 10 juillet 1986 - Page 9

Ou bien, les capitaux restent à l'étranger et font travailler des étrangers. Ou bien, ils rentrent en France et font travailler des français.



estares de Saint-De Estares de Saint-De

Constitution (August)

per S. Princip Processor (PS. Ville Control) - International (PS.

The Secretary () Statements of and the parties of t

months of the principal of manufacture of the principal o

Comments (last constructors ?)

Cette annonce n'émane pas d'un quelconque comité du genre : La Mémoire-Qui-Flanche, Les Yeux Mi-Clos, Espace 81, Là et Ailleurs. Elle est signée du Rassemblement Pour la République



La majorité contre-attaque pour sortir M. Léotard de l'enlisement

la période estivale pour faire parler de lui, 1984 : l'école privée et le référendum sur le référendum ; 1985 : la Nouvelle-Calédonie ; 1986 : la communication. Les sujets se suivent sans se ressembler, et les rôles s'inversent. La droite est toujours largement majoritaire au Luxembourg: hier elle combattait le gou-vernement socialiste, aujourd'hui elle combat l'opposition socialiste.

Depuis le 25 juin (date à laquelle s'est ouvert en séance publique le débat sur le projet de loi relatif à la communication), la majorité sénatoriale s'était montrée attentiste, laissant la commission spéciale chargée d'examiner le texte, et le gouverne-ment faire face à l'obstruction de la gauche, des socialistes en particu-lier. Du coup, M. François Léotard est apparu politiquement isolé entre des sénateurs obligés à des « tours » de présence muette, une commission réferivant son texte, et une poignée de sénateurs socialistes munis d'amendements par centaines et prêts à tenir un long siège.

Commencé lundi 7 juillet, l'examen des amendements sur le seul article 33 du projet (qui fixe les conditions dans lesquelles la CNCL autorise l'usage des fréquences par les radios) n'a pu être achevé dans la journée du mardi. • Ce n'est même plus de l'enterrement, c'est du pourrissement ! . Cette constatation explique que la majorité ait aujourd'hui décidé de réagir.

Après avoir envisagé plusieurs hypothèses, les responsables de la majorité sénatoriale vont se mettre en avant. La venue de M. Jacques Chirac dans l'hémicycle pour soutenir son ministre est apparue prématurée ou risquant d'être interprétée comme un signe de dramatisation inutile aux yeux de l'opinion : puisque difficultés il y a au palais du Luxembourg, autant tenter de les règler intra muros. A commencer par l'exploitation faite des confidences neu amènes des sénateurs de la majorité sur le projet de loi ou sur celui qui a la responsabilité de le

Une conférence de presse des présidents et responsables des groupes de la majorité, mercredi midi, devait permettre d'affirmer « l'union » de a majorité au Sénat. • ni nouvelle ni menacée - selon la formule de M. Marcel Lucotte. Ce dernier, président du groupe RI et conseiller politique de M. Léotard au PR, en sa qualité de coordinateur de la majorité sénatoriale, devait aussi faire part du . soutien sans réserve - sur la « forme - et sur le · fond - de ses amis à la réforme de l'audiovisuel promise dans la plate-forme RPR-UDF, et de la - détermination - à voir le texte adopté au cours de l'actuelle session extraordinaire, aussi longue dût-elle être.

Tout cela assorti d'une « mise en garde - à l'intention de la minorité sénatoriale, c'est-à-dire d'une opposition communiste militante entraînée - et d'une - opposition socialiste teléguidée ». C'est surtout cette dernière qui est visée par la contre-attaque de la majorité, comme l'attestent les propos tenus mardi nar MM Jean-Claude Gaudin et Pierre Messmer. Les prési dents des groupes UDF et RPR de l'Assemblée nationale ont insisté sur le soutien logistique apporté aux

Décidément, le Sénat affectionne sénateurs socialistes par d'anciens période estivale pour faire parler membres du cabinet de M. Georges Fillioud. S'y ajoute le fait que, selon eux, les socialistes agissent en étrolte liaison avec les hommes de l'Elysée, accusation traditionnelle qui prend appui sur la présence au Sénat de M. Michel Charasse, élu du Puy-de-Dôme et conseiller technique auprès de M. François Mitter-rand. Si les sénateurs socialistes ne font pas mystère de l'aide apportée par les spécialistes du PS sur les aspects techniques du dossier, ils se défendent de tout encouragement venu du palais présidentiel. Le choix de retarder, voire d'empêcher l'adoption du projet, la définition de la tactique à adopter se font, pour eux aussi, intra muros.

Une chambre d'appel?

Après quelque soixante-douze heures de discussion publique, la question reste posée de savoir comment en sortir? La détermination prend le pas au sein de chaque camp sur les nuances qui pouvaient s'exprimer sur le fond de la réforme. La majorité soudée dans la dénonciation de l'obstruction pratiquée par les socialistes, ceux-ci motivés par les possibilités de blocage qui existent dans la deuxième chambre du Parlement : le schéma est classi-

Il ne manque pas d'inquiéter les députés. Certes, MM. Gaudin et Messmer comprennent que leurs amis sénateurs entendent regarder de près un texte qui . sera épluché », selon la formule du président du groupe UDF, par le Conseil constitutionnel. Toutefois, le même M. Gaudin constate que · les sénateurs font durer le plaisir . et, parallèlement, il lui semble mainte-nant indispensable que le gouvernement - aille au bout - de l'adoption de sa loi. La session parlementaire est donc partie pour durer, au risque de compromettre l'examen des autres projets inscrits à son ordre du

trouver au Palais Bourbon une chambre d'appel. Ainsi M. Messmer promet que, · si le projet gouverne nental est trop déséquilibré, les députés pourraient réagir ». Le déséquilibre pourrait venir entre autres du maintien, fût-il provisoire, des concessions de la « 5 » et de la • 6 ». Le président du groupe RPR observe que les sénateurs - ont travaillé dans la nuance - mais que lui est peu partisan de cette technique. De même la composition de la CNCL, si elle satisfait M. Gaudin, suscite chez M. Michel d'Ornano des regrets (le Monde du 8 juillet). La modification de cette composition ne remplit pas d'aise non plus le président du groupe RPR qui, « à titre personnel », n'apprécie guère « le voisinage de personnalités désignées par des instances politiques et d'autres élues par des instances MM. Gaudin et Messmer semblent prêts à taire leurs insatisfactions car, estiment-ils, vu la tournure prise par l'examen de cette loi, le gouvernement se doit d'utiliser le 49-3 pour l'adoption de sa réforme à l'Assemblée nationale... dès que le débat fleuve sera terminé au Sénat.

ANNE CHAUSSEBOURG

SELON UN SONDAGE

56 % des électeurs communistes souhaitent le départ de M. Marchais

Un sondage fait par la SOFRES pour un groupe de quotidiens de province, qui en publient les résultats le mercredi 9 juillet, indique que 65 % des personnes déclarant avoir voté pour le Parti communiste le 16 mars dernier expriment leur « sympathie » pour le courant « rénovateur » au sein de ce parti. 16 % d'entre elles expriment un sentiment diffé-

rent, 19 % sont sans opinion. Selon cette enquête, menée du 20 au 25 juin, auprès d'un échantillon de mille personnes, représentatif de la population française en âge de voter, le PCF apparaît aux Français dans leur ensemble comme un parti divisé» (67%) plutôt qu'«uni» (21%), tandis que les électeurs communistes, à l'inverse, le jugent «uni» (55%) plutôt que «divisé» (38 %). Les deux groupes, en revanche, souhaitent majoritairement que M. Georges Marchais soit "remplacé dans les prochains mois à la tête du Parti communiste», mais 44 % des Français dans leur ensemble n'ont pas d'opinion à ce sujet, alors que cette proportion n'est que de 16 % chez les électeurs du PCF, 56 % d'entre eux souhaitant le départ du secrétaire général et 28 %

47 % des électeurs communistes (contre 30 %) souhaitent la convocation d'un congrès extraordinaire du PCF à l'automne prochain (ce que demandent les opposants), et 69 % d'entre eux (contre 5 %) estiment que l'action de M. Pierre Juquin, principal porte-parole de l'opposition au comité central, ne justificrait pas son exclusion du

Parmi les candidats possibles du PCF à l'élection présidentielle, M. Marchais ayant annoncé qu'il ne se présentera pas, M. Charles Fiterman arrive en tête comme - meilleur candidat - aux yeux de l'ensemble des Français (24 %), suivi par MM. André Lajoinie (7%), Georges Séguy (6%), Ani-cet Le Pors (5%) et Jean-Claude Gayssot (2 %). Chez les électeurs du PCF, M. Fiterman est aussi en tête (40 %), suivi par MM. Lajoinie (16 %), Le Pors (9 %), Gayssot et Séguy (5 %). Comme la majorité des Français (39 % contre 27 %). mais plus nettement qu'eux, les électeurs communistes souhaitent, à 58 % contre 21 %, que le PCF appelle à voter pour le candidat socialiste au second tour de la prochaine élection présidentielle.

COMMUNICATION

Point de vue

LA PRIVATISATION DE TF 1

Lettre ouverte aux gaullistes

E gouvernement, vous le savez, a décidé la privatisation totale de TF1. Au-delà, la projet de loi prévoit la possible privatisation d'autres secteurs entiers du service public de l'audiovisuel (SFP, stations régionales de radio et de télévision) et la dérégulation totale des télécom-

Certains leaders politiques qui, comme vous, se réclament encore aujourd'hui de la tradition gaulliste, vous appellent à soutenir cette décision. Pourtant, vous ne pouvez pes l'ignorer: ces choix concernant l'audiovisuel ne sont pas seulement non gaullistes, ils sont anti-

Souvenez-vos : le général de Gaulle a toujours repoussé lui-même les projets de privatisation qui étaient proposés par certains de caux qui l'entouraient. Souvenez-vous : ils ont attendu la mort du général de Gaulle et de Georges Pompidou pour, en 1974, faire voter à la sauvette, au mois d'août, le démantèlement de

Peut-êtra êtes-vous de ceux qui croyaient sincèrement, en 1974, ou'il s'aoissait d'adapter le service public de l'audiovisuel aux conditions modernes de la communication. Peut-être pensiez-vous, réellement, qu'il y avait, cette année-là, un déficit important, comme on vous le disait. Vous savez, maintenant, qu'il n'en était rien et que l'ORTF fut, en réalité, bénéficiaire, Et vous avez lu, dans les rapports de la Cour des comotes, combien la réforme de 1974 fut cause de dysfonctionnements, de gâchis et d'appauvrissement de la création.

Souvenez-vous : pendant la grande crise de la SFP, en 1978-1979, le gaulliste André Astoux, ancien directeur-général adjoint de l'ORTF, exprimait ainsi son sentiment : « La vérité est que les gouvernants ont une conception de l'évolution de la société, qui exclut la ence de la dimension de faire entendre que la réforme de 1974 de l'ORTF était une imposture.

Les faits le confirment chaque jour. > Souvenez-vous encore, le 14 juin 1972, Edgar Faure, rapporteur de la on des affaires culturelles, déclarait : r Peut-on laisser à la disposition de l'initiative commerciale privée, uniquement préoccupée, selon sa logique, de la rentabilité et du profit, la gestion d'une activité qui s'installe dans l'intimité du foyer ?... La notion essentielle, c'est que le service Dublic. à l'inverse du secteur commercial, s'inspire, au moins théoriquement, du souci éducatif et culturel qui correspond à une mission propre de l'Etat envers la collectivité

publique, envers les citoyens, envers la jeunesse »

Jacques Chirac lui-même, en 1974 déjà premier ministre, se souvient-il de ses propos dans l'exposé des motifs de la loi du 7 août 1974 ? : « Dans des structures renouvelées, la radio et la téléision demeurent un bien commun de la nation et soumis à aucun intérêt particulier, ouvert à tous, sans distinction de condition, de croyance, mais respectueux de la liberté de

Un recul sans précédent

Comme le rappelaient les résistents de la Radiodiffusion télévision française dans une lettre du 10 avril 1986 au premier ministre, le général de Gaulle, à la Libération, donnait mission à un groupe de résistants de préparer les nouvelles structures de la radio : « Il s'egisseit de doter notre pays, au fur et à mesure que se libéreraient les villes et les régions, française », laquelle, par une volonté délibérée de rupture avec ce qui existait avant et pendant l'occupation. ne ferait aucune place aux intérêts

Comme le précisait encore l'association des résistants dans la même lettre : « L'apparition de nouveaux médias, la multiplication des radios locales libres et l'apparition de chaînes de télévision privée rendues possibles par les progrès techniques réalisés dans tous les domaines, ne portent pas atteinte à cette doctrine historique. Mais il n'en serait pas de même des décisions qui auraien pour effet de spolier la nation francaise en bradant à des intérêts privés ce qui fait partie intégrante de son patrimoine et constitue, aujourd'hui, le service public. >

Nous pensons que le service public peut et doit être amélioré. Nous pensons que la séparation nette oui fut ré e. en 1982, par la création de la Haute Autorité, entre le service public et le pouvoir politique du pays, était néces pensable, mais pas encore suffisante. Vous pouvez, avec nous, avec tous les citoyens soucieux de préserver l'avenir démocratique, agir pour de nouvelles améliorations. Mais ne soyez pas, devant l'Histoire, de ceux qui auront décidé ou laissé décider un recul culturel sans précédent dans la nation. Rejoignez ceux qui agissent pour la sauvegarde et l'amélioration du service public de la radiotélévision française.

Pour le Comité national · la Télé est à nous ». CHRISTIAN DES PALLIERES

L'ANNONCE DE « MESURES D'URGENCE »

Les syndicats de l'AFP consultent la base

Le conseil d'administration de l'Agence France-Presse (AFP) a accepté mardi 8 juillet le plan de restructuration proposé par M. Henri Pigeat, le PDG de l'agence. Seuls les deux représentants du personnel se sont opposés aux · mesures d'urgence » de M. Pigeat, qui prévoient notamment la suppression de 300 emplois d'ici à la fin de l'année 1988, dont 200 en un an; 56 postes de journalistes seront cependant créés à l'étranger, ce qui réduit à environ 250 le nombre d'emplois supprimés, une cen-taine chez les rédacteurs, 75 parmi les employés et 70 parmi les techni-

M. Pigeat envisage par ailleurs de décentraliser sur les régions corres-pondant à leur marché certains desks actuellement basés à Paris : les bureaux d'information Afrique-Asie fusionneront en une rédaction centrale; le desk anglais s'installera à Washington; le bureau de Hong-kong sera renforcé. Le desk Améri-que du Sud serait également établi à Washington. La nouvelle configuration des services prévoit aussi le transfert des écoutes des radios en langue russe à Moscon et le renforcement d'un centre régional du Proche-Orient basé à Nicosie (Chypre). Enfin, le service allemand, bien que largement déficitaire, sera déplacé de Paris à Bonn.

Plusieurs secteurs d'activité doivent être supprimés au siège pari-sien, en particulier le service des magazines, la rubrique « hebdo », et les horaires des rédacteurs augmenteront d'une heure quotidienne. A cause du caractère pénible de la rédaction sur console informatique, les journalistes de l'AFP ne travaillaient jusqu'à présent que six heures et demie par jour. Le réseau de province doit en outre être réorganisé en 1987, ce qui entraînera la sup-pression de 50 postes non rédaction-

Le PDG de l'AFP espère rétablir 'équilibre financier en 1989 et a obtenu une dotation gouvernemen-tale de 80 millions de francs, dont 30 millions versés immédiatement; 60 millions de francs pourraient par ailleurs provenir d'emprunts que l'AFP contracterait auprès de banes au cours de l'auton

L'annonce de ces mesures attendues, il est vrai, depuis quelque temps n'a pas provoqué de mouve-ment immédiat. On signalait bien comme un funeste présage le fait qu'un morceau du plafond s'était subitement essondré au troisième étage de la rédaction. Mais les agenciers s'appliquaient sur leur clavier en attendant le compte rendu de la réunion de l'intersyndicale convo-quée dans la foulée de celle du comité d'entreprise en début

Les syndicats ont finalement tenu une assemblée générale pour rendre compte de leurs positions. La CGT

organise une consultation parmi ses membres avant de se prononcer mercredi sur un éventuel mouvement de grève. La CFDT, FO, le SNJ et la CFTC, toutes catégories de person-nel confondues, ont réaffirmé leur refus des licenciements autres que les départs volontaires -. Ils propo-sent que « le personnel soit consulté » Paris à Paris, en province et dans les bureaux étrangers pour décider ou non la grève totale reconductible sur tous les fils de l'agence ». Résul-tat du vote le jeudi 10 juillet.

luidies truands de

a nouveac is the end of the first

a version the file of the left

Avec this Heura

CATHERINE YOU'NOU.

Après le rachat de l'agence LE PDG DE UPI DÉMISSIONNE

Le PDG de l'agence de presse américaine, United Press Internatio-nal (UPI), M. Luis G. Nogales, a annoncé, mardi 8 juillet, sa démis sion. Il occupait ce poste depuis mars 1985, M. Nogales est rempiacé par M. Mario Vasquez-Rana, l'éditeur de journaux le plus important du Mexique mais aussi l'un des responsables de l'association internationale des Jeux olympiques. Le 10 juin dernier, après accord de la justice américaine et en association avec un homme d'affaires de Houston (Texas), M. Joe Russo, M. Vasquez-Rana a pris le contrôle de UPI pour un montant de 41 millions de dollars.

Le PDG démissionnaire, M. Nogales, agé de quarante-deux ans, avait rejoint l'agence, en 1983, au poste de directeur administratif. Il en était devenu le directeur général en septembre 1984, date à laquelle il avait élaboré un plan de treize mois pour tenter de redresser la situation de UPI qui connaissait, alors, une grave crise financière.

Radio Ici et Maintenant

LA HAUTE AUTORITÉ DEMANDE A RFM **ET A SKYROCK**

M™ Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité, et M. Claude Contamine, PDG de Télédiffusion de France (TDF), se sont entre tenus mardi 8 juillet du problème de la radio Ici et Maintenant, dont les animateurs ont engagé une grève de la faim le 7 juin pour protester contre les conditions de diffusion des radios locales parisiennes. La Haute Autorité a décidé de demander aux stations Skyrock et RFM, qui encadrent Ici et Maintenant sur la bande FM de baisser leur puissance.

En ce qui concerne les radios périphériques Europe 1 et RTL, trop puissantes selon les grévistes de la faim, M= Cotta a réaffirmé dans un communiqué que cette question relevait uniquement de la compé tence gouvernementale . TDF se dit prêt à rechercher des solutions techniques susceptibles d'améliorer immédiatement la réception d'Ici et Maintenant sur Paris ». L'établissement public a évoqué, selon l'un des animateurs de la radio, « la possibilité à long terme d'une transmission depuis la tour Eiffel », mais les grévistes de la faim ont indiqué qu'ils poursuivraient leur jeune tant qu'e une solution immédiate n'aura pas été trouvée ».

APRÈS PLUSIEURS ÉDITEURS ET GROUPES DE PRESSE

M. Bruno Bertez introduit l'AGEFI en Bourse

La presse et l'édition font des mules au second marché boursier. Succédant aux publications Filippachi et aux Editions Belfond, qui sont déjà cotées depuis plusieurs mois sur le marché parisien, les Publications Denis Jacob (revues spécialisées son, photo...) sont cotées en Bourse depuis le 19 juin dernier et un autre groupe de presse, spécialisé cette fois-ci dans l'information économique et sinancière, a été introduit le 7 juillet au second marché de la Bourse de Paris, dans le cadre d'une opération conduite par le Crédit commercial de France et la charge d'agents de change Ferri-Germe. Il s'agit d'AGEFI-Développement, une société-holding qui détient pour l'instant une participation unique de 98,50 % dans le capital de l'AGEFI SA, société éditrice d'un quotidien du même nom, bien connu des milieux financiers. Où l'AGEFI, qui a vu le jour en 1911, fournit des informations boursières relatives à la vie des sociétés et institutions tant françaises qu'etrangères. Disposant officiellement d'un fichier de sept mille abonnés et d'une équipe d'une soixantaine de personnes, elle a réalisé, en 1985, un chiffre d'affaires de 69 millions de francs (réparti en 23 millions environ, au titre des abonnements, et 46 millions en publicité sinancière et a dégag un bénéfice après impôt de 4,6 millions de francs.

Le but de cette introduction en Bourse? « Essentiellement pour une question de notoriété », tépond M. Bruno Bertez, patron de l'AGEFI et du groupe de presse qu'il a constitué autour d'autres publications. Mais, dans un deuxième temps. - Nous avons

disposer d'argent pour d'autres sociétés ou projets ».

C'est avec la Vie française qu'il a commencé sa carrière journalisti-que, lorsque cet hebdomadaire financier traversait une grave crise financière, en 1978. Entré comme conseiller de la rédaction en chef, M. Bertez a rapidement conquis le pouvoir et entrepris un incontestable redressement, avec l'appui de M. Jean-Pierre Peyraud.

Trois sociétés nouvelles

La suite, c'était le rachat 1984. Via la SEFEP de l'AGEFI et du Nouveau Journal, un quotidie de l'après-midi initialement axé sur les seuls cours de Bourse assortis de commentaires. Ce dernier, profondément remanié, rebaptisé la Tribune de l'économie et enrichi d'une nou velle équipe rédactionnelle, devait, cependant, déboucher sur un échec ommercial.

Un grave conflit interne devait aboutir à la démission de près d'une trentaine de journalistes de la Tribune, qui continue cependant à

Dans le même temps, M. Bertez était confronté aux difficultés de l'Imprimerie de la presse nouvelle (où le groupe a investi quelque 35 millions de francs), nées essen-tiellement du départ de deux publications économiques, les Echos et Investir, qui y étaient imprimées jusque-là, M. Bertez décidait, à l'issue d'une des nombreuses restructurations de capital qu'ont connues la SEFEP et l'Opinion SA, besoin de reconstituer le potentiel les deux entités qui coiffent le groupe, de créer des sociétés dis-

tinctes afin, sans doute, de séparer les centres de profit mais aussi ceux de pertes éventuelles. C'est ainsi que l'ancienne société de l'AGEFI a été scindée en octobre 1985 en trois sociétés nouvelles : AGEFI-SA, Tri-bune de l'Economie-et SOGEF (Société de gestion et de régie économique et financière). L'AGEFI Développement est donc une filiale à 66 % de la société l'Opinion (éditrice de la Vie française), une parti-cipation qui sera ramenée à 51 % à l'issue de l'introduction en Bourse. Le reste du capital se répartit entre trois sociétés représentant les groupes Michelin et Peugeot (34% au total) et le public (15%).

Les graves difficultés de la Tribune et de son imprimerie n'ont pas empêché M. Bertez de poursuivre le développement de son groupe de presse. C'est ainsi qu'il s'est vainement porté candidat au rachat de l'Union de Reims, également revendiqué par MM. Alain Thirion et Philippe Hersant, ce dernier venant de 'emporter (le Monde, du 4 juillet). Dans le même temps, M. Bertez, après avoir racheté Sciences et Techniques, prenait via la SEFEP, une participation de 20% dans l'Agence centrale de presse (ACP), une agence d'informations générales elle aussi en difficulté. M. Bertez n'en est pas moins optimiste. Et lorsqu'on demande si l'ensemble des publications du groupe sera bientôt soumis au contrôle de l'Office de justification de la diffusion (OJD), qui fait autorité en la matière, anguel seule la Vie française s'est pliée pour l'instant, il répond . Nous soumettre à l'OJD serait accepter de nous banaliser. Ce serait une erreur de gestion ».

SERGE MARTI.

Le sort du plan câble

LES INDUSTRIELS S'INQUIÈTENT **DU DÉSENGAGEMENT** DE L'ETAT

Les industriels de l'électronique s'inquiètent du « désengagement partiel - de l'Etat dans le domaine du cable. Rassemblés au sein de la Commission de distribution de la télévision par câble (CODITEC). ces entreprises, qui réalisent un chiffre d'affaires global de 70 milliards de francs par an et qui dépenden pour une bonne part des commandes de la direction générale des télécommunications (DGT), appellent les pouvoirs publics à - faciliter plutôt qu'à ralentir la position d'entrepreneur prise par la DGT » en matière de réseaux câbiés. Elles ajoutent que « le secteur privé ne pourra consti-tuer qu'un complément et non une substitution » à l'action de l'Etat dans l'établissement desdits réseaux.

L'industrie électronique réagit ainsi à la volonté déclarée du secrétariat d'Etat aux PTT de remettre en question le plan-câble de 1982, de renoncer au financement automatique des réseaux et de laisser le champ libre à des investisseurs privés pour concurrencer la DGT (le Monde du 7 juin).

حكة اصنه الأصل

LA NAISSANCE D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE BANDITS CORSES

Quand les truands de la Brise de Mer veulent vivre et régner au pays...

Ils ont soif de respectabilité

et savent garder la réserve qui sied à l'homme d'affaires

tant en cause lui a, semble-t-il, déplu. An point que dans des kios-ques bien connus de Bastia, le pério-dique a subitement disparu par

Dorénavant, ce genre de publicité

pour la bande ne serait plus de sai-son : l'heure est venue de passer

pour des notables. « Tout ceci est très inquiétant pour les libertés et les institutions », estime M. Jean

Serny, actuellement premier prési-dent de la cour d'appel.

A certains, l'ascension de la Brise de Mer paraît irréversible. Un mem-

bre de la bande sort-il de détention

faute de preuves suffisantes? Dans

son village, on se précipite pour le saluer. Jusqu'où ira la bande?

Tiendra-t-elle demain les rouages de l'économie et de la politique insu-laires? La Brise de Mer, bien implantée en Haute-Corse, va-t-elle

De notre envoyée spéciale

THE PERSON OF PE

Topic III Topic

M. Charact marketing per inflorers de Recentralises sur les régions acustes producer à l'ége marchet personne producer produceres banks personne les designations personnes de l'ége de les designations (E. 1984 Philodophi

Agie Continuentent at und state contact of desire at a transport of the state of th

Printer Colors had & Sierring (C.)

print Entle. In parties allegant.

the gas beginned definitions, wis

dispused to Paris & Bone.

Finance tooloops Carties and

deligence are appropriate information of his probabilities the FALP are trained happed probability probability due for heaves

the that the same store springered

La POG-de F 444 regiere utraftige

Militar sign districte plants recorded

M Milliam em de martin en fraite.

the statement of fireign being bones for:

tion 5 md with deriver particular to the province of the province die to the first deriver the terminal derivers the terminal derive

self-series extended as to study

Mart bei be indian terre Mais ber affrie

Marie de l'aistrembasie during Auf :

dermitel . 3 berregeres au genannt

Les vierfeitelt unt Feiglerteit ern-

months de judes derries bres constitue

UPES DE PRESSE

E service result.

WHEN EXPERIENCES WE WAS CLOSED THE

the street of water street in a

apple dated in Landon the stands was the com-

Martin affig som dente de teffente

Printed to Make 1971 to the state of the sta

the sections for groups their spine was a

the profite annual control of the sales good and the sales

Principal surged on CARLEST a me in section in

Manual of Commission of Action States of Commission of Com

The Control of Party of Party of Control of Party of Control of Party of Control of Cont

Leb group dellanden de la la Maria de la languagement de la Company de la languagement de la languagement de Company de la languagement de la lang

tiligate at landing princips in the

The section of the second section is

the fifth delicated to the following

the time, we was action tools to some

Carp Maria de Constante por la la carpa de Carpo de Carpo

.....

يەقىن.

SALLEST

West Committee

the the supprises as pilet pare.

The parties of the second of t

of Con pourse orginal &

Bastia. - Les traditions se per-dent. Hier, les bandits corses fai-saient leurs armes sur le continent, puis revenaient au village vivre leurs vieux jours, quitte à aider la famille en devenant mise par le famille en devenant maire on conseiller général. Anjourd'hui, les gangsters new look brûlent les étapes et la bande de la Brise de Mer, qui est née en Corse et a pris racine à Bastia à coups de meurires et de rackets, se lance dans de gros investissements, participant même au sport et à la

La Brise de Mer, ce n'est qu'un café-terrane installé sur le vieux port de Bastia. Depuis peu, il est devenu Le Méditerranée par simple coup de peinture blanche. Entrecomp de peinture obanche. Entre-temps, un meurtre commis là avant entraîné une fermeture provisoire. Qui croirait que derrière la façade respectable, autour des tables déli-catement laquées, se retrouve un gang soupçonné des pires exac-tions?

Pour les magistrats locaux, c'est un véritable casse-tête : comment trouver des preuves? Pourtant on sait. « Contre le grand banditisme, il faut des enquètes fiscales appro-fondies », disait M. Charles Pasqua le 2 juillet sur Antenne 2. Depuis plusieurs années, des juges en avaient demandé. Il y en eut, mais sans grand résultat : les spécialistes des impôts venus de Paris avaient du mal à se faire communiquer les dos-

« Cela ne suffisalt pas » ajonte "actuel procureur général,
M. Mario Moyal. E,n novembre
1985, il a officiellement demandé à
Paris que soient diligentées des
enquêtes, financières cette fois,
visant toutes les boîtes de nuit de
Haute-Corse. Une méthode employée à Marseille contre Gaëtan Zampa. Sur la sellette se sont donc zampa. Sur la sellette se sont donc retrouvés des établissements créés depuis 1981, — L'Apocalypse, Le Challenger, Le Midnight, Le Starlight, Le Palladium et le New-Club. Une équipe d'enquêteurs spécialisés est venue de Paris en janvier der-

Au lendemain de la reconstitution

tirées par le CRS Gilles Burgos

inculpé de coups et blessures ayant

entraîné la mort sans intention de la

donner, le juge d'instruction chargé du dossier, M. Michel Legrand, a

enregistré, mardi 8 juillet, la déposi-

trente-cinq ans, monteur-câbleur, se

trouvait rue de la Victoire. Il a

assisté à la dernière phase de la poursuite de Loïe Lefèvre par M. Gilles Burgos. Sa déclaratin comporte trois points en opposition

totale avec la version des faits don-

née par le policier. Alors que ce der-

nier, lors de la reconstitution, s'était

placé à 7 ou 8 mètres de sa victime

pour mimer son tir, M. Amon éva-

lue, lui, cette distance à 2 ou

3 mètres au plus. A ce moment, dit-il encore, Loic Lesèvre se trouvait

debout, mais de dos par rapport au

aucun moment il n'a vu le jeune

homme se retourner, ni faire le geste

de sortir de son blouson un objet

quelconque, ce qui contredit la ver-sion du policier et celle qu'a donnée,

samedi 5 juillet, le directeur de cabi-

Le juge d'instruction a reçu ensuite M. Marc Ottonelli, comman-dant de la 54º Compagnie républi-caine de sécurité (CRS) à laquelle

appartient M. Gilles Burgos pour

avoir son opinion sur le comporte-ment en service de son subordonné.

net du préfet de police.

Enfin, le témoin affirme qu'à

Celui-ci, M. Claude Amon,

tion d'un nouveau témoin.

nier. L'île attend toujours les résul-

Ces établissements-phares des nuits insulaires, avec d'autres, acquis en Haute-Corse à coups de règlements de comptes, seraient désormais aux mains d'une seule bande, celle de la Brise de mer. Les enquêteurs et les magistrats suivent cette équipe à la trace, au fil des meurtres, des attentats, des procès.

Une rumeur enfle, la Brise de mer est évoquée dans tous les gros coups en Haute-Corse et même ceux du fameux Gang des postiches, qui opère sur le continent. La brise, devenue tornade, fait peur, une peur ancrée, admise, mais l'apparente impunité de la bande inquiète impunite de la bande inquiete davantage. En juin 1985, l'acquittement à Dijon de trois de ses membres inculpés de memtre fit l'effet d'une bombe. « Même sur le continent, ils défient la justice », pensa-t-on alors à Bastia. Le Canard on alors a bastia. Le canard enchaîné publia dans son édition du 5 juin une page sur « ce procès importé de Corse » et son réquisitoire accablant fut aussi l'occasion pour la « Brise de mer » de se féliciter d'une telle publicité. Depuis, l'histoire de la bande avance à grands pas. En hommes d'affaires avisés, ses membres investissent dans les boîtes de muit. Ils lorgnent, dit-on, vers l'immobilier, le tourisme et l'import-export pour se faire une image de marque : l'équipe de sport de l'Île-Rousse porte d'ailleurs des maillots au nom du «Challenger». l'un des night-clubs du groupe et ils participent au Tour de Corse.

Même la politique

La bande s'intéresse aussi à la politique. En mars 1986, la Brise de Mer a assuré le service d'ordre d'une assemblée générale de la Société Mutualiste corse réunie à Furiani, sur la demande de son dirigeant syn-dical (FO) Jean Bertoncini, un militant socialiste, depuis mis à l'écart. Elle protège également des colleurs d'affiche RPR, sa couleur préférée. Bref, la Brise de Mer veut obtenir le parution, le 26 juin, dans l'Evéne-LA «BAVURE» DE LA RUE DE MOGADOR

M. Michel Legrand attend main-

M. André Deponge, ainsi que celui

du professeur Pierre Ceccaldi, direc-

teur du laboratoire de la police judi-

ciaire, désigné pour procéder aux

expertises balistiques. Ces deux

pièces complémentaires l'une de

l'autre seront capitales pour la suite

Enfin, le magistrat procédera pro-

chainement au premier interroga-toire, sur le fond, de M. Gilles

Burgos qui, jusqu'à présent, n'a compara devant lui que pour

6 juillet et dont les seules déclara-

tions consignées sur procès-verbal sont, pour l'instant, celles qui ont été

qu'il a choisi, Me Henri-René Garaud. tution en présence du défenseur

ML CHALANDON:

« UNE AFFAIRE DÉSOLANTE

ET PRÉOCCUPANTE »

Chalandon, invité mardi 8 juillet,

par Antenne 2 au journal de vingt heures, a qualifié d'affaire déso-

lante et préoccupante » la mort de Loie Lesèvre, le jeune homme tué

par un CRS pendant la mit du 4 au 5 juillet. « J'exprime ma sympathie attristée à la famille de la victime, mais je n'oublie pas le gendarme tué à Bollène », a ajouté le ministre.

Le garde des sceaux, M. Albin

strées au cours de la reconsti

s'entendre potifier son inculo

de l'instruction.

Des cadavres par dizaines En 1971, pour son premier hold-up à la Société générale de

Bastia, Francis Santucci a vingt et un ans, de l'intelligence et du sang-froid. Il lui en fatket, pour devenir, quinze ans plus tard, le chef - ou l'un des chefs ? - présumé de la Brise de Mar. Riche de millions extorqués par braquages, rackets et autres affaires, la bande serait animée écalement par les frères Guazzeli et par Pierre-Antoine Campana. D'autres, tels Pierre-Marie San-tucci, Robert Maracchini, Pierre Giacomoni, Georges Seatelli et les frères Patacchini, sont égale ment considérés comme faisant partie de la bande. Celle-ci n'a aucune peine à recruter des demi-sels pour réaliser ses coups. Dans les villages et les bourgades de Haute-Corse. les jeunes recrues se pressent à sa

La Brise de Mer semble établir son pouvoir sur la Haute-Corse, ses hold-up., ses nigh-clubs et année-là, le 10 septembre précisément, un « juge de paix » du milieu. M. Francois-Louis Memmi, est assassiné. Selon la rumeur locale, il aurait, dans

ciucé » en défaveur de la Brise

maintenant investir le sud et Ajac-cio? La décentralisation offre

aujourd'hui de nouvelles facilités, car on ne monte plus à Paris pour

obtenir des crédits, gérés mainte-nant de façon autonome par les autorités régionales.

Les jeunes truands de la Brise de Mer sont nés à Bastia, ou dans les

villages voisins de Casinca, dans des familles respectables, modestes ou

aisées. Ils ont moins de quarante ans

asees. Its ont moins de quarante ans et font partie de cette génération des années 60 qui a voulu « vivre et travailler au pays ». D'autres sont devenus ingénieurs, médecins ou permanents indépendantistes. Eux sont truands. Ils ont réussi et portent beau. Sachant, hormis quelques exceptions, garder la réserve qui sied ici à l'homme d'affaires, ils se contemps du Bartia proctures.

sont emparés du Bastia nocturne.

La place était vide, depuis la mort des Guérini, eux aussi de Haute-

Une vague d'assassinats s'ensuit : une bonne trentaine entre 1981 et 1986. Autant de cadavres qui « parlent » à l'opi-Quatana, Cortopossi, Silvagnoli,

septembre 1982, puis une deuxième en avril 1983 : les frères Ziglioli, des commerçants, sont éliminés. C'est cette affaire qui fut jugée à Dijon avec l'acquittement des trois mem-bres de la Brise de Mer.

Plus tard, en juillet 1984, Pierre Luciani, émérite braqueur de vingt ans, est exécuté. En guise de bravade, dans le pur style de western, il s'était whisky dans un bar de la bande et l'avait bu sous son nez. Enfin, c'est toute l'équipe de Jo Paoli, autra truand bastiais, qui, du mois d'août 1985 au début de violente. Joseph Mincarelli ouvrit la funeste série noire, suivi des frères Nicolaï, de Jo Paoli luicive et Marcel Poli. Sur cette dernière série, d'autres hypothèses

Corse. Enfin presque : il a fallu entre-temps liquider quelques rivaux (voir encadré). Ils ont commis des hold-up, ont accumulé des dizaines de millions de francs qu'ils veulent investir : la Haute-Corse et sa plaine prientale peuvent connaître un boom du tourisme de masse, inimaginable

dans les criques escarpées du Sud et ses plages aménagées pour l'élite. Les jeunes truands veulent donc Les jeunes truands veulent donc investir au pays: ailleurs, le profit serait sans doute plus élevé, mais il y a le risque de la concurrence. Enfin, régner ici, peut être un rève plus fort que l'appat du gain. De plus, ils ne manquent ni d'appuis, ni de talent, à preuve la façon dont ils ont astucieusement - détourné » l'institution judiciaire, ces dernières années. A la fin de 1984, la police, à son plus haut niveau en Corse, souhaitat non seulement une enouète financière seulement une enquête financière par Paris, mais aussi l'ouverture d'une information pour association de malfaiteurs. Cela se perdit peu à peu dans les sables... de la Chancel-ierie.

Une tactique efficace

La bande met alors au point une tactique efficace. Cités en correc-tionnelle, ses membres font tout pour que chaque affaire passe en cour d'assises. Là, à Bastia comme à Dijon, les jurés ont d'étranges bijon, les jailes tem un de tranges absences, et si les témoins ne se sou-viennent plus, ce n'est guère la faute des magistrats. Pour changer la cour d'assises de la Haute-Corse devenue, selon un ancien juge, « celle du milieu, il faudrait remplacer le jury populaire par un jury de magistrats professionnels ». Et encore... A Bas-tia, une cinquantaine de « lignées » a, une cinquantaine de « lignées » forment la majorité des insulaires. Il suffit d'exercer quelques pressions bien placées pour que le reste suive comme un seul homme. La cour de ce département - contrairement à son homologue de la Corse-du-Sud où les familles sont beaucoup plus éclatées - est célèbre pour ses

acquittements. Ce n'est pas tout. Prenons, par exemple, l'affaire Voillemier en novembre 1983 : un plasticage pour rackel. L'intéresse est d'abord condamné par le tribunal de grande instance, puis relaxé en appel. Autre affaire : la relaxe toute récente de M. Alexandre Rutily, gérant de la SARL Forum qui possède le night-club le Challenger. Condamné à fermer définitivement son établissement, il produisit en appel une pièce pronnue insoune il des condernes et ue jusque-là des gendarmes et du magistrat instructeur. Cette pièce – un récépissé émanant de la mairie de L'Île-Rousse – justifiait que l'intéressé avait fait une déclaration en mairie préalable à l'ouver-ture de son night-club. Or, c'est précisément ce défaut de pièce qui avait entraîné le délit. Sur présentation de cette pièce, la cour d'appel a

donc relaxé, le 5 juin, sans ouvrir d'enquête – pas plus que le parquet précédemment – pour complément d'information sur la validité de ce tardif document. La Brise de Mer qui aurait acheté le Challenger pour 5 millions de francs n'a donc pas perdu son investissement : l'établis-

Dernière anecdote : la rétracta-tion d'un jeune policier qui fut témoin d'un hold-up de la BIAO, upe banque de Bastia. L'inculpé, Michel Arrighi, devrait être jugé à l'automne à Bordeaux. Sans atten-dre, des membres de la Brise de Mer ont fait pression sur deux policiers dont un commissaire et sur le juge d'instruction. Le commissaire et le juge ont tenu bon. Le policier, lui, est revenu sur ses premières déclarations. L'affaire est en cours.

Dans Bastia, gros village de qua-rante mille habitants, tous ces faits sont connus. Certes, Bastia n'est pas Palerme et si, demain, la Brise de mer se retrouvait sous les verrous, l'économie locale ne s'effondrerait pas pour autant, comme ce fut le cas Palerme. Mais une mafia s'esquisse et quelques montages financiers se font jour. Argent corse place en Suisse, via des amis ita-liens : dans une affaire récente, on retrouva en Suisse des bons du Crédit agricole volés à Montesoro (un quartier de Bastia) et transmis par un Italien diligent. Ce hold-up avait été attribué à la Brise de Mer.

Des alliés génants

Bastia, enjeu économique, est élections législatives du 16 mars, des intimes de la bande ont exprimé leur joie à coups de fusil pour la victoire de Mº Pierre Pasquini, des alliés dont l'avocat se passerait bien au moment où la course à la mairie est

En attendant, des élus locaux ont dénoncé, à plusieurs reprises, le grand banditisme. Ainsi Max Siméoni (UPC), Emile Zuccarelli (député MRG), Jean Baggioni (UDF) et Vincent Carlotti (PS) conseillers généraux. Ce dernier vient de demander, à la suite de la parution de l'Evénement du jeudi, une session extraordinaire du conseil

Comment en est-on arrivé là? M. François Garsi, l'actuel préfet de région qui fut procureur général à Bastia, de septembre 1982 à mai 1984, « se refuse à tout commen

Pour le gouvernement précédent, la lutte contre l'ex-FLNC était une priorité... jusqu'à la période préélectorale, où, là, on s'ap pas faire de vague. Et la Brise de Mer a grossi...

vées sur Antenne 2, mardi 8 juillet, au cours du journal de

a apporté les précisions sui-

vantes : au cas où la garde de ces prisons serait confiée à des

il faudra qu'ils aient « un statut

commun » avec leurs collègues

du public. Il faut « une même

formation » et « un même

corps », a déclaré le carde des

sceaux, qui a ajouté à propos de

pour l'automne, si le gouverne-

(Le Monde daté 15-16 juin.)

ment me donne le feu vert. »

Libanais d'origine arménienne

M. VASKEN DEDEYAN

VA OBTENIR

UNE CARTE DE SÉJOUR

llants non fonctionnaires,

DANIELLE ROUARD.

l'affaire des frères Nicolai,

DES ÉPREUVES DU CAPES DE 1983

SONT ANNULÉES PAR LE CONSEIL D'ÉTAT

sident du jury avait estimé à l'époque que les erreurs commises n'avaient « aucune importance ».

Il reste à l'éducation nationale à tirer les conséquences de cet arrêt. Les candidats malheureux de 1983, qui ont réussi au CAPES de lettres modernes depuis lors, réclament une reconstitution de carrière, et ceux qui ne l'ont toujours pas obtemu demandent une indemnisation. Quant aux diplômés de cette annéelà. ils devraient théoriquement repasser de nouvelles épreuves, ce qui n'est guère envisageable trois ans après. L'unique précédent récent semble être l'annulation de l'agrégation de lettres classiques de 1968 par le Conseil d'Etat en 1972. La solution retenue alors avait été la « validation législative » : un article de loi accroché à la loi de finances avait permis au ministère de faire valider les résultats du concours, annulé. Un concours spécial avait même du être organisé pour les can-

M. MICHEL GUYOT

Le directeur central de la police judiciaire, M. Michel Guyot, qui aura soixante ans le 29 août, partira à la retraite le lendemain, atteint par la limite d'âge. Le départ de M. Guyot du poste auquel il avait succédé à M. Maurice Bouvier entraînera vraisemblablement un ensemble important de nominations dans la police judiciaire.

[Né en 1925, à Pontarlier (Doubs), M. Guyot est entré à la préfecture de police en 1949, reçu premier au concours d'officiers de police judiciaire. En 1954, il a été major du concours de commissaire de police de la ville de Paris. En 1956, M. Guyot était chargé de diriger la nouvelle brigade des ment créée pour lutter contre les opérations terroristes du Front de libération nationale (FLN) algérien dans la région parisienne. En 1968, il était à la tête de la septième brigade territoriale et, à ce titre, avait le contrôle des facultés de Paris en matière de police

« VIVE MA POLICE » Devant ce qu'il appelle « la campa-gne menée depuis quelques mois pour mettre en cause l'honorabilité et les méthodes de la police » et derrière laquelle il sent poindre une » manœu-wre politique », un jeune avocat pari-sien, M° Sylvain jeune, avec aluesause invistes de coper l'aspeciation

Me Garant entend « réaffirmer l'estime et le soutien de citoyens français à l'ensemble du corps de police nationale ». Il note que si le but de nationale ». Il note que si le but de l'association « n'est pas d'applaudir à n'importe quelle action de la police », son souci « est de rétablir la vérité des faits ». Me Garant ajoute ; « Comme dans n'importe quel service, les erreurs

D.E.A. DE PSYCHOLOGIE DE L'ART DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Ce diplôme s'adresse aux trise de psychologie ou d'un diplôme admis en équivalence. Retrait des dossiers et inscription : Université PARIS-X NANTERRE 200, avenue de la République 92001 NANTERRE CEDEX Rens. : 47-25-92-34, poste 506 DE DIX ANS

M. Vasken Dedeyan, trente-huit ans, l'intellectuel libanais d'origine arménienne qui avait échappé de justesse le 22 mai à une expulsion à destination de Beyrouth, (le Monde du 26 juin) a finalement obtenu gain de cause et pourra rester en France : il a rempli, le mardi 8 juillet, à la présecture de police de Paris, un dossier lui permettant d'obtenir, avant deux mois, une carte de séjour de dix ans.

M. Dedeyan avait fait l'objet d'un arrêté d'expulsion en date du 5 mai signé par M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité et qui faisait état d'une « urgence absolue », M. Dedeyan étant, selon le texte, - lié à un groupe d'action violente », sans autre précision. Marié à une Française depuis trois ans et père d'une fillette, M. Dedeyan n'avait du qu'à l'intervention de son défenseur, Me Françoise Cotta, d'échapper à une expulsion immédiate vers Beyrouth, où il estimait so vie menacée en raison de ses liens avec la communauté arménienne.

Avec des fleurs

Un nouveau témoin contredit

la version du CRS inculpé

sur les lieux des circonstances de la mort de Loïc Lesèvre, tué dans la victime que doit lui adresser pro-

nuit du 4 au 5 juillet de deux balles chainement le médecin légiste,

été déposés, mardi 8 juillet, à l'endroit où Loic Lafèvre a été tué per un CRS, quatre jours plus tôt. Si la veille, à cet angle de la rue de Mogador et de la rue de la Victoire, la « bavure » était reconstituée à des fins judiciaires, froidement, c'est l'émotion qui a réuni mardi des centaines de personnes venues rendre hommage à la victime, à l'appel de SOS-Racisme.

Dites-le avec des fleurs. Une concierge du quartier remonte la rue, des roses à la main. Les tituées sont venues, comme elles étaient présentes le soir des coups de feu, où elles s'opposè-rent aux policiers. Pas de couronnes mortuaires, mais un ceillet, un bâton d'encens, une gerbe déposée par des mains anonymes. Pas d'éloge funéraire, mais une épitaphe collée sur un mur en face : « Toi qui passes,

Des dizaines de bouquets ont arrête-toi un instant et apprends qu'ici un flic a abattu de sangfroid un homme sans arme et sens défense pour affirmer ains le toute-puissance de l'arbitraire policier. »

Brisé d'émotion, Daniel Demange, l'ami de Loic, présent dans la voiture lors de la € bavurs >, vacille sur ses jambes, tandis qu'on remarque la présence de quelques personna-Edith Cresson, le président du MRG, François Doubin, le chempion de judo Thierry Rey, Bernard Langlois, du magazine « Résis-tances ». Harlem Désir, applaudi, a dénoncé, lui, le « délire sécuritaire » et appelé à la responsabilité du ministre de l'intérieur Charles Pasqua, « qui doit être capable de diriger sa police ».

EDUCATION

DIRECTEUR CENTRAL DE LA POLICE JUDICIAIRE **A LA RETRAITE**

Les deux cent trente quatre lauréats du CAPES de 1983 de lettres modernes vont-ils perdre leur titre et leurs fonctions? Telle pourrait être la conséquence de l'arrêt rendu le 18 juin dernier par le Conseil d'Etat, qui annule les épreuves de ce concours en raison de « deux graves erreurs - dans l'intitulé du sujet de composition française. Le Conseil d'Etat, qui avait été saisi par une trentaine de candidats (le Monde du 15 juin 1983) motive aussi sa décision par le fait que « la rédac-tion et la correction (des copies) ont été soumises à un arbitraire tel que l'épreuve a été dénaturée et l'égalité entre candidats méconnue ». Le pré-

didats malheureux.

DES PRISONS PRIVÉES DÈS L'AUTOMNE? Interrocé sur les prisons pri-

plusieurs juristes, de créer l'association Vive ma police (4, rue de la Huchette, 75005 Paris).

dans n'importe quel service, les erreurs existent et sont sanctionnées. (...) Il est doublement scandaleux de les dénoncer sans prendre le soin élémentaire d'en vérifier le fondement et de laisser supposer que les bavures restent impunies. Qui a eu en charge l'information de ces dossiers sait les conséquences graves d'une inculpation pour la carrière d'un policier puisqu'il est très souvent suspendu et ne perçoit plus qu'une demi-solde. - (Publicité)

(Publicité) -LES ECOLES D'ARCHITECTURE DE TOULOUSE ET MARSEILLE organisent pour l'année 86/87 un certificat d'études appronfondies en architecture intitulé :

«ARCHITECTURE, GLIMAT, AMBIANCES, ÉNERGIES»

Cet enseignement est ouvert aux architectes diplômés niveau BAC + 4 ou BAC + 5 ayant déjà effectué une approche théorique, pratique ou professionnelle de ces thèmes.

La durée d'enseignement est de 1 an, la date limite des préinscriptions étant déjà fixée au 25 septembre 1986. Pour tous renseignements: EA-TOULOUSE, 83, rue Aristide-Maillol

31100 TOULOUSE - Téléphone : 61-40-47-28. EA-MARSEILLE, route Léon-Lachamp, Domaine de Lumigny 13009 MARSEILLE - Téléphone : 91-26-80-80.

The second section is

L'accord avec la France continue d'être sévèrement critiqué en Nouvelle-Zélande

Le dénouement de l'affaire Greenpeace continue de soulever des vagues de protestation en des vagues de protestation en Nouvelle-Zélande où le premier ministre, M. David Lange, fait face aux critiques acerbes de la presse et de l'opposition parlementaire. Selon un sondage réalisé le mardi 8 juillet, lors d'une émission télévisée, 63 % des Néo-Zélandais seraient hostiles au transfert des agents français à Hao alors que 30 % y scraient favorables.

Au Parlement de Wellington, quatre députés de l'opposition qui tentaient, en les raillant, d'empê-cher les représentants de la majorité de s'expliquer, ont été expulsés. Le chef de l'opposition, M. Jim Bogler, est intervenu dans le débat pour stigmatiser la « couardise » de M. Lange « auquel il ne pourra plus jamais accorder sa confiance ».

Dans leurs éditions de ce mercredi, deux importants quotidiens australiens, le Sydney Morning Herald et The Australian, ont, de leur côté, accusé M. Lange d'« hypocrisie ». Le premier minis-tre néo-zélandais a « vendu ses principes pour une poignée de beurre », écrit notamment The Australian, propriété du magnat de la presse, M. Robert Murdoch.

leur part, « félicité » de l'interven-tion de l'accord. « Les Etats-Unis sont favorables au règlement pacifique des disputes en accord avec les principes de la charte de l'ONU », a ajouté, mardi, un porte-parole du département d'Etat à Washington. Même son de cloche à Bonn, où le ministre des affaires êtrangères, M. Genscher, remerciera personnellement, ce mercredi, M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, attendu en visite officielle en Allemagne fédé-

A Paris, entretemps, le ministère de la défense a refusé, mardi, de commenter les révélations faites à Wellington par un historien néo-zélandais, M. Michael King, qui affirme que les charges explosives placées sous le Rainbow Warrior avaient été déposées par un agent de la DGSE nommé Jacques Camurier. Dans un livre à paraître jeudi. The death of the « Rainbow Warrior - (- La mort du Rainbow Warrior .). M. King affirme que les charges placées sous le navire l'ont été par une troisième équipe formée de Jacques Camurier, Jean-Louis Dorman, Alain Tonel et

A l'étranger

• DANS LE MILIEU DES NATIONS UNIES, on se félicite naturellement de l'accord conclu entre la France et la Nouvelle-Zélande sous l'autorité de M. Perez de Cuellar. L'Association française pour les Nations unies, que préside M. Gabriel Peronnet, a adressé au secrétaire général un message de félicitations dans lequel elle souhaite « que ce succès serve de modèle à travers

· A LA HAYE, le gouverne ment néerlandais se réjouit également de l'accord, et rappelle que M. Rund Lubbers, premier ministre, avait publiquement invité la Nouveile-Zélande et la France à soumettre leur différend à une troi-

 A MOSCOU, où séjourne actuellement M. Mitterrand, l'agence Tass a fait rapidement état lundi, sans commentaire, de l'accord franco-néo-zélandais, en relevant le rôle joué par M. Perez de Cuellar à

sième partie.

SPORTS

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Repli stratégique

Vainqueur mardi 8 juillet de la cinquième étape Evrenz-Villers-sur-Mer, Johan Van der Veide a endossé le maillot jame avec 36 secondes d'avance sur le précédent leader Dominique Gaigne. Il s'était détaché dès le quinzième kilomètre en compagnie de Joël Peller. Cette échappée, qui faisait indirectement

De notre envoyé spécial

Villers-sur-Mer. - Perdre pour

vient de faire Cyrille Guimard,

Au Pays basque

EMA INTERVIENDRA

basque de gauche EMA (Ezker-reko Mugimendu Abertzalea) a

annonce, dans la soirée du mardi 8 juillet à Bayonne (Pyrénées-Atlantique), son in-

tention d'intervenir pendant la

traversée du Pays basque par le

Dans un communiqué remis à

l'AFP, ce mouvement a dénoncé l'attitude des « touristificateurs

qui se sont employés à obtenir

le passage du Tour de France

avec l'objectif de vandre un

Pays basque idyllique, source de

profits ». Le communiqué

conclut en indiquant que « lors du passage du Tour de France

en Pays basque, EMA, mouve-

ment de la gauche abertzale (nationalista), interviendra pour

montrer la réalité du peuple bas-

que, ses difficultés, ses espé-rances et ses luttes ».

ATHLÉTISME

SERGUEI BUBKA BAT SON RE-

A LA PERCHE

CORD DU MONDE DE SAUT

Moins d'un an après avoir franchi

la fabuleuse barrière des 6 mètres, le 13 juillet 1985, à Paris, le perchiste

soviétique Serguei Bubka a ajouté

l centimètre à son record du monde en le portant à 6,01 mètres, mardi

8 juillet à Moscou, dans le cadre des

Jeux de la bonne volonté. Bubka,

après deux sants réussis au premier

essai à 5,70 mètres et 5,85 mètres, a

franchi la barre avec une marge de

sécurité d'au moins 20 centimètres.

Cet exploit a été salué par une

explosion de joie dans le stade

Lénine, une enceinte qui n'avait

jamais beaucoup reussi au Sovieti-

que puisque tous ses records depuis 5,35 mètres, il les avait battus à

Au cours de cotte même réunion

comptant pour le grand pris Mobil, Laurence Elloy a battu son propre

record de France du 100 mètres

■ BASKETT-BALL : La France

bat le Brésil. - En battant nette-ment le Brésil (93-85), mardi 8 juil-

let à Saragosse, en poule prétimi-

naire des championnats du monde,

la France a préservé toutes ses

chances de qualification pour la

poule demi-finale. Il iui faut désor-

haics en . 12 s 69.

Tour de France.

le jen de l'équipe Système U, soucieuse de partager les responsabilités, s'assura jusqu'à 5 minutes 45 secondes d'avance. Les coureurs de Cyrille Guimard, sur la défen-

sive, réagirent ensuite afin de réduire l'écart à 1 minute 15 secondes.

directeur sportif de l'équipe Système U, et il a signé en la circonstance un chef-d'œuvre de tactione cycliste. En laissant le Néerlandais tesse le maillot jaune, véritable cadeau empoisonné, il a enfiu déchargé ses hommes du poids de la course, un fardeau qu'il a perfide ment reporté sur les épaules de l'adversaire. Et, suprême habileté, il

qu'il ne possédait pas auparavant. Ce repli stratégique réussi corres-pond précisément au plan qu'il avait défini avant le départ : premièrement abandonner l'initiative aux autres, sans perdre le contact; denzièmement se maintenir en retrait avant la montagne pour inter-

s'est donné une liberté de manœuvre

Résultat de l'opération : nouveau leader du Tour, Van der Velde reste sous la menace directe de Gaigne, Thierry Marie, Mottet et Fignon, les cinq premiers du classement général étant groupés en 49 secondes seulement. Pour reprendre le langage des pelotons, l'ancien champion des Pays-Bas est dans le collimateur et les quatre Français, qui appartien-pent tous à la formation Système U, sont à l'abri du vent. Postés en embuscade, ils pourront intervenir d'autant mieux semble-t-il qu'ils bénéficient d'une puissance collec-tive pour l'instant incontestable.

Un vélo

non réglementaire

Une seule ombre au tableau dans cette ambiance idyllique pour Cyrille Guimand: le vélo très spécial utilisé par Thierry Marie au cours du prologue de Boulogne-Billan-court (le Monde du 6 juillet) n'est pas réglementaire. En examinant la photo de cette curieuse machi équipée d'un aileron arrière, M. Verbruggen, président de la Fédération internationale du cyclisme professionnel, a déclaré que le dispositif adopté par le coureur Système U, premier leader du Tour, n'était pas conforme aux statuts de l'Union cycliste internationale. Et il s'est étonné que les commissaires aient pu autoriser Thierry Marie à pren-dre le départ.

Que penser dans ces conditions du commentaire de Jacques Goddet, directeur du Tour de France, qui écrivait dans l'Equipe du 7 juillet : La théorie qui consistait à interdire tout appareil, tout système qui n'était pas d'usage courant, dans l'esprit d'établir l'égalité des chances entre les concurrents, est devenue tout à fait périmée. »

Le communiqué publié à Villers-sur-Mer par la direction de l'épreuve oppose un démenti à cette affirmation. Il stipule que - dans le souci de. maintenir l'égalisé des chances entre sous les concurrents, les organisateurs réclament l'interdiction forpoure ucurritaire. Il ful la Corée du melle des bicyclettes de type non Sud, deux adversaires à sa portée. | courant ».

La proposition a été acceptée par le jury. Le vélo à aileron de Thierry Marie aura peut-être sa place un

JACQUES AUGENDRE.

LES CLASSEMENTS

En attendant, il est exclu du Tour.

Cirquième étape : Erreux-Villersser-Mer (124,5 km). – 1. Johan Van der Velde (P.-B.), 3 b 4 mn 5 sec; 2. Joël Pélier (Fr.) à 2 sec; 3. Eddy Planckmert (Belg.) à 39 sec; 4. Miguel Indurain (Esp.) à 40 sec; 5. Alfonso Gutierrez (Esp.) à 1 mn 15 sec.

ent général. - 1. Johan Van der Velde (P.-B.), 19 h 1 mm 50 sec; 2. Dominique Gaigne (Fr.) à 36 sec; 3. Thierry Marie (Fr.) à 42 sec; 4. Charles Mottet (Fr.) à 45 sec; 5. Laurent Fignon (Fr.) à 49 sec.

ENVIRONNEMENT

L'an X de la révolution verte

(Suite de la première page).

Une orchidée rare, comme à Opio (Alpes-Maritimes), peut retarder l'implantation d'un Club Méditerranée. Et le TGV Atlantique, pour compenser d'inévitables destructions, recrée des mares pour le confert des represuilles! confort des grenouilles !

« Avant, on pouvait tout chasser, sauf quelques rares espèces. Aujourd'hui, c'est le contraire », note avec satisfaction Jean-Patrick Le Duc, secrétaire général de la Fédération française des sociétés de reneration française des societes de protection de la nature (FFSPN). Que la faune sauvage – et aussi domestique, puisque la loi a étendu la protection à tous les animaux – acquière une existence légale, c'était en effet une révolution mentale. C'en était une aussi d'accorder aux associations de protection de la nature le droit de se porter partie civile contre un aménagement destructeur, voire de déposer un recours devant le tribunal administratif pour un simple vice de forme. «Il y a un progrès incontestable», affirme Jean-Pierre Raffin, qui vient d'achevers son mandat de président de la FFSPN. Avant la loi, on peut estimer que 10 % seulement de nos recours étalent admis. Aujourd'hui, ce serait plutôt 90 %. »

Les ruses des aménageurs

De quoi se plaint-on, alors ? Si la loi a érigé l'étude d'impact en règle pour les projets d'une certaine dimension, elle n'a pu éviter les ruses. Certains aménageurs fractionnent leur projet pour qu'il demeure ea dessous de la barre légale – comme on l'a vu pour le drainage des marais de l'Ouest. D'autres soustraitent l'impact à un bureau d'études qui leur fournit un dossier tout ficelé. Les voilà dispensés de réfléchir eux-mêmes. « Une bonne étude d'impact devrait être un outil de décision, observe Me Corinne Lepage, spécialiste du droit de l'environnement. Or, ce n'est sou-vent qu'une formalité administra-tive, une simple pièce à joindre au dossier. »

La loi de 1976 n'a pu contourner La loi de 1976 n'a pu contourner l'obstacle de la propriété foncière. Même si elle invite l'aménageur à proposer des «variantes», c'est-à-dire des formules alternatives, elle ne lui en fait pas obligation. Un aménagement ne se fait pas en fonction de l'environnement, mais en fonction du terrain — et des crédits!

— dont on dispose, « On ne neut pas - dont on dispose. - On ne peut pas attendre beaucoup d'une étudi d'impact si le problème est séparé de la maîtrise des sols », constate Me Christian Huglo, le défenseur de toutes les victimes des catastrophes

L'étude d'impact souffre aussi de graves lacunes. Elle n'a pas besoin d'être rendue publique pour être légale, ce qui autorise toutes les cachotteries. Surtout, ses conclusions, même très défavorables, n'empêchent pas la décision. L'administration, par exemple, n'est pas obligée de tenir compte des contre-projets éventuels soumis par les associations. Ces dernières peu-vent alors saisir le ministre, mais celui-ci reste totalement libre de ses actes. En milieu rural, « l'urbanisation échappe de plus en plus aux études d'impact», note Dominique Prieur, professeur de droit de l'environnement à l'université de

Limoges. - Le Conseil d'Etat considère qu'un plan d'occupation des sols (POS) est déjà une étude d'impact en soi. Or, avec la décen-tralisation, les POS sont de plus en plus báclés. .

La preuve a contrario que les études d'impact ont un effet limité est donnée par les industriels eux-mêmes. « L'étude d'impact ? Mais c'est ce que nous faisions avant, en plus formalisé. Conceptuellement, ca n'a rien changé», déclare M. Jac-ques de Perthuis, responsable de la commission environnement au CNPF. Aux yeux des entrepreneurs privés, la loi de 1976 n'a introduit que des formalités nouvelles, qui entraînent des délais supplémentaires. Peccadilles, en somme.

Il n'en va pas de même, semble-til, pour les aménageurs publics. « Je peux vous dire que les Ponts et Chaussées font très attention aujourd'hui », coupe M. Roland Nungesser, député RPR du Val-de-Marne et rapporteur de la loi qui ne porte pas son nom - ni celle de qui-conque, tant il y avait consensus. Il se rappelle comme il avait di batail-ler pour faire admettre aux grands corps de l'Etat la nécessité de l'arti-cle 2 créant l'étude d'impact. « Si les Ponts et Chaussées ont fait passer l'autoroute A 86 en souterrain à Nogent-sur-Marne, c'est grâce à cette loi. C'est aussi grâce à elle que l'on peut condamner aujourd'hui Rhône-Poulenc ou Elf-Aquitaine, là où on ne s'en prenaît avant qu'aux ferrailleurs. Mais il a fallu cinq ou six ans pour que la greffe prenne. >

Faune et flore

S'il est souvent contourné ou dévoyé, l'article 2 est en règle générale applique. Les articles concernant la protection de la faune et de la flore, en revanche, ne le sont pas. Et pour cause : ils sont pratiquement inapplicables sur le terrain. «Il y a quatre cents espèces énumérées au tableau de la flore protégée », explique le directeur de la protection de la nature au ministère de l'environnement, M. François Letourneux. Les botanistes en voulaient dix fois plus, mais il en faudrait dix fois moins pour que les gendarmes puissent dresser procès-verbal à bon escient. • On se dispense donc de punir d'éventuels contrevenants. Comme on oublie de faire respecter des textes qui, pris au pied de la lettre, interdisent au citoyen ordinaire toutes sortes d'activités naguère detees oo

Comment se livrer en amateur à la chasse aux escargots si l'on ne sait pas distinguer les trois espèces auto-risées des sept qui restent interdites? Comment collectionner insectes ou papillons si l'on n'a pas sous le bras un exemplaire du Journal officiel et les savants ouvrages qui décrivent chaque animal? Comment expliquer à des gosses qui cap-turent des tritons dans une mare ment la maréchaussée, qui a déjà fort à faire avec les automobilistes, pourrait-elle punir pour transport prohibé ceux qui ramassent une chouette ou un hérisson sur le

bitumme? Ecraser un hérisson sur la route est licite, mais ramasser son

cadavre est interdit... « On est passé d'un extrême à l'autre, admet Pierre Pellerin, naturaliste et farouche protecteur. La loi est trop dogmatique. - Mais il lui reconnaît l'immense mérite d'avoir reconnaît l'immense merite à avoir mis un terme aux « persécutions de la faune, qui étaient la règle et sont devenues l'exception ». Comme le constate pour sa part M. Letourneaux, « les espèces ont cessé de disparaître en France ». Son adjoint, M. Gilbert Simon, précise : « La plupart des animaux qui étaient dérruits volontairement, que ce soit nar la chasse, le piégeage, l'empoipar la chasse, le piègeage, l'empoi-sonnement, ou pour la pelleterie et la taxidermie, ont vu leurs effectifs augmenter depuis la sortie des textes de protection. » Un bon point donc. La rigueur, inapplicable dans le détail, a été globalement positive.

Mission impossible

Restent de graves lacunes, que la loi n'a pas prévues. En dehors des gendarmes, des gardes-chasse et des gardes-pêche, aucune « police de la nature » n'a été mise en place pour faire appliquer la loi. On a créé quelque quatre-vingt-trois réserves natu-relles, mais les crédits de gestion ont été en diminuant. Si les associations ne prennent pas le relais, bénévole-ment, les espaces théoriquement protégés restent à l'abandon et les élus, bientôt, se mobilisent pour les récupére... Dans le rapport préparé pour l'anniversaire de la loi, la direc-tion de la protection de la nature au ministère de l'environnement écrit :
- Sauver le lynx, l'ours, les aigles migrateurs, les zones humides et les espèces marines avec quelques millions de francs par an et aucun service national sérieux relève de la

mission impossible. La loi veut sauver l'ours des Pyrénées ou la grande outarde de la Crau, mais elle ne peut à elle seule préserver leur biotope, condition de leur survie. La protection administrative, même effective, ne vaut pas la protection du milieu. A quoi bon des listes interminables de noms latins au Journal officiel si, par ignorance ou par commodité, les cultivateurs continuent à déverser dans leurs champs des tonnes d'herbicides et d'insecticides? Même reconnu d'intérêt général, le patrimoine naturei reste menacé, car certains intérêts sont plus « généraux » que d'autres. Ce n'est pas pour prément renoncé à la centrale nucléaire de Plogoff ou au camp militaire du Larzac. Et ce ne sont évidemment pas les études d'impact qui ont empêché les ingénieurs d'EDF d'entreprendre le chantier de la centrale de Civaux ou qui dissuaderont les ingénieurs de construire le pont de l'île de Ré, si telle est la volonté

La « révolution tranquille » de M. d'Ornano commence à peine. Le patrimoine naturel avait besoin d'une loi. Il ne lui manque plus que des hommes, des crédits et une véri-table détermination politique.

ROGER CANS.

La fuite de pyralène à Villeurbanne

LA NAPPE PHRÉATIQUE SERA CONTROLÉE PENDANT UN AN

Lyon. - La préfecture du Rhône et de la région Rhône-Alpes a rendu publiques, mardi 8 juillet, de nou-velles analyses de la nappe phréatique contaminée par la fuite de Pyralène du poste EDF de Villeurbanne-Cusset. Trois cents mètres cubes d'eau out été pompés.

Les prélèvements effectués montrent une très nette augmentation du Pyralène en deux points de forage. L'eau pompée dans un puits situé à 100 mètres du poste EDF contenais 9.5 microgrammes de polychlorobi phényl (PCB) par litre lors des prélèvements du 6 juillet, et 5,6 micro-grammes par litre le 7 juillet, soit une quantité dix fois supérieure aux normes européennes pour la potabi-

Le second point, éloigné de 170 mètres, passait dans le même temps de 0,3 à 5 microgrammes de PCB par titre.

Dans un arrêté daté du 8 juillet. pris par les mairies de Villeurbanne et de Vaulx-en-Velin, il est précisé que le rejet des eaux pompées et filtrées au charbon actif sera contrôlé pendant un an pour la concentration en PCB des sédiments (tous les mois). Des contrôles seront effectués pendant deux années sur les poissons des eaux du canal de

La préfecture du Rhône ajoute dans son communique que le gel du sol à l'azote liquide sur 16 mètres de profondeur a déjà commencé et qu'il s'achèvera le 15 juillet. Les terres polluées sciont ensuite extraites et traitées à l'usine de Saint-Vulbas

Après la catastrophe de Tchernobyl KIEV SE DONNE UN NOUVEAU SYSTÈME D'EAU POTABLE

Pour lutter contre les risques une poliution radioactive des eaux du Dniepr, qui servent à alimenter en eau potable la ville de Kiev, située en avai de la centrale nucléaire de Tchernobyl, les autorités soviétiques ont construit une nouvelle station de pompage près de la capitale ukrainienne. Selon M. Vladimir Borisovsky, ministre ukrainien des travaux spéciaux, cette nouvelle station devrait permettre de pomper de l'eau dans une rivière exempte de toute contamina-tion, la Desna, située à l'est du Dniepr. Ainsi sera-t-il possible d'alimenter un important réservoir construit au nord de Kiev qui, habituellement, était rempli grâce aux eaux du Dniepr.

Cette opération a été complétée par le forage de cinquante-huit puits artésiens, dont la profondeur varie entre 160 et 330 mètres. Cinquantedeux sont déjà en service et servent à alimenter en priorité les boulange-ries et les laiteries de Kiev. Les autorités soviétiques espèrent ainsi s'affranchir d'un risque possible de contamination des caux, rendu d'autant plus probable qu'un affluent du Dniepr, la rivière Pripyat, dont l'endiguement a été décidé, coule tout près de la centrale endommagée de Tchernobyl.

Les Soviétiques ont entrepris, d'autre part, le gel par injection d'azote liquide des terrains proches de la centrale pour éviter que les produits radioactifs rejetés lors de accident ne migrent dans le sol. Une technique que les Français ont mise à profit à Lyon pour éviter, après l'incendie du transformateur d'EDF, que le pyralène ne polluc la

DÉFENSE

Ventes d'armes en baisse en 1985

Les commandes d'armements reçues par la France à l'exporta-tion en 1985 se sont élevées à 44,5 milliards de francs : 63 % pour des matériels aéronautiques, 26 % pour des matériels terrestres e 11 % pour des matériels navals. Par zones géographiques, l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord viennent en tête (avec 42 %). suivies du Maghreb et du Proche-Orient (avec 39 %), de l'Amérique latine et des Caraïbes (7,5 %) pour les principales régions. En 1984, la France avait réalisé un montant-record de commandes étrangères, avec 61,8 milliards de francs, au lieu de 41,6 milliards

RELIGIONS

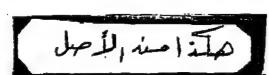
La prêtrise des femmes ajournée par les anglicans

Les cinq cent cinquante délégués du synode général de l'Eglise d'Angleterre se sont séparés, le mardi 8 juillet, sans avoir pris de décision sur la question controversée de l'ordination des femmes. Soucieux d'éviter la crise, les évêques ont proposé de différer tout vote et se sont engagés à rédiger un rapport avant le mois de février prochain. La division de l'Eglise entre factions favorable et hostile au sacerdoce des femmes a été envisagée par un groupe présidé par le théologien David Mac Lean, dont le texte a « abssourdi » les adversaires de l'ordination des femmes. Les partisans de la prêtrise mixte avaient perdu une première bataille, le samadi 5, lorsque le synode s'était prononcé contre le droit des femmes déjà ordonnées à l'étranger d'exercer leur ministère en Angleterre (le Monde du 8 juillet).

PREP'ATHENA

Sciences-Po

Jerdin du Luxembourg - Tél. : 48-24-16-11



volution verte

dmante fer fen Parkite admin to a rathers #1 fat die. le lesidere. augmenter ... le detail, a ere g. Mindaffinen uns Brider Wille

Salar attacker: M Proti Me for M Mis A TEST CE " M. ETP.

Apres a KEV SECONE

martin der der meta manyin MERCEN OF A 1 ac 20 Esperie with the me in the second 4 **45-24-3**-2" (C. the second of bette metalling

Mission impossible

SHARLING # TIE TIE

Bient, in man

DEP 37 14 21

Blandere de les

migrate it in

days do bear

Sagres, Malitin

M. BONGSON CO.

LACK VARIABLE

de la resta

But were 2"

tage applyages 498 492 Ton 1 . 1 Prodes Co. Mark Communication of the

> UN NOUVEAU SESSIE D'EAU POTABLE

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le rapport de M. Chevrillon sur l'Opéra de la Bastille

L'Opéra de la Bastille est de tous les « grands projets » du président, celui qui fut le plus contesté. Et il demeure le plus menacé. Aussi, dès son arrivée rue de Valois, M. François Léotard chargea-t-il d'une mission M. Olivier Chevrillon, ancien PDG de l'hebdomadaire le Point.

Après enquête, il devait déterminer le bien-fondé de ce mastodonte qui commence à sortir de terre, l'examiner sous tous les angles – commercial, artistique, financier, – suggérer d'éventuelles modifications et, plus généralement, réfléchir au bouleversement produit par l'irruption de ce futur opéra dans le paysage musical, lyrique et chorégraphique de la capitale.

L'enquête fut courte : six semaines. M. Chevrillon s'entoura d'une pléiade de magistrats et de hauts fonctionnaires. De spécialistes de la culture ou de l'art lyrique,

point. Ces derniers furent certes consultés, mais souvent écoutés du bout de l'oreille, comme s'en sont plaints Pierre Boulez ou Marc Bleuse, le directeur du Conservatoire national de musique.

Le rapport rédigé fut remis au ministre il y a quelques semaines. Il doit être rendu public en même temps que la décision de M. François Léotard d'ici quelques jours. Nous en publions dès aujourd'hui de larges extraits.

Bien évidemment, M. Léotard n'est tenu par aucune de ces conclusions. Il faut compter également avec d'autres influences : celle de l'Hôtel Matignon, par exemple (Pierre Boulez, très attaché à l'opération Bastille, compte sur le soutien du premier ministre) ou celle de la Rue de Rivoli, dont l'hostilité au projet quel qu'il soit n'est un secret pour



I. - Force et failles du projet

Le projet d'Opéra de la Bastille changement de lieu serait l'occapart d'un constat de carence et débouche sur une vaste ambition : porter Paris au premier rang des métropoles de l'art lyrique.

Le constat porte sur le palais Garnier, structure jugée désuète, irréformable et dispendieuse par suite d'une addition de défauts. A des tares physiques (exiguité de la salle, manque de dégagements pour le stockage des décors, absence de salle de répétition) s'ajoute une sorte de maladie sociale due à la fois aux perversions corporatistes et aux mauvaises conditions de travail : les conventions collectives empêchent une gestion plus économique de l'Opéra; le personnel, surprotégé, est en même temps démotivé. Renouçant à traiter une à une ces diverses infirmités, les promoteurs du nouvel Opéra affirment que l'art lyrique périclitera si on le laisse dans la vieille maison. Les défauts dont elle souffre ont en effet plusieurs conséquences négatives.

Offrant trop peu de représentations dans une salle trop petite



(1991 places, dont environ 300 aveugles), le TNOP ne peut satisfaire qu'une minuscule minorité, alors que se répandant à vive allure le goût de la musique et spécialement de l'opéra. Il fabrique plus de clients frustrés que de spectateurs heureux.

Les incommodités de la maison ruinent l'ambition de qualité. Elles ne permettent pas de porter l'ensemble complexe et délicat que forment l'orchestre, les chœurs, les chanteurs et, derrière eux, les techniciens au niveau d'excellence où l'Opéra de Paris devrait se situer. De plus, le palais Garnier manque d'une scène adaptée aux créations contemporaines. Et s'il n'y a pas assez d'œuvres nouvelles, explique-t-on, c'est faute d'un lieu où elles pourraient être représentées comme elles doivent l'être.

· Au lieu d'être «amortie» sur un public nombreux, la subven tion de l'Etat (700 à 800 F en moyenne par place) est concer trée sur une poignée de privilégiés, et elle est en partie gaspillée par une mauvaise productivité.

Le projet de la Bastille prétend dénouer d'un coup toutes ces contradictions. Disposant des espaces nécessaires et d'une machinerie perfectionnée, le nouveau bâtiment fonctionnerait dans les meilleures conditions de coût et d'efficacité. Une salle plus grande (2 700 places) et des spectacles plus nombreux (250 par an dans la grande salle, 120 dans la salle modulable), présentés en alternance, multiplieraient par trois la quantité des places offertes dans l'année et permettraient enfin de satisfaire à demande. La salle modulable (de 400 à 1 300 places) ferait bénéficier les créations de sa géométrie variable. Délivré d'une cohabitation étoussante, le ballet se redéploierait sur la scène de Garnier. Enfin - surtout - le

sion d'une métamorphose men-

Le personnel de l'Opéra de la Bastille, en effet, serait recruté à neuf sur des bases saines et il travaillerait mieux dans un cadre moderne. La productivité s'améliorant, les recettes propres grossissant en même temps que le public (malgré des tarifs abaissés), l'argent des contribuables ne serait plus dilapidé. Les promoteurs du projet admettent néanmoins que les subventions additionnées des deux établissements. Bastille (opéra) et Garnier (ballet) dépasseraient d'un tiers la subvention actuelle du

C'est un projet qui a sa force et sa logique. Notons dès à présent que la société Coteba International, à qui la mission a demandé de vérifier le montant total de l'investissement, estime qu'il ne dépassera pas l'enveloppe de 2 590 millions de francs (valeur d'exécution) correspondant aux prévisions actuelles. L'opération de construction a donc été conduite avec le plus grand sérieux. (...)

Les failles

Les failles du projet sont dues à des lacunes dans les études qui ont précédé ou suivi la décision de créer le nouvel Opéra. Manquent en particulier des analyses suffisamment précises sur l'importance des publics potentiels de l'opéra et du ballet dans l'agglomération parisienne, sur les conditions de recrutement et d'emploi du personnel de l'Opéra de la Bastille et sur les coûts de production d'activités lyriques et chorégraphiques beaucoup plus intensives. Le dossier que nous avons examiné comporte trois paris fragiles : pari sur l'importance du public potentiel de l'Opéra de la Bastille, pari sur son régime social, pari sur la maîtrise des coûts de l'ensemble Bastille-

Le pari commercial

En régime de croisière, c'est-àdire à partir de 1991, le nombre d'entrées effectives aux spectacles lyriques de l'Opéra de la Bas-tille (grande salle et salle modulable) serait 2,7 fois supérieur au total actuel de l'Opéra de Paris (Garnier et Favart). Il passerait de 240 000 à 657 000. Plusieurs considérations justifieraient cette

• Le goût de la musique et spécialement de l'opéra ne cesse de monter. Ce phénomène bien connu est attesté par quantité d'indices relatifs à la pratique musicale, à la vente des disques et cassettes, au succès de certains films d'opéra, etc.

• Le TNOP refuse les spectateurs, et les demandes seraient plus nombreuses encore si les



clients n'étaient pas dissuadés par le parcours du combattant qui leur est imposé.

• Proportionnellement à la population, les publics d'opéra sont plus importants à Londres, Paris. Ils seraient supérieurs dans plusieurs villes de la province française.

• Les tarifs de l'Opéra de la Bastille seraient inférieurs de moitié, en movenne, à ceux du TNOP. D'ailleurs, le futur Opéra mènera une politique active de prospection et de promotion. Il atteindra par là un nouveau public plus jeune et moins « ini-tié ». Ici l'on compte beaucoup sur la recherche d'abonnés et sur le ravonnement d'une Maison de l'onéra (animation, exposition, bibliothèque, etc.) qui provoque-rait une sorte d'e esset Beau-

Ces arguments ont leur valeur. Ils sont malheureusement trop généraux pour entraîner la convic-

Qu'il y ait une demande insatisfaite est évident. Mais quel est, à peu près, son volume? 200 000 spectateurs? 500 000? Sur ce point capital, les données recueillies n'apportent aucune réponse fiable (...).

 La statistique des refus de places n'est pas concluante. On ne connaît pas le nombre des places refusées au guichet. Mais, pour la saison 1985-1986, on sait

a) Sur 33000 places demandées par correspondance, 15000 ont été refusées et que

b) sur 93752 places recherchées par la voie de l'abonnement, 26418 ont été refusées. Les abonnements représentent environ 30 % du total des places. A supposer que le taux des

refus au guichet soit égal à celui de la location par correspondance ouverte au public - ce qui est une évaluation large, - le déficit total pour l'année serait légèrement inférieur à 90 000 places.

La rareté même des places stimule peut-être la demande, et la magie du palais Garnier attire probablement la clientèle. Mais négligeons ces arguments. Pour tenir compte, en revanche, de la cherté des places (par rapport aux tarifs envisagés à la Bastille) et du découragement des amateurs rebutés, multiplions par 2 le chiffre de 90000 : le potentiel théorique serait alors de 420000 entrées à comparer aux 657000 qui mesurent l'ambition de l'Opéra de la Bastille. L'objectif ne serait atteint qu'à 64 % et la · jauge » movenne tomberait à New-York, Berlin ou Munich qu'à 55%. Ce résultat décevant ne peut pas être exclu (...)

> · L'offre de spectateurs lyriques s'est développée dans les dernières années en dehors du TNOP. Compte non tenu des représentations de Bercy (qui relèvent d'un - genre - différent) et de la saison lyrique de l'Orchestre de l'Ile-de-France, cette offre additionnelle a représenté 87 000 places d'opéra et 450000 places « lyriques », opérettes comprises. Elle provient du Théâtre musical de Paris et du Théâtre des Champs-Elysées. Or. celui-ci, comme on le sait, s'apprête à renforcer sa position dans le domaine lyrique. La pénurie, par conséquent, n'est pas aussi sévère qu'on le croirait à la lecture du dossier et l'avenir du marché - ne dépend pas du seul TNOP (...).

> Il reste que, au total, le pari commercial de l'Opéra de la Bastille nous semble aventuré. Par sa fragilité, il jette une ombre sur 'ensemble du projet.

Le pari social

(...) Délié de toute obligation envers le personnel actuel du Palais Garnier, le futur Opéra recruterait librement, et sur des bases nouvelles, les collaborateurs dont il aurait besoin. - Il faut avoir le courage de remettre en question toutes les conventions collectives », explique M. Gérard Mortier, [le futur responsable de l'Opéra de la Bastille]. . Sinon ce n'est pas la peine : ne construi-

sons pas la Bastille. . Les documents relatifs au fonctionnement de l'Opéra de la Bastille tiennent pour acquis ce changement. Les temps de travail sont devenus slexibles, la sixième semaine de congés a disparu, le régime des repos hebdomadaires est modifié. Pourtant la création du nouvel Opéra, à elle seule, ne

• Le nouvel Opéra serait, de notoriété publique, le successeur du TNOP dans son activité lyrique. Dès lors aucune solution juridique ne lui permet de se soustraire de manière certaine à l'obligation, résultant de l'article L. 122-12 du Code du travail, de

permet pas d'obtenir ce résultat.



reprendre les personnels du TNOP (...). En somme, l'Opéra de la Bastille risque fort de se trouver dans une situation juridique semblable à celle du TNOP.

• Ce parallélisme est accentué par le fait que l'Opéra de la Bastille ne pourra en tout cas se passer ni de l'orchestre ni des chœurs du TNOP. L'arrangement à trouver sera laborieux et les péripéties de la négociation comporteront l'éventualité d'une interruption prolongée de l'activité lyrique (...).

Le pari financier

Les comptes prévisionnels qui nous ont été soumis sont apparaître un déficit de 271,3 millions de francs pour l'Opéra de la Bastille, de 140,5 millions pour les ballets du Palais Garnier, de 8 à 18 millions pour la salle Favart (1), de 15 millions pour l'école de danse, soit au total 127,8 à 137,8 millions de plus que le montant de la subvention actuelle du TNOP

(307 millions, caisse de retraite du personnel non comprise). L'examen critique de ces documents nous a conduits à rectifier ce chiffre en hausse et à estimer que le besoin de subvention total serait en définitive de 521,9 à 531,9 millions de francs. En retenant le milieu de cette fourchette, la différence pour l'Esat, entre la charge présente et la charge future, atteindrait donc 220 millions de francs (...).

(...) Dans les limites présentes du budget du ministère de la culture et spécialement de la direction de la musique la charge annuelle, pour l'Etat, des deux établissements (527 millions de francs) nous semble démesurée

Même si les crédits de la musique étaient relevés, on peut évidemment redouter que les actions en profondeur et surtout l'enseignement soient tôt ou tard les victimes des fastes lyriques et chorégraphiques de la capitale. Ce résultat serait d'autant plus paradoxal que l'unanimité s'est faite sur le rôle décisif joué par l'essor de cet enseignement dans le regain musical français. Le premier ministre et le ministre de la culture et de la consommation, d'ailleurs, n'ont-ils pas accordé clairement une priorité aux actions de formation? En supposant que l'Etat veuille dépenses 220 millions de plus par an pour la musique, il paraît clair que le meilleur emploi de ces fonds n'est pas dans le projet Bastille-

On fait valoir le rayonnement des institutions-phares et les effets d'entraînement que susciterait le développement de l'Opéra de Paris. Nous ne les négligeons pas. Mais les phares sont d'une utilité médiocre si les bateaux viennent à manquer. Ils n'expriment plus, alors, qu'une politique de prestige au mauvais sens de ce terme. A moins - bien entendu - que le budget culturel de l'Etat ne change de dimension, la mission estime que le maintien pur et simple des projets actuels doit être

(Lire la suite page 14.)

(1) Transformée en théâtre et distincte de l'Opéra de

AUJOURD'HUI



II. - Les options

Si le programme actuel est trop conteux pour être maintenu, trou sortes de possibilités doivent être examinées: l'abandon pur et simple de tout projet public à la Bastille, l'adoption de correctifs laissant intact l'essentiel du projet, enfin les choix entraînant une révision plus profonde. Nous en avons étudié trois, qui ont chacun leur cohérence : le regroupement à la Bastille de l'opéra et du ballet, leur maintien au palais Garnier, enfin, variante de cette dernière option, l'installation à la Bastille d'un « Domaine de la musique e comprenant le Conserva-toire de Paris.

, ______.

L'abandon pur et simple

Les sommes perdues se montent à 776 millions de francs, les dépenses d'investissement économisées par rapport à l'enveloppe totale de 2 590 millions représentent (y com-pris la revente de terrains) 1 814 millions de francs.

Nous avons écarté cette option pour trois motifs:

 Le gaspillage qu'elle entraîne.
 Si elle procure, par hypothèse, la plus grosse économie, elle assure en même temps la perte maximale.

- L'extrême rareté des espaces disponibles dans le centre de Paris pour de grands équipements collec-tifs.

- Paris n'a pas de grande salle de concert soutenant la comparaison avec celles de Londres, Berlin ou New-York. Ce manque se fera sentir dans les années qui viennent.

Les correctifs

(...) Parmi les correctifs importants, nous avons limité notre étude aux deux principales hypothèses d'allégement des coûts : la suppression de la salle modulable et celle des ateliers.

■ La salle modulable. — Sa suppression entraînerait une économie d'investissement de 240 millions de francs et une économie annuelle de fonctionnement de 58,26 millions de francs. Le chantier devrait être interrompu pendant six mois envi-

La salle modulable est peut-être l'innovation la plus intéressante du projet. On lui attribue aujourd'hui deux fonctions principales: présentation d'œuvres contemporaines invitées) et d'œuvres plus anciennes, baroques, notamment, inadaptées à la grande salle.

La deuxième mission n'est pas encore clarifiée et suscite quelques objections. La grande salle ne pourra pas donner en alternance plu-sieurs opéras « lourds », c'est-à-dire gros consommateurs de musiciens d'orchestre et de chœurs. Il faudra bien y présenter aussi des opéras du dix-huitième siècle pour obtenir une programmation viable.

Mais il paraît exact que la création des œuvres contemporaines est entravée ou même défiguée par l'absence d'une salle adaptée à la variété de leurs mises en scène et de leurs configurations orchestrales.

lei surgissent une foule de questions. Y aura-t-il vraiment un opéra du vingtième siècle? Existe-t-il suffisamment d'œuvres contemporaines dignes d'être jouées? Auront-elles un public? Une réponse a priori négative à cet ensemble d'interrogations serait trop pessimiste. Il ne faut certes pas s'attendre à de fortes jauges » pour la moyenne des opéras contemporains, et ils coûtent chers, ne serait-ce qu'en raison du nombre des répétitions qu'ils exi-gent. Pourtant des dizaines d'œuvres modernes ont trouvé un public. Le directeur de l'Opéra de Lyon, Louis Erlo, a pu en monter deux par an pendant dix ans sans se couper des habitués de sa maison. On souhaiterait donc donner toutes leurs chances aux compositeurs d'aujourd'hui et de demain, dans l'espoir d'un regain. (...)

Mais la mission estime que la création d'opéras contemporains malgré son intérêt - ne suffit pas à justifier les coûts très élevés de l'équipement et du fonctionnement de la saile modulable. En revanche, cette salle mériterait d'être construite pour un usage réellement polyvalent - création et formation sous le triple parrainage de l'Opéra, du conservatoire de Paris et de l'Ensemble Intercontemporain. C'est pourquoi novs suggérons le maintien de la salle modulable dans l'une des options suggérée par ce rapport : l'installation de la Cité de

la musique à la Bostille. • Les ateliers. - Leur suppres sion procurerait une économie d'investissement de 150 millions de

Il faut ici distinguer deux questions:

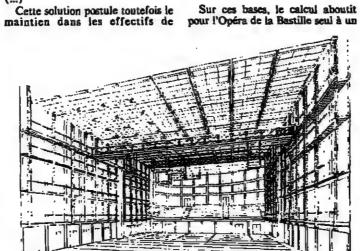
La localisation des ateliers à la Bastille est-elle judicieuse?

s'orienter dès le départ vers la soustraitance des décors, costumes et

Le choix de l'un des emplace-ments les plus chers de France pour une activité de fabrication nous paraît discutable. Mais c'est l'alternative régie ou sous-traitance, à notre avis, qui domine le sujet. La mission recommande la suppression des ateliers prévus à la Bastille parce qu'elle estime que la régie est une survivance coûteuse de l'économie d'arsenal. Si l'Opéra de Paris est transféré, mieux vaut en profiter pour rompre avec cet archalsme. (...).

La mission propose donc la sup-pression des ateliers prévus à la Bas-tille et le recours à la sous-traitance.

tème - bipolaire - critiqué précédemment. Dès lors, le meilleur ou plutôt le moins mauvais usage du palais Garnier consiste à le convertir en saile de concert. Pour éviter la mauvaise solution consistent à maintenir au palais Garnier l'entraîne-ment et les répétitions du corps de ballet, il conviendrait de transférer cette activité à la Bastille dans des locaux à édifier sur une partie de l'emplacement des ateliers. La mission n'a pas pu chiffrer précisément le coût de cet investissement (terrain et construction). Mais il atteindrait au moins 100 millions de francs. Le délai nécessaire à l'étude et à la réalisation de l'équipement nouveau peut être estimé à un



l'Opéra de la Bastille d'une équipe réduite, mais suffisante, pour l'entretien-réparation-adaptation des costumes et décors (...).

Les correctifs envisagés sont importants. Mais on voit qu'à eux seuls, ils ne permettent pas de résou-dre le problème central des charges de fonctionnement. Il faut donc exaner des solutions plus radicales.

Le regroupement de l'opéra et du ballet

Dans cette option, l'Opéra de la Bastille est achevé dans son pro-gramme actuel, mais amputé des Le nouvel Opéra doit-il conserver TNOP s'installe en bloc à la Basla formule des ateliers en régie ou tille, pour épargner les coûts du sys-

déficit de 295,3 millions de francs, donc inférieur à celui du TNOP.

Le progrès le plus sensible résulte évidemment de la progression de l'offre annuelle des places d'opéra (+ 150 000) et de ballet (+ 48 000), à des prix abaissés.

· La conversion de l'Opéra en salle de concert : nous avons admis, d'une part, que la capitale manquait d'une grande salle de concert supplémentaire, et, d'autre part, que le moindre mal consiste à donner cette fonction au palais Garnier, dès lors qu'il perdrait sa vocation première.

La mission a écarté l'éventualité ateliers et de la salle modulable. Le privée de spectacles. L'on ne voit relle de Garnier; b) mieux répon- serdit en état d'accueillir temporaipas en effet comment cette formule dre à la demande d'opéras et de rement les spectacles de l'Opéra de pourrait se concilier avec le respect ballets; c) créer le grand audito- Paris.

La puissance publique resterait donc gestionnaire de la salle. Celle-ci serait louée pour des récitals et concerts symphoniques et devien-drait le domicile de l'Orchestre de Paris à l'expiration de la convention qui le lie à Pleyel. L'Etat conserverait donc à sa charge le déficit pro-bable de l'établissement, évalué à 9,4 millions de francs.

La solution envisagée ici rencon-tre, il est vrai, un obstacle sérieux. Est-il souhaitable que l'Orchestre de Paris quitte une grande salle (Pleyel) pour une plus petite (Garnier)? Le voudra-t-il? Si la réponse était négative, le déficit prévu serait à majorer. La conversion de l'Opéra en salle de concert - surtout - per-

drait une grande partie de son sens. Dans l'option du regroupement à la Bastille de l'opéra et du ballet, la salle Favart devient inutile à l'opéra. Nous supposons qu'elle sert alors de théâtre d'accueil, géré par la puissance publique, comme prévu dans le dossier initial (pour un coût de 8 à 18 millions de francs). Les frais de fonctionnement de l'école de danse (15 millions de francs) ne changent pas non plus.

Au total, cette option économise, en investissement, la valeur de la salle modulable, des ateliers et des terrains correspondants, mais elle entraîne la construction des locaux nécessaires au ballet. Son coût est de 2 300 millions de francs.

En fonctionnement, elle met à la charge de l'Etat une somme de 328 millions de francs par an envi-

Le maintien de l'implantation actuelle de l'Opéra de Paris

Dans cette option, l'opéra et le ballet restent au palais Garnier, qui est modernisé. Une salle lyrique-auditorium est construite à la Bas-tille à la place de l'Opéra projeté. Elle devient à la fois le domicile de l'Ordebette de Basis et un lieu l'Orchestre de Paris et un lieu d'accueil pour des spectacles lyri-ques et chorégraphiques - notam-ment ceux que le TNOP viendrait y présenter. La salle modulable dispa raft. Les terrains rendus disponibles sont remis sur le marché.

Comme on le voit, le but est tri-

du monument et de la tradition qu'il rium dont la capitale aura très pro-incarne. dix ans qui viennent.

A 44 . 35 . 5

• Le réaménagement du palais Garnier. Il faut certainement desserrer les contraintes physiques qui empêchent une meilleure exploitation et restreignent à l'excès le nombre des représentations.

Bien que sa modernisation n'ait fait l'objet - bizarrement -d'aucune étude d'ememble, le palais Garnier a la réputation d'être impossible à réformer. La recherche effeo-tuée à la demande de la mission par M. Roubert, architecte de l'Opéra, en liaison avec M. Warnier, montre que cette réputation n'est pas méri-

 Il est exact que la capacité de la salle est peu élastique. Un rema-niement très respectueux du site permettrait néanmoins de créer cinquante-deux bonnes places.

- Le principal défaut du bâtiment, qui est le manque de dégage-ments pour le stockage des décors, peut être corrigé dans une large mesure par la libération d'un vaste espace des deux côtés et à l'arrière de la scène.

M. Rolf Liebermann avait suggéré la construction dans l'enceinte des ateliers de Berthier d'une salle aux dimensions de la scène de l'Opéra. Les répétitions pourraient y être organisées dans les décors qui viennent de ces ateliers.

Nous n'avons pas retenu cette olution séduisante. (...) En revanche, l'aménagement – pour 5 mil-lions de francs – de la salle de répétition dès à présent utilisée par les ballets et par l'orchestre, boulevard Berthier, permettrait d'y répéter les œuvres lyriques (sans leurs décors). Cet aménagement contribuerait à libérer la scène du palais Garnier.

Une meilleure exploitation exige aussi la réfection complète des équipements de scène, qui sont dans un état de vétusté pitoyable.

Les transformations envisagées par M. Roubert entraîneraient une légère rectification du profil arrière du bâtiment. Mais la poupe du monument n'est pas sa plus belle partie, et l'esthétique ne souffrirait pas de cette légère opération. Un délai de deux ans est à prévoir pour l'ensemble de ces travaux. C'est dire qu'ils devraient être différés jusqu'au moment où la salle

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sanf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33). QU'EST-CE QUE LA SCULPTURE MODERNE ? Jusqu'au 13 octobre.

MAGNELLL Ardoises et collages. Jusqu'au 21 septembre. Salle d'art graphi-

DEBORAH TURBEVILLE. Jusqu'au 29 septembre. Galerie du Forum. ENZO CUCCHI - TONI GRAND - LA REVUE PARKETT. Jusqu'au 24 août.

LE CRAND PARIS. Un projet de la Minsion BanBones 89. Du 10 juillet au 1" septembre. – CRÉER DANS LE CRÉE, DISqu'au 8 septembre. – LIEUX 7 DE TRAVAIL Jusqu'au 13 octobre. CCL. IMAGES DE TRAVAIL Jusqu'au

REGARD COMPLICE. Photographies

M. Cornsier. Jusqu'au de chiémites par M. Cormier. Jusq 8 septembre. Foyer de la selle Garance.

Musées

LA SCULPTURE FRANÇAISE AU XIX SIÈCLE. Grand Palais, entrée ave-me du Général-Eisenhower (42-89-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée: 25 F; samedi: 18 F. Jusqu'au 28 juillet.

LE TROISIÈME CEIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Grand Palais, ave-

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE 28, bd Raspail (71) -45-49-16-26

GARCIA CORREA

peintures et sculptures

JOSÉ ANGEL RODRIGUEZ

Vie et mort cérémonielles photographies

DU 2 AU 30 JUILLET, entrée libre

CHEFS-D'ŒUVRE DE LA TAPIS-SERIE DU XVF AU XVIII SIÈCLE (collections de la Ville de Paris). Jusqu'au 17 août – LA RENAISSANCE AU PETIT PALAIS. Nouvelle présentation des collections permaneates. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf hundi, de 10 h à 17 h 40, Entrée : 18 F.

PRUD'HON. La Justice et la Ven-geance divine poursaivant le crime. Jusqu'au 1º septembre – LES MOTS DANS LE DESSIN. Acquisitions récentes. Jusqu'au 29 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jan-jard (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée: 20 F (gratuite le dimanche).

PHRA NARAL ROI DE SIAM, ET LOUIS XIV. Orangerie des Tuileries, place de la Concorde (42-97-48-16). Sanf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 15 F; dim.: 8 F. Jusqu'au 13 juillet.

MASQUES ET SCULPTURES D'AFRIQUE ET D'OCÉANIE. Callectos Grardia. Musée d'art moderne de la Ville de Puris, 11, avenne du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée: 12 F. Jusqu'au 21 septembre.

1968. LES NOUVEAUX RÉALISTES - JEAN-LOUP SIEFF. Photographies 1953-1986. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'an

MEUBLES ET OBJETS D'ART 1920-1937. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). En permanence.

true Winston-Churchill. Tij, de 12 h à 19 h.
Jusqu'an 29 trans 1987.

REBECCA HORN. Nait et jour sur le dos
du serpent à deux têtes — FRANÇOIS
PERRODIN — REINER RUTHEN-HECK. Eutre chien et loup. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Du 11 juillet au 22 sep-

> MARINETTE CUECO, Herbes. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-contre). Jusqu'an

GEORGES MELIES - KEIICHI TAHARA. Images de la fin du siècle -MARC TRIVIER. Jusqu'au 26 septembre. ANDRÉ FRANÇOIS. Jusqu'au 8 septem-bre. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (47-23-36-53). Sauf

mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. ART ANIMALIER AU TEMPS DES DERNIERS SHOGUNS, XVIII-Cerumchi, 1871-1872. Musée Cerumchi, 1871-1872. Musée Cerumchi, 1871-1872. Musée Cerumchi, 7, avenue Velasquez (45-63-50-75). Sanflundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée: 15 F.

YVES SAINT LAURENT ET LE THÉATRE. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf luadi et mardi, de 12 h 30 à 18 h 30 ; dim. de 11 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au

YVES SAINT LAUBENT. 28 amp de création. Musée des arts de la mode, 109-111, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf fundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h 30. Dim. de 11 h à 17 h, Entrée : 25 F. Jusqu'au 26 octobre

PAUL POIRET ET NICOLE 00-28). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : ROULT. Maîtres de la mode art déco. 16 F. Jusqu'en septembre. GROULT. Mattres de la mode art déco. Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, avenus Pierre-la-de-Scrbie (47-20-85-23). Sauf landi, de 10 h à 17 h 40. Entrée: 20 F. Jusqu'au 12 octobre.

JEAN CLAREBOUDT V. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34), Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Enirée; 15 F. Jusqu'au 1# septembre.

LEONOR FINL Musée de Luxem-bourg, 19, rue de Vangirard (42-34-20-00). Tij. de 10 h à 19 h. Entrée: 25 F. Jusqu'an

SAVIGNAC. Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf (45-55-91-50). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 soût.

SIGNE ET CALLIGRAPHIE. Musée national des arts africains et océaniens, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). nardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 20. Entrée : 20 F; dim. : 10 F. Jusqu'au 15 septembre.

SCIENCE ET TECHNIQUE AU SECOURS DE L'ART. Musée national de la Légion d'honneur, 2, rue de Bellechasse (45-55-95-16). Sauf lundi, de 14 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'an 16 novembre. ALEXANDRE THEODORE SRON-GNIABT, 1739-1813. Architecture et décur. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévi-goé (42-72-21-13). Sauf luadi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 13 juillet.

L'ART DE LA PLUME AU BRÉSIL Muséum national d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (45-87-

FORAIN. Chroniqueur-libentrateur de guerre, 1914-1918. Musée des deux guerres mondiales, hôtel des Invalides (45-55-92-30). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h (fermé en soût), Jusqu'en décen

LISZT ET LE ROMANTISME FRANÇAIS. Musée Renar-Scheffer, 16, FRANÇAIS. Musée Renan-Schoffer, 16, rue Chaptal (48-74-95-38). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'an 28 septembre.

ELIOUX, TABLEAUX ET MÉDAIL-LONS EN CHEVEUX. Donntien A. Chanlot. Musée national des arts et tra-ditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (bois de Boulogne) (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée libra. Jusqu'en octobre.

L'INSTITUT DE FRANCE DANS LE MONDE ACTUEL Musée lacquemant-André, 158, boulevard Haussmann (45-62-39-94). Tij, de 11 h à 18. Entrée: 12 F.

SUR L'EAU... SOUS L'EAU... Imagination et technique dans in Marine 1689-1730. Archives nationales — Musée de l'histoire de France, 60, rue des France-Bourgeois (42-77-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'en décembre.

ROLAND BARTHES. Le texte et Finage. Pavillon des arts, 101, rue Rambu-teau (42-33-82-50). Sauf hundi, de 10 h å 17 h 40. Jusqu'au 3 août.

BLATAS ET L'ÉCOLE DE PARIS. Musée Bourdelle, 16, rue A. Bourdelle (45-48-67-27). Jusqu'au 28 septembre. PAUL BAUDRY. Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (42-22-23-82). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 25 août.

L'ATELIER DE RAYMOND COR-BIN. Sculptures, dessins, médailles. Mou-naie de Paris, 11, quai de Conti (43-29. 12-48). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 17 h. Jusqu'au 13 septembre.

Centres culturels

L'AFFICHE DANS LA RUE. Hôtel de Lamoignon, 24, rue Pavéz (42-74-44-44). Sauf dim., de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'an 2 août.

SEOUL-PARS. Fondation mationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Bertyer (45-63-90-55). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Entrée: 9 F. Jusqu'au 4 août,

GEORGES GROSZ. Les namées de Berlin. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean. Jusqu'au 24 août.

L'USINE ET LA VILLE 1836-1986. 150 ans d'urbandune. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon (46-33-90-36). Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 11 octobre.

TRES FRANÇAIS. 40 graphieres à l'affiche. Costre national des arts plastiques, 27, avenue de l'Opéra (42-61-56-16). Sauf sam, et dire, de 12 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 17 millet

TRÉSORS D'ART DE L'UNIVER-SITÉ DE LIÈGE. Collection Wittert. Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127-129, rae Saim-Martin (42-71-26-16). Sanf lucii, de 11 h à 18 h. Entrée : 10 f. Jusqu'au 7 septembre. DOTREMONT ET LA PEINTURE

3.2

490

 $\Sigma_{i,j}$

-

14.0

COBRA. Maison de la poésic. 101, rue Rambuteau (42-36-27-53). Tij, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 28 septembre. LIBERTES DE LA PEINTURE.

Union de Bunques à Paris, 22, boulevard Malcaherbes (42-68-33-33). Jusqu'an JOS DECOCE. Œavre 1956-1986. Paris Art Center, 36, rue Falguière (43-22-39-47). Jusqu'au 2 août.

CENT DESSINS DE LE CORBU-SIER. Fondation Le Corbusier, 10, square Blanche (42-88-41-53). Sanf dim de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 17 juillet.

IMRE VARGA, un sculptur hongrois. Mairie, 4, place du Louvre. Tij. de 11 h 30 à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 17 juillet. QUATRE JEUNES PEINTRES ROMANTIQUES. Centre culturel cana-dien, 5, rue de Constantino (45-51-35-73). Sauf lundi, de 10 h à 19 h Jusqu'an 7 sep-tembres.

BIÈRES ET BRASSERIES DU NORD-PAS-DE-CALAIS. Maison du Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Hauss-mans (42-46-18-14), Sauf sam. et dim., de 9 h à 19 h. Jusqu'au 4 octobre.

Galeries

ervation et prix préférentiels avec la Carte Club

NOUVEAUX REALISTES. Galeric Zabriskie, 37, res Onincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 31 juillet. ALBERTO BALL Affiches.

9, avenue Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 31 juillet

Le Monde Informations Speciacles 42-81-26-20 Pour tous renseignements concernant

l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h saut dimanches et jours fériés)



XVIIIème FESTIVAL DE L'ORANGERIE DE SCEAUX

MUSÉE RODIN -

77, rue de Varenne (7º) - Mº Varenne

Jean CLAREBOUDT/Condition V

installation présentée dans les lardins du musée

DU 18 JUIN AU 1" SEPTEMBRE

tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 17 h 45

35 concerts du 12 juillet au 5 octobre

les samedis, dimanches et fêtes à 17 h 30 Musique à la Cour des Habsbourg, Musique française

Brochure sur demande: S.M.E.S. BP 52 - 92333 SCEAUX - Tél.: 46.60.07.79



Prenez l'accent américain L'anglais tel qu'on le

parle en Amérique Stages d'été: juillet - août Sessions 2 semaines Petits groupes Professeurs Américains

COUNCIL Centre Franco-Américain place de l'Odéon,75006 Paris

Tél.: 46 34 16 10

مِلَدًا مِنْ اللَّصِل

Battle eine ge

25.72.14

Salah et en

248.22

Der Litter und

" a " l' e be

a do Albana

医心理皮肤 医二二

Secretary Control

The State of

Marinelle They're bywere to

\$ 200000

45種また 5

20 PS 12 2 P S 1 4 1 1 1 1 1 1 1

Saul ser . .

197-12

in & Playet L But somerer. to the different years

die aleman. per per person (fact-antico del 7 de la réposite le déligit fedére arrest la committee de l'Opers ---

OF THE PERSON AND A VENT PROPERTY. A MARINE AND ASSESSMENT OF THE PERSON WHEN A minustrum, ur rateur de le minustrum den aleisten et des gegrinsprindistes, than elle ur de atmosperation des benant

de Partir matinima de Pente 1. melanelagiengen, eller traff å 72 est all frames that six sixii.

m we boder from ever rif

Le mainten de Claspiantation activitie de l'Espera de Paris

Dies open open Coesa v. in parint remote de private l'arrett, est est gardinaire. Chie dalle le laure parinte dell'arrettation à la fina THE ROOM IN THE REAL WAY PER Managine Set. Paper To his 1972 Emilia Mai des specielles fredenti gil abspitet Porces i mosti gegil degs gan a Polity resson. y godinning f.e solle tradictable disput init Tak ind auch endane Santaland

times Tradien who he Read- had Committee and the look, per base best after man in the control of the control of the the sine whenter director in the Andress at them is praid that it has

sur l'Opéra de la Bastille

• La construction d'une salle lyrique-auditorium à la Bastille. Une grande partie de la cage de scène prévue pour l'Opéra de la Bastille serait conservée, de manière à obtenir une salle réellement utilisable pour les spectacles lyriques.

Sur le plan technique, c'est à coup sûr la meilleure solution de rechange (...). La mission n'avait pas le temps de faire réaliser une étude de marché sur les concerts. Pourtant l'utilité d'un grand auditorium de 2 500 à 3 000 places paraît plus que proba-

bie (...). L'auditorium de la Bastille pourrait donc devenir la «maison» de l'Orchestre de Paris. Y aurait-il alors, au total, surcapacité ? Le ris-

- Equipée en théâtre, la salle de la Bastille - sans être elle-même un centre de production - recevrait d'ailleurs des spectacles divers, et notamment ceux qu'y présenterait le TNOP. La mission a chiffré à 16 millions le supplément de subven-tions dont cet établissement aurait besoin pour y donner 40 représenta-

On peut estimer que la modernisation du palais Garnier permettrait

Un domaine de la musique à la Bastille

En un sens, cette dernière option est une variante de la précédente, puisqu'elle prévoit le maintien de l'Opéra de Paris au palais Garnier et la construction à la Bastille de la salle lyrique-auditorium décrite plus haut. Mais en même temps elle en diffère profondément par son ambition. Elle crée en effet à la Bastille le grand pôle musical de la capitale comprenant non sculement l'auditorium, mais la salle modulable et le Conservatoire national supérieur de musique de Paris, qui s'installe sur les surfaces libérées (...).

La salle modulable aurait trois utilisateurs : l'Ensemble intercon temporain, qui y donnerait des concerts; le TNOP, qui pourrait y créer des opéras contemporains, et le Conservatoire. Elle remplacerait, pour celui-ci, la petite salle de concert prévue à la Villette. La salle accueillerait en outre d'antres institutions musicales pour des concerts ainsi que des représentations lyri-ques et chorégraphiques. Cette polyvalence justifie l'investissement. Elle paraît parfaitement viable.

BOST. Pastels. Galerie Jean Peyrole, 14, rue de Sévigné (42-77-74-59). Jusqu'an

d'y donner 200 spectacles par an au lieu de 150. L'offre additionnelle de places «lyriques», dans l'option que nos examinons ici, pourrait donc être augmentée de 150 000 places environ, comme dans l'option pr dente du regroupement à la Bastille. Les représentations supplémentaires données à la Bastille apportent à elles seules 108 000 places par an.

 La privatisation des surfaces rendues disponibles à la Bastille. La revente des terrains extérieurs à l'emprise de la salle réduit le coût de cette option. Elle exigera une modi-fication du POS – donc des délais importants - et suscitera sans au-cun doute des récriminations et re-

 Dans cette option, l'investissement total de 2 500 millions de francs comprend le réaménagement de l'Opéra (710 millions) et la construction de la saile lyrique-auditorium (1 790 millions), déduction faite de la valeur des terrains privatisés.

- Le coût de fonctionnement annuel du TNOP, de la nouvelle salle et de l'école de danse serait de 347 millions, supérieur de 40 millions à la subvention du TNOP.

onservatoire, l'emplacement de la Bastille paraît préférable à celui de la Villette en raison des commodités de transport et d'une situation cen-trale facilitant l'accès du public aux

L'option comporte toutefois un inconvénient sérieux : elle reculerait d'environ dix-huit mois l'installation du Conservatoire national de musique dans ses nouveaux iocaux et elle entraînerait l'abandon du projet Portzampare à la Villette, qui a recueilli l'adhésion des futurs utilisa-

Dans cette option, selon une évahuation très prudente, l'investisse-ment total se monterait à 3 400 millions de francs (Bastille, 2 120; Cité de la Musique, 570; Garnier, 710), contre 3 220 prévus; (Bastille, 2 590; Villette, 630). Mais il faut souligner qu'outre la rénovation du Palais Garnier, la salle modulable y est incluse.

Les frais de l'onctionnement (non compris ceux du Conservatoire, supposés égaux quelle que soit son im-Elle paraît parfaitement viable.

Pour l'Ensemble intercontemporain, les professeurs et les élèves du la subvention actuelle du TNOP.

Le rapprochement des coûts et avantages économiques n'apporte pas d'argument décisif pour ou contre l'une des trois options envisa-gées plus haut. Et finalement le choix entre le maintien de l'Opéra de Paris là où il est aujourd'hui et son transfert à la Bastille dépend surtout d'un élément immatériel : la valeur attribuée à la survie du palais Garnier en tant qu'Opéra.

l'estime personnellement que cette valeur est importante pour une société qui cherche de mille manières à maintenir des ponts entre elle-même et son passé, par consé-quent à éviter que ses grands monu-ments deviennent des vestiges. L'exemple de plusieurs pays d'Eu-rope mérite ici d'être cité et médité. Les Opéras de Dresde, de Munich, de Vienne et de Milan, détruits en tout ou en partie pendant la dernière guerre, furent reconstruits à l'identique, peintures, soieries comprises - pour certains - aux prix que l'on devine. Pourquoi ? Les villes ontelles senti que la magie de l'oOpéra était en partie liée aux lieux de son essor et de sa gloire? Que pour un art dont l'apothéose et la plupart des grandes œuvres datent du dixneuvième siècle, les instruments superbes de cette époque sont irremplacables?

Entre le contenant et le contenu, il y a sans doute un lien plus fort qu'on e l'imagine. Quoiqu'il en soit, l'aban-don du palais Garnier ferait de Paris un cas unique et sans doute étomant pour des yeux étrangers. Le palais Garnier passe en effet dans le onde entier pour un chef-d'œuvre de l'architecture et de l'acoustique. Peut-être est-il le plus bel Opéra du monde. Il est intact. Et il peut être

Y donner des concerts vaut certes mieux que d'en faire un musée. Pourtant le bâtiment, coupé de sa vraie fonction, serait à demi mort au beau milieu du centre de Paris. L'avenue, la place de l'Opéra, prendraient un sens commémoratif. Et cette désaffectation enlèverait un peu de vie à des quartiers qui en ont déjà perda. Elle démolirait un mythe ou un symbole qui a du sens pour les Parisiens et pour les visiteurs étrangers.

Sans me cacher le caractère subjectif de ces raisons, je recommande donc à l'attention de M. le Ministre de la culture et de la communication solutions qui préservent la vocation du palais Garnier, et spéciale-ment la création d'un • Domaine de OLIVIER CHEVRILLON.

Le Festival de La Rochelle

Hommages à Max Ophüls et à Heinosuke Gosho

Survivant des Rencontres d'art contemporain, le Festival de cinéma de La Rochelle se consacre aux films d'auteurs.

Il offrait cette année une rétrospective Max Ophüls et un panorama de l'œuvre du cinéaste japonais Gosho.

Créé il y a quatorze ans, en même temps que les Rencontres d'art contemporain, le Festival de La Rochelle est le seul survivant d'un programme ambitieux où la musique et la danse tenaient le devant de la scène. La présentation intégrale, ou presque, de l'œuvre du cinéaste Max Ophüls, organisée avec la participation de huit cinémathèques, a connu cette année un succès sans précédent et, dit-on, augmenté de 40 % la fréquentation. Un livre, édité en collaboration avec le Centre Georges-Pompidou, évoque déjà Ouinze ans de cinéma à La Rochelle : Jean-Louis Bory, en couverture, un des parrains du Festival, salue la foule, cependant que soixante-dix cinéastes du monde entier se rappellent à nous dans les pages intérieures. L'an prochain, annonce Jean-Loup Passek, le directeur, pour le (véritable) quinzième anniversaire, tous ceux qui ont visité La Rochelle dans le passé seront conviés à un grand raout. Il risque d'y avoir

Avec le Festival des trois continents de Nantes. La Rochelle représente aujourd'hui ce qu'il y a de mieux dans le genre, pour une raison essentielle : avoir su durer, avoir poursuivi une politique bien définie. Si, à Nantes l'esprit de découverte domine, La Rochelle s'affirme d'abord comme une sorte de cinémathèque mondiale ouverte au grand public et à l'air du large. Le cinéma d'auteur notion discutable, car elle semble faire fi des réalités économiques : un film, aujourd'hui plus que jamais, se tourne en équipe, une équipe parfois considérable -y tient le devant de la scène. Il fait désormais partie intégrante de la culture de l'honnête homme du vingtième siècle, comme aime le rappeler Jean-Loup Passek. Le d'une geisha, Gosho semble avoir

revers de la médaille - nous vécu en étroite proximité avec le l'avons découvert cette année. c'est que les anciens films n'ont nais, décrit avec une minutie et pas pu toujours être conservés dans les conditions requises.

Revoir ainsi Lola Montes, film en couleurs, de Max Ophuls (1955), sur une copie complète et conforme au montage original, de la Cinémathèque de Toulouse, a de quoi ravir, sauf qu'une dominante rougeâtre gâche une bonne partie de notre plaisir. Le son original, surtout pour les œuvres tournées dans les années 30, n'est parfois qu'un lointain souvenir, un souffle que compensent, heureusement, les sous-titres, comme dans le cas du cinéaste japonais Heinosuke Gosho, également célébré avec Max Ophüls, Tout le monde, parmi les spécialistes, assure que, dans un avenir plus ou moins proche, le vidéodisque, inusable, incassable, impeccable, assurera au support filmique une longévité supérieure même à celle du livre. La couleur sera-t-elle au rendez-vous? Des sept films de Gosho mon-

trés à La Rochelle, tous étaient en noir et blanc, sauf le Corbeau jaune (1957). Contemporain de Mizoguchi et d'Ozu, le réalisateur des Quatre Cheminées (1953) a cessé de travailler à partir de 1968, après plus de cent films, mais ne mourut qu'en 1981, président de l'Association des cinéastes japonais. Il débute à l'âge de vingt ans comme assistant, réalise son premier film en 1925, à vingt-deux ans. Son premier film parlant, Mon amie et mon épouse (1931), joue de facon assez humoristique avec le son. Un écrivain en mal d'inspiration imite le miaulement d'un chat, un vrai chat lui répond. Des bruits rythmés parviennent de chez les voisins, où s'exerce un jazz band nippon. L'épouse se fâche. Le gratte-papier, envoyé en mission, est subjugué, son rythme de travail accéléré par les nouvelles cadences. Deux ans plus tard, Gosho revient au muet avec une très belle histoire d'amour. la Danseuse d'Izu, rencontre fugitive d'un étudiant et d'une comédienne ambulante.

Fils d'un père commerçant et

monde féminin, purement japoune affection particulières. La Femme de la brume (1936) montre un autre jeune étudiant assez palot, qui aime la jeune hôtesse d'un bar de Ginza, à Tokyo, et la rend enceinte. L'oncle offre de se - sacrifier - en faisant endosser l'enfant à naître par sa propre femme, stérile. La mort prématurée de l'enfant résout le problème, chacun repart de son côté, les hommes indifférents, les femmes victimes consentantes, victimes néanmoins. Nous retrouvons ici l'essence du style de Gosho. La

famille reste le fondement de la

vie sociale, un ordre qu'on dirait

inattaquable si déjà les premiers

craquements n'étaient percepti-

La guerre semble avoir profondément marqué le réalisateur, qui va devenir avec Quatre Cheminées une sorte d'humaniste professionnel: Gosho croit a la solidarité, à l'amour du prochain. Mais Une auberge à Osaka (1954) prouve qu'il restait lucide. Le Corbeau jaune ramène quelques années en arrière, après la fin de la guerre et le retour d'un père longtemps prisonnier. Gosho reprend toujours, très simplement, très directement, les mêmes thèmes : difficulté de vivre en société, au Japon en particulier. Sorte de Michael Curtiz nippon, il sait créer l'émotion et mérite peut-être mieux que la place relativement secondaire qu'on lui accorde dans certaines histoires du cinéma.

Une rétrospective en cours à la Cinémathèque - vingt-quatre films - devrait permettre de mieux faire le point. Outre les œuvres précitées, on y verra notamment Elégie du nord (1957) et les Lucioles (1958), à ne pas manquer.

LOUIS MARCORELLES.

★ Rétrospective Gosho, du 3 juillet au 18 août, Cinémathèques Chaillot puis Beaubourg.

★ Regard compilee, portraits de cinéastes au Festival de La Rochelle, par Michel Cormier, éd. Centre Georges-Pompidou, 110 F.

Margine Service and the Friday of a desired

papers, 1994, 1914, Wyone die der pierren neutrich, Met die Urreiche 165 1915, Mr. Sand des zu weit, M. 27, 2, 4 THE PERSON AS NOT THE PARTY OF THE PARTY OF LEGAT RT LA ROW LATINGE Marie and Marie Research of the Second Secon

MARKE FARLACES BY MEDICE. tel, Martie vierteiler fill auff in ere effen de Mitaliagues ... Elde de des

CONTRACT OF PROPER DAMES AND LA

With I there to the to the temporary of temporary of temporary of temporary of temporary of

a Manual Manualion Special

En province

DENIS BRIHAT. Photographies. Gale-rie Suisse, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'an 26 juillet.

FRANCOISE GILOT, Ausmorph 1981-1985. Galerie des Fernmes, 74, rue de Seine (43-29-50-75). Jusqu'an 31 juillet. KIM HAMISKY. Scalptures récentes. Galerie Alain Blondel, 4, rue Aubry-le-Boucher (42-78-66-67). Jusqu'au 30 sep-

LÉGER, Galerie Adrien Maoght, 42-6, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au

SANDORFL Galerie Lavignes-Bestille, 27, rue de Charonne (47-00-88-18). Jusqu'au 20 juillet.

TAL-COAT. Printures. Galeric Clivages, 46, rue de l'Université (42-96-69-57). Jusqu'au 31 juillet.

En région parisienne

BRÉTIGNY - SUR - ORGE. Dedam/Dehors/Proposition V: C. Blanc, G. Chapinin (aculature). Coutre culturel communal, rue Heuri-Douard (60-84-

FONTAINEBLEAU. Ouverture du nusée Napolées P. Musée national du hâteau (64-22-27-40). Sauf mardi, de 9 h 30 à 12 h 30 et do 14 h à 17 h.

JOULY-EN-JOSAS. Les sumées 68. Fon-detion Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). Sauf handi de 11 h à 19 h.

NEMOURS. Lillane Emilie Cron. Chineau-musée, rue Gantier-I= (64-28-40-37). Jusqu'au 30 septembre - 1000 aus av. J.-C. en Europe - barbare >. Musée de préhistoire, avenue de Statingrad (64-28-

PONTOISE. Hommage à Albert Gleizen, 1881-1953. Jusqu'au 21 septem bre - MONSIEUR ET MADAME Jusqu'an 28 septembre. Musée Tavet-Delacout, 4, roe Lemercier (30-38-02-40). Sauf mardi de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

SAINT - GERMAIN - EN - LAYE. Archéologie des lacs et des rivières. Musée des Antiquités nationales (34-51-53-65). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30

VEDSAILLES, 200 aux d'histoire de France 1715-1919 : mouvelle présentation des collections des XVIII° et XIX° siècles. sée national des châteaux de Versaill et Trianca (39-50-58-32).

AIX-EN-PROVENCE, Thomas Gleb et sa patrie : la tapisserle. Musée des Tapisse-ries, 28, place des Martyrs-de-la-Résistance

ANNECY. Energies 80 : contres in FRAC Rhime-Alpen. Music-château (50-45-29-66). Jusqu'az 1" septembre.

ANTIBES. Trésons de la terre et de la mor : Patrimoise archéologique d'Israël. Musée d'histoire et d'archéologie, Bastion Saint-André (93-34-48-01). Jusqu'au

ARLES. Tapita. Scalptures et marrax. 1985-1996. Abbaye de Montmajour (90-54-64-17). Jusqu'az 13 octobre.

ARRAS. Arras-Nemetacam. Muséc. ancience abbaye de Saint-Vaast, 22, rue Paul-Doumer (21-71-26-43). Jusqu'an

AVIGNON. E. et R. Pelaquier: travaux au Petit Palais, 1980-1986. Place du Palais-des-Papes (90-86-44-58). Jusqu'au 28 juillet. Victor Leydet, 1861-1904. Rétrespective. Palais du Roure, 3, rue du Collège (90-82-57-51) et musée Louis-Vouland, 17, rue Victor-Hugo (90-86-03-79), Jusqu'an 15 août.

BAYONNE. Hans Seller. Musée Bun-nat, 5, rue Jacques-Laffitte (59-59-08-52). Jusqu'au 15 septembre

BIRON-EN-PERIGORD, Caller, Chiteam (53-53-85-50). Juaqu'au 14 septem-

MOSEDEAUX. Hermange à Burnard. Musée des beaux-arts, cours d'Albret (36-90-91-60). Jusqu'au 25 août. — Gilbert and George. Cape, entrepôt Lainé, rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'an 7 septembre. BOULOGNE-SUR-MER. Francis

Mockel, Gravares, Les Pipôts, 37, rue des Pipôts (21-30-28-01). Jusqu'an 26 juillet. BOURG-EN-BRESSE. Sculptures de la collection Dullemagne - Sculptures de Michel Gérard. Priouré de Brou, 63, boulevard de Broz (74-22-22-31). Jusqu'an

CALAIS. Jochen Gerz. Chures sur papier photographique 1983-1986. Musée des beaux-arts, 25, rue de Richelieu (21-97-Zeimert ou les délices de la contri Galerie de l'Ancienne Poste, 13, bd Gam-betta (21-36-27-40). Jusqu'an 15 août.

CASES-DE-PENES. Bereurd Dulour. Pelatures 1958-1967. Fondation du châ-teau de Jan (68-64-11-38). Juaqu'au LE CATEAU-CAMBRESIS. M

la période niçoise. Musée Matiere (27-84-13-15). Jusqu'an 30 septembre. CHAUNY, L'Amérique au temps de la statue de la Liberté. Muséo national de la Blérancourt (23-39-60-16). Jusqu'au

CLUNY. Joan Miro. Œmre gravé et pisseries. Ecuries de Saint-Hughes (85-59-05-87). Jusqu'au 14 septembre.

COLMAR. Bryes. Musée d'Unte den, place d'Unterlinden (89-41-89-23). Jusqu'au 5 octobre. COUTANCES. Ye Marchand. Musée,

rue Quesnel-Marinière (33-45-11-92). DAOULAS. Au temps des Ceites, du V° an 1° sécie avant J.-C. Abbaye (98-25-84-39). Jusqu'au 14 septembre.

DIJON. Troisième donation Grasville. En permanence - Bissière. Jusqu'au 8 sep-tembre. Musée des beaux-arts, place de la

Sainte-Chapelle (80-30-31-11). DUNKEROUE, Christoforon, Rétr pective. Jusqu'an 20 septembre. Marie-France Nollet. Hallucinations traversières. Jusqu'au 17 août. Musée d'art conten Georges Braque, œuvre gravé. Musée des beaux-arts, place du Général-de-Gaulle (28-66-21-57). Jusqu'au l= septembre.

EVREUX. Hans Plantang. Musée de auclen Evéché, 6, tue Charles-Corbenu

(32-39-34-35). Jusqu'an 15 septembre. FELLETIN. Quilet, unde in America. Chapelle du château (55-66-33-06).

FONTEVRAULT-L'ABBAYE, Claude Ban, sculptures. Abbaye royale (41-51-73-52). Jusqu'à fin août.

GINALS. La collection de Beaulien : acquin et perspectives. Abbaye de Beaulien (63-67-06-84). Jusqu'au 13 septembre. GRAVELINES. 1" Printemps de la gravare : James Eusor, l'emvre gravé.

Arsenal, salle de la Poudrière. Jusqu'au

GRENOBLE Walter Dales. Musée de peinture, place de Verdun (76-54-09-82). Jusqu'au 18 août. Sol Lewitt. Wall drawings - General idea et Ken Lum, Centre national d'art contemporain, magasin site Bonchayer-Viallet, 155, cours Berriat (76-21-95-84). Jusqu'au 25 septembre.

L'ISLE-SUR-LA-SORGUÉ. Serge Makoff. Hötel Donadel de Campredon, 20, rue du Docteur-Tallet (90-38-17-41).

LA ROCHELLE, Jeancies : le tympes e Saint-Ayoul. Tour Saint-Nicolas (46-41-37-79). Jusqu'an 28 septembre.

LE TOUQUET. Les pompées, témeins de leur temps, de 1880 à 1940. Palais de l'Europe (21-05-21-65). Jusqu'au 31 juillet.

LYON. Purtraltistes lyon 1914. Musée des Beaux-arts, 20, place des Terreaux (78-28-07-66). Jusqu'au 15 sep-tembre. – Carmelo Zagari. Musée Saint-Pierre, 16, rue du Président-E.-Herriot (78-30-50-66). Jusqu'au 28 juillet.

MARCO-EN-BARCEUL. Art déco.

1920-1930. Fondation Septentrios (20-46-26-37). Jusqu'uu 21 juillet.

MONTAUBAN. Vedeva, Saytour, García-Sevilla. Œawres du FRAC Midis-Pyrénées. Musée lagres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-63-18-04). Jusqu'an 7 septem-

NANTES. Gisseppe Pennse. Musée des Beaux-Aris, 10, rue Clemenceau (40-74-53-24). Jusqu'au 30 septembre – Maxim-ria Cracy (1749-1826), architecte nastais. Musée Dobrée, place Jean-V (40-89-34-32). Jusqu'an 17 août — Un siècle de ires. Chilteau des Ducs réclames aliment de Bretagne, Tour du Fer à Cheval (40-47-18-15). Jusqu'au 14 septembre.

NICE. Delacroix: peintures et dessins d'inspiration religiense. Musée national Message biblique Marc Chagall, avenue Docteur-Ménard (93-81-75-75). Jusqu'au 6 octobre. – L'espace abstrait : Hartung. ENAC, 24, avenue Jean-Médecin (93-62-18-85). Jusqu'au 30 septembre - Espace trait : Debré, Hartung, Olson, Rio Souderborg. Acropolis, I, esplanade Ken-nedy (93-92-81-43). Jusqu'au 27 juillet – Louis Checallis. Galerie d'art contemporain, 59, quai des Etats-Unis (93-62-37-11). Jusqu'au 27 juillet - Emile Crociani. Musée international d'art natif nue Val-Marie (93-71-78-33). Jusqu'au

PONT-AVEN. Cent aus, Gauguin à Pont-Aven. Musée, place de l'Hôtel-de-Ville (98-06-14-43). Jusqu'au 30 septem-

RENNES. De Bassano à Grenze, pein-tures françaises et italieunes des XVII^e et XVIII^e siècles. Musée des Beaux-Arts, 20, quai Émile Zola (99-79-44-16).

SAINT-DIE. L'art en plein jour. Musée municipal, place Georges-Trimouille (29-55-21-56) et jardin de la Bibliothèque.

SAINT-FARGEAU. Bongeard, Collin, menensi, Veret : peintures, Château (86-

74-05-67). Jusqu'au 5 septembre. SAINT-PAUL-DE-VENCE. Un musée éphénère : collections privées françaises 1945-1985. Fondation Macght (93-32-

81-63). Jusqu'an 5 octobre. SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE. Inauguration Fondation Mario Prassines. Chapelle Notre-Dame-de-Pitié, hôtel de

SEDAN. La statuaire religieuse dans les Ardeunes : la piété populaire. Musée château. Jusqu'au 28 septembre.

EXPOSITIONS

STRASBOURG. Gaetago Pesce, d et architecture 1975-1985 - Annie Grei-ner, 1980-1986. Musée d'art moderne, I, rue du Vieux Marché-aux-Poissons (88-32-46-07). Jusqu'au 17 noût – Dessins hol-landais et flamands du cabinet des dessins de l'université de Leyde. Musée historique, 3, rue de la Grande-Boucherie (88-32-25-63). Jusqu'au 31 août.

TANLAY (Youne). James Ensor, peinres, dessins, gravures - Roll d'Haese, ssins, sculptures. Château (86-52-26-27). Jusqu'au 30 septembre.

TOULOUSE. Tabec, miroir de tr Musée Paul-Dupay, 13, rue de la Pléau (61-22-21-83). Jusqu'en septembre. TOURS. Macght : A proximité des

VALENCIENNES. L'Académie d peinture et aculpture à Valenciennes s XVIII siècle. Musée des Beaux-Arts, bo levard Watteau (27-46-21-09). Jusqu'au

ne Racine (47-66-50-00). Jusqu'au 28 sep-

VAL-DE-VESLE (Marne). Roger Ackling. Église de Courmelois (26-61-64-94). Jusqu'au 31 juillet.

VILLENEUVE-D'ASCQ. A. Barres et M. Dejardin – R. Frezin – R. Deparis – J. Mayeux – Douation M. Marinot, 1882-1966. Musée d'art moderne, allée du Jusqu'au 21 septembre.

VILLENEUVE-LEZ-AVIGNON. ets-sculptures ; les machines senti-ples. Circa, la Chartrouse (90-25-

VILLEURBANNE. Collection sourcesir. Le Nouveau Musée, 11, rue Docteur-Dolard (78-84-55-10). Jusqu'as 21 septem-

FESTIVAL DE MUSIQUE DE HONFLEUR

Samedi 12 juillet 21 h Bach Antiqua Musica.

Samedi 19 juillet 21 h Liszt Orchestre symphonique de Budapest

France Clidat. Samedi 2 solit 21 h Mozart, Brahms, Beethoven, Anne Queffelec,

Régis Pasquier.

(* Hôtel de Ville 14600 Honfleur. TEL: 31-89-16-47).



261, ED RASPAIL - 75014 PARIS - RER : DENFERT-ROCHEREAU - TÉL.: (1) 43 35 21 50

THEATRE

· The same of the same

Les jours de reliche sont issiqués entre prentières.

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), ven., mar. à 19 h 30 : la Bohême ; jeu., sam., dim. à 19 h 30 ; iun. à 14 h 30 : Don Quichotte ; mer. à 19 h 30 : Salammbô. SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30:

jou., sam.: la Fittle enchantée. COMEDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Sum., mar. à 20 h 30 : le Menteur ; jeu. dim. à 20 h 30 : le Bourgeois gestil-lomme; ves., 20 h 30 ; dim., 14 h 30 : Un chapean de paille d'Italie; mer. à 20 h 30 : le Balcon.

BEAUBOURG (42-77-12-33) (Mar.) Débate-Rencoatres : mor. à 19 h, le pro-jet du Grand Paris ; jen. de 10 h à 20 h : présentation des «Cadavres exquis» ; Vidée-musiques : tij, à 13 h ; En remon-tant le Mississippi, de R. Mamhoulis ; 16 h : Aida, de Verdi ; 19 h : le Lac des cuppes de Tchathouble

Les autres salles

ATELIER (46-06-49-24) (D. soir, lun.) 21 h, dim. 15 h : Hot House (dem. le

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24) (D. soir, L.) 21 h, dim. 15 h 30 : les Amoureux de Molière. BOURVIL (43-73-47-84) (D., lun.) 22 h, sam. 16 h: Pas deux comme elle; 20 h 30: Yen a marre...ez vous. CENTRE CULTUREL DU XVIIe (45.43.32.92) (D), 20 h 30 : Poquelin et

LATINO-AMÉRICAIN CENTRE (45.08.48.28) (D. soir, L., mar.) 20 h 30, dim. 16 h : Kabaret de la der-nière chance.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11) (D.) 21 h : Poil de carotte. CRYPTE SAINTE-AGNES (47-00-19-31) (D., 13, 14, 15) 20 h 30: Phè-

DECHARGEURS (42-36-00-02) (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 16 h: Poésies avec Vicky Messica (dem. le 15).

EDEN-THEATRE (43-56-64-37) (D., L., mar.) 21 h : Du sang sur le con du chât (dern. le 12).

ESPACE GAFTÉ (43-27-95-94) (D) 21 h : Vieilles Canailles. ESSASON (42-78-46-42) (D. soir, L.)

20 h 30 : C'était comment déjà... du caf'conc' à Saint-Germain-des-Prés ; à 22 h : Un souvenir... les années trente. FONTAINE (48.74.74.40) (D) 20 h 30, sam. et 18 h : Les mystères du confession-nal ; (D) 22 h , samedi 15 h 30 : Les chaussures de Madame Gilles.

GATTÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18) (D. soir, lun.) 21 h, mat. dim. 15 h: Messieurs les Ronds-de-cuir. GALERIE 55 (43-26-63-51) (D., htm.)

GRAND HALL MONTORGUEIL (39-52-42-79) 20 h 30: l'École des mères HUCHETTE (43-26-38-99) (D.) 19 h 30 :

la Cantatrice chauve; 20 h 30 : la Loçon; 21 h 30 : les Mystères de Paris. RUYERE (48-74-76-99) (D. sni hun.) 20 h 30, mat. dim. 15 h : la Voisine. LUCERNAIRE (45-44-57-34) (rel. le 14). L : 19 h : les Désirs de l'amour (dern. le 12) ; 20 h 30 : le Rire national ; 20 h 15 : Arlequin, serviteur de deux maftres: 22 h: Pas de balcon pour Roméo. Petite salle, les lun., mer., ven. à 19 h: Pardon m'sieur Prévert. MARIE-STUART (45-08-17-80) (D., L.)

MARIE-STUART (43-08-17-80) (D. L.)
20 h 30: Maman Napoléon.
MICHEL (42-65-35-02) (D. soir, lun.)
21 h 15, sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim.
15 h 30: Pyjama pour six (dezn. le 13).
PALAIS-ROYAL (42-97-59-81) (D. soir,
L.) 20 h 45, dim. 15 h 30: N'écoutez pes

(deru. le 12). – II. Du mer, an sam. 20 h 30 : Huis clos (deru. le 12). THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02) (D.) 18 h 30 : Passé composé ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h, sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de

THÉATRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (46-33-48-65), jeu., ven., sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Astro Folies Show. THEATRE DU TOURTOUR (48-87-82-48) (D., lun.), 18 h 30 : Mamouna (dern. le 12) ; 20 h 30 : Pasolini (dern. le 12). A partir da 15, 20 h 30 : le Petit

Prince.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40)
(D.) 20 h 30 ; Ariane ou l'Age d'or (dern. le 14). VARIÈTES (42-33-09-92) (D. soir, L.) 20 h 45, mat. dim. 15 h 30 : l'Age en question (dern. le 13).

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35) (D.) 20 h 15: l'Orchestre (Mar.); 21 h 45: En manches de chemise (L.); 23 h: Banc d'essai des jeunes (L.); 23 h: Drôle de larme. BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84) (D.), L 20 h 15 + sam. 18 h 30 : Areuh = MC2; 21 h 30 : les Démones Loulou II; 22 h 30 : l'Etoffe des blairesux. — IL 20 h 15 + sam. 24 h : les Sacrés Moostres; 21 h 30 : Sanvez les bébés femmes.

bebes ferames.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11) (D.),

L 20 h 15 + sam. 23 h 45 : Tiens, voilà
deux boudins; 21 h 30 : Mangenses
d'hommes; 22 h 30 : Ortics de secours. —

IL 21 h 30 : te Chromosome chatoulleux; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

— III. 20 h 15 : Pierre Salvadori.

GRENIER (43-80-68-01) (D., L., mar.), 22 h : Non je n'ai pas disparu. PETTT CASINO (42-78-36-50) (D.).

POINT-VIRGULE (42-78-67-03) (D., L., mar.), 18 h 30 : D. and J. Memories; (D.), 20 h 15 : Moi je eraque, mes parents raquent; 21 h 30 + sam. 24 h : Nos désirs font désordre; 22 h 30 : Pièces

Music-hall CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-27), 21 h: Chansons françaises; mer., jeu., ven., sam., 19 h: Un rat dans la contrebasse.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), à 20 h : C. Veace chante B. Vian; à 22 h : C. Caussimon. MAISON DE L'AMÉRIQUE LATINE (42-22-97-60), le 9, à 20 h 30 : A. Colon

et P. Garcia. PIGEON DE LA BUTTE (42-62-57-95) (D., L.), 22 h : P. Péchin, Rachel POTINIÈRE (42-61-44-16) (D), 21 h : les

Aventuriers de la gauche perdue.

TOURTOUR (48-87-82-48), 22 h 30 : TROIS MAILLETZ (43-54-00-79) (L., M.), 0 h 30 : F. Mello.

Opérettes,

A DEJAZET, TLP (48-87-97-34) (L.) 20 h 30, dim. 16 h : la Petite Boutique GYMNASE MARIE-BELL (42.46-79-79) (D., L.), 20 h 30: Lady Day. THÉATRE DE L'ŒUVRE (48-74-42-52), (D. soir, L.), 21 h, dim. à 16 h: Grand-Père Schlomo.

RENAISSANCE (42-08-18-50) (D., Me. soir), 20 h 45, mat. mer. à 15 h : le Capi-taine Fracasse.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93) (D., L.), 21 h : le Cocktail de Sergio.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h, dim. 15 h 30 : Touche pas à

FESTIVALS

Les festivals à Paris

FESTIVAL DU MARAIS Centre cultural Wallonie-Bruxelles (D.) 20 h 30 ; les Exaltés (dern. le 12). Cave gothique de l'hôtel de Besuvais (D.) 20 h : Au perroquet vert (dern. le 12).

FESTIVAL DE LA BUTTE MONTMARTRE (42-54-87-03)

Arèmes de Lutèce, 14 h 30 : Boum Taf Clowns (dern. le 12) ; à 21 h 30 : E Peri-coloso Sporgassi (dern. le 12).

FESTIVAL DE LA FOIRE (43-29-12-78)
Salle du Monasyage de l'Hôtel des mon-maies, (D., L.) à 22 h : A quoi révent les jennes filles ? (dern. le 11).

Ile-de-France (47-23-40-84)

ERFTEUIL, Châtem, le 13 à 16 h : Qua-tuor de clarinettes Lutèce (Haendel, Vivaldi, Broseuil, Arrieu, Mozart).

FESTIVAL DE REUIL-MALMAISON Eglise Saint-Pierre Saint-Paul : le 10 à 21 h : Orchestre J.-F. Paillard.

Chiteau de Mainzison, le 15, à 21 h : Orchestre J.-F. Paillard. XVIII- FESTIVAL DE L'ORANGERIE DE SCEAUX (47-02-95-91)

Le 12 à 17 h 30 : C. Heiffer (Beethoven, Schubert, Berg, Bartok, Schünberg), le 13 à 17 h 30 : Orchestre baroque d'Ilo-deince (Schmerlzer, Fux, Haydn, ieri, Mozart), le 14 à 17 h 30 : Beni Salieri, Mozari). Schmid and Co.

Aquitaine

BLAYE, théâtre de la Nature, le 11, à 21 h : easemble orchestral des solistes du Bolchof, dir. musicale A. Lazarev. BIRON, chapelle du Châtem, le 12 à 21 h :

BONAGUIL, château de Famel, le 16, à 18 h 30 : E. Beauforcher (Bach, Schumann, Liszt, Manuel de Falla). BORDEAUX, assaée des Arts décoratifs, le 16, à 18 h : orchestre des sotistes du

Bolchot, dir. musicale A. Lazarev. CASTILLON, les 11, 12, à 22 h 30 : la Bareille de Castillon. ISSAC, château de Montréal, le 15, à

21 h : ensemble orchestral des solistes du Bolchof, dir. musicale A. Lazarev. SAINT-JULIEN-REVCHEVELLE. château Beychevelle, le 13, à 16 h : idea SARLAT, musique en Sarindais (53-31-09-49) : Centre culturel, le 10 : orchestre de chambre de la jeune philharmonic de

PIEGUT-PLUVIERS, musique en Pfri-gord vert (53-09-24-08) : Chapelle, le 12 : L. Brisson-M. Poletto (clarinetto-

SAINT- BARTHÉLEMY- DE- BUS-SIÈRE : le 10 : orchestre de chambre

MONTPON-MENESTEROL, 1" lestinal de la chanson (53-82-23-77) : le 13, à 18 h : L. Roman ; le 13, à 20 h : A. Vanlove ; le 13, à 22 h ; J. Bertin ; le 14, à 18 h : C. Authier : le 14, à 20 h : N. Pereira; le 14, à 22 h : C. Nougaro.

Auvergne

BUSSET, châtem, le 10, à 21 h : ensemble instrumental des solistes du Bolchof (Haydn, Wagner, Stravinski). GANNAT, église Sainte-Croix, le 12, à 21 h: M.-C. Alain (orgue). C. Andranian (Beethoven, Rachmani-

VOLLORE, église de Compière, le 12, à 21 h : quatuor à cordes Bartholdy (Haydn, Beethoven, Schubert); églisé, le 13, à 21 h : quintette de cuivre G. Tou-vron (Bach, Gershwin, Chostakovitch); ie 16, ż 21 h : V. Beths, A. Bijisma, R. de Leenw (Lizzt, Saint-Saëns, Schoenberg).

Bretagne

COMBOURG, cour du château, le 16, à 21 h 30 : la Fantse Suivante, de Mari-

HENNEBONT, mits des remparts (97-36-12-42) : pied des remparts, les 15, 16 à 22 h : l'Alouette, d'Anouill.

SUSCINIO, douves du chiltean, le 16, à 22 h 30 : le Prince et le Bouffou, mise an scène de D. Anray. VITRÉ, cour de Châtese, le 10, à 21 h 30 :

orchestre de la ville de Remes, dir. musi-cale C. Schmitzler (Bach, Mozarri); les 11, 12, à 21 h 30 : la Fausse Sulvante, de Marivanz, mise en scène de P. Deban-che ; le 13, à 21 h 30 : G. Moustaki.

Bourgogne

BEAUNE, reacoutres musicales (80-22-SEAUNE, rencoutres austicales (80-22-24-51): dans la cour des hospices, à 21 à; le 12: ensemble baroque auglais (Montuverdi), dir. musicale D. Robiou; le 13: urchestre de chambre de la Com-munauté européanne (Mozart), dir. mu-sicale R. Barshai; le 14: T. Berganza-J. Alvarez Parejo (Pergolèse, Haendel, Haydo, Massenet, Bizzt...).

CHATILLON, égine Saint-Verles, le 11, à 20 h 45 : académie internationale de musique (Frescobaldi, Scheirer, Falco-mier, Lacre).

CORMARTIN, château, le 11, à 21 à : es-Oskviakt in, cancess, se 11, s 21 s - car-semble instrumental La Bruyère (Haydn, Mozart); les 12, 13, à 18 h 30 : ensemble instrumental La Bruyère (Schubert, Vi-valdi, Mozart).

DEJON, saile des Etats, le 10. à 20 h 45 : autour du tango argentin ; église Sainte-Bénigne, le 11, à 20 h 30 : A. Schumacher (orgue) ; facultés, le 11, à 20 h 45: L Julien, G. Ferris ; Cladra, le 13, à 23 h : S. Costanzo ; luc Ekr, le 14, à 15 h : stagiaires et professeurs de l'AIM; théâtre du parvis Saint-Jean, les 15, 16, à 21 h 30 : la fête à Foissy. MENETREUX-LE-PITOIS : le 12, à

21 h 30 : M. Benin. MEURSAULT, I" festival des grands crus de Bourgogue (42-27-75-64) : châ-teau, le 12, à 20 h 45 : quatror Aulodin, concert Arban ; église, le 15, à 20 h 45 : concert Brisé, concert Arban ; église, le 16, à 20 h 30 : concert : la grande généra-

PREGILBERT, église Notre Dame, is 10, à 21 h : petits chanteurs de Passy. SAINT-FARGEAU, châtean, le 13, à 20 h 45 : A. Menmer, F. Bou (Beethoven, SAULIEU, église, le 12, à 20 h 45 : le

concert Brisé (Frescobaldi, Schmelzer, Lacke, Falconieri). TONNERRE, viell hôpital, le 12 : orchestre de chambre Berdon et chœur régional de Bourgogne.

CHARTRES, cathédrale, le 13, à 17 h : K. Marshall (Dupré, Franck, Messiaca, Alain, Duruffé; église Saint-André, le 11, à 20 h 30 : orchestre de chambre de ambourg (Mozart), dir. musicale E. Lamoso

SULLY-SUR-LORRE, XIII Festival international (32-53-05-95): Beaugency, le 11, à 21 h : quatuor Suk de Prague (Dvorak, Brahma, Janacek); Saint-Benoît, le 12, à 21 h : Camorata academica du Mozarteum de Salzburg (Hacedel, Mozart, Grieg); Sully, le 13, à 20 h 30 : C. Bolling Big Band; Germiny-des-Prés, le 14, à 19 h : A sei vocci; le

15, à 20 h 30 : concert de clôture de l'aca-Champagne-Ardenne BOURMONT, église, le 13, à 16 h : ensemble vocal régional (Charpentier, Bach, Monteverdi), dir. musicale F. Las-

BRAUX-SAINTE-COHIERE : is 12, à 21 h : troisième schubertiade. GRANDPRÉ, égine, le 12, à 21 h : et ble vocal régional. ble vocal régio

REIMS, cour de Painis de Thou, le 10, à 22 h : festival cathédraic de lumière.

Franche-Comté

ARC-ET-SENANS, Salhes royales, le 11, à 21 h : Journal d'un usager de l'espace.

PONTARLIER, festival des Nuits de Jouz, châtess de Jouz, les 11, 12, à 21 h 30 : les Aventures du baron de Facceste, de A. d'Aubigné : conservateire, le 13 à 21 h, idem ; R. Poirier (Organ), le 16 à 21 h, idem ; R. Poirier (Organ), le 16 à 21 h, idem. à 21 h : Journal d'un usager de l'espace.

PONTARLIER, festival des Naits de
Jouz, châtese de Jouz, les 11, 12, à
21 h 30 : les Aventures du baron de Faoneste, de A. d'Aubigné : conservateire, le
12, à 15 h : ouverture de l'académie
d'été, dir. musicale M. Schelle ; cloître
des capacins, le 16, à 21 h : Marché noir, du groupe théâtra! Dérives urbaines.

Languedoc-Roussillon

BAIXAS : le 10, à 20 h 30 ; orchestre de chambra de Neuchâtel, dir. musicale J. Dobrzolewski.

BAGNOLS-SUR-CEZE, Most Cotton, le 11, à 22 h : opérs-comique Mireio, poèmes de F. Mistral, musique de Gou-aod : le 13, à 21 h 30 : la Bande à Busile,

CARCASSONNE, Théâtre de la Cité, le 13. à 21 h : l'Ecole des femmes, de Molière, mise en schne J. Soreys; Thélitre de la Cléf, le 12, à 21 h : orchestre zational du Capitole de Toulouse (Berlioz), dir. municule M. Plesson.; théâtre Le Lures, le 13, à 21 h : idem.

MONTPELLIER, festival inter de Radio-France et de Montpellier (67-52-84-84) : cour des Ursulines, le 12, à 21 h 45 : C. Ladwig, P.-E. Deiber (Schubert, Liszt, Wolf, Brahms, NARBONNE, cathédrale, le 16, à 21 h : J.-

C. et J. Dahais (fifite de pan, orgue). NIMES, arbues, les 10, 11, à 22 h : le Corsaire, opéra de Verdi, dir. musicale E. Krivine, mise en scène J.-L. Thamin; XP festival de jazz, jardine La Fostalne, le 15, à 21 h : Kustbandet, Hot Antic, grand orchestre du jazz-club de Nîmes; le 16, à 21 h 30 : C. Bley Sextet, J.-

PRZENAS : le 15, à 21 h : Académie internationale de musique, dir. musicale H. Parramon.

SAINT-GILLES, abbathate, le 16, à 21 h 30 : ensemble orchestral de Haute-Normandie, dir. J.-P. Berlingen. LE VIGAN, église Saint-Pierre, le 16, à 21 h 30 : quintette de cuivres G. Touvron.

Limousin

AUBUSSON, Royère de Vamirière, le 12, à 21 h : Y. Egorov.

BELLAC, église de Compreignac, le 11, à 21 h : ensemble Di Venezia (Vivaldi, Al-binoni, Pergelèse) ; châtean de Fraisne, le 12, à 21 h 30 : Siegfried, de J. Girou-

TULLE, re l'accordéen (55-20-21-27) : le 10 : A. Piazzola ; le 12 : D. Collin ; le 13 : O. Durif ; le 14 : A. Allibert ; théâtre de rue, les 13, 14, placet Faucher, de la Poste, M. Brigouleix, Mgr Berthaud; place Brigouleix, le 14, à 21 h : Big BubLorraine

BUSSANG, thestere du Peuple, le 14, à 19 h : la Légende d'Amys et Amyle, d'après M. Pottecher, mise en soème de

MIRECOURT, VI festival des cordes (29-37-37-37) : église Notre-Dama, le 12 à 20 h 30 : M. Benntar (guitare).

Midi-Pyrénées

CAHORS, V. Festival de Bines (65-35-09-56), Clarence, Gatemouth Brown, Buddy Guy, Junior Wells, les 11, 12. CONDOM, maits menicales es Armagase (62-28-00-80), Orchestre national du ca-pitole de Toulouse, dir. M. Plasson, le 10, Cathédrais.

GAVARNIE, Divine Comédie, d'après Dante, mise en scène F. Jone, le 16 à 19 h 30, Cirque.

SAINT-LIZIER, XV Festival, Orchestre national de chambre de Toulouse (Mo-zart, Bach, Haydn), le 15 à 21 h, Cathè-

TARBES, M. Franco (guitare), le 10 à 21 h, Thiâtre des Nouveautés. A. Pierri (Luth), le 16 : à 10 h, saile des fêtes de l'hôtel de ville, à 21 h, Théâtre des Nou-

4,000

Nord-Pas-de-Calais

BERCK, V. Samson, A. Souchon, le 14 à 20 h, salle Floiet. BOULOGNE, la Mer, de Debussy, le 12 à

21 h, Theatre. HARDELOT, XIII Festival, solisies, chœurs et orchestre, dir. musicale P. Knentz (Mozart, Haydn), is 12 à 21 h, Country chab; Orchestre champstre 1900, le 13 à 21 li, idem.

GRAVELINES, J.C. Casadesus et l'Or-chestre national de Lille (Rossini, Bizet, Beethoven), ic 12 à 20 h 30, Espace is-LILLE, Thélitre de la Chandelle, le 11 à

20 h, saile Léo Lagrange d'Héféenes; Djamel Touil, le 11 à 22 h 30, idem; Troupe IBN Khaldoun, le 12 à 20 h 30, idem; Théâtre de la Gayolle, le 13 à 17 h, Théâtre du Prato-Filature; Troupe de l'Etang de Beur, le 13 à 18 h, idem ; Théâtre de la 200e, le 13 à 20 h 30, idem. LOOS, J. Casadesus et l'Orchestre national de Lille (Bizet, Rossini, Beethoven), le 11 à 15 h, Centrale de détaution.

LE PORTEL, Nuit du piano, le 13 à 22 h, LE TOUQUET, Talk-Talk, le 15 à 21 h,

Normandie

MONT-SAINT-MICHEL, Norths shire Youth Orchestra, dir. M. Tyler (Percell, Boeilmann, Chaminade), le 11 121 L A

SAINT-PIERRE DU VAUVRAY, solistes du stage d'interprétation du Lied, dir. musicale U. Reinemann (Schumann, Brahms), lo 10 à 20 h, Moulis d'Asché; Duo de Pianoforto (Mozart), le 12 à

Pays de la Loire

BRECE, les Fourberies de Scapin, de Mo-tière, le 15 à 21 h 30, place de l'Église. NUILLE/VICOIN, M. De Charette a dit, de M. Julian, le 10 à 21 h 30, Châseau de Lanche-ell. GRANGENT, Spectacle vivant, les 11, 12

à 22 h, Lac. LA PLAINE/MER, III Festival d'art (40-21-50-14); G. Yanowitz, le 11; M. De Plata, le 12.

ROBERT

REDFORD

SAINT-MAUR, J.-M. Poupelin, B. Froma-ger, B. Halska (Shumann, Britten), le 15 à 20 h 45, Abbaye.

Poitou-Charentes

LA ROCHELLE, Francofolies (46-41-37-79), V. Samson, K. Kacel, A. Souchon, W. Scheller, le 10. Indochine, C. Couture, Gold, le 11. Renand, F. Cabrel, L. Beausonge, R. Didier, le 12. B. Lavilliers, Manu Dibango, Les Etoiles, R. Petite, Xalam, le 13. R. Petite, Xalam, le 13.

SAINTES, XV° Festival de masique (46-92-51-35): Abbuye aux Dames, A. Mel-lon, C. Rousset (variations sur des thèmes italiens), le 10. Ensemble musi-que oblique, dir. B. Pervion et Ensemble Organum, dir. M. Peres, le 11; Acop-man (Organes), le 12; esthédies man (Orgues), le 12; cathédrale, T. Koopmann (clavecin), Ensemble de jeunes madrigalistes italiens, M. Zanetti, B. Ranon, Orchestre de Bordesux Aqui-taine (Monteverdi, Frescobaldi, Romini, Verdi); Madrigaex, A. Molon, G. Lesse, P. Kooy, H. Crook, le 14; Ensemble oblique, Ensemble vocal de la Chapelle royale, le 15 ; Ensemble vocal de la Cha-pelle royale, dir. P. Herrowegha, le 16.

Provence-Côte d'Azur

ATE-EN-PROVENCE, 39º Festival d'art hyrique (42-23-11-20): Den Giovanni, opéra de Mozart, dir. musicale: S. Sci-tesz, mine en sobre: G. Bourdet; lea 10, 18, à 21 à 15, Archevéché; Idoménée, carint de Mozart dir. musicale: H. Graf. opera de Mozart, dir. musicale : H. Graf, opera de Mozart, dir. musicale: H. Graf, mise en schne: P. Strasser, les 11, 16, 21 h 15, Archevéché; Tancrède, opéra de A. Campra, dir. musicale: J.-C. Ma-gioire, mise en sohm: J.-C. Penchesat, le 15, 21 h 15, Archevéché; D. Upshaw, le 10 à 12 h, Cloftre Saint-Sauveur; M. Totzewski, le 10 à 18 h (Idem.); Une houre avec J.-S. Bach h 11 à 12 h M. Tozzwski, le 10 à 18 h (idem.); Une houre avec J.-S. Bach, le 11 à 12 h (idem.); S. Murphy, le 11 à 12 h (idem.); Concert Mozart, dir. musicale; H. Graf, Orchostre de chambre de Pologne, le 12 à 21 h 30, Cloître Sains-Louis; Concert Beethoven-Mendelssohn, dir. musicale; S. Soltesz, Orchestre de chambre de Pologne, le 13 à 21 h 30 (idem.); Tour de Babel, de G. Azerghis, récit nusical d'après P. Bussi, les 14, 15 à 18 h, Théâtre municipal; Une houre avec Mozart, le 15 à 12 h, Cloître Sains-Sanwar; F. Lopardo, le 15 à 18 h, Cloître Sains-Sanwar; F. Lopardo, le 15 à 18 h, Cloître Sains-Sanwar; F. Lopardo, le 15 à 18 h, Cloître Sains-Sanwar; F. Lopardo, le 15 à 18 h, Cloître Sains-Sanwar; F. Lopardo, le 15 à 18 h, Cloître Sains-Sanwar; F. Lopardo, le 16 à 18 h (idem.).

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79) L du mer, an sain. 20 h 30 : l'Ecume des jours MONT-DORE, mairie, le 12, à 21 h : G. et

 Ambiance municale # Orchestre - P.M.R. : prix moyen do repes - J... H. : ownert jasqu'i... houres DINERS

RIVE DROITE Dans ene aucienne et belle cure volstée du XVIF a, la mer livre ses trésons ; poissons fins, turbut, bur, honard. Gibiers. Memo 120 F. Accaeil j. 1 h du matiu. Recomm. par G. et Millan. Tél. 42-60-05-11. ARMAND (Palais-Royal) 6, rue du Beanjolais, 1= F. sam. midi et dim. CADRE RAFFINE Spécialisés MAROCAINES Couscous Méchoni Tagines Bessel Déjouners et éliners d'affaires Banquets Mariages. Ambiance typique avec danneus 48-87-29-23 TLJ SAADA 37, rue Beaubourg, 3º NOUVEAU TY COZ A LYON (1"), 15, rue Royale, Fermé dimanche et hundi. 78-27-36-29. MÉMES SPÉCIALITÉS DE POISSONS, CRÉPES, GALETTES. J. 23 h. TY COZ Spécialités chinoises. Déj., din. T.L.J. jusqu'à 22 h 30. «Un des meilleurs conars laqués de Paris», Gunh et Millau. « Cambodge et grande cuisine», Figaro Magazine 48-74-81-48 PAGODA 50, rue de Provence, 9 AU PETT RICHE 47-70-68-68 47-70-86-50 25, rue Le Peletier, 9 F. dim. Son étonnant menn à 110 F service compris. Vins de Loire. Décer 1880. Salons de 6 à 50 personnes. Déjeuners, dîners, soupers de 19 h 30 à 0 h 15. Parking Drouct. 25, rue Le Peletier, 9 CLOSERIE SARLADAISE Ts les jours SPÉCIALITÉS DU PÉRIGORD Déjeuners d'affaires - Diners - Salon pour groupes

Déj., diner j. 22 h. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zarzuele, gambes bacalao, calamares tinta. Environ 145 F. Formule à 79,80 F s.n.e. avec spécialités 80, bd des Betignolles, 17 F. lundi, mardi ANDRECK of FRANCIS VALLOT = SANTENAY RIVE GAUCHE _ LE MAHARAJAH 43-54-26-07 72, boulevard Saint-Germain, 5 TTEMEO
3, rue Champolion, 5º Fermé le lundi TIEMEO

CHEZ FRANÇOISE 47-05-49-03 Aérogare des lavalides, 7º F. dim. soir et luadi

PALAIS DU TROCADERO 47-27-05-02

Tous les jours

43-87-28-87

46-33-43-50

7, avenue d'Eyiau, 16

FI. PICADOR

LE MALIK

pec MAROCAINES

Dans leur nouveau décor Napoléon III. Ses produits de 1^{es} qualité. Cuisine personnalisée. Déjeuners, diners aux chandelles. Terrasse. F. dim. soir et lundi. J. 23 h 30. Spéc. INDIENNES, PAKISTANAISES: Biriani, Tandoori. PRIX KALI 84: meilleur curry de Paris. «GRILL D'OR 86» de la gastronomie indienne. Neuvena décor, Caisine russe traditionnelle : spécialités OKROCHKA, SMARODINNIK, causer «OHOTNIK». Messus : 75-110 F, et carte grand choix de VODKAS. Dinen aux chandelles. Musicians

Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor feutré. Caisine faite par le patron, Service et livraison à domicile. Plats à emporter. Air conditionné.

Claude AISSA attend ses amis au 15, r. DES GRANDS-AUGUSTINS, 6-, de 19 h 30 h. Couscous, Pastilla, Tagines, Poulet citron, Pâtisseries maison, vins de Meknès. MENU PARLEMENTAIRE à 95 F a.g.. PARENG ASSURÉ DEVANT LE RESTAURANT : FACE AU N° 2, RUE FAREZ.

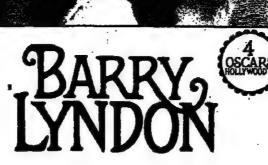
SOUPERS APRÈS MINUIT

DESSIRIER 71.j. 42-27-52-14
LE SPÉCIALISTE DE L'HUTTRE.
POISSONS, SPÉCIALITÉS, GRILLADES.

VO: PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES **PUBLICIS SAINT-GERMAIN - MONTPARNASSE BIENVENUE GAUMONT-LES-HALLES - 14-JUILLET BEAUGRENELLE** VF: GAUMONT OPERA - MAILLOT

"C'est un émerveillement, l'apogée d'un genre, un acte de beauté... un chef-d'œuvre." L'EXPRESS





RYAN O'NEAL MARISA BERENSON PATRICK MAGEE HARDY KRUGER DIANA KOERMER GAY HAMILTON

STANLEY KUBRICK

علدًا منه المرصل

عِلَدًا منه الأصل

The same of the

des a 17 1 A P seems ner de Prints de Thea, in 18. à

The Party of the last

Designation of the State Control of the State Contr

No despectation of the Cost. of DA. W. (L. F. D.) ; undereng agland E-galout de Pendrens (Bertief). de galo 16. Maries. Militar (s. Lares.

orthogolder, funded terrenational facility of the Standard Co. 18 of C. Cabro, F. C. Brong (1978), and June Well, Standard (1978), and June Well, Standard (1978). MR. other, to M. H. & M to w Co-ins. ophic do band. To asserte Researches and other f & Thebra Prompt in Jan. Spaller for Farmers. 25 (1828) Einstrade. Also have

ind unitaries de partière de Sans (a. 1. 2. 1. 10 °C. Box Torono. 1 1 Intellet Quarte. 1 1 According to 12. 2. 1 According auto-liant de dissipire. 2 According auto-liant de dissipire. 2 According auto-DER COLUMN

WANTED ANDREW & 18 4 SAME AND A 18. E Periods on 1.7 bridges. 1 M. spayment de regions & Tapones

PROPERTY. M. M. P. Barrier. Lest, higher de Comprehens, in 11 & 2- minutes M. Vanney, Droppell. Al-lest, Proposition in distance de France. 15, E.M. & W. Singleyell, as J. Comp.

18: 3-13 D Calle, m 15 Bust is a A adden states to white the Browner .

pa šurbėra Yraninasas sienvenus LLST šemugramenia MALLOT

rebillement. n Denre. HOCKUTÓ... PUVro." LERESPER



SANGE CHAPTER OF THE PARTY OF Theory.

Tagent MARTER RES Mutof . to. CANDON WITH THE PARTY At 12: 1 ...

CONTINUE CALL STATE OF THE PARTY OF THE PART protests. galarkii, . . .

Stager - ... ift ti Cireac MARKANEN . . . FORE MERTING Mark National Control SAINT-BEAUTY AND A Belges, Services

PARISON IN THE STATE OF THE STA The theater and containing a sec-Mar. 15

11 Ag

1-1-25

1.00

a see a se

. . .

22.52

*1,11

- 11

المغار

130

Nath Falls MACK, 1 Table 1 2 2 was law. MONTHANNE AND A CONTRACT OF A. Thekere

distant to the standard of the MEASTERNES.

LHER, Carrier All & said fact in a profit was - pt 1/2 -- -- -fina and the 200 Treat of the " I That is de . . . A Practical Control of the Control o

TO BUTTO IS AND THE STREET th Bratter, T. BE THE LET

ARROY AND THE STORY Market Free

the stage . . . Manage 4 Mar du Y . . .

Park MIRES. A. S. S. S. 44R. 4 MERLER ST. CREMIN! TO . 1000 to Plant Wil Miller Part of the MALENT MESS & ...

in bummiel in bei er Aller de co E. Course T. Phus in . SECTION AND A ST #27 7. A38ers har sons has 1 3 and

3 3 alas alle e 438a.s.

BOOK OF A JUNE CHECK TO 1 17,12000 Same and the projection to be 1 of \$1. # dame. Name - Mar - Electric

Prairie 29.10 ALK EN PROPERTY willing de 72:12 46 4 . A agent ac bland 1. 1. greitenfelle. A. Carrow 🏚 istopia i sa istopia i s -Calledon . There is 4 18 1 134F 韩 . .

ix dans la rue, Momix, danse, thélitre, les 10, 11 à 21 h 45. Ecole surmale. Groupe Dunes, le 10 à 23 h 30, Paleis de justice.

AVIGNON

40° Festival (90-82-65-11) : Cloftre des Carmes, Don Carlos, d'après F. von Schiller, texte français de G. Borgeaud, mise en scène de M. Marquais, à partir du 11, 22 h.

Palais des Papes : la Tempète, de Shakespeare, Centre national d'Aubervilliers, mise sa soène d'A. Arias, à partir du 11,

Chapelle des Pénitents blancs. Les filles du chef, d'après des coutes nigériens, conçu par P. Murtin, F. Hiffler, à partir de 12, 21 h 30.

Cleitre des Célestins : Musique africaine (Mali, Guinée, Maroc), les 12, 15 à 22 l. Notre-Dame-des-Nours: Missa ad Bem-placitum, de L. Luzzaschi, par l'Ensem-ble vocal d'Avignon, dir. musicale G. De-rand, le 13 à 10 h.

Théfitre numicipal : Le drame de la vic, premières scènes, mise en scène de V. Novarina, les 13, 15, 16, 21 h 30. Clottre des Célestins : Musique africaine (Zaīre), les 13, 16 hà 22 h.

Salle Benoît XII: Le malheur indifférent. Histoire d'enfant, d'après P. Handke, version française de A. Gaudu et J .-A. Goldschidt, mise en soène de J. Cham-pagne, les 15, 16, 21 h 30.

Chapelle des Cordellers, Les élégies du Duino, de R. M. Rilke, mise en soène de H. Karagheuz, les 15, 16, 21 h 30. Cinitre des Cilestins, Parloir africain, mise en scène de G. Garran, les 15, 16 à 18 h. Cour de l'Hospice Saint-Louis, Osor micux, misc en scène J.-L. Hourdin, les 15, 16 à 22 h.

Cloître du Palais Vieux, Pour Louis de Funès, de V. Novarina, les 15, 16 à 19 h. Natre-Dame-des-Doms, L. Antonini (orgue), Frescobaldi et les maîtres des diztième et dix-huitième, le 16 à 18 h. ANTIBES, Orchestre Camerata de Ver-

sailles, dir. musicale : A. du Closel (Bach, Stamiz, Tchalkovski), le 15 à 21 à 15, Cathéanale. ARLES (90-93-98-10) : R. Charles, le 13 à 22 b, Thélitre antique ; Dance Theatre of Harlem : Dougla, Voluntaries, l'Oiseau de feu : le 15 à 22 h (idom.) ; Sérénade, Quatre Tempéraments, Concerto en la, le 16 à 22 h (idem.) : Tremplin de la danse : Compagnie La Clepsydre, Com-pagnie rue Matabian, le 16 à 21 h 45, Théâtre des Alyscamps.

BONIEUX, Musique d'expression sud-américaine, le 10 à 21 h, Jardius de la vieille église.

BIOT, M. Goldstein (Bach, Marksvitch), le 11 à 21 h 15, Eglise.

BOLLÈNE, C. Nougaro, le 11 à 21 h 30, Com Béroule ; Langue de Peille 1, de C. Alranc, le 15 à 18 h, Parc de la Collégiele ; Le cour aux deuts, de C. Airane, le 15 à 21 h 30, Cour Béroule.

BORMES-LES-MIMOSAS, P. Berbizet, J.-P. Walicz, le 11 à 21 h, C. Nougaro, le 9, à 20 h 30, Maison de la culture; V. Samson, K. Kacel, A. Souchon, W. Sheller, le 10 (idem).

CANNES, Ballets A. Gadès (Carmen), le 16 à 21 la 30, Grand auditorium. CAP-D'AIL, Moute Carlo Jazz Quintet, le

CASSIS, Orchestre de chambre de Manchester, le 11 à 21 b 30, Thilitre de ver-dure. Ballets de l'Opéra de Masseille, le 12 à 21 h 30 (idem).

(idem.).

CHATEAUVALLON-OLLIOULES, Bella Lewitzky Dance Company, les 10, 11, 12, 13 à 22 h, Amphithéûtre de pleis

CHATEAURENARD, Je wens wir Mions sov, le 12 à 21 h 30, Cour de Château; Les petits chanteurs d'Asnières, Groupe Arc en ciel de Châteaurenard, le 16 à 21 h 30 (idem.).

DICNE-LES-BAINS, Festival International d'Art Chrétien : Les sept dernières paroles du Christ en Croix, le Chant du Bien-Aimé, Chorégraphies de la Compa-gnie L. Lambert, G. Lecointre, le 11 à

FRÉJUS, Forum des Arts et de la Mesique : Orchestre symphonique de Man-chester (Mozart, Haydu, Rossini, Stra-vinski), le 10 à 21 h 30, Théâtre romain ; M. Picquemal, Orchestre de chambre de B. Thomas (Mozart), le 12 à 21 h 30, Cour de l'Enché; Groupes folkloriques, chanteurs de Bordigherra, le 13 à 18 h, Aqueduc; Quator Vocal (Fauré, Duparc, Debusy, Ravel, Schumann, Schubert.). le 15 à 21 h 30, Cour de l'Evêché : Or

GOULT, Quatnor Novalis (Mozart, Beethoven, Verdi), le 16 à 21 h, Eglise.

(Vivaldi), le 10 à 21 h 30, Ham

le 13 à 21 h, Chapelle. Etang de l'olivier.

11 à 21 h 30, Amphithéâtre J.-Coctess. GARCES, B. Scweyer (Beethoven, Falls, Martin...), le 12 à 21 h, Chapelle Notre-Dame-du-Carmel; Soli de l'Opéra du Rhia, Orchestre Quator Vocal féminin (quatuor Dorien, le 16 à 21 h, (idem.) 12 à 21 h 15, Chiteur.

LE ROURET, Trio baroque de Provence

CAVAILLON, Groupe folklorique de Tchécoslovaquie, Lou Riban de Provence d'Avignon, le 11 à 21 h 30, Théâtre

CAVALAIRE-SUR-MER, Batailles, Compagnie des Tréteaux, le 11 à 21 h 30, Théitre de verdure de Pardigon. La ré-pétition ou l'amour puni, de J. Anoullh, le 12 à 21 h 30 (idem.); Le loup Gouros, de R. Virrac, le 4, à 21 h 30 (idem.); M. Tamayo, le 15 à 21 h 30 (idem.); fil pet temp aute Verien de C. G. est trop tard Venise, de G. Gonesa, mise en scène D. Clouet, le 16 à 21 h 30

air ; Le crawl de Lucien, chorégraphe de D. Bagouet, le 15 à 22 h, Amphichéaire de pieln air.

Bion-Aime, Choregraphies de la Compa-gnie L. Lambert, G. Lecointre, le 11 à 21 h, Notre-Dame da-Bourg; Quintette Nichem (Mozart, Debussy), le 12 à 21 h (idem.); V. Gantes-Vogt (harpe), C. Costériane (soprano), le 13 à 21 h, Cathédrale Salut-Jérôme, Quintette Nicisen, Orchestre Tchécoslovaque de Prague (Beethoven), le 16 à 21 h, Netre-Dame-in-Bourg.

chestre de chambre B. Thomas (Vivaldi, Bach, Mozart) le 16 à 21 h 30, Eglise.

GRASSE, Orchestre de chambre de Nice

(Vivandi), s: 10 s 21 s 30, Phancem se Saint-Antaine; P. Bauzia, Ensemble Choral des Alpes-Maritimes (Richter, Tchalkovski, Mozart, Mundi), le 11 à 21 h 30, Parvis de la cathédrale; Tempo barocco (Haendel, Bach, Marais, Ra-menn), le 15 à 21 h 30, Mas du collet.

GRÉOU-LPS-BAINS, Tronpe america la-tina, lo 16 à 21 h 30, Château des tem-pliers.

GUILLESTRE, Quatnor Victti (Haydn), INTERES. I'lle aux Topies, les 11, 12, 13,

ISLE-SUR-LA-SORGUE, P. Aubert, L. Fabro, le 11 à 21 h 30, Place Rese-LOURMARIN, D. Baillon, S. Collins, le

LAMBESC, Histoires et légendes de Provence, texte de J.-F. Demagne, les 11, 13,14 à 21 h, Château d'Ayguebelle.

(Bach, Purcell, Haendel, Vivaldi...) le 11 LA PENNE-SUR-HUVEAUNE, Nico-letta, le 12 à 21 h, Stude municipal. LE REVEST-LES-EAUX, Histoires et

Contes, le 12 à 21 h. Tour sarrazine LA CIOTAT, J. Ter Merguérian, N. Lanoé (Bach, Mozart, Ysayc, Vitalli), le 15 à 22 h, Amphithéâtre de plein air.

LES VIGNEAUX, Quintette à vent Niel-sen (Mozart, Debussy, Nielsan, Nils-son), le 10 à 21 b, Eglise. MARTIGUES, 11º Festival populaire, (42-49-24-54), l'île aux Topies, les 15, 16 à 22 h, Port-de-Bouc. Calambre, bellet

de la compagnie M. Marin, le 16 à 22 h, Piace Mirabeau. Chansons et conneries, de M. Alarco, B.D. Cavaz, le 16 à 24 h, Cours du con MIRAMAS-LE-VIEUX, L. Ferré, le 11 à

22 h, Place du Château; Quatuor de la confrérie des fous, le 10 à 22 h, idem. MANOSQUE, M. A. Estrolla, U. Ramos, le 16 à 21 h, Eglise Saint-Souveur. MARSEILLE, Orchestre de l'opéra de

Manseille (Giazounov) ie 15 à 21 h 30, Châtean Borfly; Groupes folkloriques, le 11 à 21 h, Château-Gombert; l'Italienne à Alger, de G. Rossini, les 11,12 à 21 h, Châsens Borély.

MANE, L'Imaginaire des Carrières, Com-pagnie Tutti Quanti, le 16 à 21 h. Scott Ross (clavecia), le 12 à 21 h 15. Saint-Guilhem-le-désert; Chorale Urbain V de la cathédrale Saint-Pierre, dir. J. Roucai-rol, le 13 à 10 h. Cathédrale Saint-Beachd. re; Bachchor d'Anvers, Ensemble Sinfonia de Heist, dir. musicale M. Scheck, le 13 à 17 h 30, Eglise de Laure-Minervols ; Kusbandet de Stockholm, Jazziand Orchestra, le 13 à 22 h, Place de la comédie ; L. Cabasso (Hayda, Schumann, Protofier) le 15 à 19 h, Salle Mollère; Doudou Gosirand Quartet, le 15 à 20 h 15, Esplanade; B. Lavillers, les Etoiles, Xalam, Mori Kante, le 15 à 21 h 30, Zémith; Orchestre national de Caracas (Gershwin, Jongen, Dvorak, Revueltas) le 15 à 21 h 45, Cour Jacques-Cour ; Récital Telemann, le 15 à 21 h, Florac; M. Da Silva (Brahms, Hindemith, Honnegger, le 16 à 19 h, Salle Mollère ; Isis Quartet, le 16 à 21 h 15, Espianade; Ens. Organum, dir. musicale M. Peres, le 16 à 21 h 30, Ca-thédrale Saint-Pierre; S. Scodanibbio (contrebusse) le 16 à 21 h 15, Sain

Guilliem-le-désert ; Concert Teler le 16 à 20 h 45, Cathédrale d'Uzès. MONTAUROUX, Ballets Phoenis, le 16 à

21 h, Maison pour tous. NICE, concert classique (Franck, Weber, Debussy, Poulenc) le 16 à 21 h, Opéra. ORANGE, Chorégies (90-34-24-24), Tamhanser, opéra de R. Wagner, dir. musicale C. Périck, mise en scène J. Karpo, chœurs de Radio-France et Orchestre national de France. le 12 à

à 21 h 30, Cour Saint-Louis.

FESTIVALS

ROGNONAS, La Provence au foed du cour, de G. Bonnet et C. Choisy, le 14 à 22 h.

RASTEAU, Concert africain, le 16 à 22 h. SALON-DE-PROVENCE, Festival de Jazz-rock (90-42-96-63-06); Anissations de rues, jazz itinérant, les 15, 16 à 18 h ; L. Hampton, Big band des Enfants, le 16 à 21 h, Château de l'Empéri ; Propagands, le 12 à 21 h, Château de l'Empirt; G. Gil, le 15 à 21 h, Château de l'Empiri.

SAINT-REMY-DE-PROVENCE, L. AIItonioni (Missaen, Ligetti, Bério, Dona-toni) le 10 à 21 h 30, Collégiale Saint-Martin. Récital d'orgue (Franck, Widor) le 12 à 17 h 30, (idem).

SAINT-CÉZAIRE-SUR-SIAGNE, EI Perdido calvacade, par l'école d'équita-tion, le 11 à 16 h, rues du village. SAINT-MARTIN-DU-CRAUX, B. Po well, ie 12 à 21 h 30, Centre d'animation.

SAINTES-MARIES-DE-LA-MER, Phi-Phi, Compagnie lyrique de Paris, le 13 à 21 h 45, Théitre du Vaccurès. SAINTE-MAXIME, P. Depetris, Orches tre Camerata de Versailles, dir. musicale A. de Cloisel, le 16 à 21 h 30, Eglise.

SETILANS, Orchestre philharmonique et les cheurs de Toulon, le 16 à 21 h, Place de la République. SIMIANE-LA-ROTONDE, S. Morales et

V. Folco, le 16 à 21 h. Egisse. TALLARD, Ensemble Sesquitertia, le 12 à 21 h. Château. C. et l. Flagel, le 11 à 21 h, Châtean.

VAISON-LA-ROMAINE, 34º Festiva (90-36-24-79), le Songe d'une muit d'été, de Shakespeare, musique de Mendels-sohn, par le Ballet de Tours, Orchestre philharmonique de Montpellier, dir. mu-sicale C. Diederich mise en scène P.-J. San Bartolome, chorégraphie de J.-C. Maillot, les 13 et 15 à 21 h 30, Théatre antion

VILLENEUVE-LEZ-AVIGNON. chestre P. Sinclair, les 11, 12 à 17 h, Moulla de la Chartreuse ; Dimonis, compagnie des Comédiants, le 13 à 18 h, places de Villeneuve et de Fort-Salut-André ; Electre, d'Y. Punian, mise en scène F. Paya, les 15, 16 à 21 h 30, Tinel de la Chartreuse; E. Lamandier (Chants sépharade) le 16 à 19 h, Eglise de la Chartreuse.

Rhône-Alpes

BOURG-SAINT-MAURICE, Orchestre des Pays de Savoie, dir. P. Fontanarosa (Boccherini, Dvorak, Mozart) le 12 à 20 h 45, Cinéma le Savoy. CHAMBERY, idem, le 10 à 21 h 30, Piace

LA MOTTE SERVOLEX, Idem, le 13 à LA ROCHE-FORON, Idem, le 11 à 21 h, Egilse St-Jean-Baptiste.

MEGEVE, Idem, le 16 à 20 h 30, Palais VAL D'ISERE, Idem, le 15 à 20 h 30,

VIENNE, Festival Jazz (74-85-00-05), H. Hancok Orchestra + B. Marsalis, R. Carter, A. Foster-G. Evans. K. Jarrett + G. Peacock, J. Dejohnette, P. Metheny

+ C. Haden, B. Higgins.

Les concerts

MERCREDI 9 JUILLET

Espace Kiros, 19 h : C. Laporte, P. Lere-bours (Cesti, Bellini, Rossini, Verdi, Menotti). Table Verte, 22 h ; P. Nazarian et M. Blot (Bach, Spohn, Gluck, Ravel, Khatchatu-rian) (+ les 10, 11,12).

Eglise des Billettes, 20 h 45 : J.-P. Vasseur, J. Poutet (Schubert, Haydn, Hummel, Beschusen)

Beethoven). Pelouse de Bagutelle, 17 h : ensemble orchestral de Paris (dir. musicale J.-P. Wallez) (Mozart).

JELIDI 10

Espace Kiron, 19 h : W. Voguet (Haydn, Chopia). Table Verte, 22 h : voir le 9.

Eglise des Billettes, 20 h 45 : L Drenikov (Beethoven, Chopin, Liszt, Clementi). Egline de la Madeleine, 21 h : Chœur de la Chapelle Sixtine (dir. musicale Mgr Bar-tolucci).

VENDREDI 11 Table Verte, 22 h : voir le 9.

Egilse des Billettes, 20 h 45 : P. Bride, A. Rahmau El Bacha (Beethoven).

SAMEDI 12 Table Verte, 22 h : voir le 9. Eglise Saint-Merri, 2) h : N. Govande (Musique spirituelle indienne au simr).

DIMANCHE 13 Eglise Saint-Merri, 16 h : N. Bera Tagrine (Bach, Mozart, Chopin, Debussy, Listz,

(Bach, ! Ravel). Chapelle de la Salpêtrière, 16 h 30 : M. Guyard (orgue).

LUNDI 14 Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Anti-qua (Musique des XVI^s et XVI^s siò-cles). Salle Gaveau, 20 h 30 : E. Mouzalas

Espace Kiron, 19 h: G. et P. N'Guyen (Haendel, Schubert, Beethoven). Anditorium des Halles, 18 h 30: Duo A. Goldina et R. Loumbrozo (Listz).

Egitse Saint-Séverin, 20 h 30: The Choir of New College of Oxford (dir. musicale at orgue E. Higginbotton) (W. Byrd).

ARTISTIC ATHEVAINS (43-79-06-18), 20 h 30, le 9 : Quartet M. Despond, le 10 : Duo H. Bourde, B. Phillips ; le 12 : Duo musique indica Paban Dos.

MUSIQUE

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30, les 9, 10 : S. Guerault, B. Vasseur Quintet ; da 11 au 15 : Clarinet Connection.

DUNOIS (45-84-72-00), 20 h 30, du 11 au 13 : A. Rodriguez Combe; le 13 Macoubary.

GIBUS (47-00-78-88), 23 h, le 9 : Lyx ; le 10 : J.-J. Evrad et California ; les 11-12 : The Sentinels ; le 13 : King Size.

MAGNETIC TERRACE (42-36-26-44), 22 h : les 9, 10, 11 : Great Friends ; le 15 : Hank Jones Trio.

MERIDIEN (45-58-12-30), 22 h 30 : Orchestro R. Martel (jusqu'au 12). MONTANA (45-48-93-08) (D.), 20 h 30 : D. R. Utreger, R. Gallezzzi

MONTGOLFIER (45-54-95-00), 22 h : S, et N. Rahoerson (jusqu'au 12) ; le 13 : P.-P. Galligaris et S. Guerault ; à partir du 14 : S. Guerault.

NEW MORNING (45-23-51-41), 20 h 30, C. Freeman Quartet; le 11: R. Brecker Group: le 12: J. Copeland Blues; le 15: Don Cherry. OPERA NIGHT (45-26-00-48), 23 h : le 9 : Droken Toys et Monsieur, Madame K

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), 21 h 30 : mer., Richie Cole ; jen., M. Nacache Quintet ; ven., Clarinette Connection Quintet.

PETIT JOURNAL (43-26-28-59), 21 h 30: mer. Watergate Seven + One; jeu., JC JB Old Finest Stompers; ven., De Preissac Quintet: sam., Caldonnia: mar., Mad, Brass Band.

PIED BLEU (42-85-32-16), (D., L.), 22 h 30: Jenny Bel Air.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), (Me), 23 h : du 9 au 15 : Sal Nistico, H. Sellin, A. Cullaz, A. Levitt. SUNSET (42-61-46-60), dn 9 an 15 à 23 h : E. Lockwood, J.-M. Jafet,

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-33-58-37), (D., L.), 22 h + V. et S. à 24 h : O. Piro Quintet. ZENITH (42-45-44-44), 20 h30 : le 9 :

En région parisienne

LEVALLOIS-PERRET, place de Verdum (43-28-15-48), à partir de 11 h : Tahiti à Levallois (dern. le 14).

MEAUX, Cour du vieux chapitre (64-34-90-11), les 11, 12 à 22 h 30 : Spectacle son et lumière.

JOUY-EN-JOSAS, fondation Cartier (39-56-09-99), le 12 à 19 h : Camérata de Versailles.

Versalles.

MONTREUIL, salie Berthelot (48-58-65-33), le 9 à 21 h : la Grande Sauterie et le Motif.

NEUILLY, Athlétic (46-24-03-83), (D. soir, L., M.), 20 h 30, D. à 16 h : Tueurs sans gage (dem. le 10).

SAINT DENIS, Fort de l'Est (48-91-92-92) le 11 à 19 h : Rock Rai Reggae (Vulcain, Raîna, Tippe-Irie, Patto-Bentou, Géneral T, Pablo Master, Général Murphy). VINCENNES, Château (43-28-15-48), 18 h 30 les 12, 13 : Donjon, Mémoire de

PESTIVAL MÉDITERRANÉEN

PROGRAMME

Montserrat Caballe. Alexis Weissenberg. Barbara Hendricks. José Carreras. Maurice André. Le London Symphony Orchestra dirigé par Lorin Maazel : du 5 juillet au 29 août, le Festival Méditerranéen vous propose les plus grands interprètes du classique et du lyrique, dans les plus beaux sites du Midi de la France. Le Festival Méditerranéen : 17 villes différentes du littoral, 28 concerts prestigieux, pour passer l'été en musique.

5 PERPIGNANPalais des Rois de Majorque
Orchestre National du Capilole de Toulouse Direction Michel Plasson Gabriel Bacquier, basse Mozart : airs de concert

symphonie 7 CASTRIES Château Orchestre Philharmonique

de Sirasbourg Dir Théodor Guschibauer Maunce André, frompette Brahms, Haydn, Albinors, 8 PERPIGNAN Palas des Ros de Majorque Orchestre Philharmonique de Strasbourg Dir . Théodor Guschlbauer

Maurice André, trompette Brahms, Haydin, Albinoni, Ravel 10 BAIXAS 11 CAP D'AGDE Orchestre de Chambre de Neuchâtel Direction Jan Dobrzelewski

Guy Touvron, trompette Vivaldi, Pachetbel,

12 ST MARTIN Baden Powell, guitare

15 MONTPELLIER Château d'O Orchestre National de Lyon Direction : Serge Baudo Agnès Baltsa, Renseignements per téléphoné mezzo-soprano Jose Carreras, ténor Airs et duos d'Opéra Renseignements et réservations Rossini, Puccini, Massenet, Verdi, Donizetti. Bizet

JUILLET 17 PERPIGNAN
Palais des Rois de Majorque
Orchestre National de Lyon rection · Serge Baudo ena-Joao Pires, piano Schumann, Wagner,

> 22 ST PAUL DE FENOUILLET Pierre Barbizel, piano Jean-Louis Beaumadier, Bach, Poulenc, Franck

Trio Galan Christian Escoude 25 PORT CAMARGUE Jardin aux Sculptures Trio Martial Solal, Prano

24 PORT BARCARES

Daniel Humair, batterie Jean-François Jenny Clark, confrebasse 26 CAP D'AGDE Récital Edda Moser. soprano Dallon Baldwin, piano Wagner, Branms, Strauss

29 SALON DE PROVENCE Châleau de l'Empén Orchestre de l'Opéra de Direction : Stefan Soltesz Montserral Caballe, soprano Donizetti, Rossini, Verdi,

Puccini

AOUT

2 ST JEAN CAP FERRAT Fondation E. de Rothschild Récital Ruggero Raimondi, baryton Ronald Schneider, piano Bellini, Beethoven, Rossini,

3 SALON DE PROVENCE Château de l'Empéri Jean-Pierre Rampal, flute Manelle Nordmann, harpe Bach, Telemann, Schubert

4 AMELIE LES BAINS

Narciso Yepes, guitare Sanz, Sor, Falla, Rodingo 5 CAP D'AGDE Les Virtuoses de Moscou Direction el soliste Vladimir Spivakov, violon Haendel, Bach

8 ESTAGEL Miguel-Angel Estrella, piano Haendel, Haydn, Ravel,

10 SALON DE PROVENCE Châreau de l'Empén Alexis Weissenberg, piano Bach, Chopin, Schumann

Cathédrale Victoria De Los Angeles. soprano Manuel Garcia Morante,

Schubert, Chopin, Brahms,

13 PORT CAMARGUE Jardin aux Sculptures Pedro Aledo Heiner Thym, violoncelle

> 16 CAP D'AGDE Paul Tortelier, violoncelle Maria De La Pau, piano 17 PERPIGNAN

Beethoven Symptonie nº 8 Mahier : Symptonie nº 1 20 ST PAUL DE VENCE

> 22 LODEVE Cathédrale Orct:estre de Chambre de Stuffgart Direction · Karl Munchinger Pachelbel, Vivaldi, Bach.

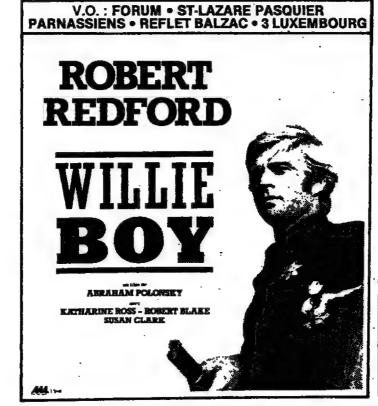
Grieg 25 CAP D'AGDE Récital Barbara Hendricks. Youri Egorov, piano Schumann, Liszt.

PARRAINE PAR :

🏟 crédit agricole,











Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars anti-qua de Paris (Musique du XVI siècle).

(Liszt). MARDI 15

Eglise Saint-Séveriu, 21 h: A. Queffelec (Beethoven).

Jazz, pop, rock, folk

BAISER SALE (42-33-37-71), 20 h : A 20 h 30, les 10, 11, 12: Alpha et ses Roméos; à 23 h: jusqu'au 13: Bonbou Tropical Groupo; le 14: Max Galland Blues Band; le 15: D. Levy.

Palais des Rois de Majorque London Symphony Orchesira Direction Lonn Maazel

Alexandre Lagoya, guitare Giuliani, Paganiri, Granados, Albeniz

29 CASSIS Octuor de l'Academy of Saint Martin in the Fields Leader · Kenneth Sillito,

viölön Raff, Dvorak, Mendelssohn



. ..

CINEMA

lus de treize sus, (***) suz, moies de dix-

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24) MERCREDI 9 JUILLET

16 h, l'Oncle de Pékin, de J. Darmont 19 h, Hommage aux cinémathèques étrangères: Ottawa: Back to God's Country, de D. M. Hartford; 21 h: Hommage à Heissenke Goabo: les Lucioles (v.o. - s.-t. ang.).

JEUDI 18 JUILLET 16 h, le Paradis de Satan, de F. Gandera et J. Delannoy; 19 h, Hommage aux ciné-mathèques étrangères: Washington: Blue Collar Thirties; 21 h, Hommage à Heino-sake Gosho: Elegie du Nord (v.o. ~ a.-t.

VENDREDI 11 JUDLLET 16 h. La mit s'achève, de P. Méré ; 19 h. Hommage aux cinémathèques étrangères : Washington : Strange Illusion ; 21 h. Hom-mage à Heinonauke Gosho : le Corbeau jaune (v.o. - a.-4. anglais).

SAMEDI 12 JUILLET

Hommage aux cinémathèques étrangères: 15 h, Washington: The Ten Commandments, de C. B. de Mille; 19 h, Munich: Mysterien eines Frisiersalons, de Brecht, E. Engel et K. Valentin: la Fiancée vendue, de M. Ophuls; 21 h, Hommage à Heisonsuke Gothe: Encore une suit (v.o. - s. t. znahis). DIMANCHE 13 JUILLET Cycle : Les grandes restaurations de la Cinémathèque française : 15 h, la Mort du soleil, de G. Dulac : 17 h, Cessez le feu, de

J. de Baroncelli; 19 h. Hommage aux ciné-mathèques étrangères : Muzich ; 21 h, Hommage à Heinosuke Goaho : Cruissance LUNDI 14 JUILLET

MARDI 15 JUILLET 15 h , Paris-New York, de Y. Mirande 19 h, Hommage aux cinémathèques étran-ger : Nouvelle Zélande ; 21 h, Hommage à Heinomike Gosho : Le cou chante deux fois nke Gosho : Le coq ch

(v.o. -s.-t. anglais). BEAUBOURG (42-78-35-57)

MERCREDI 9 JUILLET 15 h, Ella cinders, de A. E. Green; 17 h, les Evénements de Bronte, de F. Vascini; 19 h 15, Avignon 36: The french-american film workshop: My Dinner with André, de

L. Maile (v.o. - s.-L. fr.). JEUDY 10 JUILLET 15 h. Wine of Youth, de King Vidor; 17 h, Un si bel été, de L. Gilbert (v.a. - s.-t.

fr.); 19 h, Avignon 86: The french-american film workshop: Heartbreakers, de B. Roth (v.o. - s.-t. fr.). **VENDREDI 11 JUILLET** 15 h, Son honnne, de T. Garnett (v.o. -s.-t. fr.); 17 h, Cent millions ont dispara, de E. Scola (v.o. - s.-t. fr.); 19 h, Avi-gnon 86: The french-american film work-shop: Purple Haze, de D. Burton Morris

SAMEDI 12 JUDLLET 15 h, la Volonté du mort, de P. Leni; 17 h, le Jardin des Finzi Contini, de Vitto-rio de Sica; Avignon 86: The frenchican film workshop: 19 h. Hôtel New

York, de J. Raynal (v.o. - s.-t. fr.); 21 h, The Boss Soo, de B. Roth (v.o.). DIMANCHE 13 JUILLET 15 h, Tramp tramp tramp, de H. Edwards; 17 h, Une poule, un train... et quelques monstres, de D. Risi; Avignon 86: The french-american film workshop: 19 h 15, Eating Raoul, de P. Bartel (vo. - s.-4. fr.); 21 h, Walls of Glass, de

LUNDI 14 JUIL 1 FT 15 h, les Chagrins de Satan, de D. W. Griffith; 17 h, Anno uno, de R. Ros-sellini (v.o.); 19 h 30, Avignon 86: The

ricao film workshop : Sherman's March. de R. Mc Elwee (v.o.) MARIN SJUILLET

Salle Garages

Tous les jours à 14 h 30, 17 h 30, 20 h 30 : Le cinéma yougoslave (program détaillée au 42-78-37-29).

Les exclusivités

ABSOLUTE REGINNERS (Brit., v.o.) : ABSOLUTE HEGINNERS (Brit., v.o.): Lucernaire, 6' (45.44-57-34).
AFTER HOURS (A., v.o.): Cine Beanbourg, 3' (42-71-52-36); UGC Odéon, 6' (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6' (45-74-94-94); UGC Champs-Elyaées, 8' (45-62-20-40); 14-Juillet Bastille, 11' (43-57-90-81); 14-Juillet Beaugrenelle, 15' (45-75-79-79). – V.f.: UGC Boulevard, 9' (45-74-95-40); UGC Gobelina, 13' (43-36-23-44); Gaumont Parnasse, 14' (43-36-30-40).

CASH-CASH, film américain de

ASH-CASH, Imm americam of ASH-CASH, Imm americam of the bourg, 3° (42-71-52-36); Reflet Logos, 5° (43-54-42-34); UGC Odéon, 6° (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6° (45-74-94-94); Le Triemphe, 3° (45-62-45-76); UGC

AIGLE DE FER (A., v.o.): Marignan, 8-(42-59-92-82), — V.f.: Rex, 2- (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31): Montparnasse Pathé, 14- (43-20-12-06).

L'AMANT MAGNIFIQUE (Fr.) (*):
Saint-Germain Village, 5* (46-33-63-20); Elysées Lincoln, 8* (43-59-36-14); Studio 43, 9* (47-70-63-40);
Parnassicus, 14* (43-35-21-21). L'AME SŒUR (Suis.) : Luxembourg (h.

L'AME SŒUR (Suis.): Luxembourg (h. sp.), 6' (46-33-97-77).
L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.): Grand Pavois, 15' (45-54-46-85).
LES ANGES SONT PLIÉS EN DIEUX (Afr. du Sud, v.o.): Forum Orient Express, 15' (42-33-42-26); Quinette, 5' (46-33-79-38); Marignan, 8' (43-59-92-82). — V.f.: Impérial, 2' (47-42-72-52); Maxèville, 9' (47-70-72-86); Nation, 12' (43-43-04-67); Fanvette, 13' (43-31-56-86); Montparnasse: Pathé, 14' (42-20-12-06): Convention Saint-(43-31-36-36); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Maillot, 17 (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18 (45-22-

LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 9 (43-26-84-65). BRDY (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82). - V.f. : Opéra Night, 2 (42-96-

62-30).

BLACK MIC-MAC (Fr.): Richelien, 2^a
(42-33-56-70): Saint-Michel, 3^a (43-26-79-17): George-V, 8^a (45-24-4-6); Français, 9^a (47-03-3-81): Galaxie, 13^a (45-80-18-03): Montparnos, 1^a (43-27-52-23).

BRAZIL (Brit., v.o.): Epéc-de-Bois, 5º (43-37-57-47) (45-51-51-41).

CAMORRA (IL, v.a.) (*): UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16). — V.f.: UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40).

DAEOTA HARRIS (A., v.a.): UGC Normandie, 8 (45-63-16-16). — V.f.: Rex, 264-248-81-81).

LE DÉBUTANT (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Marignan, 8 (43-59-92-82); Parmassiens, 14 (43-35-21-21). LE DIABLE AU CORPS (11, v.o.) (*):

LE DIABLE AU CORPS (It., v.o.) (*):
Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26); Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36); Hautefeuille, 6* (46-33-79-38); 14-Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); Marignan, 8* (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8* (45-62-20-40); Parnassiens, 14* (43-20-30-19); 14-Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79). - V.J.: Impérial, 2* (47-42-72-52); Rez, 2* (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6* (45-74-94-94); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Pathé-Cichy, 18* (45-22-46-01).

LE DIAMANT DU NIL (A., v.o.):

LE DIAMANT DU NIL (A., v.a.) : Espace Gaîté (h. sp.), 14 (43-27-95-94). L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Géode, 19 (42-45-66-00).

ETATS D'AME (Fr.): UGC Danton, 6º (42-25-10-30); Ambassade, 8º (43-59-19-08); Montparnos; 14º (43-27-52-37). FOOL FOR LOVE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52).

FLAGRANT DÉSIR (Fr.): UGC Mont-parmasse, & (45-74-94-94); UGC Nor-mandie, & (45-63-16-16).

GARDIEN DE LA NUIT (Fr.) : Denfert,

GENESIS (Indo-fr., v.o.) : 14-Juillet Par-nasse, 6 (43-26-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6 (43-26-19-68). COLDEN FIGHTES (

Colisée, 8 (43-59-29-46); Parnassiens, 14 (43-35-21-21); Gaumon; Conven-tion, 15 (48-28-42-27). HANNAH ET SES SŒURS (A. v.o.) : HANNAH ET SES SŒURS (A. v.o.):
Gaumont Halles, 1= (42-97-49-70);
Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36);
Saint-Germain Stadio, 5: (46-33-63-20);
Hautefenille, 6: (46-33-79-38); 14Juillet Odéon, 6: (43-25-9-83); Pagode,
7: (47-05-12-15); Gaumont ChampsElysées, 8: (43-59-04-67); 14-Juillet
Bastille, 11: (43-57-90-81); PLM SaintJacques, 14: (45-89-68-421; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15: (45-75-97-9); V.f.;
Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31);
Gaumont Parnasse, 14: (43-35-30-40);
Montparnasse Pathé, 14: (43-20-12-06);
Mayfair, 16: (45-25-27-06).
HIGHLANDER (Brit., v.o.); George-V,

HIGHLANDER (Brit., v.o.): George-V, 8 (45-62-41-46); Espace Gaité, 14 (43-27-95-94). – V.f.: Lumière, 9 (42-46-

L'HISTOIRE OFFICTELLE (Arg., VA.) :

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.):
Denfert, 14* (43-21-41-01).

HITCHER (*) (A., v.o.): Forum, 1** (4297-53-74): Hautefeuille, 6** (46-3379-38); Ambassade, 8** (43-59-19-08);
George-V, 8** (45-62-41-46). - V.f.:
Richelieu, 2** (42-33-56-70): Français, 9** (47-70-33-88): Nation, 12** (43-4304-67): Fanvette, 13** (43-31-56-86);
Mistral, 14** (45-39-52-43); Montparnasse Pathé, 14** (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15** (48-28-42-27): mont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01). I LOVE YOU (Fr.) : Cinoches, 6 (46-33-

LE LIEU DU CRIME (Fr.): Lacernaire, 6 (45-44-57-34); Elysées Lincoln, 8

(43-59-36-14) ; Parmessiens, 14 (43-35-

LA MACHINE A DÉCOUDRE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-80-25). MAINE OCEAN (Fr.): Luxembourg. 6-(46-33-97-77).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A. v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Le Triomphe, 8 (45-62-45-76). 1A NUTT DU RISQUE (Fr.): Marignas, 8 (43-59-92-82): Maxéville, 9 (47-70-72-86): Paramount Opèrs, 9 (47-42-56-31): Gaumont Parasse, 14 (43-35-30-40).

OPERA DO MALANDRO (Franco-DPERA DO MALANDRO (Franco-présilien), v.o.: Ciné Beaubourg, 3º (42-21-52-36); Bretagne, 6º (42-22-57-97); Hautefeuille, 6º (46-33-79-38); 14 Juil-let, Odéon, 6º (43-25-59-83); UGC Biar-ritz, 8º (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81); Escurial Panorama, 13º (47-07-28-04); Kinopanorama, 19º (43-06-50-50); 14 Juillet Benngrundle, 15º (45-75-79-79).

OUT OF AFRICA (A.), v.o.: Saim-Germain Huchette, 5 (46-33-63-20); Colisée, 9 (43-59-29-46); v.f.: Gun-mont Opéra, 2 (47-42-60-33); Miramar, 14 (43-20-89-52).

PIRATES (A.), v.o.: Cammon Halles, 1st (42-97-49-70); Gaumont Parnasse, 14st (43-35-30-40); v.f. George-V, 8st (45-42-41-46); Gaizer, 13st (48-80-18-03); Parnassiems, 14st (43-35-21-21); Gaizer Convention, 15st (48-28-42-27).

LES PLAISIRS DE LA CHAIR (Jap.), v.o. : 14-Juillet Parname, 6 (43-26v.o. : 58-00), FOLICE ACADEMY III (A.), v.o.: Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); George V, 9 (45-42-41-46); Marignan, 8 (43-59-92-82); v.f.; Rex, 2 (42-36-83-93); Français, 9 (47-70-33-88); Bastille, 11 (43-07-54-40); Nation, 12 (43-43-04-67); Farvette, 13 (43-31-60-74); Mistral, 14 (45-39-52-43); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27);

mont Convention, 15 (48-28-42-27); Maillot, 17 (47-48-06-06); Pathé Wépler, 18 (45-22-46-01). POURVU QUE CE SOIT UNE FILLE (Fr.-IL.,), UGC Biarritz, 8 (45-52-QUI TROP EMBRASSE... (Fr.) : Stu-

dio 43, 9° (47-70-63-40).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉ-MENT (A.), v.o.: Épéc de Bois, 9° (43-37-57-47). RÉGIME SANS PAIN (Fr.) : Latina, *

(42-78-47-86)ROSE BONBON (A.), George V, 8 (45-

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A.), v.o.: Studio de la Harpe, 5 (46-34v.o. : 2 25-52). RUNAWAY TRAIN (A.), v.o.: Elysées

Lincoln, 8 (43-59-36-14); Parassiens, 14 (43-35-21-21); v.f.: Gaité Roche-chouart, 9 (48-78-81-77). LE SACRIFICE (Franco-médois): v.o.: Saint-André-des-Arts, 6* (43-26-48-18); Pagode, 7* (47-05-12-15); Ambassade, 8* (43-59-19-08).

SALVADOR (A.), v.a.: Le Triomphe, 9 (45-62-45-76). SHOKING ASIA II (AIL) (*), v.f. : Paris Ciné, 10 (47-70-21-71).

Olisies, 8: (43-59-29-46); Parnassiens, 14: (43-35-21-21); Gaumont Conven-LE SOULIER DE SATIN (Franco-

> STOP MAKING SENSE (A.), v.a.: Escurial Panorama, 13 (47-07-28-04), THE SHOP AROUND THE CORNER

(A.), v.o.: Action Christine, 6 (43-29-11-30). TENUE DE SOIRÉE (Fr.) (*) : Capri, 2-(45-08-11-69) ; Miramar, 14- (43-20-89-52).

37*2 LE MATIN (Fr.): Caumont Opéra, 2* (47-42-60-33); Saint-Michel, 5* (43-26-79-17); Bretagne, 6* (42-22-57-97); Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08). TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.): Capri. 2" (45-08-11-69); George V. & (45-62-41-46); Mont-parans, 14" (43-27-52-37).

UNE FEMIME POUR MON FILS (Algérien), v.o.: Utopia, 5 (43-26-84-65). UN HOMME ET UNE FEMME: 20 ANS DÉJA (Fr.): Le Triomphe, 8° (45-62-45-76).

YOUNG BLOOD (A.), v.o.: UGC Emai-tage, 3 (45-63-16-16); v.f.: Arcades, 2 (42-33-54-58). Z.O.O. (Brit.), v.o. : Bonaparte, 6 (43-26-

Les grandes reprises

AILLURS, L'HERBE EST PLUS VERTE (A., v.o.) : Champo, 5º (43-54-51-60) ; Reflet Balzac, 8º (45-61-10-60). L'EST D'EDEN (A., v.e.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30) ; Mac Mehon, 17 (43-80-24-81).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A. v.o.) : Action Ecoles, 5 (43-25-72-07). L'AVVENTURA (It., v.o.) : Latina, #

BAARA (Malien, v.o.) : Olympic, 14 (45-

43-93-41).

BANANAS (A., v.o.): Ciné-Beaubourg, 3(42-71-52-36); UGC Odéon, 6- (42-2510-30); UGC Rotonde, 6- (45-7494-94); Biarritz, 8- (45-62-20-40).

V.f.: UGC Boulevard, 9- (45-74-95-40).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.a.): Bolte à films, 17 (46-22-44-21).

(42-67-63-42); Pathé Clichy, 16 (45-

COMMENT ÉPOUSER UN MILLION-NAIRE (A., v.o.) : Studio de la Contres-carpo, 5 (43-25-78-37). LE COUTEAU DANS L'EAU (A., v.a.) :

LA DECHIRURE (A., v.o.) : Rialto, 19º DÉLIVRANCE (A, v.a.) (*) : Templiers,

LE DIABLE AU CORPS (Fr.) : Logos, 5 (43-54-42-34). DIVORCE A L'ITALIENNE (IL, VA): Latina, # (42-78-47-86).
DON GIOVANNI (Fr.-IL-AII, v.o.): Von-

DON GROVANNI (Ff.-it-AL, v.o.): Vendenneddine, 2 (47-42-92-52).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**):
14-Juillet Parassae, 6 (43-26-58-00).
- V.f.: Gaumont Opera, 2 (47-42-60-33).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.): Ranciagh, 16 (42-88-64-44).

LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.):
Action Christine Bis, 6' (43-29-11-30).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) (*):
Saint-Ambroise, 11' (47-00-89-16);
Espace Gallé, 14' (43-27-95-94).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LA FIÈVRE AU CORPS (A., v.o.): Uto-5 (43-26-84-65).

LA FUREUR DE VIVRE (A., v.a.) : Action Rive ganche, 5 (43-29-44-40). GILDA (A., v.o.) : Saint-Germain-des-Prés, 6 (42-22-87-23). GOLDFINGER (A. v.f.) : Arcades, 2 (42-

GREYSTORE LA LÉGENDE DE TAR-ZAN, SEIGNEUR DES SINCES (A., v.o.): Boite à films, 17 (46-22-44-21). LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.): Napoléon, 17 (42-

67-63-42). 67-63-42).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE
(A. v.o.): Gaumont Halles, 1" (42-67-49-70); Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33); Publicis Champs-Elysées, 8" (47-20-76-23); Gaumont Parasse, 14" (43-35-30-40). V.f.: Richelien, 2" (42-33-56-70); Gaumont Convention, 15" (48-28-47-72). (48-28-42-27).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.): Cinoches, 6 (46-33-10-82). JAMAIS PLUS JAMAIS (A., V.S.) : Le

Cinb, 9* (47-70-81-47).

IAMES BOND CONTRE D* NO (Ang., v.o.): Gammont Halles, 1** (42-97-49-70); Colisée, 8** (43-59-29-46). -
V.f.: Richelieu, 2** (42-33-56-70); Paramount Opéra, 9** (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13** (43-36-23-44); Montparnos, 14** (43-27-52-37); Convention Saint-Charles, 15** (45-79-33-00); UGC Convention, 15** (45-74-93-40); Images, 18** (45-27-47-94) 18 (45-22-47-94).

JOURNAL INTIME (Hong., v.o.) : Olympic, 14 (45-43-99-41). LADY EVE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5 (43-25-72-07).

LIEN DE PARENTÉ (Fr.) : Espace Gaité, 14 (43-27-95-94). MAD MAX II (A., v.a.): Forum Orient-Express, 1* (42-33-42-26); Quimette, 5* (46-33-79-38); George V, 8* (45-62-41-46). - V.f.: Bastille, 11* (43-07-54-40); Fauvette, 13* (43-31-56-86); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

MEURIRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Ang., v.a.): Studio Galande (h. sp.), 5° (43-54-72-71); Saint-Ambroise, 11° (47-00-89-16). MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri. 24 (45-08-11-69) MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN A., v.o.) : Rialto, 19 (46-07-87-61).

L'CEIL DU TIGRE : ROCKY III (A.

VCIL BU TIGRE: ROCKY III (A, y.a.): Forum Orient-Express, Iv (42-33-42-26); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Ermitage, 9 (45-63-16-16), – v.f.: Rex. 2 (42-68-83-93); UGC Boslevard, 9 (45-74-95-40); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-62-344); Miramar, 14 (43-20-89-52); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00).

Charles, 17 (43-79-39-00).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.a.) (°):
Châtelet Victoria, 1° (45-08-94-14);
Studio Galande (h. sp.), 5° (43-54-72-71).— V.I.: Arcadea, 2° (42-33-54-58). ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15

(45-54-46-85). PAS D'ORCHIDÉES POUR MISS BLANDISH (A., v.o.) (*): Reflet Médicia, 5 (43-54-42-34); Reflet Bai-zac, 8 (45-61-10-60); Reflet Lafayette, 9 (48-74-97-27). PETER PAN (A., v.f.) : Napoléon, 170

PORCHERIE (it.) : Républic Cinéma, 11° (48-05-51-33) ; Deafert, 14° (43-21-41-01). PORTES DISPARUS (A., v.f.) : Galté Boulevard, 2 (45-08-96-45). POURQUOI PAS (Fr.) : Utopia, 5 (43-26 84 65). PRÉNOM CARMEN (Fs.): Denfort, 14 (43-21-41-01).

LE RETOUR DE MARTIN CUERRE (Fr.): Ranciagh, 16' (42-88-64-44). LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) Ranciagh, 16 (42-88-64-44). SALO OU LES 126 JOURS DE SODOME (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11* (47-00-89-16).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Grand Pavois, TERMINATOR (A., v.f.) : Paris Ciné, 10

THAT UNCERTAIN FEELING (A. v.o.): Action Christina, 6 (43-29-11-30). THIS IS ARMY (A., v.o.) : Piniche des

Arts, 16 (45-27-77-55).
TOOTSIE (A., v.o.): Parmassiem, 14 (43-20-30-19). - V.f.: Français, 9 (47-70-33-88). LE TROISIÈME HOMME (A., v.o.) : Reflet Lafayette, 9 (48-74-97-27).

LES TZIGANES MONTENT AU CIEL (You., v.o.): Commos, & (45-44-28-80). UN, DEUX, TROIS (A., v.o.): Action Rive Gancho, 5 (43-29-44-40). UN FAUTEUIL POUR DEUX (A. v.o.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). LA VIE EST A NOUS (Fr.) : Scudio 43,

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A v.o.) (*): George V, 8 (45-62-41-46); Parnassiena, 14 (43-35-21-21). WILLIE BOY (A., v.o.) : Forum, 1= (42 97-53-74); Luxambourg, & (46-33-97-77); Reflet Balzac, & (45-61-10-60); Parnassiens, 14 (43-35-21-21); Saint-Lazaro Pasquier, & (43-87-35-43).

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Des-

fort, 14 (43-21-41-01).

9- (47-70-63-40).

Les festivals L'ACE D'OR DE LA COMÉDIE AMÉ-RICAINE (v.o.), 14 Juillet-Odéon, 6 RECAINE (v.o.), 14 Juillet-Odéon, 6 (43-25-59-83): mer., sam.: Copacabana; jeu.: Le diable s'en mêle: mar.: La Femme aux cigarettes blondes; hun.: La destinée se joue la nuit: dim.: M. Dodd part pour Hollywood; vez.: Divorce maigré lui.

CINÉMA RRÉSILIEN (v.o.), Olympic-Entrepht, 14 (45-43-99-41): mer.: Vini-

CINÉMA BRÉSHJEN (v.o.), Otympic-Entrepôt, 14 (45-43-99-41): mer.: Vini-cius de Meraes, Fala mangueira; 18 h, 22 h: Estrada da vida; jeu., 16 h, 20 h: Era uma vez Atlantida, Malkadro; 18 h, 22 h: Coracoca a mil; ven., 16 h, 20 h: Nordeste, Cordel, Repente cancao; 18 h, 22 h: Courts metreges musicaux: Couro de Gato, Pixinguinha, Milagre dos Peixes, Heitor dos Plazmet; aam., 14 h, 18 h, 22 h: A bra do delirio; 16 h, 20 h: Rio zona norte; dim., 14 h, 18 h, 22 h: Doces barbaros; 16 h, 20 h: Rio zona norte, 11 était une fois la Chanchada; 18 h, 22 h: Quando a carnaval chegar; mar., 17 h, 21 h 45: Certes palavras; 19 h 30: Para viver un grande amor. C. SAURA (v.o.), Républic-Cinéma, 11-(48-01-51-33); san. 16 h 20: Maman a

C. SAURA (v.o.). Républic-Cinéma, 11e (48-01-51-33); sam. 16 h 20; Maman a cent ans; ven., 22 h, dim., 15 h 30; Vivre vite; jsa., 22 h, dim. 19 h; Noces de sang; dim. 13 h 40; Cris cuervos.

sang; cam. 13 h 40: Lrm cuervos.

CINO FILMS POUR LE PRIX D'UN ~

VIVE LA REPRISE! (v.o.), Studio
Bertrand, 7: (47-83-64-66), 14 h: La
Roude de l'aube; 15 h 40: Le Crime
était presque parfait; 17 h 20: Le Testament du docteur Cordeiler; 18 h 55: Lo
7-socau; 20 h 30: L'Impératrice rouge;
22 h 30: White Zoushie

22 h 30 : White Zoo GENE TIERNEY (v.o.), Action-Ecoles, 5 (43-25-72-07); mer.: Les Forbans de la mit; jen.: La Route au tabac; ven., hm.: Laura; sam.: Péché mortel; dim.: La Main gauche du seigneur; mar.: Le Château du dragon.

CINÉMA ÉGYPTIEN (v.o.), Olympic, 14 (45-43-99-41); mer., 17 h, 19 h 30, 22 h: Le Chant de la fidélité; jeu., 17 h, 19 h 30, 22 h: La Chauson éternelle; 19 h 30, 22 h : La Channon estrele; ven. 17 h, 19 h 30, 22 h : Un verre, une cigarette ; sam., 14 h 30, 17 h, 19 h 30, 22 h : La Sangsue ; dim., 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h : Adieu à ton amour ; lun, 17 h, 19 h 30, 22 h : Rivage de l'amour ; mar., 17 h, 19 h 30, 22 h : Le Moostre. GODARD Denfert, 14 (43-21-41-01); sam., 12 b : Je vous salue Marie ; dim.,

10 h 30 du matin : Sauve qui peut la vie ; mer., mar., 18 h : Prénom Carmen ; mer., 18 h : Mascalin-Féminin. LES JAMBES DE CYD CHARISSE (v.o.), 3 Luxembourg, & (46-33-97-77); mer., sam., lun.: Traquenard; jeu., dim.: La Belle de Moscou; veu., mar.: Tous en

LUBITSCH (v.o.), Champo, 5 (43-54-51-60); jeu., sam., mar.: To be or not to be; veu., dim.: La Folle Ingénue; mer., lun.: Le ciel peut attendre.

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.): Studio 28, 18° (46-06-36-07); mer.: Chut, chêre Charlotte; jeu.: Brebeker; ven.: Les Charlotts de feu; sam.: Mariage; dim., mar.: Le Lieu du crime. ROHMER, Républic-Cinéma, 11º (48-05-51-33); lua., 16 h, ven., 18 h: La Mar-quise d'O; lun., sam., 18 h: Las Nuits de la pleine hone; sam., 14 h: Purceval le

Gallois : hn... 14 h : Pauline à la plage (A. v.a.) : Rialto, 19° (46-07-57-61).

MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL
(A. v.a.) : Boîte à films, 17° (46-22-44-21).

MY FAIR LADY (A., v.a.) : Paramount
Opéra, 9° (47-42-56-31).

NATTY GANN (A., v.f.) : Napoléos, 17°
(42-67-63-42).

NOSFERATU (All., v.a.) : Temptiers
(b.sp.), 3° (42-72-94-56).

LYCEL DU TIGRE : ROCKY III (A., 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 1

Rouleau compresseur et le violon. F. TRUFFAUT, Denfert, 14 (43-21-41-01); mar., mer., 15 h 40: L'Argent de poche; ven., 15 h 40: La Peau douce; mer., sam., 22 h : Jules et Jim; mar., 12 h 20: Tirez sur le pianiste; dim., 12 h : La mariée était ea noir; mer., sam., lun., mar., 14 h : Les 400 coups; hm., 12 h : L'Homme qui aimait les

VOIR ET REVOIR BERGMAN (+A). Olympic, 14 (45-43-99-41); mer., jen., ven., 16 h, 18 h, 20 h, 22 h: Le ?* scrau; sam., dim., 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h: Toutes ces ferames; lun., mar., 16 h., 18 h., 20 h., 22 h : Sourires d'une mit

WOODY ALLEN (v.o.): Templiers, 3s (42-72-94-56); mer., jeu., ven., 17 h 30: sam., dim., 14 h; lun., 19 h: mar., 20 h 45: Manhattan; mer., sam., 20 h; jeu., 18 h; dim., 14 h; mar., 16 h: Woody et les robots; mer., ven., sam., dim., 20 h 50: lun., 14 h, mar., 15 h 45: Zelig; mer., ven., mar., 18 h; sam., 14 h, dim., lun., 20 h 30: Comédie évoique d'une suit d'été ; jeu., 20 h, ven., dim., 19 h lun., 15 h 30, mar., 17 h 10: Tombe les filles et tais-toi; mer., sam., dim., lun., 17 h 15; jeu., 20 h 45; mar., 19 h : Broadway Danny Rose. WOODY ALLEN (v.o.) : Templiers, 3-

Les séances spéciales AMADEUS (A., v.o.): Grand Pavola, 15-(45-54-46-85), mer., ven., sam. 19 h, jen., dim., lun. 14 h, mar. 21 h + Boîte à films, 17- (46-22-44-21) 17 h 30. L'AME SŒUR suiss, all., v.o.) 3 Luxen-bourg, 6 (46-33-97-77) 12 h.

Templiers, 3⁴ (42-72-94-56), lun. 22 h 20. AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.):

APOCALYPSE NOW (A., v.n.) (*) Grand Pavois, 15* (45-54-46-85) jez. 17 h, sam. 22 h, mar. 14 h. LE BAL DES VAMPTRES (A., v.a.): Templiers 3º (42-72-94-56), mer., ven., sam., mar. 22 h 20.

BERLIN AFFAIR (All., v.o.) (*) : Studio Galande, 5: (43-54-72-71), 18 h 10. CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1= (45-08-94-14), 19 h 45. LES CHARIOTS DE FEU (Brit., v.a.) : Bofte à films, 17^e (46-22-44-21), hm., mar. 15 h 30.

DELLVRANCE (A., v.o.) : Templiers 3 (42-72-94-56), jen., dim. 22 h 20; wen., lun., mar. 20 h, sam. 18 h 10. L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.a.) Denfert 14 (43-21-41-01), mer., san mar. 20 h, ven., dim. 22 h, lun. 17 h 30. HOMMAGE A G. MELIES (F.) Sta-dio 43, 9 (47-70-63-40), 20 h 30.

IMMACOLATA E CONCETTA (It., v.o.): Châtelet-Victoria, 1" (45-08-94-14), 14 h. 94-[4], 14 h.

LES JOURS ET LES NUITS DE
CHINA BLUE (**) (A., v.o.):
Châtelet-Victoria, 1" (45-08-94-14),
14 h 15, 20 h 15; Studio Galande, 5" (43-

54-72-71), 14 h 10. MACARONI (lt., v.a.), Cinoches & (46-33-10-82), 13 h 30. METROPOLIS (All, muet): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85), sam. 15 h 30.

LA NUIT PORTE-JARRETELLES (*) (Fr.), Républic-Cinéma, 11° (48-05-51-33), mar. 22 h. PARIS, TEXAS (A., v.o.), Cinoches Saint-Germain, 6° (46-33-10-82), 21 h 40.

LE PAYS OU RÉVENT LES FOURMIS VERTES (All., v.o.): Châteles-Victoria, 1" (45-08-94-14), 16 h. PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Botte à films, 17: (46-22-44-21), 22 h 30 LE PROCÈS (A., v.a.) : Luxembourg. &

(46-33-97-77), 12 h.

ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.): Studio Galande, 5* (43-54-72-71), 22 h 25, ven., sam, 0 h 25. TAXI DRIVER (**) (A., v.o.): Châtelet-Victoria, 1= (45-08-94-14), 22 h 15. THÉORÈME (II., v.o.): Républic-Cinéma, 11º (48-05-51-33), lun. 22 h. LES VALSEUSES (°) (Fr.), Templiera,

3 (42-72-94-56), mer., ven., dim., mar. 22 h 20; mar. 13 h 40. LA VIE EST A NOUS (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40), tls 19 h. WITNESS (A., v.o.); Riaho, 19 (46-07mar. 21 h; jeu., dim. 18 h 35; km. 16 h 35.

31.0

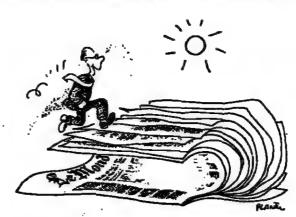
S. Her

٠.

T . . .

• ...

ABONNEMENTS VACANCES



FRANCE

ETRANGER (voic normale)

2 semaines 76 F 2 semaines 145 F 1 mois 150 F 1 mois 261 F 2 mois 260 F 2 mois 482 F 3 mois 354 F 3 mois 687 F

Tarif étranger par avion, nous contacter : tél. 42-47-98-72 Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin rempli en majuscules, au moins UNE SEMAINE avant votre départ, et adressez-le avec le règlement

correspondant à : LE MONDE ABONNEMENTS BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

	Je m'abonne au MONDE du
i	NOM Prénom
-	Mon adresse de vacances :
İ	No Rue
Ì	Code postal : Localité
	Pays
	Ci-joint mon versement.

Tricmpha, 8 (45-62-45-76); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); 14 Jullet Banille, 11 (43-57-90-81); 14 Jullet Beaugrenolle, 15 (45-75-79-79), - V.f.; Calté Rochechouart, 9 (48-78-81-77); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Images, 18 (45-72-47-94); Secrétan, 19 (42-41-77-99). tan, 19 (42-41-77-99). FUTURE COP, film américain de Charles Band V.o.: Forum, 1st (42-97-53-74); George V, 8st (45-62-41-46); Parrasaises, 1st (43-35-21-21). V.f.: Lumière, 9st (42-46-49-07); Maxéville, 9st (47-70-72-86); Bantille, 11st (43-07-54-40).

14-40).

LA LOI DE MURPHY*, film améri-LA LOI DE MURPHY*, film américain de John Lee Thompson. V.o.: Forum, 1" (42-97-53-74); UGC Danton, 6" (42-25-10-30), Marignan, 9" (43-59-92-82); UGC Normandie, 8" (45-62-16-16). — V.f.: Grand Rex, 2" (42-35-83-93); UGC Montparassen, 6" (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9" (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12" (43-43-01-59); Galaxia, 13" (45-80-18-03); UGC Gobelins, 13" (45-80-18-03); UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44); Mistral, 14" (45-39-52-43); Montparassee Pathé, 14" (43-20-12-06); Convention St-Charles, 15" (45-79-33-00); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); Wépler, 18" (42-21-246-01); Secrétan, 19" (42-41-

LES FILMS NOUVEAUX

77-99); Gambetta, 20 (46-36-PROFESSION : GENIE, film américain de Martha Coolidge. V.o. : Gaumont Halles, 1" (42-97-49-70) ; Gaumont Halles, 1" (42-97-49-70); Gaumont Ambassade, 8" (43-59-19-08). — V.f.: Richelieu, 2" (42-33-56-70); Paramount Opéra, 9" (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12" (43-43-01-59); Fanvelte, 13" (43-31-56-86); Gaumont Parnasse, 14" (43-35-30-40); UGC Conven-tion, 15" (45-74-93-40).

TOUT VA TROP BIEN, film américain de Jim Koaf. V.o.: Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); Quintette, 5" (46-33-79-38); George V, B (45-62-41-46); Parmassicus, 14" (43-35-21-21). — V.f.: Impérial, 2" (47-42-72-52); Maxéville, 9" (47-70-72-86); Fanvette, 12" (47-31-58-58); Park Clichu

PRUNELLE BLUES, Film français PRUNELLE BLUES, Film français de Jacques Otmergume. Rex. 2- (42-36-63-93): UGC Danton, 6- (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94): UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40); UGC Boulevard, 9- (45-74-95-40); Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Gare de Lyon, 12- (43-43-01-59); Galaxie, 13- (45-60-18-03): UGC Gobelins, 13- (43-62-344); Mistral, 14- (45-39-52-43); UGC Convention, 15- (43-74-97-5); Maillot, 17- (47-43-06-06); Imagea, 18- (43-22-47-94); Secrétan, 19- (42-41-77-99).

13 (43-31-56-85); Pathé Clichy. 19 (45-22-46-01).

ANGEL (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6' (43-29-11-30).

BARRY LYNDON (A., v.o.): Gaumont Halles, I* (42-97-49-70): Publicis Saint-Germain, 6* (42-22-72-80): Publicis Champs-Elysées, 3* (47-20-76-23): 14 Juillet Beaugranelle, 15* (45-75-79-79).

V.f.: Gaumont Optra, 2* (47-42-60-33): Maillot, 17* (47-48-66-66).

films, 17° (46-22-44-21).

CENDRHILLON (A., v.L.): Orient Express, 1° (42-33-42-26); Raz, 2° (42-36-83-93); 14-Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83); Ambassade, 8° (43-59-19-08); Saint-Lazare Pasquier, 3° (43-87-33-43); Français, 9° (47-70-33-88); UGC Gare de Lyon, 12° (43-43-01-59); Fanvette, 13° (43-31-56-86); Mistral, 14° (45-39-52-43); Gaumont Parnasse, 14° (43-35-30-40); Gaumont Parnasse, 14° (42-67-63-42); Pathé Clichy, 18° (45-67-63-42); Pathé Clichy, 18° (

Parthéon, 5 (43-54-15-04). LA DAME DE SHANGAI (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1" (45-08-94-14).

••• LE MONDE - Jeudi 10 juillet 1986 - Page 19

RADIO-TÉLÉVISION INFORMATIONS «SERVICES»

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre numéro du samedi daté dimanche-lundi.

Mercredi 9 juillet

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

BRACK ALL

Links with

The State of the S

D. Breden . ib . 180-71-4-42.

ga. Elizamentonio di concessioni di Li 1886, Italia Transistatori presidenti Nelle del Illanonio come, regoli i Francisc

Marie and the first of the second of the sec

The Control of the Co

Minings and had be inches as one process of the control of the con

tion 14 M. Richer, and 15 Mar. 17 J. Engles Resilies and 15 J. T. L. Parista Comp. 1991. 1 A 12 La Building Conference in a raised.

THE PARTY Desired & 18121-\$2007 and the 2 and 2 degree in party long. I have no Page Admin

Maria (and the frame of his man. (a) a 18. Francisco de francisco de francisco de la constante
10 to 10 to

ME THE CYTE CHARACTE

通信证据 State Line

MERCAN SERVICE

THE LEVEL AND A SECOND

1 300 1:52: · ·

MANUAL C

4 303 5 2

With a grant in.

54 1 4

SE PAIL

THE W

E4 500 111 111

Mage matrice . .

CARAGE !

20 h 35 Feuilleton : Las aventures du jeune Pa-trick Pacard.

trick Pacard.
D'après le roman de Justus Pfaue, réal. Gero Erhardt.
Avec H. Martz, W. Kieling, P. Bongartz... (2º partie).
Le professeur Gunstrom, qui a découvert un système capable de résoudre les problèmes de la faim dans le monde, est devenu annésique après avoir parlé à un espion qui avait mis un sérum de vérité dans son dentifice. Une série d'esplonnage réalisée par la télévision allemande. Une sorte de James Bond familial dans les montagnes norvégiennes.

montagnes norvégiennes.

21 h 30 Opéra-comique : la Fille du régiment.

Musique de Douizetti, livret de Saint-Georges et Bayard,
orchestre sous ls direction de B. Campanella, mise en
scène B. Stefano. Enregistré à l'Opéra-Comique. Avec
June Anderson, Alfredo Kraus, Antoine Garcin, Michel
Trempont, Hélia T'Hezan, Jean-Noël Beguelin. (Diffusion simultanée sur France-Musique.)

23 h 15 Journal. 23 h 15 Carnet de bord.

DEUXIÈME CHAINE: A2

20 h 30 Le grand échiquier.

In 30 LB grand echiquer.

De Jacques Chancel.

Invité: Luciano Pavarotti (rediff.). Accompagné par l'Orchestre de l'Opéra de Paris sous la direction d'Anton Guadagno, Luciano Pavarotti interprète des œuvres de Donizetti, Verdi, Puccini, Boito. Il présente aussi un extrait de concert avec Joan Sutherland, dans un duo de lucia di l'amprepare de Donizetti, dues l'irio Bori. Lucia di Lammermoor, de Donizetti. Avec Livio Bori, organiste à Modène, il chante l'Ave Maria de Schubert, et avec John Wustsman, planiste, il interprête plusieurs airs de Bellini, Rossini, Tosti et Puccini.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR3

20 h 30 Variétés : les Communards. Concert enregistré au Théâtre national de Bordeaux.

21 h 30 Thalassa. Magazine de la mer de G. Pernoud. Le secret du San-Juan. Ce film documentaire canadien de Thomas Cadieux re-trace la vie des premiers chasseurs de baleine européens

au seizième siècle. 22 h 15 Journal.

22 h 40 Cinéma: Polar. Film français de J. Bral (1983). Avec J.-F. Balmer,

S. Montaigu, P. Santini, R. Dubillard, C. Chabrol, M. Dudicourt. Un ancien gendarme mobile, devenu détective privé et installé dans l'échec, est entraîné dans une sombre aven-ture par une jeune fille mélée à un meurtre. Libre adaptation d'un roman policier « noir » de Jean-Patrick Manchette. Jacques Brai a filmé une existence à la dé-rive, une enquête-labyrinthe et, surtout, l'histoire d'une fascination amoureuse destinée à transformer un omme sans espoir.

0 h 20 Prélude à la nuit. Les sons et les parfums tournent dans l'air du soir, de De-bussy, par Pascal Rogé, pianiste. 0 h 25 Journal des festivals.

CANAL PLUS

21 h, Out of order, film de Carl Schenkel; 22 h 25, 1984, film de Brian Radford ; 0 h 15, David, Thomas et les autres film de Laszlo Szabo ; 1 h 50, Feuilletou : Lili, petit à petit.

20 h 30 Série : Riptide ; 21 h 35, Série : l'Inspecteur Derrick ; 22 h 30, Magazine scientifique : Big Bang.

19 h, NRJ 6, invité : Serge Guirao ; 20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (rediff.).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Pour ainsi dire : avec Alain Jouffroy; portrait Sade; reportage à propos du festival poétique de Cogolin.
 21 h 30 Musique: le chant de la sorcière, de M. von Schil-

22 h 30 Nuits magnétiques : La nuit et le moment ; les voi-

FRANCE-MUSIQUE

h Concert (donné an Théâtre musical de Paris le 9 juin): Symphonie - Prague -, de Mozart; Don Juan, poème symphonique, de Strauss: Symphonie nº 8, de Dvorak, par l'Orchestre philharmonique tchèque, dir.:

21 h 30 Opéra (en simultané avec TF1): la Fille du régiment, de G. Donizetti, livret de J.H. Vernoy de Saint-Georges et F. Bayard.

Les soirées de France-Musique : Jazz-club.

Le « 19-20 » de l'information.

20 h 35 Cinema: La vallée des poupées. Film américain de Mark Robson (1967), avec B. Par-

Une secrétaire, une chanteuse, une danseuse, obsédées

19 h 55 Dessin animé : Les entrechats.

20 h 05 Les jeux, à Saint-Palais-sur-Mer.

kins, P. Duke, S. Tate, S. Hayward.

nées 60 ce que sont, ma

tie à la télévision.

23 h 55 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

LA « 5 »

FRANCE-CULTURE

0 h 10 Do jour au lendemair.

FRANCE-MUSIQUE

oumaines de Bartok.

14 h, On m'appelle Providence, film franco-italo-allemand de Giulio Petroni (1972); 15 h 20 Rendez-vous, film fran-çais d'André Téchiné (1985); 16 h 50, Série : Winchester 1 honor : 18 h Série : Dancie Days : 18 h 35, Ton 50;

à loner; 18 h, Sèrie : Dancin'Days; 18 h 35, Top 50; 19 h 05, Sèrie : Rawhide; 20 h, Les triplés; 20 h 05, Jen : Les affaires sont les affaires; 20 h 35, Adieu Bona-

parte, film franco-égyptien de Youssef Chahine (1984); 22 h 35, Possessien, film franco-allemand d'A. Zulawski (1981); 0 h 35, Starfighter, film améri-cain de Nick Castle (1984); 2 h 10, Série: Espion à la

18 h 45, Femilleton: Flamingo Road; 19 h 40, Série: Star Trek; 20 h 30, Série: Chips, (et à 23 h 15); 21 h 25, Série: Kojak (et à 0 h 10); 22 h 15, Musique: Cinq sur cinq (et à 1 h 05).

14 h, Tonic 6 (et à 20 h); 17 h, Système 6. Invitée : Valérie Stephen; 19 h, NRJ 6 (et à 22 h); 23 h, Profil 6, Invité : Stevie Wonder.

20 h 36 Chambre d'hôtel, d'après une nouvelle de Colette, avec N. Borgeaud, C. Rich, D. McAvoy, C. Nicot...

22 h 30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment ; les voi-

26 h 30 Concert (donné le 10 juin au Théâtre musical de Paris): Une aventure de Don Quichotte, de Guridi; Cinq chansons noires, de Montsalvage; Le tricorne: suites 1 et 2, de M. de Falla; Sept chansons populaires

espagnoles, de M. de Falla/L. Berio, par l'Orchestre symphonique de la radio-télévision espagnole, dir. M. A. Gomez-Martinez, sol. A. Nafe, mezzo-soprano.

Les soirées de France-Musique: à 1 h Bing

21 h 30 Notes en marge : l'actualité du livre musical.

Journal des festivals.

22 h 30 Journal.

Jeudi 10 juillet

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

- 14 h 45 Les habits du dimanche. 15 h 35 Quarté en direct d'Enghien.
- 15 h 45 Croque-vacances. Rémi ; Dare-dure motus ; Variétés ; Bricolage, etc.
- 17 h 25 Boîte à mots.
- 17 h 30 Série : Les roues de la fortune.
- 18 h 25 Mini-journal, pour les jeunes. 18 h 35 Feuilleton : Danse avec moi (rediff.).
- 19 h 10 Le vie des Botes.
- 19 h 40 Le masque et les plumes.
- 20 h Journal. 20 h 30 Feuilleton : Nous sommes terroristes l Téléfilm en trois parties de Carlo Lizzani, d'après le livre

de Luce d'Eramo: Nucleo Zero.
Le groupe terroriste entreprend trois hold-up, se déchire et décide d'exécuter l'un des siens. Le film est plutôt raté, mais le témolgnage sur l'activisme meurtrier du début des années 80 dans la Rome des Brigades rouges 21 h 35 INA: nuits d'été.

Graf'nitzs, le monde merveilleux du cirque dans un regard d'enfant. Voyage sentimental: La mort du bœuf, un document de création réalisé par Dominiaue Gras un ulla-

de création réalisé par Dominique Gros, un village quasi abandonné en Australie depuis la fermeture d'une mine de cuivre. Une gare, une poste, un pub et la brousse... Que sera, sera : les Diamants roses, une création musi-

23 h 10 Journal

23 h 25 Carnet de bord. Journal du Tour de France à la voile.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

14 h 20 Série documentaire : Un monde différent. Le monde secret des grandes baleines.

15 h 15 Sports été. onnat du monde à Aix-la-Chapelle. Hippisme : championnat d Cyclisme : Tour de France.

18 h 05 Série : Capitol. 18 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres. Deuxième coupe des clubs, en direct d'Antibes (demi-

19 h 15 Emissions régionales. 19 h 40 Le journal du Tour.

20 h 00 Journal.

20 h 35 Cinéma : Cadet Rousselle. Film français d'A. Hunebelle (1954). Avec F. Périer, D. Robin, Boarvil, M. Lebeau, N. Roquevert, C. Carrère. Le dernier-né d'une famille de paysans qu'tte son village Robin, Bourvil, M. Lebeau, N. Roquevert, C. Carrère.

Le dernier-né d'une famille de paysans quitte son village
par dépit amoureux. Il se joint à une troupe de saltimbanques complotant pour faire évader Louis XVI. De la
Révolution à l'Empire, les aventures du personnage
emprunté à la chanson populaire s'étirent en une plate
imitation de Fanfan la Tulipe.

22 h 20 Magazina : J'aime à la folia... la photogra-

phie. Présenté par Michel Honorin, en direct du Festival Des photos de Robert Doisneau et, sous réserve, le premier film du célèbre photographe; des photos d'archives; l'ateller de Jean-François Jonvelle à Arles; comment sélectionner les photos d'un reportage...

23 h 20 Histoires courtes. Solitaire à micro ouvert.

23 h 40 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h 30 Série : La mémoire des pôles.

17 h 45 Reprise : Thalassa (diffusé le 9 juillet).

18 h 15 Série : Cheval mon ami. 18 h 45 Journal des feativals.

VENDREDI 11 JUILLET Les Hôtels du Marais (2º cycle) » 14 h 30, mêtro Chemin-Vert (M. Banasagt).

- La Sorbonne et l'histoire de l'Uni-

versité », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Cerise Sagave). « Les neuf plus jolies demeures du Marais et leurs jardins secrets, promenade dans le Marais galant. Evocation de M= de Maintenon, Voltaire, du maréchal Tallard -, 15 heures, 62, rue

Saint-Antoine (I. Hauller). «Une heure au Père-Lachaise», 10 heures et 11 h 30, porte principale

« La Cour des miracles, évocation des voleurs et mendiants, des malingreux, des francs mitoux du Grand Coesre et des archisuppõts », 15 heures, mêtro Bonne-Nouvelle devant poste (M.-C. Lasnier).

- L'Hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou et « Un parc du souve-nir : le Père-Lachaise », 15 heures, entrée principale (Paris et son histoire). . L'Opéra et son sous-sol ».

« L'île de la Cité, Notre-Dame et Saint-Julien le Pauvre », 14 h 30, métro Pont-Marie (les Flaneries).

 Le vieux Belleville . 15 houres, mêtro Place-des-Fêtes, sortie Crimée (G. Botteau). - Montmartre -, 15 heures, devant

église Saint-Pierre de Montmartre, por-che principal (M. Dusart). « Paris et ses hôpitaux : le musée de

l'Assistance publique », 15 heures, 47, quai de la Tournelle (M. Jacomet). L'aube des chemins de fer »,
 15 heures, gare de l'Est, hall des départs (M. Serres).

SALONS -

MAIRIE-EXPO A LYON

Pour sa troisième édition, le salon Mairie-Expo se décentralise : il sera organisé du 3 au 7 novembre prochain à Lyon sur le centre Eurexpo. Motif de ce déménagement : à Paris, c'est une manifestation parmi d'autres, en province, elle a tout de suite une place à part et les visiteurs sont plus disponibles et motivés; en outre, beaucoup d'entreprises de Rhône-Alpes travaillent pour les collectivités locales. Ces explications sont données par Alain Trampoglieri, commissaire général du salon qui précise encore qu'il attend à Lyon 400 exposants et 70 000 visi-

Mairie-Expo est traditionnellement le lieu de rendez-vous des responsables locaux et des entreprises dont ils sont les clients. De véritables marchés se sont ainsi créés pour tout ce qui intéresse l'équipement urbain mais aussi, plus nouveau, pour l'affichage, les transports des personnes du troisième âge, la sécu-

par des rèves de luxe et de gloire, naviguent entre la réussite et l'échec, abusent de l'alcool et des tranquilli-Cette année, les grands prestasants. Cette prétendue étude de mæurs, inspirée d'un roman de Jacqueline Susann, fut au cinéma américain taires de service des collectivités locales comme la «Générale» ou enant, Dallas et Dynas-La Lyonnaise des eaux seront présents à Lyon où ils voisineront avec des fournisseurs plus modestes on 22 h 55 Contes d'Italie : Le commissionnaire. Téléfilm de F. Vancini, d'après une nouvelle de Mario Pomilio, avec P. Bonacelli, A. Ferréol, J. Jenkins et plus folkloriques, comme ce vendeur de plaque d'égout aux armes des villes, ou ce fabricant d'instruments Le plus brillant télésilm de cette série adaptée des de musique pour fanfares municigrands noms de la littérature italienne. L'épopée quoti-dienne d'un bureaucrate obscur qui a réussi, grâce à une technique du mensonge et un rituel sans faille, à passer pour un grand fonctionnaire... Humour surréaliste, met-tant en œuvre une logique aberrante. Bonacelli est pales...

★ 94, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél.: (1) 42-66-26-16.

EN BREF-

PRESSE

TOUT POUR PLAIRE. - Science et Vie consacre un numéro hors série aux « Médecines de la beauté ». rides, sont-ils efficaces? Peut-on bronzer sens danger? Quels sont les composants des cosmétiques ? Comment soigner la calvitie, l'acné? Que penser de la chirurgie esthétique, etc.

* Numéro bors série du 7 juin au 7 septembre 1986, 13 F dans les klosques ou à Science et Vie, 5, rue de la Baume, 75008 Paris.

VACANCES

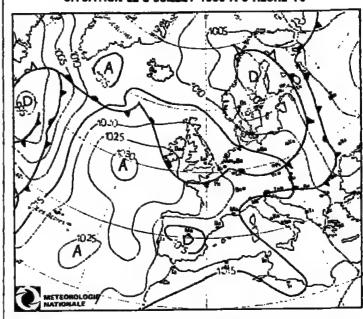
CHALOM ISRAĒL! - Siona organise un voyage en Israel du 4 au pants seront logés dans des hôtels de 4 ou 5 étoiles à Tel-Aviv et à Natanya, selon leur choix. Ils pourront également participer à des excursions à travers le pays, à des activités d'animation et des rencontres sur le thème de l'intégration et des investissements. Une formule « Spécial Jeunes » de dix-huit ans-trente ans est prévue au club hôtel Blue Sav de Natanya. Pour tous renseignements, téléphoner de 10 haures à 18 heures au 42-46-04-34 ou 42-46-01-91.

VU DU PONT. – Embarquement à Buzet-sur-Baïse, et tout le long du canal latéral à la Garonne, entre Castets-en-Dorthe et Castelnaudary, les vignobles du Sauternais et la richesse du patrimoine historique d'Agen, Montach et Toulouse. Sans oublier, bien sûr, la gastronomie. Le plaisir du tourisme fluvial. Une semaine à partir de 2 300 F. Bateau d'une capacité de quatre à six personnes.

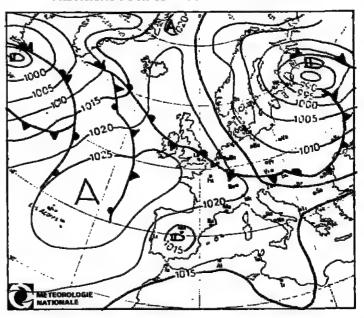
* France Anjon Navigation, quai ational, 72300 Sahlé. Tél.: (43)

PARIS EN VISITES— | MÉTÉOROLOGIE—

SITUATION LE 9 JUILLET 1986 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 11 JUILLET A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps ea France entre le mercredi 9 juillet à 0 heure et le jeudi 10 juillet à minuit,

Les hautes pressions du proche Atlantique protègent la France du courant perturbé de nord-ouest qui circule sur lenord de l'Europe; toutefois, de l'air toujours frais et humide traversera les régions du Nord-Est.

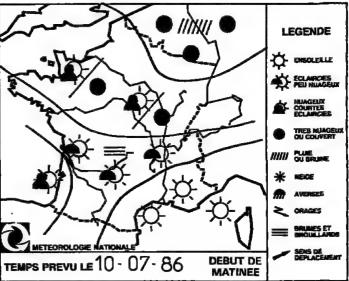
Jeudi matin, un temps très nuageux prédominera sur les régions de la moitié nord, excepté sur le sud de la Bretagne où des éclaircies sont probables; quel-ques gouttes de pluie pourront même accompagner les nuages près des fron-tières du nord-est ; plus au sud, le temps sera clair, malgré la formation de

nuages bas sur les Landes et le Pays bas-

que, et quelques brumes sur l'ouest du Massif Central et les Pyrénées.

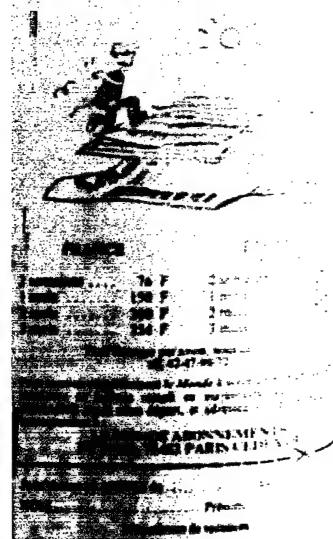
Au cours de la journée, le beau temps ensoleillé va s'étendre à la plupart des régions, avec cependant quelques nuages de la Normandie aux Pays de Loire et au nord des Alpes, mais aussi des passages nuageux toujours impor-tants du Nord aux Vosges et au Jura. Le vent de nord-ouest à nord sera fai-ble à modéré ; près du golfe du Lion, à l'ouest de Toulon, mistral et tramontane vont faiblir, mais souffleront encore

Les températures, voisines le matin de 8 à 13 degrés, 16 à 18 degrés près de la Méditerranée, atteindront l'après-midi 18 à 23 degrés sur la moitié nord, 23 à 26 degrés plus au sud, et 26 à 30 degrés sur le sud-est de la Corse.



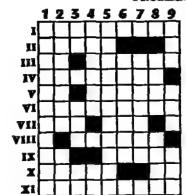
	ſ	TEM	oće /	TI	DEC		maxima	_	***		-	Ton	.ma a	.		_
	١	i Carrie					s reievée						1 26 0 9-7-			
	1	la O.					st le 9-7-1						e hew		_	
	1	16 0-	/- 130	90 8	011	10 6	IT 18 3-7-	1 200	80	n II	,	i ac	new	es	10	
,	ł		RAN	ICE			TOURS	*****	19	12		LOS ANGELE			16	C
П	ı	AJACCIO				S	TOULOUSE .		25	16	N	LUXEMBOUL			11	S
П	ı	BIARRITZ		21	16	C	POINTE-A-P.	*****	-	-	-	MADRID		39	18	S
		BORDEAUX			12	С	Éĩ	RAN	IGE	R		MARRAKEC		41	22	S
		NOTAGES "			12	N					_	MEXICO		20	12	A
		MEST			11	S	ALGER			17	S	MILAN		29	17	N
	ı	CAEN		17	11	N	ANSTERDAL ATHÈNES			9 23	S	MONTRÉAL		30	16	N
'		CHERROLE			(0	5	BANGKOK .			26	č	MOSCOU			20	C
		CLERMONT.			15	C	BARCELONE			20	-	NATROBI		23	17	C
٠ ا		CRENORLE!			13	N	BELGRADE .			12	C	NEW-YORK.			25	C
	ł	LILLE	31-98-53	2	13	N	BÉRLIN			10	Ā	OSLO		20	10	P
	ı	Little		21		5	BRUXELLES			12		PALMA-DE N		28	17	5
П	ı	LIMOGES LYON	******	19 21	11	Š	LECARE		32	25	A	PÉKIN		29	18	S
		MARSFILLS			17	S	COPENBACI		20	10	Š	RIO-DE-MANE		21	18	N
		NANCY			17	Č	DAKAR			24	Š	ROME		29	20	N
ı		NANTES			12	č	DELRI		35	26	č	SINGAPOUR		31	28	0
		NAMES		20 27	12	S	DIERBA		32	21	Š	STOCKHOLI		20	īī	Ň
1		PARIS-MON			12	Č	GENEYE		23	îi	č	SYDNEY		11	6	S
.		PAU			14	č	HONGKONG			27	Š	TOKYO		27	22	Ā
		PERMIGNAN			19	S	ISTANBUL			19	N	TUNE		31	20	8
1		RENNES			11	N	JERUSALEM			15	Š	VARSOVIE .		20	12	Č
١		ST-ÉTIENNE			13	Č	LISBONNE			15	N	VENISE		26	17	č
1		STRASBOUR			12		LONDRES			R	N	VIENNE		22	13	_
1	L	STANSONIE	u	19	12	14	MAND		4	•	La	TEME		ц	13	Λ.
1	ſ	Α	B	, 1	(BI	n			•	S	т			_
1	1	~	_	- 1	_		1.4	_ ~		_			•	. 1		
1	1	averse	bru	me	COST	rest	nuàgénx	otsi	ļė	ph	iie	soleil	temp	ite	nei	ge

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moine 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



LE CARNET DU Monde

MOTS CROISÉS-



HORIZONTALEMENT

I. Est très «spirituel» ou très terre à terre. — II. Peut faire partie du dessus du panier comme du fond. — III. Note. A toujours un caractère très marquant. — IV. Renvoyé ou que l'on aurait intérêt à engager. — V. Symbole. Action de « grâce ». — VI. Change de situation en conservant la même place. — VII. Dur à la détente. A toujours un filet mais qui n'est pas obligatoirement à papillon.

VIII. Transmettre la rage. DX. Négation. Se retire civilement et se porte militairement. - X. Mot d'avertissement. Révolte des

A nos lecteurs

Physieurs lecteurs nous écri-

vent ou nous téléphonent pour

regretter la disparition de

notre rubrique philatélique hebdomadaire. Qu'ils se rassu-

dont le numéro de juillet-août vient de paraître. (Têléphone : (1) 42-47-99-08).

PHILATELIE

PROBLÈME Nº 4265

1 2 3 4 5 6 7 8 9 mineurs. - XL Des endroits où l'on

VERTICALEMENT

1. Poules de basse... cour. - 2. Un os dans l'os. Femme du monde. -3. Négation. Ville du Péron. Article étranger. – 4. Avec hii, cela ne colle jamais. Personnel. – 5. N'est donc pas du genre à nous faire « souf-frir ». — 6. Travaille en jouant. — 7. Manière de parler net. — 8. Peut faire une belle dame. Fil conducteur. – 9. Un service qui se demande souvent en tête à tête. Vidait la nef. Réunion en masse.

Solution du problème nº 4264

Horizontalement

Anguier. (Frères sculpteurs). - II. Nain. Lacs. - III. Rialto. -IV. Laisse. Us. - V. Ere. Psitt! -VI. Ta. Me. Fer. – VII. Espère. Ai. – VIII. Rus. Suc. – IX. Réélire. – X. Néo. Vue. – XI. Edentées.

Verticalement

1. Angleterre. - 2. Na. Aras. -3. Girie. Prend. - 4. Unis. Meulée. 5. Aspersion. (Allusion aux frères Lumière). - 6. Elles. - 7. Rat. If. Sève. - 8. Couteau. UE. - 9. Os.

GUY BROUTY.

DES DÉCRETS

rent, cette rubrique n'est que suspendae et, dès la rentrée, nous leur fournirons les infor-mations qu'ils demandent dans Nons rappelous à nos lec teurs qu'ils peuvent se reporter UN ARRÊTÉ à notre mensuel spécialisé, le Monde des philatélistes,

que nous servons

EniChem utilise l'énergie et

industries - de l'automobile au textile.

avec ses clients directs et indirects.

Grâce à une étroite collaboration

EniChem suit ses matériaux d'un bout à

- des matières premières aux produits

pétrochimiques les plus importants et

les plus diversifiés d'Europe. Basé sur

commerciaux considérables. EniChem, partenaire de ses clients, contribue à

des moyens techniques et

EniChem est l'un des producteurs

l'autre de la chaîne de transformation

développement des nombreuses

en passant par l'emballage et

l'innovation pour aider au

l'ameublement.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 9 juillet 1986 :

 Nº 86-809 du 7 juillet 1986 modifiant le décret nº 83-1247 du 23 décembre 1983 relatif au concours de l'internat en pharmacie. • Nº 86-810 du 7 juillet 1986

modifiant certaines dispositions du code du travail (troisième partie) relatives à la taxe perçue à l'occasion du renouvellement des autorisa-tions de travail délivrées aux étran-

 Du 3 juillet 1986 portant désignation des auditeurs de la trente-huitième session nationale de l'Institut des hautes études de défense nationale (cycle 1985-1986).

Nous participons à l'essor des industries

Naissances

- M=Roger LEFEBVRE

son premier petit-enfant

chez Francis et Hassus-Elabieta néz Sczypulska,

le 2 juillet 1986.

9 A, allée d'Honneur, 92330 Sceaux.

Mariages Claude BOUVIER

Jacques MIQUEL, ont la joie d'annoncer leur mariage, qu a eu lieu dans l'intimité, le 30 juin 1986.

> - Leila BOUHDIBA Christophe ALVISET

ont la joie d'annoncer leur mariage, qui a cu lieu à Paris, le 17 mai 1986.

Décès

- Jean Adam. son époux, Martine, Catherine, Olivier, Sophie ses enfants, Yvette Adam,

out la douleur de faire part du décès de

Amie ADAM.

en son domicile, le 7 juillet 1986.

Les obsèques auront lieu le jeudi 10 juillet, à 16 heures, au cimetière de Chaville.

- Tous ses amis de Lire pour comprendre ont la tristesse de faire part du décès de

Amie ADAM, qui a créé et inlassablement animé leur

L'inhumation aura lieu le jeudi 10 juillet 1986, à 16 heures, au cime-tière de Chaville.

- Les obsèques de

M= Gabrielle AVELLA,

auront lieu le vendredi 11 juillet 1986, à

On se réunira à l'église Saint-Joseph de Carcassoone (Aude).

De la part de M. et M™ André Rouja

Le présent avis tient lieu de faire

6, boulevard de la République, 92250 La Garenne-Colombes. - Karl Flinker a la profonde tristess de faire part de la mort de son père

Martin FLINKER, libraire et éditeur, chevalier de la Légion d'hor

qui s'est éteint paisiblement à Paris, le samedi 21 juin 1986, dans sa quatrevingt-onzième année, après une vie de travail exemplaire.

Scion sa volonté, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

- On nous prie d'annoncer le décès

M. Rémy GOUSSAULT, chevalier de la Légion d'honneur, ancien membre du Conseil économique et social,

survenu le 4 juillet 1986 à Paris, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Selon la volonté du défunt, les obsè-ques auront lieu dans la plus stricte inti-mité famillale.

Un service religieux aura lieu ulté-

11, rue Suger, 75006 Paris.

[Né le 17 avril 1903 à Paris, Rémy Goussaut, ingénieur apricole, a rempli des fonctions d'expert au naissière des affaires étrangères de 1948 à 1951, avent d'être envoyé en miseion aux Nations usies et à diverses conférences internationales. Il était entré au Corseil économique at acciel en 1959 et fut chargé de mission auprès du ministra d'East chargé des départements et territoires d'outre-mer (1968).]

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du - Carnet du Monde -, sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- La comtesse Roger Lefoulon,

- M. et M= Michel Lefoulon, M. et M= Hubert Lefoulon, M. et M= Jean-Pierre Lefoulon,
- ses enfants, M. et M= Michel Boucly,
- M. et M= Michel Boucay,
 M. et M= André Klein,
 M. et M= Laurent Thomas,
 M. et M= Jean-Baptiste Lefoulon,
 François, Etienne, Catherine, MarieNoelle, Marie, Paul, Vincent, Félicité
 Lefoulon,
 ses petits-enfants,

Ouentin et Aurélien.

es arrière petits-lik, Les familles Lefoulon, Labbée, onein, Hugo, Berton,

ont la douleur de faire part du décès di

comte Roger LEFOULON, inspecteur général bonorair d'Electricité de France,

officier de la Légion d'honneur commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, chevalier du Mérite de la République fédérale d'Allemagne.

uvem le 7 juillet 1986, dans sa quatre vingt-sixième amée.
La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 10 juillet, à 16 heures, en
l'église Saint-François-Xavier, place du
Président-Mithouard, à Paris-7.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue d'Estrées,

- M= Marie-Madeleine Morel,
- on épouse,

 M. et M= Bernard Jacrot,
 M. et M= Roland Morel, M. et M= Pierre Carrere,
 M. et M= Jacques Marot-Lassauzaie

ont la douleur de faire part du décès, en sa soixante-dix-neuvième année, de M. Constant MOREY. capitaine de frégate (ER), officier de la Légion d'honneur

commandeur de l'ordre du Mérite militaire, croix de guerre 1939-1945,

rvenu le 2 juillet 1986.

Selon son désir, ses obsèques reli-gieuses ont été célébrées dans l'intimité.

- Le cardinal lean-Marie Lustiger, La paroisse Saint-Pierre de Mont-
- rouge, Et les familles Meuillet, Cardenas et

remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine profonde lors du rappel à

Mgr Roger MEUILLET.

- Mª Germaine GAUTHEY. - M™ Pierre POINT, ses enfants et petits-enfan M= Marcelle Point,
- Et toute la famille, profondément touchés des marques de sympathie que vons leur avez témoi-gnées vous adressent leura sincères remerciements.

Rectificatif

3 Part 4:40

- Dans l'avis passé le 8 juillet 1986. il fallait lire :

M= Germaine Lubetzki et 2011 fils, Michel Lubertzki,

infiniment touchés par les marques de sympathie et d'amitié qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Maries LUBETZKI,

remercient tous ceux qui ont pris part à leur grand chagrin.

Anniversaires

Quand rè

20.00

31, 327

·v

tang a magazina a sa

MARIE CONTRA

70 41 5 4

3 mg

· --

 \mathbb{Z}_{+} : \mathbb{Z}_{+}

Section 1

والمراجع والتعاول

Sec. 10.

Sec. :

Post of

3.2

w~~ . . .

Farmer of

Corée : les 🧳

The same of the same of

- Ce 10 juillet 1986, quinzième

doctour Etienne GRANOTIER, une pensée est demandée à ceux qui

l'ont comme et qui restent fidèles à son

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT - Université Paris-II, mercredi 9 juillet, à 15 heures, salle des Conseils, M. Mohamed Reda : « La faisabilité économique du moléaire dans les pays en voie de développement : le cas du Maroc. »

Mort du peintre Gérard Schneider

Le peintre Gérard Schneider est mort à Paris dans la mit du 7 au 8 juillet. L'exposition organisée par la galerie Patrick Trigano, pour portes.

Gérard Schneider s'est imposé en 1946 chez Denise René comme l'un des leaders de l'abstraction lyrique avec Hartung et Soulages. Il prend alors son vrai départ. Les diverses phases d'une carrière qui s'est étendue sur solxante-dix ans ont d'ailleurs été rappelées lors de la rétro-spective qui, en 1983, après le Musée d'art et d'histoire de Neu-

châtel, avait été présentée au Musée d'art moderne de Dunkerque. Gérard Schneider est né le 28 avril 1896, à Sainte-Croix, dans le Jura suisse, d'un père antiquaire ébéniste à Neuchâtel qui, frappé par sa précocité, l'envoie à Paris en 1916. Après deux ans à l'École des arts décoratifs, il entre à l'École nationale des beaux-arts dans l'atelier Cormon, le temps d'acquérir un

métier solide, encore renforcé par

les travaux de restauration de

tableaux anciens et les portraits de

nmande qu'il exécute pour vivre. Lorsque, ayant épuisé toutes les ressources de l'art figuratif, il se lance dans l'infiguré, c'est tout l'acquis antérieur qui, à son corps défendant, dicte l'élégance et l'agen-cement des formes, règle leur conflit. A travers sa mémoire, les couleurs éclatantes s'appellent les unes les autres, trouvent d'ellesmêmes le ton juste. Il en résulte une œuvre violemment romantique, nente, somptueuse.

Gérard Schneider, naturalisé français en 1948, avait notamment obtenu le Grand Prix International de l'art abstrait Lissone 1957; en France, le Grand Prix national des arts de 1975, la médaille de vermeil de la Ville de Paris en 1983.

JEAN-MARIE DUNOYER.

1 000 000,00 F

GAGNE LE LOT DE

1 000 000,00 F

loterie nationale

TRANCHE (N° 201) DU

TIRAGE DU MARDI 8 JUILLET 1986

LE NUMÉRO 292390

LES BILLETS SE TERMINANT PAR (1)22 AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

loterie nationale TRANCHE Nº 201 DU

TIRAGE DU MERCREDI 9 JUILLET 1986 LE NUMÉRO 313814

LES BILLETS SE TERMINANT PAR 104 AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

Le Monde

MAGAZINE SPÉCIAL SICOB Parution le 15 septembre 1986 Renseignements publicité:

45-55-91-82, poste 4196

EniChem

l'amélioration de la valeur ajoutée des produits existants et à la conception

premières EniChem couvre l'industrie: produits chimiques de base, plastiques,

polymères techniques, caoutchouc et

latex synthétiques, fibres synthétiques,

produits agricoles, produits de chimie

pharmaceutiques et autres. Tous ces

materiaux sont disponibles à travers un réseau mondial de vente et de

certainement faire quelque chose pour

Le large faisceau des matières

intermédiaires pour détergents,

fine et spéciaux, produits

distribution. EniChem peut

des produits futurs.

EniChem (France) SA, Rue Lionel Terray 10, 92504 Rueil Malmarson Téléphone 1/47089249 Télex. 203998 Fax V47080459

LÉGION D'HONNEUR

MINISTÈRE

Sont nommés chevaliers :

Bordenave, André Bossut, Gaston Bour-geois, Georges Callet, Alcide Canut, Louis Capron, Eugène Carbonnet, Georges Carcey, Joseph Casoni, Jean Castagnet, Jean Charroin, Paul Clau-Castagnet, Jean Charroin, Paul Claudel, Jean Clout, François Conin, François Conin, François Coriou, Camille Coteret, Noël Crambert, Gaston Delcey, Oscar Delmarle, Pierre Dijoux, Jules Dufour, André Dumas, Joseph Dumortier, Charles Duplecy, Adrien Dupouy, André Dupret, Paul Flanjac, Abel Fontan, Marcel Fossé, Constant Fouquez, Albert Fourny, Clande Galluchon, André Gé-Fourmy, Claude Calluchon, André Géraud, Pierre Gerbaud, Louis Goascoz, Pierre Gouzes, Henri Grumbach, Magloire Guénolé, Julien Guilbert, Edouard Guilbaume, Jean-Marie Henry, Jean Hervouet, Claudius Janin, Raymond Jolivet, Josse Maurice, Jean-Marie Journou, Ludovic Laffanou, Léon Marie Journou, Ludovic Laffanon, Léon Lanoix, Jean Lapetite, Émile Lebigot, Jean-François Le Bloas, Robert Lemoine, Jean Léonard, Augustin Leroux, Louis Lesaulnier, Ernest Loubier, Eugène Louis, François Magnaud, Léon Mahéo, Albert Malbrand, Henry Manal, Céleste Marchand, Marcel Martin, Ceorges Martin, Désiré Martinet, Marcel Maurice, Jean Mazaudier, Sébastien Mélenec, Maurice Meunier, Claudius Miège, Victor Millet, Silvain Mouribot, Estix Montinuvent Inlien Morin, De-Mètenec, Maurice Meunier, Ciaunis Miège, Victor Millet, Silvain Monripot, Fèix Montjouvent, Julien Morin, Daniel Neven, Georges Nivoit, Raymond Pagin, Kléber Palazi, René Parisot, Alexandre Parise, Jean Pavier, Pierre Pécuno-Ponçon, Émile Perrin, Camille Petit, Jean Petit, Jean Philipot, Dominique Piocardo, Louis Pignard, Marcel Piq, Joseph Pitié, Joseph Planty, Clément Pommier, Léon Poncelet, André Pornon, Eugène Portier, Maurice Potin, Sylvain Poucheret, Léon Quentin, Henri Retourné, François Rey, Pierre Richard, Georges Ricoult, Alphonse Rocheville, André Rollet, Émile Romain, Charles Rosselle, François Ruhin, Anguste Sabatler, Marcel Sarda, Jacques de Sars, Louis Sassy, Pierre Signoret, Georges Soulet, Martial Teillout, Léopold Thibon, Prosper Thiboult, Victor Thué, Charles Touchais, Charles Turpault, Albert Turpin, Antoine Vazelle,

MM. Gustave Abelleyt, Jean Arché, Jean Balespouey-Castille, Joseph Ba-roin, Jean Barrère, Marcel Bazia, Mar-

DE LA DÉFENSE

MM. Pierre Balligant, Charles Buffenoir, Jean Diverrès, Emile Jaulin, Clé-ment Joly, Jean-Baptiste Loques, Louis Blondeau, Abel Seguin, Robert Tissot.

rom, Jean Barrere, Marcel Bazza, Mar-cel Beaugendre, Louis Belliard, Charles Bernard, Clément Berthommier, Mau-rice Beurton, Henri Blin, Emile Blot, Camille Bonneau, André Bonnet, Jean Bordenave, André Bossut, Gaston Bourpault, Albert Turpin, Antoine Vazelle, Antoine Vergnory, Joseph Vidal, Ga-briel Ville, Auguste Villette, Achille Vives, Marcel Voyeux, Maurice Wust.

مِلَدًا مِنْ اللَّصِلَّ

'LE DEVOIR

MONTRÉAL

e Nous, membres de l'Or-inisation des Nations unes, reclament solennellement

de travador d'urgence à l'ine

fondé sur l'écuté. l'écuté souveraine, l'interdépen-dance, l'intérêt commun et la

social, qui corrigera les inéga któs et rectifiera les inuel actuelles, permettra d'élem-ner le foxé cromment extre les pays développés et les

ration d'un nouvei oi

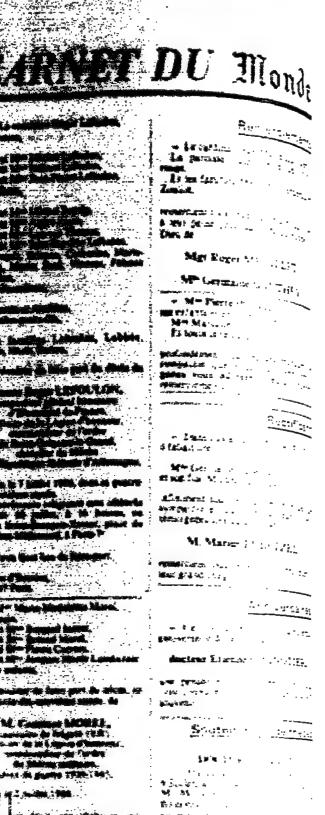
États, indépa

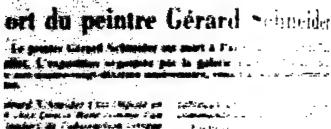
(Déclar

t= mm 1974 per la si

DA W N

le solei





. ديولاهدي

4.60 -

Marting of Sandages of prond - perpendies in the Price - detains for the State THE RESIDENCE AND THE RESIDENCE S. M. Pagemers, have do in 1917. कारत कुछा, तम प्रतिकृति प्रतिकृति है। स्कृतिकृति से विकासिक के तिका 1 16 TO 16 1 nei Brati Ald arrivately sin Munce make the second f midwe de l'Andregue Market Comment Beard Binbeniden der bei fe-Administration of the second west 1986 & Southern ties a figure **经营税的过去** 1 pre record from pero antiquate hant à Southfall for Proper per propositif d'annéed à l'arra en le agent desta des autres des la lacole des lacoles des lacoles des la lacoles des la lacoles des la lacoles des lacoles de l September 1 A STATE OF THE STA march a men a fline Begiere ber b med an impact of him for

40.00 Company to coping a designative and the appealant account straightful a gain arrange. The company service de April 100 TANK VINCE OF THE and the first of the second of SUSPENSE

TRACE DU MARDI & JUILLET TOUT # MUNESC 2 9 2 3 9 0

MENASTE METERONICO PAR 1 2 2 ACLE MENT BILLET, PROCHAIN

E BU MENCALDI 9 JULI

M LOTE SE TERMINANT PAR 1 0 4

TE LE GENT MILET, PROCHAIN

bres qui y contribuent le plus.

la coopération internationale, dont dépend le bon fonctionnement du système des Nations unies au service de la-paix, est tombée au niveau le plus bas. Tandis que la course aux armements atteint des dimensions inégalées et que le fossé entre pays riches et pays pauvres continue de s'élargir. Progressivement donc, le régime de

la peur - celui aussi de la colère s'étend, dans un monde menacé par ces deux bombes à l'énorme pouvoir destructeur que sont les armes nucléaires d'anéantissement et la misère indicible de centaines de millions d'hommes. Corrélativement, la recherche de la

sécurité est devenue l'obsédant souci des pays du Nord. Mais, s'il est naturel et légitime que partout les peuples preunent des mesures de défense pour surer leur vie et leur indépendance, de telles mesures sont injustifiables dès

privilèges de certaines nations gâtées par la géographie, l'histoire ou l'avance technologique qu'elles ont su prendre. Les chances d'un véritable développement s'en trouvent gravement compromises. Cette injustice est de moins en moins acceptée dans un monde qui connaît une multiplication sans précédent des moyens de communication, une croissance démographique explosive, et une dégradation écologique dont on commence à mesurer les désastreuses conséquences.

Des centaines de millions d'hommes refusent désormais de se résigner à la faim, au chômage, à la misère,

Avec la collaboration des organisations du système de l'ONU et d'associations françaises pour le développement **作添**的和 JINGJI RIBAO PÉKIN ● FORUM × EEVELOPPEMENT SYCIE WARSY AWY

Supplément mondialipour un nouvel ordre économique international

Le Monde

VARSOVIE

NANHTHKH • Magyar Nemzet • ELPAIS • POLITIKA BELGRADE

HEDIA

MEXICO

BUDAPEST

Quand règnent la peur et la colère...

A PRISSI

LE SOIR

BRUXELLES

朝

日

SHIMBUM

ASAHI

Nº 23

RENTE-HUIT gouvernements seulement ont adressé au secrétaire général de l'ONU des Le commentaires ou des propositions après que l'assemblée générale eut, en 1982 puis le 24 octobre 1985, jour du 40° auniversaire des Nations unies, proclamé 1986 Année internationale de la paix, et qu'elle eut invité tous ses membres à intensifier leurs efforts de coopération. Aucum d'eux n'appartient aux pays les plus riches et les plus puissants.

NEW-YORK

Plus préoccupant encore, un grand nombre des pays occidentaux témoignent anjourd'hui d'une nette désaffection à l'égard de l'ONU. Les Etats-Usis exercent m sur elle une sévère pression financière pour l'amener à modifier ses orientations et à changer le système de vote de son budget en faveur des Etats mem-

Pour cette raison, et bien d'antres qui résultent de l'implacable confronta-tion manichéenne entre l'Est et l'Ouest,

lors qu'elles visent aussi, comme c'est souvent le cas, à maintenir les positions de force et les

alors qu'au lieu de combattre systématiquement cette lèpre qui défigure le visage de l'humanité, des centaines de milliards sont consacrés par les Etats les plus forts à la recherche d'une supériorité militaire qui paraît à leurs yeux le seul vrai moyen d'assurer leur sécurité et leur prédominance. Mirage de tous les temps, cette quête de la sécurité militaire n'aboutit finalement qu'à créer toujours davantage d'insécurité.

Il est donc grand temps d'attacher la plus grande importance aux facteurs de sécurité et de paix non

militaires. Tout particulièrement aux facteurs moraux et même religieux qui tendent à nous donner une vision globale du « bien commun » de l'humanité, vision dont bien peu d'hommes d'Etat et d'informateurs sont pourvus. Celle que détenait par exemple M. Olof

Comment cependant, sans davantage de Incidité, de sagesse et de générosité, les habitants de la planète seront-ils en mesure de prévenir l'affrontement inexpiable qui se dessine entre deux sociétés rendues aveugles, l'une par son opulence excessive, l'autre par son insondable misère.

Les manifestations pour la paix se lient aujourd'hui ; elles témoiguent d'une prise de conscience croisante de l'urgence de mesures de coopération et de solidarité. A cet égard, le drame de Tchernobyl constitue un spectaculaire avertissement. Deux icurnalistes américains fort comus Anthony Lewis et Flora Lewis, dont pourtant les options différent souvent, l'out tout de suite compris. « Il est temps, vient d'affirmer le premier, de maître que la menace nucléaire est plus importante que l'idéologie, et que nos différences politiques sont modestes en comparaison du danger qui pèse sur nous. Il faut cesser d'avoir une foi aveugle dans une technologie

qui n'est et ne sera jamais infaillible. » An lieu, écrit en substance l'autre journaliste, de se livrer à une bataille de propagande dérisoire au sujet de Tchernobyl, les Super-Grands feraient mieux de conclure, avec l'aide de l'Agence atomique de Vienne, un traité établissant les règles rigoureuses d'une sécurité nucléaire internationale.

Est-il en effet d'autres moyens de désamorcer au plus vite l'une des deux bombes qui mettent en péril le destin de l'humanité ?

JEAN SCHWŒBEL,

NATIONS UNIES

Les voies non militaires de la sécurité

FFECTER une partie des res-sources libérées par le désar-mement au profit du développement socio-économique des pays du tiers-monde est en général considéré comme souhaitable. Il devient aussi évident qu'il ne peut s'agir d'un simple transfert de ressources. D'une part les pays industrialisés, tout comme les pays en développement, voient dans le développement et le désarmement deux processus distincts et parallèles. Comme si l'absence de progrès de l'un n'avait pas de répercussions sur l'autre. D'autre part, tout le monde est persuadé qu'il ne peut y avoir ni désarmement ni développement sans le respect des règles de sécurité.

La reconnaissance de cette interaction triangulaire entre développement, désarmement et sécurité offre donc un cadre de réflexion politique. Mais les difficultés commencent quand on cherche à rendre ces notions opération-nelles. Si lent et hésitant qu'il soit, le processus de désarmement est grossièrement quantifiable par la réduction des arsenaux et des personnels militaires. De même, le développement sous des formes très différentes d'un pays à l'autre, offre des critères identi-fiables. Seule la sécurité reste une perception, et non un processus. La poursuite de la course aux armements, surtout dans le domaine nucléaire, menace plus l'humanité qu'elle ne la protège, conclut très clairement le document final de la session sur le désarmement. De plus, la géo-politique conduit à définir la sécurité dans des termes de plus en plus économiques. Il est temps de considérer les menaces non militaires à la sécurité, comme la baisse de croissance économique, les freins au progrès social, le chômage, la rareté des ressources humaines et matérielles, l'insécurité alimentaire et une grave dégradation de l'environnement. Ces problèmes non militaires appellent des réponses non militaires. Or les ressources financières et matérielles pour y faire face sont limitées et

Une réduction des armements permettrait de dégager des moyens qui élargiraient la gamme des possibilités de l'économie. Ce qui intéresserait autant les pays industriels que les

effets pervers de la course aux dépenses militaires. En effet, en situation de crise, les exigences militaires ont tendance à supplanter les besoins civils, au Nord comme au Sud. Pourtant, il est bien préférable de s'atteler à améliorer les niveaux de vie, plutôt qu'à accroître l'arsenal militaire. D'autant que ce qui est militaire est très vite détruit ou périmé. Si la recherche ou la formation militaires offrent parfois des débouchés dans le domaine civil, cette voie reste douteuse pour mettre en valeur le capital humain. Il existe des voies plus sûres, non mili-

Du fait que les dépenses mondiales en armement continuent d'être concentrées dans les pays industriels, et que les problèmes socio-économiques les plus aigus restent localisés dans les pays en développement, on a tendance à considérer le développement comme l'ultime bénéficiaire du désarmement. Pourtant, n'envisager le développement qu'en termes de bénéfice ne contribue guère à créer entre ces deux processus ine relation dynamique ment mutuel.

Ces tensions socio-économiques nées du sous-développement, ce mal-développement sont les menaces non mili-taires à la paix et à la sécurité, au niveau mondial. C'est pourquoi le développement est un facteur de paix; il écarte les menaces non militaires qui pèsent sur le bien-être et la sécurité des peuples, et favorise ainsi un climat international plus stable. C'est pourquoi on peut considérer le lien entre désarmement et développement comme une voie à double sens.

Le souci de sécurité et de souveraineté de tout Etat est légitime. Mais il est vain de rechercher la sécurité par un degré toujours plus poussé de militarisation. La sécurité passe au contraire par des niveaux plus bas, plus équilibrés et vérifiables de l'investissement militaire. Ainsi, le désarmement, le développement et la sécurité peuvent être considérés comme une véritable triade, pour le bénéfice et la paix inter-

JAN MARTENSON Secrétaire-général pour la Conférence sur le désai et le développement

CHOSUN/ILBO (Séoul)

Corée : les cendres brûlantes de l'histoire

DEU de peuples ont aussi soif de paix que le peuple coréen, qui a connu la tragédie d'une querelle intestine à travers la guerre de Corée. Personne ne peut imaginer cette époque sans l'avoir vécue.

Pendant la guerre de Corée, commencée en 1950, les Coréens ont assisté à des scènes inhumaines. Un frère aîné braquant son fusil sur le frère cadet, un fils trahissant ses parents...

Cette guerre était une guerre idéologique entre l'Est et l'Ouest, dans laquelle les intérêts s'opposaient totale-

Les montagnes fleuries, les fles, la côte de la mer du Sud dont les Coréens sont si fiers ont été tachées du sang de plus de 1 600 000 jeunes soldats. Ceux de la Corée du Sud, ceux de l'armée américaine, des contingents des seize pays engagés sous le drapeau des Nations unies, ceux de l'armée de Corée du Nord et de l'armée chinoise.

En outre, plus de dix millions de familles dispersées par la guerre, séparées entre le Nord et le Sud, attendent

le jour de se retrouver. Quarante ans de séparation est une période trop longue DOUL GUY

Aujourd'hui, la « ligne d'armistice » entre le Nord et la Sud est fortifiée. imprenable. Seuls les animaux peuvent la traverser. Récemment, des délégués des deux zones l'ont franchie dans le cadre des entretiens entre le Sud et le Nord: mais cela reste excentionnel. Les civils n'ont pas le droit d'appro-

> Une division à caractère international

Les Coréens d'aujourd'hui ressentent une grande douleur et une profonde rancœur face à cette situation. Mais devant les épisodes récomment connus de cette guerre de Corée, nous nous réjouissons que l'armistice ait été conclu dans la péninsule. Le général

l'armée des Nations unies et commandant de la huitième armée américaine, a en effet déclaré, le 24 juin 1983, alors qu'il était interviewé par des journa-listes coréens, que les Etats-Unis avaient en l'intention d'utiliser à cette époque des armes nucléaires. Des documents du département d'Etat américain montrent bien que le président Eisenhower avait examiné la possibilité de lancer des bombes nucléaires près de la ville de Kaisung, au nord de la ligne d'armistice.

La Corée n'est ni un pays vaincu de la deuxième guerre mondiale, ni un pays qui a provoqué la guerre. La Corée était un Etat nouvellement indépendant, qui s'est empressé de constituer un nouveau gouvernement dès sa libération de la colonisation japonaise.

La seule pensée que la Corée ait failli recevoir des bombes nucléaires au nom de la confrontation idéologique Est-Ouest nous effraie.

YONG-SUK SHINL (Lire la suite page 22.)

LE MONDE (Paris)

Un doigt dans l'engrenage

ANS un recoin de la planète. sans grande importance pour les superpuissances, un chef de gouvernement soucieux de paix, mais inquiet de voir les déclarations d'intention régulièrement démenties par les faits, a tenté une expérience. L'an dernier, en désespoir de cause, mais délibérement, il a mis le doigt - un doigt de raison - dans l'engrenage irrationnel et ruineux de la surenchère nucléaire militaire.

Depuis lors, l'engrenage, mû par la logique antagoniste des Goliaths planétaires, Etats-Unis en tête, menace de broyer ce David pacifiste ravalé au rang de mauvais exemple et de mauvais allié.

La démarche du premier ministre David Lange - c'est évidemment de lni qu'il s'agit - a essentiellement consisté, on le sait, à interdire l'accès des ports néo-zélandais aux navires dotés d'armements nucléaires. Chez les Américains, les premiers touchés, la mesure a suscité un tollé et des mesures de rétorsion. Et l'affaire n'est pas terminée.

Pourtant, le défi néo-zélandais ne manquait à priori ni de bon sens, ni de logique, ni même de sens démocratique. La démarche se voulait un premier pas concret dans le sens d'un renforcement négatif » de la dissuasion, par opposition au « renforcement positif - qui consiste à revoir indéfiniment à la hausse les stocks d'armes et les zones d'influence nucléaires.

Allant au-delà de la réthorique pacifiste qui accompagne rituellement chaque progrès dans l'escalade, Wellington diszit, en quelque sorte, à Washington et, incidemment, à Moscou : 1. Vous êtes piégés dans une surenchère dont vous ne sortirez jamais sculs; 2. Sa dynamique et son potentiel destructif sont tels que la logique de la négociation préalable à toute diminution est absurde : aujourd'hui la guerre des étoiles, demain quoi ? ; 3. On peut, on doit, faire le premier pas. Nous le faisons compte tenu de nos possibilités. Pas contre nos alliés, mais pour préserver les voies de la raison et les chances

ROLAND-PIERRE PARINGAUX. (Lire la suite page 22.)

ZYCIE WARSZAWY (Varsovie)

Allemands et Polonais

« Tant que le monde durera, Allemands et Polonais ne sauraient être frères. » Ce vieux proverbe polonais reflète la terrible histoire germano-polonaise, pleine de haine et de guerres, illustrée par une frontière qui a toujours été un front. Histoire également de la fabrication de stéréotypes hostiles, véhiculés aussi par les livres acolaires d'histoire, et de géographie en particulier.

Après la première guerre mondiale déjà, la Société des nations avait lancé l'idée d'une critique de l'enseignement de ces disciplines. Sans grand effet. Après la seconde guerre mondiale, l'UNESCO relance l'idée, et des commissions se forment. La commission franco-ellemande pour les manuels scolaires se met à l'ouvrage de façon très constructive. Le dialogue entre la Pologne et la RFA fut plus délicat. Il se poursuivait dans un vide politique, les deux pays n'entretenant aucun contact diplo-metique et le sujet étant perticulièrement brûlent. Il fallut attendre 1970 et la signature du traité de normalisation de ces relations pour que des historiens et des géographes élaborent des recommandations sur les points les plus controversés de ce passé : la formation des Etats européens, la Silésie et la Poméranie, la colonisation de l'Europe centrale et orientale au Moyen Age, le partage de la Pologne, la

Ces recommandations ont dans l'ensemble répondu aux attentes, même si l'application de certaines d'entre elles ont posé quelques problèmes en RFA. Le mythe de l'« expulsion » de la population allemende après 1945 persiste par exemple, considérée en RFA comme « l'initiative des Polonais », sans qu'il soit tenu compte des ordres donnés par les nazis ni des décisions de Postdam.

Cependant, les efforts pour surmonter quelques controverses sont réals, de part et d'autre. C'est en ce sens que le premier président de la commission germano-polonaise déclarait : « L'issue d'un tel combat ne peut être qu'une défaite ou une victoire commune, puisqu'il s'agit d'éveiller chez les jeunes un esprit de compréhension, de réconciliation et d'amitié. »

WOJCIECH POMIANOWSKI.

ASAHI SHIMBUN (Tokyo)

Des techniciens japonais pour l'Afrique

La beauté et la solidité d'un tapis tiennent à l'entrecroisement soigné de la chaîne et de la trame. A cet égard, il y a bien peu de beaux tapis en Afrique ; vingtcinq ans après l'indépendance, aucun pays du continent ne présente de signes d'amélioration dans sa situation économique. Et même l'écart continue de se creuser avec les démocraties industrielles. La fragilité des relations horizontales dans le continent en est sans doute la cause !

Il faut trente-cinq heures pour aller de Dakar à Nairobi, le téléphone murche si mal que les fonctionnaires des Nations unies par exemple communiquent par radio.

Depuis 1960 (ennée de l'Afrique), plus de soixante-dix coups d'Etat ont eu lieu et treize chefs d'Etat ont été assassinés. Cette situation encourage les populations, condamnées à la misère, à désavouer les gouvernements élus au profit d'un dictateur qui promet de soulager les misères, tuant ainsi dans l'œuf le germe de la La fait que l'ONU ait proclamé 1986 Année internationale de la paix et

igné l'aide à l'Afrique comme priorité pour la communauté mondiale est tout à fait significatif. Il est grand temps en effet que les pays donateurs prenne conscience que le traitement ponctuel des symptômes ne guérira pas le mai africain. Il ne suffit pas que des carnions et des appareils électriques japonais affluent en Afrique. Si les Japonais ne travaillant pas au coude à coude avec leurs home logues africains, ce type d'aide reste vain. Le Japon doit désormais axer davantage son aide vers l'envoi d'un personnel compétent et qualifié.

SEIICHI KUBOTA.

EL DIA (Mexico)

Une question de vie ou de mort

Les deux guerres mondiales ont été l'occasion pour les connaissances acienti-fiques de faire de grands progrès, par leur application au domaine militaire. C'est ainsi que les blindés ont remplacé la cavalerie, que l'aviation a été utilisée pour l'attaque et l'observation militaires, que l'on a commencé à utiliser la chimie contre les armées et les populations civiles. La seconde guerre mondiale a marqué le franchissement d'une étape encore plus dangereuse, l'affrontement per les armes

En même temps, la fin de cette guerre menait à la création de l'Organisation de Nations unies. Depuis, plus d'une centaine de conflits ont éclaté, dont beaucoup durent encore. Pour des millions d'êtres humains, la guerre est plus qu'une menace; c'est la sinistre réalité de la faim, de la misère, des maladies de la malhutrition, autant de fléaux qui portent en eux un réel potentiel d'extermination de l'espèce humaine. Ce sont là les caractéristiques «secondaires» d'un monde prétendu pacifique, où l'on pratique une « économie de guerre » très développée et

Personne n'a su empêcher que la médecine serve la guerre : la même science a permis d'éliminer la variole et de créer, associées à la chimie, de nouvelles armes de mort. L'astronautique nous permet de percer les mystères de l'univers et invente des armes atomiques de plus en plus perfectionnées et dangereuses. Les moyens de communication jouent dans le « conditionnement » de nos consciences, donnant une sorte de brevet de « naturalisation » à la destruction et à l'holocauste.

Interrogé sur la façon dont il envisageait la troisième guerre mondiale, Albert tein répondit : « Ce que je sais, c'est que la quatrième se fera à jets de pierres. » Outre sa brutalité, catte réponse semble bien optimiste : qui, en effet, sera encore

RUBEN MONTEDONICO.

EL PAIS (Madrid)

Vers une communauté ibéro-américaine

L'Espagne prépare avec discrétion mais détermination ce qui pourrait bien être sa principale contribution aux célébrations du cinq centieme anniversaire de la découverte de l'Amérique (qui se dérouleront en 1992) : la constitution d'une communauté ibéro-américaine des nations, qui offrirait de solides bases de pacification en Amérique latine. Le roi Juan Carlos 1° a laissé prudemment entendre que cette idée pourreit devenir réalité dans les six ans à venir. Une réunion des chefs d'Etat latino-américains dans l'un des lieux où prirent forme les voyages de Chrissophe Colomb jetterait les premières bases juridiques de la communauté.

Forte de l'autorité que lui confère le passage pacifique d'un régime autoritaire à un système démocratique effectif, l'Espagne est sujourd'hui ploinement qualifiée pour prendre une initiative de ce genre. A Madrid, on conclut des alliances, des resprochaments se négocient... La communauté de langue, la singularité d'un même tronc culturei pour 300 millions de personnes sont en Amérique des réalités issantes et vivantes. L'autorité morale du roi Juan Carlos à des mome critiques de l'histoire de certains pays, comme l'Argentine au sujet des droits de l'istime de l'Amérique centrale est l'un des points de l'Amérique centrale est l'un des points chauds de la géographie mondiale, où les blocs se disputent l'hégémonie et où la peak est gravement menacée.

ANGEL LUIS DE LA CALLE.

LE SOLEIL (Dakar)

L'apartheid, régime de guerre

sident sud-africain et son entêtement à vouloir pérenniser le régime de l'apartheid contribuent de plus en plus à la destruction économique de son pays et à celle de ses voisins de la ligne de front, en plus de la menace qu'ils font peser sur la paix de la région. Les manœuvres de diversion et les réformettes trompe-l'œil, dictées par le souci d'endiguer la vague d'inquiétude et d'agitation sociale, masquent mal la réalité. La levée de l'état d'urgence, les réformes de lois d'urbanisation, la suppression des « pass », sont appuyées par un regain d'agressivité et une escalade militaire vis-à-vis des pays limitrophes, comme le prouve la mise au pas du Swaziland et du Lesotho, qui menacé d'asphyxie économique, s'est jeté dans les bras de Pretoria, - et la livraison en mars dernier de missiles Stinger au rebelle Sawimbi. Les « préoccupations sécuritaires » paralysent tout essor économique et social de l'Afrique du Sud et de ses voisins. Le président cap-verdien, récemment en visite en Afrique australe, l'a dit très clairement : . Tant qu'il y aura l'apartheid, il n'y aura pas de paix dans la région. »

Le budget sud-africain pour 1986-1987 reflète lui aussi la nature belliciste du régime de Pretoria : une hausse de 20 % des fonds consacrés aux tâches de maintien de l'ordre raciste portent à quelque 2,56 milliards de francs CFA l'enveloppe de la défense. Ces chiffres montrent bien qu'aucune perspective sérieuse de paix n'est envisagée par le pouvoir, malgré les gestes politiques et les coups médiatiques destines à endormir l'opinion internationale. Les déclarations du président

devant son Parlement, au sujet de l'accession à l'indépendance de la Namibie qu'il administre illégalement étaient d'ailleurs bien inconsistantes; bien peu convaincante également la tentative de faire du retrait des Cubains d'Angola le dernier obstacle à un règlement pacifique des conflits de

Pretoria va augmenter de 55 % le budget destiné à la Namibie. Cette augmentation, ajoutée à celle du budget de guerre, exaspère la communauté noire et précipite les risques d'explosion. Certains milieux d'affaires blancs prennent également conscience que ce régime de ségrégation ne favorisera pas toujours leurs intérêts.

La conjonction des effets de la crise économique généralisée et des violences raciales exacerbées laissent entrevoir de sombres perspectives pour l'Etat sud-africain, aujourd'hui au bord de la guerre civile généralisée, du fait du refus obstiné de son président de satisfaire les revendications légitimes de l'immense majorité de la popula-tion : la libération de Nelson Mandela et l'abolition du système de l'apartheid.

La coîncidence fortuite, ce mois de juin, de la conférence internationale sur l'Afrique du Sud (où sont étudiées les sanctions contre elle), du dixième anniversaire de la tuerie de Soweto; mais surtout du mouvement de grève généralisée décidé par l'ANC en Afrique du Sud, sont autant de signes que le pouvoir devrait prendre en considération, comme tous les hommes épris de paix et de justice.

AMADOU GAYE.

TRIBUNE DES NATIONS UNIES: UNESCO

Construire la paix dans les esprits

VOQUER la «défense» de la paix provoque des réactions paradoxales dans l'opinion publique. D'un côté, la permanence, voire la primauté de la force dans les rapports entre les nations et au sein des sociétés, conduit à taxer les apôtres de la paix d'idéalistes, sinon d'imposteurs.

A l'opposé, le spectre de la guerre hante toujours ceux qui l'ont vécue et effraye leurs enfants. « Plus jamais ça » reste un mot d'ordre universel.

L'action et, quarante années après sa fondation, le bilan du système des Nations unies sont parfois appréciés d'une facon tout aussi ambivalente. Défendre la paix, c'est d'abord éviter la guerre là où court le risque qu'elle se

L'Organisation des Nations unies abrite les mécanismes politiques visant à résoudre les crises pouvant conduire à un conflit armé. Elle dispose même des instruments destinés à interdire ou à empêcher le recours à la guerre. Mais le système des Nations unies, et en particulier ses agences spécialisées», dont l'UNESCO, se consacrent autant à la construction de la paix qu'à la prévention de la guerre.

Le préambale de l'acte constituțif de l'UNESCO s'ouvre ainsi : « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être érigées les défenses de la paix.

En quarante années d'existence, l'UNESCO a tissé un réseau sans équivalent au monde pour échanger les connaissances, confronter les expériences, diffuser les idées, avancer dans la recherche fondamentale et appliquée. Directement, à travers les comssions nationales et des organisations non gouvernementales, ou dans le cadre des grands programmes internationaux, des milliers d'éducateurs. d'hommes de sciences, d'artistes venus de tous les continents et d'opinions les phis diverses communiquent à travers l'UNESCO.

Cette action intellectuelle est la base même de son œuvre. Elle est complétée autant qu'irriguée par l'adoption de conventions, recommandations on déclarations, et l'action opérationnelle : le développement pratique de l'éduca-tion, de la science et de la culture, surtont dans les pays qui en ont un urgent

Dans ses domaines de compétences, l'UNESCO veut asseoir la paix en pro-

mouvant une pensée universelle qui repose sur les mêmes idéaux tout en s'enrichissant des acquis propres à l'histoire de chaque peuple. Tout le reste est technique.

Utopie ? Echec ? Certes, le monde n'a pas connu de conflagration généralisée depuis quarante ans, mais des millions de personnes ont péri dans des guerres localisées pendant cette période. Le taux d'analphabétisme dans le monde diminue, mais ils sont encore plus de huit cents millions à n'avoir pas eu la chance d'apprendre à lire et à écrire. En général, les capacités éducatives, scientifiques et culturelles restent très inégalement réparties entre les pays, et parfois même les disparités s'accentuent.

La carence de la coopération intergouvernementale

Faut-il pour autant condamner en bloc le système des Nations unies parce que les guerres continuent, parce que la pauvreté, la maladie et l'ignorance restent le lot quotidien de milliards d'individus? Il est certes impossible d'évaluer ce qu'il a apporté,

De combien la paix se renforce-t-elle quand des scientisiques venus de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud travaillent ensemble à réhabiliter des terres arides au Sahel, quand une nouvelle école s'ouvre au fond d'une vallée andine, quand la restauration d'un chef-d'œuvre du passé le révèle enfin à des visiteurs venus du monde entier ?

Mais avant d'affirmer l'inaptitude du système des Nations unies a remplir son rôle, voire sa nocivité, il conviendrait de répondre à une question : tous les pays, et en particulier les plus puissants, se sont-ils réellement appuyés-sur ce système pour qu'il accomplisse sa mission, c'est-à-dire contribue à résondre les grands problèmes mondiaux ?

C'est un manque de coopération internationale intergouvernementale qui aujourd'hui freine les efforts de paix. Rappelons-nous un précédent, de sinistre memoire : la paralysie de la Société des Nations, l'ancêtre de l'ONU, a précédé de quelques années sculement la deuxième guerre mon-

RENÉ LEFORT, Office pour l'information du public (OPI).

LE MONDE (Paris)

Un doigt dans l'engrenage

ascientifiques amén

en revolte?

Sound

(Suite de la page 21.)

Pour M. Lange, la position géopolitique marginale de la Nouvelle-Zélande devait permettre de se soustraire à la logique de la confrontation globale et aux contraintes des alliances sans vraiment mettre ses alliés en danger. Des considérations morales et électorales lui en faisaient, en outre, une obliga-

Enfermés dans une logique opposée, les grands de son camp (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France et même, en Asie, Japon et Australie) n'ont guère apprécié la leçon. Ils n'y voient qu'uto-pie, danger de contamination, trahison et affaiblissement de l'Occident face à Moscou. On ne met pas impunément en doute les prémisses d'une stratégie qui fait de la suprematie nucléaire et du manichéisme politique les meilleurs garants de la paix planétaire; qu'elle soit americana ou sovietica. Encore moins, lorsqu'on est dans le camp de l'Occident, en postulant que l'atome militaire est plus maléfique que le com-munisme lui-même.

Dans le même ordre d'idées, les puissances occidentales n'ont pas non plus goûté la création l'an dernier par les pays du Pacifique sud (Australie et Nouvelle-Zélande en tête) d'une zone dénucléarisée, la troisième du genre. Contrairement à Pékin et Moscou, disposés à s'y associer, elles renâclent à signer les protocoles du traité. Question de philosophie autant que de stratégie.

Dans leur résistance à l'entraînement dans la dynamique globalisante de la course à l'apocalypse (et aux campagnes d'essais nucléaires français dans leur environnement), les paci-fistes du Pacifique – qui sont, soit dit en passant, plutôt modérés et prooccidentaux - ont paru ces temps der-niers singulièrement isolés.

Cependant, depuis peu, divers signes semblent aller dans leur sens : celui, disent-ils, du bon sens. Certaines initiatives : maintien pendant un an du moratoire sur les essais nucléaires soviétiques, en dépit de la poursuite des tirs américains : mise en cause du programme IDS (guerre des étoiles) et appel à son boycottage par six mille savants américains qui le jugent plus dangereux que bénéfique pour la paix ; catastrophe de la centrale soviétique de tout cela devrait conforter quelque peu M. Lange et ses voisins allergiques à l'atome.

Sans doute ces quelques hirondelles ne suffiront-elles pas à faire le printemps. Du moins peut-on espérer qu'elles éloigneront le spectre de l'hiver nucléaire des mers du Sud. Une région, entre autres, où on se porterait mieux si les superpuissances ne venaient pas traîner leurs sabres atomiques. Et si une partie, même infime, des milliards engloutis dans la surcapacité du potentiel de destruction des populations était investie dans des programmes indispen-

sables à leur survie. **ROLAND-PIERRE PARINGAUX.**

CHOSUN/ILBO (Séoul)

Corée : les cendres brûlantes de l'histoire

(Suite de la page 21.) Depuis l'accord d'armistice de juin 1953, quatre cents réunions de la commission militaire d'armistice et plus de cinq cents rencontres de secrétaires se sont tenues. Malgré ces efforts, la situation sur la ligne de démarcation de 250 km, loin de s'améliorer, continue de se tendre. Des faits se succèdent sans cesse qui pourraient entraîner une guerre générale entre le Nord et le Sud. L'amélioration constante des forces de combat pèse sur l'économie, tant du Nord que du Sud, et demande des sacrifices de plus en plus lourds aux Coréens, provoquant des tensions intérieures politiques et sociales.

La situation internationale dans la région n'est pas calme non plus. Les Etats-Unis, le Japon, la Chine, renfor-cent leurs armées. On se demande chaque jour quand cette paix incertaine se brisera. La réalité est comme un tas de

cendres fumantes, ni paix ni non-paix. Nous savons que certains cherchent à tirer profit de cette situation en souf-flant sur les braises de la guerre dans la péninsule coréenne. Nous leur disons :
« Nous sauvegarderons la paix en toutes circonstances, nous ne nous trompons pas sur votre idéalisme et ne tremblerons pas devant vos menaces.

 $\{q_1, \cdots, q_n\}$

Les Jeux olympiques de Séoul en 1988 contribueront concrètement à éta-blir la paix en Corée. L'esprit de ces Jeux n'est-il pas de promouvoir l'entente mutuelle?

L'idéal de réunification de notre pays est beau. Mais nous avons appris à plusieurs reprises que les seuls prin-cipes ne suffisaient pas à construire la paix. Nous nous baserons donc sur des réalités concrètes. La paix dans la péninsule relève de la responsabilité de ceux qui l'habitent. Mais nous désirons aussi l'aide de la communauté internationale. Puisque la division de notre pays a un caractère international

. YONG-SUK SHEN.

WE AND SE ALTO m de miret ger

AMARON GAYS.

--n die segue propies d Santo propie I con 2

idea * Carren, in Manage D'En suaffigatelien glieben to see that does much titings for piri dess dis tillistics perulical corty they I registrabilisms Blek WARM of Sales in the case subore to be shown to and the same

Un doigt dans l'engrenac

deres -**阿斯斯特 点** 海鉄管 気に切ってこうり マイ Meat matter in cumsules in the Mai est la cole to a fen grande in APPRECIE LA par, dan grit un . er affigite vie ... dimine it is

gue fant de la de rate and dafarts de . . IN Registrati, e Middle of the Cynneer ... Dane .

months in the bern du ?!. Secretar de Section 2015 Pente i : de charac Dane sammerne: . **建工工工工** Tuetta de Po gr Baller Buffe of Salar

Later 10 TO Bern itt 20 4 ER 4 82 THE REAL PROPERTY. T. Mermid: boun cria :

AND BUTTO は悪なる Secretary tinging a color. Mar des China . See 747 / Fig. - Spring State Control THE RESERVE WE HAVE THE

MATERIAL A. ..

CHOSUN Corée : jes cendri

brûlantes de l'hist."

ROLAND PL 1945NO

Depuis . . 1833 444 grade of the 14 " ... Ti والمعكومينة President. 📥 🗯 1879 MARK JEAL! The Later of the L 14.59 24 m. بدو وتواو ۾ ausainn **克莱克克 新生**物 1000 1000 THE MET SET

New March 医乳膜纤维 化 Const No. MA SHATT Asset levels famile (11 1 1 1 1

Les vest 14 L L L lene a co . 2. **実施の基本 ま** なみ デ

4. 4.4 Mar bei Ma Mid Margar in the

INTERNATIONALE DE LA PAIX

LE DEVOIR (Montréal)

Les scientifiques américains en révolte?

ES scientifiques américains, après avoir contribué allègrement à la course aux armements depuis la seconde guerre mondiale, sont-ils en train de tourner le dos à leur gouvernement et aux projets militaires du Pentagone ? Si la révolte gronde, comme l'indiquent les campagnes contre l'augmentation de l'arsenal nucléaire et le projet d'Initiative de désense stratégique, on est encore loin du désarmement ou de la remise en question totale de la recherche militaire.

Depuis un an, une importante campagne contre le programme de recherche sar l'IDS se déroule à travers les Etats-Unis et frappe surtout les campus universitaires. De nombreux scientifiques, persuadés que l'IDS représente une nouvelle course aux armements qui n'apportera pas la protection promise par le président Reagan, font circuler une pétition demandant à leurs collègues de promettre de ne pas accepter de contrats liés à la défense stratégique. Jusqu'ici, ils ont réussi a recueillir les noms de 5 000 professeurs, étudiants diplômés et chercheurs de quarante-trois universités. Dans certaines d'entre elles, 75 % des professeurs de physique, 40 % dans l'ingénierie et 80 % dans l'informatique ont fait vœu de ne pas céder aux 300 millions de dollars que le Pentagone offrira aux universités d'ici à 1988.

> Trente et une universités

La contestation a même entraîné un scientifique aussi réputé que Hans Bethe, prix Nobel de physique et un des pères de la bombe atomique, qui lutte aussi contre les essais nucléaires. Toutefois, le Strategic Defense Initiative Office a fait savoir qu'il avait reçu plus de trois mille demandes de subvention de la part d'universitaires. Déjà, trente et une universités ont reçu 84 millions de dollars dans le cadre

Mais les chercheurs universitaires ne représentent qu'une fraction des 200 000 scientifiques qui travaillent dans le domaine militaire aux Etats-Unis, Ainsi, la recherche militaire s'effectue principalement dans les laboratoires privés et gouvernementaux, comme ceux de Los

Ces deux institutions emploient 16 000 personnes et ont un budget total de 1,5 milliard de dollars, en hausse de plus de 100 % depuis 1980. Le Lawrence-Livermore est le fer de lance du développement d'armes nucléaires de troisième génération et qui sont destinées à équiner des armes antimissiles. De nombreux scientifiques ont accusé leurs collègues de mentir sur les performances du laser et son rôle uniquement défensif. La guerre ouverte entre les partisans et les opposants est tellement vive qu'on s'accuse mutuellement d'incompétence, et certains jeunes scientifiques vont jusqu'à demander aux opposants, dont le D' Bethe, de leur donner une chance et de se rappeler leur enthousiasme lorsqu'ils construisirent la première bombe atomique.

40 milliards de dollars pour la recherche militaire

Le gouvernement américain consacre 73 % de ses ressources en recherche et développement aux programmes militaires (le Japon 5 %). Sur les 40 milliards de dollars alloués, 1 milliard de dollars seulement vont aux universités. Le Pentagone n'est donc pas dépendant des universités, mais celles-ci le sont et de plus en plus. Depuis 1980, le financement de la recherche universitaire par le Pentagone a augmenté de 74 %.

La dépendance envers le Pentagone se fait particulièrement sentir dans certaines disciplines. Les sciences de l'informatique et les mathématiques reçoivent 50 % de leurs subventions du Pentagone et l'ensemble de la recherche dans l'ingénierie 40 %. Les départements de physique sont aussi touchés, car bientôt la seule source nouvelle de financement viendra du pro-

gramme IDS. Les universités sont piégées. Le Massa-chusetts Institute of Technology (MIT) reçoit par exemple 30 % de son budget de recherche du Pentagone. Et le gouvernement ne se gêne pas pour menacer les universitaires qui protestent contre le pro-

Malgré cet accès de fièvre, la plupart des chercheurs universitaires ne sont pas contre la recherche militaire. David Parmas, un des informaticiens les plus ré-

putés d'Amérique (qui a démissionné d'un comité du Pentagone sur l'IDS), a bien pris soin de faire la différence entre son opposition – technique et non politi-que – à l'IDS et la poursuite de ses recherches militaires. Il semble bien que, s'il advient un ralentissement du programme IDS et une amélioration des relations politiques et militaires entre les Deux Grands, les scientifiques contestataires retourneront dans leurs laboratoires. « Ils poursulvront leur travail, déclarait devant le Congrès un ancien directeur du laboratoire de Los Alamos. et tenteront d'influencer le Pentagone pour qu'il envisage d'utiliser les armes qu'ils développent. »

JOCELYN COULON.



DAWN (Karachi)

Sous la menace des Grands

SELON l'un des scénarios classiques de la troisième guerre mondiale, l'apocalypse se déclenche dans le tiers-monde. Pourquoi ? Parce qu'il est à prévoir que les grandes puissances préfé-reront tester l'efficacité de leur arsenal nucléaire aussi loin que possible de leur

En fait, un accord tacite de nonagression entre les Deux Grands, à supposer qu'il existe, accroîtrait considérablement les risques de conflit nucléaire. Fort heurensement, on ne peut imaginer de situation qui exclurait totalement le risque d'une destruction mutuelle, et ce seul fait a jusqu'à présent retenu les Grands de se livrer à des expériences désastreuses.

Certes, il y a bien d'autres variables, comme l'accession de plusieurs Etats du tiers-monde à l'arme nucléaire. Mais les Granda conservent une supériorité technoogique très avantageuse.

Etant donné que la guerre nucléaire constitue actuellement la plus grave me-nace qui pèse sur la survie de l'humanité et que la probabilité de l'emploi d'armes génocides est beaucoup plus élevé dans le tiers-monde, ce problème mériterait, de la part des pays en développement, une at-tention beaucoup plus grande que celle qu'ils lui accordent généralement. S'il est normal que les problèmes régionaux prennent le pas sur les problèmes mondiaux, le Mouvement des non-alignés et les autres organisations du tiers-monde devraient participer activement à des efforts visant

à déaucléariser la planète. Laisser entendre que de tels efforts sont ématurés et vains, c'est accepter l'idée fallacieuse que le tiers-monde ne compte guère sur l'échiquier mondial. Si c'était vrai, les Grands n'auraient pas été tentés d'intervenir dans des constits régionaux, ni de jouer les catalyseurs dans les pays en

Les révolutions de l'Iran et du Nicaragua, qui ont sonné le glas de régimes dictatoriaux et répressifs étroitement liés à Washington, ont porté aux Etats-Unis un com dont ils ne sont pas encore remis. Autre événement de première impornce : l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan. La pratique des guerres par pays interposés plonge inexorablement les pays du tiers-monde dans des conflits dont ils ne peuvent en aucun cas tirer le moindre profit, et dont, malheureusement, les exemples ne manquent pas.

En mars 1986, les Etats-Unis ont entrepris de fournir des missiles sol-air Stinger à la guérilla de droite en lutte contre les régimes marxisants d'Afghanistan et d'Angola. Dans les deux cas, ce cadeau empoisonné aura sans doute pour effet de

favoriser l'escalade et de prolonger des conflits qui se soldent, sans nécessité aucune, par de lourdes pertes en vies hu-

Les rebelles de l'UNITA qui veulent renverser le gouvernement de Luanda sont ouvertement aidés par le régime ra-ciste de Pretoria; c'est assez dire dans quelle mesure ils sont qualifiés pour prendre éventuellement la tête d'un Etat africain. En outre, l'escalade des hostilités armées retarders encore le départ des Cubains qui aident le gouvernement du MPLA. De même, en dotant les moudjahidines d'une capacité militaire accrue, on ne fait qu'amoindrir les chances de règlement de la question afghane, en prolongeant la présence soviétique.

La guerre par tiers-monde interposé

Si le Honduras et le Salvador sont utilisés par Washington contre le gouvernement sandiniste de Managua, le Pakistan, pour sa part, a été impliqué dans l'imbro-glio afghan. On peut en déduire que, si l'URSS décidait de donner une leçon aux Etats-Unis, elle n'aurait pas besoin de s'approcher des côtes américaines.

Et lorsque les Grands ne trouvent pas de pays qui acceptent de faire leur sale besogne, ils choisissent de recourir eux-mêmes à la force, comme en témoigne l'agression américaine contre la Libye, qui a provoqué des protestations même parmi les alliés des Etats-Unis. C'est là précisément le genre d'acte qui peut dé-clencher un conflit nucléaire. Les troupes soviétiques sont entrées en

Afghanistan il y a plus de six ans, et elles y sont encore installées, sous le prétexte d'aider le régime de Kaboul à mater la contre-révolution. Moscou a aussi prêté main-forte à l'intervention vietnamienne au Kampuchea. Quelles que soient les circonstances, l'intervention directe est inex-En dépit des déclarations officielles, il

est clair que le rôle des Grands dans le tiers-monde n'est nullement propice à la paix. Les politiques des deux Grands diffèrent certes par l'idéologie qui les inspire et les buts qu'elles poursuivent, mais leur effet conjugué est extrêmement négatif.

Si personne ne peut abolir les grandes puissances, peut-être les pays en dévelopment pourraient-ils se concerter et unir leurs efforts pour les dompter.

JINGJI RIBAO (Pékin)

Un énorme gaspillage de ressources Obligés de consacrer d'importantes

ES deux problèmes fondamentaux de la paix et du développement restent, aujourd'hui, toujours sans solution. Le total des dépenses mondiales en matière d'armement a atteint en 1984 800 milliards de dollars, et 980 milliards en 1985; soit plus que le revenu global de la moitié pauvre de l'humanité. Plus de 70 % de ces dépenses sont imputables aux deux grands blocs militaires des pays signataires du traité de Varsovie et de l'OTAN. La course aux armements n'a pas seulement aggravé le danger d'un conflit nucléaire, elle a également absorbé d'énormes ressources humaines et matérielles et aggravé les difficultés économiques mondiales. Si elle fait obstacle au développement économique des pays industriels, les principales victimes sont bien les pays en développement.

Les nations industrielles à économie de marché souffrent de l'inflation, du chômage et d'un manque de capitaux, en par-tie à cause des dépenses militaires. Après la crise économique que le monde capitaliste a subie entre 1980 et 1982, les Etats-Unis et quelques autres pays ont connu une reprise d'environ dix-huit mois, liée essentiellement à la politique économique américaine. Un déficit budgétaire considérable, associé à un contrôle monétaire rigoureux, a favorisé une hausse des taux d'intérêt qui a drainé les capitaux étrangers et savorisé la montée en slèche du dollar sur le marché des changes. En même temps que l'afflux de capitaux étrangers accélérait la reprise de la croissance économique américaine, la hausse du dollar aidait les autres pays à exporter davantage vers les Etats-Unis, stimulant ainsi leur propre croissance.

Mais, au fur et à mesure que le temps passait, l'importance du déficit, les taux d'intérêt élevés et la surévaluation du dollar exerçaient une influence de plus en plus néfaste sur l'économie mondiale. Depuis le second semestre 1984, la crois-sance économique aux Etats-Unis et dans d'autres pays industrialisés s'est s'ortement ralentie, et la dynamique de la reprise a rapidement perdu de son impact. La baisse récente des prix du pétrole, jointe à d'autres facteurs, semble avoir rendu la conjoncture un peu plus l'avora-ble, mais c'est aux dépens de bon nombre de pays en développement.

Une parodie de civilisation

La plupart de ces pays n'ont jamais complètement surmonté les effets désas-treux de la crise mondiale de 1980-1982, et leur situation économique s'est encore aggravée en 1985. A l'heure actuelle, le fardeau de la dette, les barrières protectionnistes, le manque de capitaux et la baisse du prix des matières premières exportées constituent les principales sources de difficultés du tiers-monde.

Le montant global de la dette des pays en développement atteint près de 1 000 milliards de dollars. Pour la seule année 1985, les pays endettés auraient dû rembourser plus de 140 milliards de dol-lars au titre du remboursement de la dette

CHEN DONG WEL

quantités de devises étrangères au rem-

boursement des intérêts de leur dette, les

pays du tiers-monde ont aussi, pour la plu-part, beaucoup de mal à obtenir de nou-

veaux prêts sur le marché international

des capitaux. C'est-à-dire que les pays

pauvres du tiers-monde sont aujourd'hui

devenus les pourvoyeurs de fonds des pays développés. Cette inversion du flux des

capitaux a considérablement entravé le

développement économique de ces pays

et, par conséquent, la croissance réelle des

pays industrialisés, créant un cercle

vicieux qui aboutit à une détérioration de

Pendant que des millions et des millions

d'hommes, de femmes et d'enfants souf-

frent de la maladie et de la faim, les deux

superpuissances consacrent des sommes

énormes à l'intensification de la course

aux armements. C'est là une cruelle paro-

et œuvrer ensemble pour le développe

ment : tels sont les deux grands défis his-

toriques majeurs pour l'humanité. Tout

doit inciter les peuples du monde à exiger

des deux Super-Grands dotés des arse-

naux militaires les plus importants qu'ils

donnent l'exemple et réduisent radicale-

ment ces arsenaux, qu'ils renoncent sincè-rement à toute supériorité militaire, pour

négocier un accord propice à une paix

En attendant, chaque peuple doit pou-

voir apporter sa contribution à la prospé-rité commune de l'humanité. Cela sup-

pose de réels efforts de la part des pays en

développement, pour faire progresser leur

économie nationale et renforcer la coopé-

ration Sud-Sud; cela exige aussi la

relance de l'ordre économique internatio-nal et l'adoption de mesures efficaces,

tant en matière financière, monétaire et

commerciale que sur le plan de la dette et

de la solidarité internationale, afin d'amé-

Tout cela favorisera à la fois le dévelop-

pement économique, au Nord comme au

Sud, et le maintien de la paix dans

liorer les relations Nord-Sud.

Mettre fin à la course aux armements

la situation économique mondiale.

die de civilisation,

mondiale dans les faits.

LE SOIR (Bruxelles)

Un écosystème de la paix

LS étaient quatre cent mille en octo-bre 1983 à Bruxelles pour dénoncer la course aux armements nucléaires, Six mois plus tôt, ils n'avaient été que quelques centaines pour protester contre la guerre des Malouines. Et qui, dans les pays industrialisés, est jamais descendu dans la rue pour s'indigner des massacres de la guerre irano-irakienne ou de la crise

Les mouvements de paix qui ont déferté dans les pays du nord de l'Europe ont été l'un des phénomènes sociaux les plus marquants des années 80, et pourtant, même si de nombreux dirigeants pacifistes étaient issus des groupes d'aide au tiers-monde, seule la crainte d'une « Euroshima », d'une guerre nucléaire limitée en Europe, a réussi à mobiliser des millions

Les monvements de paix européens auraient-ils oublié le tiers-monde, cette zone des tempêtes où seize millions de personnes ont été tuées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale dans des conslits armés ? Après l'état de choc provoqué par le déploiement des euromissiles dans quarre pays de l'OTAN (RFA, Bel-gique, Grande-Bretagne, Italie), la rela-tion entre le désarmement et le développement est redevenue l'un des thèmes prioritaires des discussions au sein des organisations « pacifistes » : « Il faut désarmer pour survivre, désarmer pour déve-

Les équations entre le surarmement et le sous développement apparaissent au-jourd'hui évidentes. « Chaque minute de chaque jour, écrit l'ancien chancelier ouest-ellemand Willy Brandt dans son livie World Armement and World Hunger les nations du monde consacrent près de deux millions de dollars aux dépenses militaires. Chaque minute de chaque jour, une trentaine d'enfants de moins de cinq ans meurent parce qu'ils n'ont pas assez à manger ou parce qu'ils n'ont pas d'eau potable ou de soins médicaux. Nous nous trompons, ajoutait le prix Nobel de la paix, lorsque nous ne voyons la sécurité qu'en termes purement militaires, comme st l'explosion démographique, la faim, la limitation des ressources et le viol de l'environnement étaient des risques de deuxième ordre. »

Au-delà de ces rapports entre la paix et le développement, les mouvements pacifistes européens ont exprimé une revendi-cation fondamentale qui touche aussi bien les pays du Nord que ceux du Sud : la recherche d'une plus grande autonomie, d'une meilleure maîtrise de son propre destin, le refus d'un tassement du monde

entre les deux pôles de la confrontation

Ce débat sur l'avenir du Vieux Continent, sur ses besoins de défense et de sécurité, n'est pas limité aux milieux paci-fistes. L'establishment est lui aussi en train de revoir ses dogmes. Mais, au sein des mouvements de paix, la recherche d'une plus grande indépendance européenne ne passe pas par la constitution d'un troisième bloc, d'une troisième superpuissance. L'alternative européenne proposée implique au contraire une autre conception de la sécurité, fondée sur la solidarité avec le tiers-monde, sur l'exten-sion aux rapports Nord-Sud du concept de « sécurité commune » élaboré, à propos surtout des rapports Est-Ouest, par la commission Palme.

Réduire les dépendances

Sous l'influence de la monvance écologique, ce scénario alternatif conduit à une éorganisation interne des économies et des sociétés industrialisées, fondée non plus sur la domination du tiers monde, mais sur la réduction des dépendances. L'important, écrit à ce propos le politologue norvégien Johan Galtung, c'est qu'aucune nation ne puisse être soumise au chantage de pays dont elle dépend ni qu'elle soit tentée de dépêcher ses forces xpéditionnaires pour garantir ses approvisionnements. •

Dans le tiers-monde, le « modèle alternatif - implique une remise en cause fon-damentale de ce - mai-développement -, marqué par l'exportation de produits agricoles et l'insuffisance alimentaire, par l'aggravation des inégalités sociales et le boursouflement des budgets militaires. Pour le Nord comme pour le Sud, il exige une intégration de la pensée écologique et de la recherche d'une plus grande sécu-

Le choix ultime est entre la préservation de l'environnement et le conflit. « Des arbres maintenant ou des tanks plus tard ., notait Peter Thacher, ancien directeur exécutif adjoint du Programme des Nations unies pour l'environnement. Cette « Ekopax », ce lieu entre l'écologie et la paix, est aujourd'hui l'an des sujets qui - montent - au sein d'un mouvement de paix européen qui s'était longtemps laissé obnubiler par les euro-miss risque de ne plus voir les périls globaux de ia course aux armements, du « développement du sous-développement » et de la banqueroute écologique.

JEAN-PAUL MARTHOZ

LA PAGE DES ONG

AINCRE la pauvreté alors que certains facteurs d'appau-vrissement se développent. Tel est le dilemme devant lequel se retrouvent la plupart des organisations non ernementales de développement (ONG) dans nombre de gouvernementales de développement (OMG) dans nombre de pays du tiers-monde, minés par des tensions intérieures ou épuisés par des conflits extérieurs.

Le Comité français contre la faim et pour le développe (CCFD) montre loi, avec Frères des hommes comment, au Brésil, aux Philippines, au Liben, l'aide qu'ils apportent aux civils dans leur vie quotidienne conduit très vite à la remise en cause d'un

ordre établi, souvent fondé sur l'ignorance des droits sociaux les plus élémentaires. Ils expliquent pourquoi, malgré cette fragile frontière entre éducation et subversion, les pouvoirs en Piece tiennent à la présence des ONG, indispensables soupapes à l'exaspération populaire dans ces pays.

La Nigéria, le Cambodge, le Soudan, considérés riches il y a encore trente ens, sont aujourd'hui dépendants de l'aide interna-tionale. Le Comité français contre la faim fait le parallèle entre ces pays, absorbés par des conflits, et d'autres, en Asie, qui redressent la tôte après quelques années de paix qu'ils ont réussi à maintenir. D'autres associations centrent leurs efforts sur la sensibilisation de l'opinion publique sur les questions de défense. Vie nouvelle essaie de mobiliser les chrétiens autour

d'un texte cherchent un consensus le plus large possible de ceux qui ne croient pas à l'équilibre de la terreur. Peuples solidaires s'organise pour que l'expérience des objecteurs de conscience qui effectuent leur service civil dans son association alimentent une réflexion en profondeur auprès des partenaires engagés sur

Un représentant du CEDETRM enfin (Centre d'études antiimpérialistes) montre, à travers un historique, comment les mouvements de paix en Europe commencent à s'ouvrir sur le monde extra-européen et à se joindre, sur un mode réalisse, aux organisations non gouvernementales de développement. Il voit là l'émergence d'une nouvelle forme de solidarité, en rupture avec certains discours officiels sur l'équilibre de la terreur, mais en recherche d'un équilibre de la vie entre le Nord et le Sud.

Briser la logique des blocs

ES années 80 marqueront sans donte les mémoires par les foules impressionnantes qui se rassem-blaient en Europe occidentale, mais aussi en Europe de l'Est, en Amérique du Nord et en Océanie, pour protester contre l'implantation de nouvelles armes nucléaires sur leur territoire et contre la poursuite de la course aux armements dans le monde.

Cette vague pacifiste, exceptionnelle par son ampleur, n'était pourtant pas sans précédent. Certains pacifistes d'avant 1941, déjà, cherchaient une nouvelle approche des relations internationales.

Mais leur volonté s'est volatilisée le jour de la déclaration de guerre. Aujourd'hui, la démarche des pacifistes est moins idéologique, plus pragmatique. Elle se distin-gue aussi des mobilisations anti-atomiques des années 50, consécutives à l'appel de Stockholm. La logique des pacifistes est désormais non gouvernementale, ferme-ment indépendante et non alignée sur les positions des grandes puissances. Elle vise un dialogue à la base dans les relations Est-Oueat et de nouvelles formes de parte-nariat dans le dialogue Nord-Sud.

Les différentes conventions européennes organisées dans la mouvance END - European Nuclear Disarmament - en sont la forme vivante. S'v regroupe une constellation de mouve-ments de paix, d'associations, de groupes et partis à la suite de l'appel lancé par la

1980, pour la « dénucléarisation de l'Europe, de la Pologne au Portugal, contre la logique des blocs ».

Des groupes d'Europe de l'Est, du Japon, d'Amérique du Nord et du Pacifique-Sud ont participé à ces rassemblements, ainsi que de nombreuses per-sonnalités du tiers-monde. Que ce soit à Bruxelles en 1982, à Berlin-Ouest en 1983, Pérouse en 1984 ou, en juin dernier à Evry, près de Paris, pour la cinquième convention, tous ces rassemblements sont marqués par leur caractère ouvert et peu formalisé. Ils ont permis de révêler les multiples activités des mouvements de paix à travers le monde. Activités parfois critiquées, suspectées de faire le jeu, tantôt de Moscon quand il s'agit des missiles américains, tantôt de Washington quand il s'agit de Solidarnosc ou de la Charte des 77!

Une critique néanmoins revient souvent, qui celle-ci est la plus fondée : ces mouvements ont le défaut d'être « eurocentristes », polarisés sur le nucléaire, a indifférents aux conflits conventionnels en cours, notamment dans le tiersmonde. Les plus importants de ces mouvements, comme la Campagne pour le désarmement nucléaire (CDN), britannique, le Conseil inter-Eglises pour la paix (IKV), néerlandais, ou plus modestement le Conseil pour le désarmement nucléaire

en Europe (CODENE), en France, ont en esset tendance à se polariser sur ce qui leurs concitoyens.

Pourtant, en partant de la réalité psychologique et politique de leurs sociétés, ces mouvements n'entendent pas limiter leur horizon. Si dans le passé un certain romantisme tiers-mondisme avait fait négliger la situation en Europe et idéaliser celle du tiers-monde, la conscience actuelle cherche à s'inscrire dans la réalité, sans pour autant renoncer à l'utopie de la paix.

Des progrès dans ce sens restent à faire. Mais, déjà, le mouvement a réussi à inté-resser les Chinois par exemple, présents aux trois dernières conventions europénnes. Grâce encore à ces conventions, des rencontres israélo-palestiniennes ont pn avoir lieu, des contacts Est-Ouest et Nord-Sud les plus divers...

Dans certains pays, ces mouvements de paix sont très lies aux organisations non gouvernementales pour le développement. Des intellectuels comme Gunter Franck, Samir Amin ou Mohamad Sid Ahmad votent là l'émergence d'une « autre soli-darité ». Solidarité en rupture avec les discours dominants, fondée sur une confiance en l' • équilibre de la vie • entre i, et non plus sur l'équilibre de la terreur Est-Ouest.

BERNARD DRÉANO CEDETIM

Plutôt que les kalachnikovs

N accuse parfois les ONG francaises de soutenir indirectement les fureurs révolutionnaires des peuples du tiers-monde. Nous préten au contraire, être d'indispensables fac-teurs de paix sociale et civile, alors que

ntassent alentour les barils de poudre. Bertrand Schneider, secrétaire général da Club de Rome, le confirme, lorsque, analysant le rôle des ONG dans les pays en voie de développement, il écrit : « Cette vaste révolution engagée sur trois conti-nents est - et c'est très frappant - une révolution pacifique, un mouvement agi sont dans le respect de la légalité (1)

Ainsi, au Brésil, dans les communautés de base qu'ils forment, les habitants des faveles, exclus de la société, font quotidiennement l'apprentissage de la démocratie. Ils se regroupent d'abord pour résoudre des problèmes matériels et découvrent peu à peu la force de l'union. Ils devienment alors pour les pouvoirs publics des interlocuteurs responsables et souvent très déterminés. Ce mouvement communantaire, soutenu par l'Eglise ou les ONG occidentales, participe à la création d'un tissu social et de pouvoirs intermédiaires. Ce faisant, il limite l'arbitraire de l'Etat, que l'atomisation de la société favorise toujours.

Lorsque aux Philippines, dans les bidonvilles de Manille, l'Alliance des consommateurs pour le progrès (CACP), sontenue par Frères des hommes et le CCFD, organise des réunions pour discu-ter du problème de l'accès à l'eau potable, du sous-emploi et de la délinquance qui règne parmi les jeunes, cela signifie qu'enfin la violence n'est plus la seule échappatoire à une misère insupportable. Le gouvernement Marcos le savait bien, qui jouait au chat et à la souris avec ces organisations. Sourd au sort des plus panvres, il préférait rester aveugle à ces micro-espaces de liberté, soupape indis-pensable à l'exaspération populaire.

Toujours aux Philippines, l'Ile de Negros reste un véritable enfer vert pour esclaves du monde moderne, victimes issantes de l'effondrement du marché sucrier autant que de l'incurie des barons du sucre - fidèles de Marcos, ces coupeurs de canne, avec le Syndicat national des ouvriers de la canne (NFSW), soutenu par Frères des hommes, tentent de s'organiser pour obtenir, par de simples conventions collec-tives, le droit de se nourrir, se soigner, se loger, s'éduquer. Ces droits-là, essentiels, sont trop souvent oubliés au Nord parce

An paroxysme de la violence, en plein conflit libanais, des ONG s'efforcent modestement de rendre possible la coexistence des différentes communantés et ainsi de contribuer à la paix civile. Ainsi, le CCFO participe avec d'autres associa-tions au financement d'un programme d'aide au retour des réfugiés chrétiens, chassés du sud du Liban en avril 1985, au

moment du retrait des troupes israéliennes. D'ores et déjà, plus de six mille familles sont revenues dans cette région où depuis toujours coexistent musulmans, chrétiens et druzes.

Les ONG, pas à pas, essaient de construire cette paix toujours préférable à la voix des kalachnikovs. Alors que plu-sieurs tonnes d'explosifs s'accumulent sur chacune de nos têtes, nous incitons les hommes et les femmes de ces organisa-tions de base à se rencontrer, d'un bout à l'autre de la planète, à partager leur expé

Lorsqu'un animateur rural indien rencontre son homologue zalrois, c'est là que se construit le monde de demain, dans une humble maison paysanne. Par-delà l'inévi-table barrière culturelle et linguistique, on parle accès à la terre, commercialisation des productions, crédit rural, etc.

Ce dialogue est parfois difficile. Le Guatémaltèque, l'Afghan ou le Sud-Africain n'ont pas la même vision du monde, ne partagent pas les mêmes sensi-bilités politiques. Les situations très dures que vivent les uns les empêchent souven de percevoir les difficultés des autres. Les ONG, par les rencontres Sud-Sud qu'elles organisent, leur donnent l'occasion de confronter leurs points de vue et d'élargir

Pour pourrir les dix milliards d'hommes de demain, ces hommes d'aujourd'hui construisent l'indispensable paix civile, loin des accès fébriles des idéologies épui-

Bertrand Schneider, la Révolution aux pieds nus. Rapport au Club de Rome. Fayard 1985.

FRÉDÉRIC MOUNTER FRÈRES DES HOMMES YANN MENS

- CCFD, Comité français contre la faim et pour le développement : 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris.

Tél. 42-61-51-60. - FRÈRES DES HOMMES: 20, roe da Refuge, 78009 Ver-sailles. Tél. 39-50-69-75.

- VIE NOUVELLE: 67, rue de Dunkerque. 75009 Paris. Tél. 42-85-08-55. CEDETIM (Centre d'études anti-

impérialistes): 14, rue de Nau-teuil. 75015 Paris. Tél. 45-31-PEUPLES SOLIDATRES:

14, avenue Trudaine. 75009 Paris. Tél. 45-26-02-81.

CFCF, Comité français pour la campagne mondiale contre la faim. 42, rue Cambronne. 75015 Paris. Tel. 45-66-55-89.

des obiecteurs ES objecteurs de conscience ont

L'engagement

une sensibilité particulière sur les questions de choix des politiques de défense, d'armements, sur C'est pourquoi Peuples solidaires a proposé cette année aux objecteurs qui effectuent leur service civil dans eur association d'animer une com mission sur le thème « Conflits et développement », de facon à faire avan cer la réflexion de l'ensemble des militants du mouvement. Cette commission proposera lors de la prochaine assemblée générale de Peutravail au cours desquels les ouvriers. les cadres, les professeurs membres de l'association auront l'occasion d'étaver leurs positions sur les problèmes qu'ils rencontrent. Le groupe d'objecteurs étudie des cas très précis de conflits qui se posent sur le terrain, chez nos partenaires du tiers-

La commission envisage égale-ment de se mettre en contact, à l'occasion de l'Année internationale de la paix, avec des mouvements pacifistes et non violents, pour approfondir ensemble l'étude des liens entre endettement et armement et affiner leur

D'autres ONG éprouvent elles aussi ce besoin de débats. Frères des hommes et Artisans du monde se sont ainsi déjà joints aux activités de la commission des objecteurs de conscience de Peuples solidaires, L'engagement de ces derniers dans le cadre d'une ONG est de cette façon même temps qu'il enrichit la pratique de la solidanté internationale d'une nouvelle dimension.

Les guerres et la faim

UIT CENT MILLIONS de terriens vivent dans l'insécurité alimentaire totale. Près de la moitié d'entre eux s'endorment tous les soirs dans la guerre. Les grandes famines de cette fin de siècle éclatent toutes dans des zones de turbulence » : l'Ethiopie et son cancer érythréen, par exemple, le Nor-deste brésilien et sa chasse à l'homme permanente pour la propriété foncière. Le Nigéria, le pays le plus peuplé d'Afrique, remarque il y a dix ans encore pour son équilibre entre les populations sédentaires du Sud et nomades au Nord, pour l'équilibre de sa production agricole et indus-trielle, aujourd'hui désorganisé par la guerre civile, tribale, religieuse, politique. Le Nigéria ne contourne désormais la faim que grâce à son pétrole, remède empoisonné qui accélère son processus de

Bref, sans la paix, aucun développe-ment ne peut s'amorcer. En Afrique, par exemple, une sécheresse prolongée, un manque chronique de moyens, la confiance perdue dans le pouvoir politi-que, et c'est l'exode. Les villages se que, et est l'exole. Les villages se vident. Par centaines, les paysans sans tra-vail s'installent à la périphérie des villes. Très vite, le désespoir s'installe, puis la colère. La révolte n'est plus loin.

Au Cambodge, sept am après la chute de Pol Pot, les habitants épargnés par le génocide survivent en partie grâce à l'aide alimentaire, consommée à doses homéopa-thiques. Pays voisin et ennemi, le Vietnam connaît globalement de meilleurs ratios grâce à quelques poches de croissance industrielle due à la production d'armes sophistiquées. Mais que dire du développement d'un pays que ses habitants aban-donnent par milliers pour affronter la mer de Chine sur des embarcations de for-

Autre exemple, le Soudan, pays riche des plaines alluviales du Nil, qui importe aujourd'hui de plus en plus de denrées alimentaires. Nous pourrions ajouter l'Angola, le Mozambique, le Zaîre, qui vivent encore les séquelles de la guerre civile ou de troubles intérieurs.

Inversement, d'autres pays, l'Indonésie, l'Inde, le Pakistan, conduits par des régimes politiques différents – et pas toujours démocratiques, – ont réussi, en une ou deux décennies de paix, à restaurer la passeule de la conduction de la conduct production agricole pour atteindre anjourd'hui l'autosuffisance alimentaire. L'Indonésie de Suharto tenait d'ailleurs à couronner cette étape de facon speciacuaire ; lors de la dernière conférence de la FAO à Rome, en 1985, elle a offert à l'Afrique deux avions chargés de riz.

Paix, production agricole, autosuffisance alimentaire, le cycle reste fra-gile. Le passage d'une étape à l'autre n'est

Pays repère aujourd'hui, l'Inde a réussi, malgré un accroissement important de sa population, à instaurer quelques grands équilibres politiques, économiques, sociaux, agricoles et industriels, menacés à tout moment par une explosion des conflits interrégionaux. L'actualité de ces luttes montre qu'elle n'a pas définitive-ment gagné la bataille. Mais son expé-rience est à méditer par tous les pays confrontés aux mêmes types de diffi-cultés, qui ont parfois moins d'atouts et

MENOTTI BOTTAZZI CFCF.

LA PRESSE DE TUNISIE (Tanis)

Le grain de sable saharien

L'idée du Maghreb n'est ni un vœu pieux ni une vue de l'esprit. Fondée sur des motivations culturelles et géographiques, elle est née en 1958 d'une volonté populaire réelle, alors que les trois afronts nationaux» maghrébins se réunissaient à Tangar pour soutenir l'Algérie au plus fort de son combet pour l'indépendance.

Cette idée du Maghreb n'a jamais été démentie depuis, mais sans jamais déboudrer sur un véritable processus d'intégration. Des divergences politiques l'ont en effet mise «en panne» depuis un quant de siècle. Leur enjeu est une guerre des frontières que sa liveret l'Algérie et le Maroc autour du Saharz occidental depuis l'indépendance algérieure.

La construction d'un édifice meghrébin permettrait pourtant une croissance avée sur les exportations, une union douanière bénéfique à l'ensemble des Etats membres. A cet égard, l'Europe des Douze représente un modèle promettaur. Une politique hydrausique augmenterait les surfaces cultivables, la valorisation des grandes richesses naturelles (pérole, phosphate, for, zinc) stimulerait la production industrielle et la consommation. La libre circulation des hommes sur l'ensemble des territoires contribuerait également à l'harmonisation de la région. Le Maghreb est donc plus qu'un choix, c'est un impératif historique. Mais aujourd'hui, il est bloqué per un conflit intérieur qui menace en perma-

SLAH MAAQUL

POLITIKA (Belgrade)

Un pont sur l'Adriatique

Le 10 novembre 1975, Milos Minic et Mariano Rumor, alors ministres des affaires étrangères en Yougoslavie et en Italie, apposèrent leur signature sur un document qui deveit bientôt devenir historique. L'événement eut lieu à Osimo, dans une ville italienne proche d'Ancone, dans l'amère-pays montagneux de la côte adrietique, d'où l'on aperçoit par besu temps la côte yougoslave.

Cet accord mettait fin à une querelle frontsilère vieille de près de trente ans. A la fin de la deusème guerra mondiale, cartains territoires qui avaient été donnés à l'Italie en 1915 (latrie, Zadar et qualques îles) furent restitués à la Yougoslavia. Des revendications nationales posèment alors le problème d'un autre territoire contasté, Trieste, à forte popunationales poserant autra le prouvenire of un autra territoire conteste, (maste, à forte population slovène. Un mémorandum avait été signé en 1954 sur les minorités nationales, qui divisait Trieste en deux zones, l'une confié à l'Italie, l'autra placée sous contrôle yougos-leve. Malgré cals, le problème subsistait, créant des tensions à la frontière et provoquant des affrontements violents sur le plan diplomatique et politique. On a même creint que le situation ne dégénère sur le plan européen vers un confin plus grave.

Aujourd'hui, bien que l'Italie n'ait pas encore rempli ses obligations envers la pro-Augourd nui, tuen que i naue in eu pas enoure rempii ses obugations envers la protection des minorités yougoslaves vivant sur son territoire, cet accord d'Oamo est reconnu de part et d'autre comme un véritable succès. « Les solutions trouvées réspectant
et reconneissent les intérêts des deux pays, a déclaré le ministre yougoslave. Les
concessions faites ont été munuelles, » Le ministre italien souligne que « cet accord n'a pu
aboutir qu'au prix d'énormes efforts. Signé qualques semaines après la conférence d'Helsinki, il illustre le véritable esprit de l'Acte final de la conférence. »

BORLJOV ERDELJAN

MICHEL FAUCON PEUPLES SOLIDAIRES Vers une dissuasion civile non violente E XPLORER la voie nouvelle d'une dissuasion civile non violente et d'une défense militaire excluant sition sur la défense dans son document - La lutte pour la paix -.

petit à petit tout recours à la force nu-cléaire. Tel est le sens du texte signé par plusieurs centaines de chrétiens en mars dernier, intitulé « La paix autrement : se

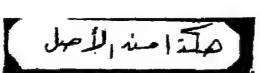
défendre sans se renier -. Fruit d'une large consultation dans les milieux catholiques et protestants, ce do-cument cherche à animer un débat de fond sur la défense dans la société civile. Fondé sur une double inquiétude, la tension Est-Quest et les déséquilibres Nord-Sud, argumenté sur les plans technique, stratégique, éthique et théologique, le texte dénonce la politique de déense de la France, actuellement basée sur la dissuasion nucléaire. Il récuse également tout pacifisme qui conduirait « à se résigner à l'injustice et à l'asservissement ».

Il s'oppose ainsi à l'analyse des évêques français qui estimaient légitime la dissua-sion nucléaire (dans un texte publié i) y a trois ans) mais se rapproche de la position des évêques nord-américains qui jugent ildes eveques nord-americants qui jugent il-légitime la possession des armes nu-cléaires par un pays qui n'aura jamais le droit de les utiliser. La Fédération protes-tante de France a elle aussi exprimé sa po-

Au-delà des clivages qu'ils dessinent, ces textes mettent en évidence l'amorce de certains consensus dans l'opinion publique française : de plus en plus de citoyens considèrent qu'une politique de défense doit être inspirée avant tout par la paix. De même, la dissussion nucléaire commence à être perçue comme un mai, même si elle reste une étape nécessaire pour les uns, une étape inacceptable pour les autres.

Une autre idée a fait son chemin, y compris dans les milieux de la défense : la écessité de doubler la défense militaire d'une dissussion civile qui implique les citoyens. Par cette stratégie, l'éventuel agresseur sait qu'il aurait les plus grandes difficultés à récolter les fruits politiques, économiques et idéologiques de son agression. Cela suppose toute une éducation de la société en question. Enfin, s'impose l'idée de l'impérieuse nécessité du développement du tiers-monde. La paix en efset ne peut passer que par la justice, le parrage et la solidarité.

NICOLE MASSU-DUGAND VIE NOUVELLE

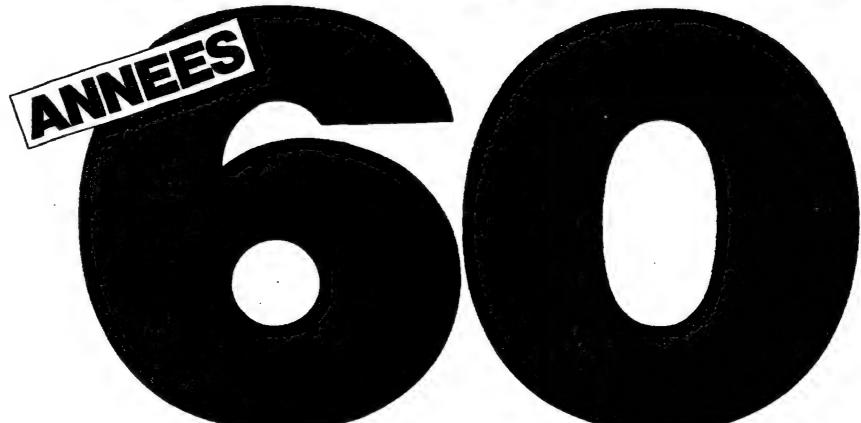




ANNEES

••• LE MONDE - Jeudi 10 juillet 1986 - Page 25

CHRONIQUE DES

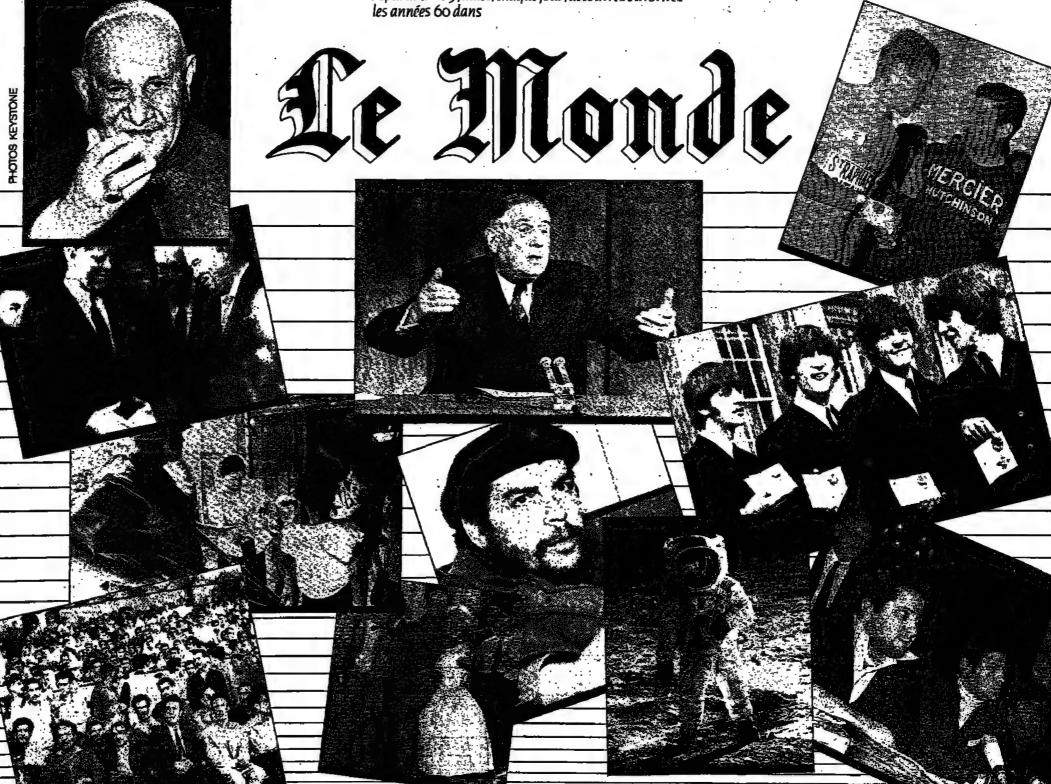


u début tout paraît simple. De Gaulle règne sans A partage. La coexistence pacifique promet la paix pour demain et Jean XXIII convoque Vatican II. L'Amérique, enlisée au Vietnam, prend le visage du diable quand nos intellectuels fondent leurs espoirs sur Cuba ou sur la Chine. Nouveau roman, nouvelle vague, nouvelle musique - celle des Beatles, il semble que des temps nouveaux soient venus. Les Français savourent les délices de la consommation.

Et soudain tout se brise. Une nouvelle guerre éclate au Proche-Orient. Paris s'enflamme un soir de mai. Prague sonne le glas des idées reçues. De Gaulle quitte le pouvoir.

En 40 épisodes, Le Monde retrace la décennie charnière du siècle : les grands événements, les hommesclés, l'évolution de la société, les idées nouvelles.

A partir du 15 juillet, chaque jour, découvrez ou revivez les années 60 dans



les kalachnikov

ESPECTES ME TO CAUSE

CONC. LAST PLANE

temper than Los ONG.

positive such the Dette guitt auf Ce datigne -

der erezzt ich ... tireft parties of ming into more than the second

Pag nage of a At SETTLE, ... ran dre zinde

it. berieger :

- EC\$10, + .. in Tage of the PREMIS **扩张者 ? "**"

-17. NEVE

- PEL PLAN 14 sweet from 5 14000. Eq. 43 16-32-31 APLE, Campre von bei beit.

form 4:

SE DE TUNISIE (Tanà) in de sable saharien

ur l'Adriatique

tonds

de commerce

A VENDRE BOUCHERIE, RO-TISSERIE, TRAITEUR, AFFAIRE IMPORTANTE, 230 m², GRANDE PLACE DU LANGUE-DOC. TEL. 67-26-13-08.

immeubles

Paris-18*, 10, r. Ed.-Fournier IMMEUBLE ANCIEN A VENORE 4 ET., CAVE, ENV. 600 m². Tél. 45-85-03-80.

pavillons

ntgeron pavilon 4 pièces confort, 80 m² hab., plain-d + sous-sol, jdin, 320 m²

480 000 F.

mmo Marcadet 42-52-01-82

propriétés

à Douvres le-Déllyrande (Calvedos) de lottesement neuf, Pavilion 100 m², salle-d-séjour 37 m², 2 chores, gde cuisire, entrée, débar., s-sol, avec garage Terrain 620 m².

PRIX 700.000 F

Téléph. le soir à partir de 18 h : 42-53-45-22.

COTE D'AZUR. 22 km Nice, ppté 3 hs, vues panoramiques mer-mont. MAS en pierres, 100 m², ct + bergerle 250 m², poss. agrand. 2 500 000 F. Tél.; (93) 79-72-12.

terrains

25 KM PARIS-OUEST

bots 8 ha, constructible 400 m², tranquiliné absolus. 1 850 000 F. T. 35-23-62-40.

forêts

PART. vend dens l'Eure 5 ou 12 hectares bois bordure bourg, scole fecils. Prix: 16 000 F l'nectere. BENARD - 74L: 33-56-82-65 60820 LE DÉZERT.

viagers

Rara, près Pontchartrain (78), belle ppté 6 p. princ. Parc 4,8 he occupé fine 82 a. 900 000 + 13 000 mens. F. CRUZ. 8, rus Boétie - 42-66-19-00.

Région norma VEND

370 million 1 - 1

ala charge di commune di charge

Ventes

Le Monde CADRES

Ecole IPFA

INSTITUT NATIONAL DE FORMATION D'ANIMATEU SOCIO-ÉDUCATIFS PORT-MORT (EURE)

ANIMATEUR(TRICE)

rormation chargé de l'ani-tion et de la formation de paires en formation DEFA, linante enfance-jeunesse.

Adresser à : ÉCOLE de l'IPFA centre René-Durand Port-Mort, 27940 Aubevoys. Lettre de candidature, c.v., photo d'identité AVANT LE 12 JUILLET 1986

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Adr. c.v. à Monsieur le Main Hôtel de Ville 69151 Decines-Charpieu Cedes

- DEMANDES

D'EMPLOIS J.F.. 27 ans, maitrises anglais, commerce, gestion, offre colleboration, Langues : anglais, allermand, chinola. Expérience marketing direct, imerviews, documentation en commerce extérieur. T. (1) 39-59-55-63. Ecrire sous le n° 6 898. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montressuy, Parie-7-

J.F. 37 ans licenciée en droit.
10 ans exp. trav. social auprès des tribureux, ch. poère colleboranne dens Sté d'avocats
dynamique qu cob. conseés.
Lib. de surte. Paris ou Proverice. Ecres sous le n° 7 4.13 M
LE MOMDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7°.

JURISTE D'AFFAIRES
Docteur en droit. 35 ans
10 ans d'expérience banque
rocherche poste
dans société de conseils.
Ecrire sous le n° 7 4 10
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Pare-7°

J.F. cherche emploi bureou, clossement, com. informat-que. Ancienne opératrice-verificatrica sur système Buli « Keyrapa ». Libra de surie. Ecrire sous le nº 6 90° LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Pans-7.

Allemande, 23 ans. traductinos et interp. F-A, corresp. comm. fr., angl., esp., ital., stánodectylo, ch. emples. Disponible 1-10-86. Ecr. ou tól. Ute Parzch, G.-Assim-Str. 14, 8980 Kempten, R.F.A. Tól. 1949, 76597.

J.H. diplôme IEP Paris (RII), mai-mae scences occ. 2 ans exc. enseignement (BTS). Etudie touris prosossions de carnete France-otranger. Ecrire P. RANSCUR. 23. ne Leton. 750:8 Paris T. 42:55-71-87. ASSISTANTE DIRECTION Jumbion et esp gestion per ismation et exp gestion per-sonnel, soneuse ref., recherche poste stable toutes régions. Ecrire sous le nº 7 393 M LE MONDE PUBLICITÉ

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montessuy, Paris-7Femme, lucanca anglara et esp.,
dipl tchèque. Disponible, equ.
dipl tchèque. Disponible, equ.
traduct. enserg, secondaire,
connais. en secrét. Etude tres
prop. à l'étranger en particulier.
10. 62-52-32-32.
Rédaction presse. 36 ans aouhaits prâter as plume, sa créativiré et son punch à groupo
de Presse, éditeur ou eutrer,
sacteurs. Expérience communication hypermarchés, ubles rondes consommateurs,
marketmay, relations publiques
doctylo, englas, libre de suite.
Serie de l'intitative, Recherche
postis à temps plain Paris.

posts à temps plein Paris. Tél. 46-33-28-23 le soir. J.F. 23 ens, 8TS tourisme, 1 an exp. ds accepté tourisme et transport. Forfatiste + accompagnement groupes. Despondule à partir du 18 septembre 1986. Ecrire sous 1e r. 5 910 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7-.

H. 38 ans. Cause beencament iconomique, sénauses références iservice militaire : chaireas
Ine Français trilingue, chinose, angles, resident à Taiwen, parfeitement introduit dans les mileux d'affares, cherche société ou groupe industrial désignat déveloper commerce evec Asie de Sud-Est.

Ecrire a ous le n° 3 906 1£ MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montréssuy, Pars-7.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'Etranger sont nombreures et variées. Demandaz une documentation (graturo a/le resue apdoisisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291-09 PARIS CEDEX 05. Les Editions ARGOUT étucient le manuscrite, romans, poésies (facilités), conseils gratuite. Tél. 49-45-37-83.

INTERNATIONAL



charmilles technologies ya

UN DES LEADERS DE L'ÉLECTRO-ÉROSION NOUVELLE LIGNE DE PRODUITS & SERVICES

NOUVELLE SOCIÉTÉ

NOUVELLE ÉQUIPE

NOUVELLE USINE

Notre politique technologique alliée à notre philosophie d'entreprise font de nous, CHARMILLES TECHNOLOGIES S.A., un des leaders mondiaux dans la fabrication de machines-outils d'électro-érosion. Nos produits sont réputés par leur haute technologie et qualité.

Pour notre division RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT. nous souhaitons engager un

INGÉNIEUR INFORMATICIEN CFAO

Vous êtes diplômé d'une grande école et avez une expérience confirmée de 3 ans mum dans le développement de logiciels CAO/CFAO, réseaux locaux. Vous serez responsable d'une petite équipe de développement de logiciels CFAO sur

mini et micro-ordinateur. Si vous êtes intéressé à contribuer à notre succès et à vous parfaire dans un domaine Si vois etes incresse à contribue à notre sacces et à vois proposons de rejoindre notre faisant appel à des technologies de pointe, nous vous proposons de rejoindre notre équipe de développement à Genève et vous prions de soummettre votre offre de service à l'attention de Madame François, CHARMILLES TECHNOLOGIES S.A., rue de Lyon 189, 1211 GENÈVE 13, SUISSE, qui la traitera avec le plus grand intérêt et discrétion.

Pour de plus amples renseignements concernant ce poste, Madame François se tient à votre disposition au 1941.22/45-88-21.

Wir sind ein Chemieunternehmen mit Gesellschaften in mehr als 60 Ländern und beschäftigen rund 80'000 Mitarbeiter. Als weltweit grösster Hersteller von Farbstoffen investieren wir ständig in moderne Produktionstechnologie und Verfahrenstechnik. Für einen Produktionsbetrieb in Basel suchen wir einen

Betriebschemiker

Ihre Aufgaben umfassen die Optimierung laufender Fabrikationsverfahren bzgl. Technik, Wirtschaftlichkeit, Qualität, Sicherheit und Oekologie. Zusätzlich sind Sie mitverantwortlich für die Einführung neuer Produkte und Verfahren und werden im Team an grösseren Investitionsprojekten mitarbeiten.

Wir denken bei der Besetzung dieser Stelle an einen jungen, möglichst promovierten Diplom-Ingenieur oder Diplom-Chemiker der Fachrichtung Verfahrenstechnik. Die Aufgabe verlangt von Ihnen hohe Belastbarkeit, Flexibilität, Freude an Teamarbeit und die Fähigkeit zur Führung von Mitarbeitern. Gute Englischkenntnisse sind unerlässlich, Französischkenntnisse von Vorteil.

Interessenten senden bitte ihre Bewerbungsunterlagen unter Kenn-wort - LM 691 - an Herrn Dr. U. Spaeti, CIBA-GEIGY AG, Personaldienst, Postfach, CH-4002 Basel.



AFRIBANK

organisateur camerounais

Nous recherchors pour notre filiale BIAO CAMEROUN UN ORGANI-SATEUR pour collaborer à la mise en place du schéma directeur de cette Banque.

De nationalité camerounaise et de formation supérieure l'Grande Ecole ou Universitéi, il devra justifier d'une expérience de 5 à 7 ans du secteur bancaire. Lieu de travall: DOUALA

Agresser C.V., photo + salaire actuel sous référence 61.10/0C/792 à notre Conseil ADEQUATION 62.64, avenue Emile Zola - 75015 Paris

Adequation

L'IMMOBILIER

ventes 1≈ arrdt LOUYRE

appartements

dens très bel imm. XVIP, acc 2 duplex : living, 2 chembres et living. 3 chembres CHARME_PARFAIT ÉTAT. GARBI 45-67-22-88.

3° arrdt CENTRE POMPROUU
PLEIN CIEL — PENTHOUSE
grand living, 1 chbrs, terrese
2 200 000 F — URGERYT.
HAMPTON 42-25-50-35.

4° arrdt PRÈS PLACE DES VOSGES DANS HOTEL XVIP SUPERBE DUPLEX 140 m², 2 chambres, 2 bains, perking, DORESSAY 46-24-93-33.

5° arrdt LUXEMBOURG Entrée, cuis., s. bris, w-c., cave Px 600 000 F, 43-27-28-60

7° arrdt

PLACE DE BRETEUIL luxueux appt meublé ou non. 4 chères, 1 living, 1 s. à m., 3 fit, sur verd. ét., sur verd., clair, calme, imm, de stdg. 43-29-58-65.

8° arrdt

RUE DE BERRY 7 p., 290 m² dans imm. stan ding, possibilité professionnel LERMS 43-55-58-88. 10° arrdt

EXCEPTIONNEL POUR INVESTISSEURS STUDIOS 10 % NET GA-RANTIS PAR SOCIÉTÉ DE GESTION THÉATRE PORTE-SAINT-MARTIN. VIS. S/PLACE S/R.-VS 42-05-13-02.

11° arrdt BASTILLE mm, récent 31 m² et 2 p. 19 m² s/jdin 42-72-40-19. 16° arrdt

AVENUE DE VERSAILLES 90 m², séjour + chbre, balo IMMEUBLE RÉCENT. GARBI - 45-67-22-88.

17° arrdt AVENUE CARNOT role privée, du studio au 4 p lmm. rénové, ascenseu GARSI 45-67-22-88. PEREIRE BEAU STUDIO TOUT CONFORT, 320 000 I TEL. 48-05-10-08.

18° arrdt CAULAINCOURT, 9d stel. ert. cuis., w.-c., bris. poss. mezze nins, 780 000 F, 42-64-18-26

Studio 181 000 F
2 pièces 249 000 F
3 pièces 300 000 F
3 pièces récent 423 000 f
5 pièces duples 485 000 f
5 p. 120 m² réc. 1 250 000 f
immo Mercadet 42-52-01-82

20° arrdt DANS BEL IMMEUBLE

DRNS DEL IMMEUDLE PIERRE DE TAILLE, sectiment, appt bourgacis ou prof. Ib., 160 m² environ, 1 230 000 f. Ca jour et demain de 17 à 19 a. 271, rue des Pyrénées. Part. vend 5° 1000 f. ent. équi, faibles charges, 148 000 f (à déb.), virs. a., pl., sam. 12 jul., de 15 h 30 à 17 h ; 59, rue Oribe, 75020 Paris.

78-Yvelines LE PECQ/LE VÉSINET Part. vend dens bon immeuble, part psysagé. 10' RER, sppt. séjour. douche. 2 chembres. 73 m². grande culaine équipée, proche écoles et commerces. 580 000 F. T. 39-78-61-36.

Hauts-de-Seine SAINT-CLOUD

132 bie, rue Tahère i imm. 4 ét., récent. a Vrai 3 pièces, 65m² e Grand balcon, piein sud Très calma, belle vue PRIX: 730,000 F Tél.: 46-55-61-59

Val-de-Marne RER St-Maur-Crétail 4/5 p., 85 m², Imm. p.d.t. de werd. r cft gar., 620 000 42-63-77-52

95- Val-d'Oise EAINT-GRATIEN
VEND APPT 3 PIÈCES,
2º étage, dens résidence doyante, plein sud, parfeit é 69 m², prou, transport SR futur RER. Prix : 360 000
Tél. 46-38-14-02 (HB). appartements achats

Recherche 1 à 3 pièces Paris, préfère 5°, 6°, 7°, 12°, 14°, 15°, 16°, avec ou sans traveux. PAIE COMPTANT chez notaire. T. 48-73-20-67 même le soir.

non meublées demandes

Paris **EMBASSY SERVICE**

Tél.: 45-62-78-99

Pour dirigeants et personnel im-portante compagnie française produits chimiques mutés ré-gion perisieme recherche des APPT'S toutes catégories STU-DIOS, VILLAS, PARIS, SAN-LIEUE. Acceptons loyer élevé, 45-04-04-45 de 9 h 45 à 19 h.

meublees demandes Locations

43-55-17-50

17° PLACE WAGRAM

rox.) BURX 16 à 250 m²

SIEGE SOCIAL

CONSTITUTION STES

ISPAC 42-93-60-50 +

SIÈGE SOCIAL

1º mois gratuit 90 F/mois. Formelitée RC RM SARL

LCA 45-00-64-96 +

ÉTOILE

BUREAUX MEUBLÉS

toutes durées, tous services TEL (1) 47-27-15-69.

RER BOISSY-ST-LÉGER

grwn. aména., 1 985 000 F MAS IMMOB. 43-48-88-63

80 KM ADK-EN-PROVENCE Was hares 400 m² nomb. dép., VALEUR 2 100 000 F. VENDU 1 450 000 F. TEL 91-37-05-21.

ACTE 43-80-90-10.

locations.

OFFICE INTERNATIONAL rech, pour se direction beau appta de standing, 4 pièces et plus, 45-26-18-95.

MONDIAL MERCURE rech. STUDIOS et 2 PCES pour APPTS DE STANDING S'adresser : SERVICE ACCUER, Tél. : 42-56-28-16.

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS per Stés ou Ambessades. 45-26-18-86. bureaux

DOMICHLATIONS SARL-RC-RM
Constitution de Sociétée
Démerches et tous services
Rermanerces tiléchoriques.

DOMICUATIONS DEPUIS 90 ms, ST-HONORE 42-88-84-91 PARIS-12* 43-40-68-50 CONSTITUTION SARL 2 000 F HT

8, svenue de Messine, 75008 PARIS. Recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ETRANGÈRE, corps dipl. et cadres de stés multinationales.

Pour cadres supérieurs et employés GRAND LABORA-TOIRE PHARMACEUTIQUE recherche URGENT, libre de suite, ou septembre, apps tas catégories, sudos, villas, Paris et environs. Tél.: 45-03-30-33 DE 9 H 46 à 19 HEURES,

locations

Paris

L'AGENDA

Accessoires

AUTORADIO Pose immédiate de TOUT augoradio même ach. alleurs Ex.: un poste PO GO PM K7 stárte à 475 F. amirol 125 F. Ouvert MEME le tundi TOUS ACCESSOIRES AUTOS AUTOTEC

93, evenue d'Italie, Paris-13. T. 43-31-73-56. Mª Tolbiec. Enseignement

Le Centre GURDJIEFF OUSPENSKI pour le développement intérieur de l'homme. Tél. 64-36-61-69.

Artisans Entreprise de menuiserie, ins-talistions et rénovation. Un tra-vall sérieux et solgné, possibi-lité tous déplacements D.M.I., Tél. (1) 43-83-92-29,

Bijoux ACHAT BIJOUX

Anciens, modernes, argentario PERRONO, bd des Italiens, Opéra, 4, Chaussée-d'Arrien Etoile, 37, sv. Victor-Hugo. Vantes - Occasions - Echanges

BLIOUX ANCIENS
BAGUES ROMANTIQUES
to choisissent chez GILLET,
19, r. of Arcola, 4-, 43-54-00-83,
PARCE DUE L'ON AIME
ACHAT BLIOUX OP-ARGENT,
Métro Cité ou Hôtel-de-Ville.

Enseignement

Le Centre GURDJIEFF OUSPENSKI pour le développement intérieur de l'homme, TEL 64-36-61-89,

prenez l'anglais à Londr ages pendant toute l'anné Stages résidentiels d'été pour soluites 13 juillet-3 soût 20 soût-31 soût

10 soût-31 soût
Logerment universitaire
pour jouries de 10 à 15 ans.
Stages de 3 semaines,
résidentiels ou à 1a journée
13 juiller-2 soût
3 soût-23 soût.
Surveillence sesurée
programme d'activités
sport, securaione.
Logt dépon, pour les perants,
THE KENSRNGTON SCHOOL
OF ENGLISH
appr. par le Britisch Council
4, Russel Gerdent, London W14 &PT
161. 01-803 2150/3328
Tétex: 28905, rét. 484.

Lis centre GURDJIEFF OUSPENS pour le développemen intérieur de l'homme. TEI.: 64-36-61-69.

Cours

Vous aimes jouer de l'harmo-nice 1 Facile à bien jouer avec un bon professeur. Celui-ce existe 1 761 : 45-03-15-75 de 10 à 12 h et de 18 h à 20 h. OR. BRILLANTS Livres

Moquettes

MOQUETTE 100 % **PURE LAINE** Prix posée : 99 F/m². Tél. 46-58-81-12.

Vacances

Tourisme Loisirs

A louer soût gits rural état neuf à Lecrouzette (Tam) 6 pers. Tél. (83) 50-82-49. Place des Fêtes, disponible 15 juil -31 solt, 2 chalets 50 m' sur jard. 800 m² - 42-39-57-25, 13 h - 19 h lundi à vendredi. Part. env. Cannes, villa 6 pers., piec., tennis. 27-7/3-8 ; 3 800 ; 24-8 31-8 : 3 500. Téléphone : 73-37-30-06.

Croisière en Turquis, Départ Rhodes, voilier 24 m., 3 ca-bines, Libre 20-7 au 10-8, 8 au 7 septembre, 5 000 F/jour. Tél. 93-39-49-82.

ANTIBES. Loue appt 3 p. stdg. calma. Par quinzaine 5 000 F. (1) 39-14-97-63, 93-32-76-51. Appartaments a lover dens le Lot et la Haute-Savole, juillet. Tél. 65-20-10-82. GORDES (84). A louer septembra maison dans harnesu: 3 chambras, 2 terrasses, 2 salles de bains, 66, jardin. 78, juillet: 16-90-85-46-73. Tél. soût: 16-90-78-83-87.

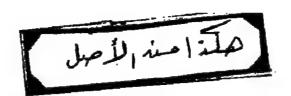
Les Éditions universitaires rechardsent pour le constitution de leurs archives quelques amemplement du Litré-Beeulan, édition 1960, paru sous leur restrue éditoriste.

EDITIONS UNIVERSITAIRES 17, rue de Vaugirard, Paris-6-.
17, rue de Vaugirard, Paris-6-.
16L: 45-48-78-60, poete 20.

L'AGENDA

rubrique paraissant le mercredi et le vendredi (Editions datées jeudi et samedi) sera suspendu du 12 juillet au 2 septembre 1986. REPRISE LE 3 SEPTEMBRE 1986.

حِلَدًا منه الأصل



économie ... LE MONDE - Jeudi 10 juillet 1986 - Page 27

REPÈRES-

Entreprises nationales: 6,5 milliards de francs en 1987

Le gouvernement a fixé une enveloppe de 6,5 milliards de francs pour les dotations au capital des entreprises nationales industrielles en 1987. Cette somme est destinée à Sacilor, Usinor, Renault et CDF-Chimie. L'évolution des marchés pouvant faire varier les besoins de chaque entreprise, la répartition de l'enveloppe ne s'effectuera que dans le courant de l'annnée prochaine. Les dotations prévues pour le CNES (Centre national d'études spatiales) et les entreprises de la « filière électronique » (Thomson, Bull...) resteront à la charge des P et T. Leur montant n'est pas encore arrêté.

Transports: améliorer la compétitivité des ports français

M. Jacques Dupuydauby, ancien PDG de la SCAC (qui est une société de transit) et actuellement vice-président du groupe Bouygues, vient d'être chargé par MM. Jacques Douffiagues et Ambroise Gueillec, ministre des transports et secrétaire d'Etat à la mer, d'une mission de réflexion et de propositions sur les ports maritimes. Il remettra son rapport le 1e décembre. Il s'agit de mettre un terme à une « dégradation de la position portuaire française », face à la concurrence des ports du nord de l'Europe, notamment, et d'améliorer l'ensemble de la chaîne de transports, avec ses maillons terrestre et maritime.

AGRICULTURE

5-65-17-54

THE WILLIAM

ER 43 49 10.

STES REFERENCES

PK 42-43-50 +

THE STEAM

EIBLE

MALE MEDIES

Fig. 1 THE REAL PLANS BUT

me massy stille

L'AGENDA

TOL 2 HONE WAS IN

MINT

VEND

QUOTAS LAITIERS

370 millions de pénalités à la charge des éleveurs

annoncé qu'un crédit de 400 mil-

lions de francs serait débloqué à cet

effet. Le dispositif qui sera mis en

place prévoit que 80 % des volumes de lait libérés seront affectés aux

entreprises, les 20 % restants iront à

une réserve nationale dans laquelle

on pourra puiser pour affecter des

quotas aux nouveaux éleveurs. Les

primes seront comprises entre un plafond de 62 000 F et un plancher

de 12 000 F pour les producteurs qui

livrent au moins six mille litres par

Ce programme sera complété par

une aide communautaire non cumu-

lable. La Commission prévoit de

verser, pendant sept ans, une prime

annuelle aux éleveurs qui cessent la

production, avec une priorité pour ceux qui ont plus de cinquante-trois

ans. Proportionnelle au litrage

libéré, cette prime serait d'environ

20 000 F par an pour 100 000 litres.

Voici venu le temps des pénalités que doivent payer les producteurs de lait qui ont dépassé leur quota. Globalement, ce sont 370 millions de francs qui seront retenus à partir du mois de juillet. Ce traitement provoque, comme on pouvait s'y attendre, des protestations dans les régions les plus concernées par le dépassement, c'est-à-dire la Bretagne, l'Est et le Nord.

L'irritation vient surtout de l'inégalité de traitement entre les producteurs, puisque sont seuls soumis aux pénalités ceux qui ont dépassé ce qu'ils avaient le droit de produire et qui livrent leur lait dans une entreprise qui est elle-même globalement en dépassement. Ainsi dans un même village, selon qu'ils livrent à une entreprise déficitaire ou excédentaire en lait, les éleveurs qui ont fauté ne subiront pas la même punition. M. Michel Ledru, secrétaire général adjoint de la FNSEA, a indiqué que, pour la campagne en cours, l'an trois des quotas laitiers, la France songeait à modifier ce système, source d'injustices.

tème, source d'injustices.

Il a aussi indiqué, le mardi 8 juillet au cours d'un déjeuner-débat avec l'Association française des journalistes agricoles (AFJA), qui recevait M. Lacombe, président de la FNSEA, que • le problème des agriculteurs prioritaires avait été à peu près résolu ». Il s'agit surtout des jeunes qui sont contraints de suivre un plan de développement de leur exploitation, avec des objectifs de production. Par le jeu d'une compensation nationale entre régions déficitaires et excédentaires, par rapport aux quotas fixés, ces jeunes pourront atteindre 97 % de leur objectif, sans pénalités et quel que soit leur quota. Par contre, a encore dit M. Ledru, aucune solution n'a été trouvée pour compenser les pénalités que devront payer les petis

Pour la troisième année consécutive, le gouvernement va distribuer des primes à la cessation d'activité laitière. M. Guillaume avait

Revenu agricole: + 2,8 %. - Selon l'institut de prévision IPE-CODE, proche du patronat, le revenu brut agricole par exploitation (en francs constants) augmenterait de 2,8 % en 1986, corrigeant ainsi partiellement la baisse intervenue en 1985 (- 4,7 %). Ce résultat serait dû à un accroissement des volumes produits et à une faible progression du coût de certaines consommations intermédiaires comme les produits énergétiques et les aliments pour animaux. L'IPECODE estime encore que le solde agro-alimentaire se maintiendra au niveau atteint en 1985, soit avec un excédent de 30.5 milliards de francs.

PRÉCISION. — Après la publication dans le Monde du 22 juin 1986 d'un article intitulé «M. De Benedetti est autorisé à prendre le pouvoir chez Valéo», où nous parlions de banque Worms et C«, Worms et C« estime qu'une confusion est possible avec la Banque Worms nationalisée en 1982. Elle nous demande donc de préciser qu'il s'agit de MM. Worms et C«, maison mère du groupe privé Worms, et nou de la banque qui n'a pas de liens juridiques avec le

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements:

45-55-91-82, peste 4330

мн

SOCIAL

DANS LA FONCTION PUBLIQUE

M. Hervé de Charette cherche à relancer la concertation avec les syndicats

M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fouction publique, a commencé cette semaine que série d'entretiens avec les fédérations de fouctionnaires en recevant le lundi 7 juillet Force Ouvrière, mardi 8 la FGAF (autonome), et ce mercredi matin la CGT. Il doit rencontrer la CFIJT mercredi soir, la FEN et la CFTC jeudi. Les deux premières fédérations reçues ont mis en garde le ministre contre une réaction syndicale à l'automme en raison du blocage des salaires et des suppressions d'emploi prévues.

Se présentant volontiers comme nn « libéral modéré ». M. Hervé de Charette, ministre délégué auprès du premier ministre chargé de la fonction publique et du Plan, considère qu' « un ministre n'est pas chargé de défendre la corporation qu'il administre ». Nul ne risque, pour l'instant, de lui en faire le reproche. A peine nommé, ce responsable du Parti républicain, ce libéral, a dû faire avaier aux syndicats une décision particulièrement dirigiste : le gel des salaires dans le secteur public en 1986.

M. de Charette estime cependant que, malgré ce gel et malgre cette absence de politique contractuelle, le pouvoir d'achat devrait être maintenu en moyenne dans la fonction publique en 1986. Mais il y a différentes façons de compter. Son prédécesseur, M. Jean Le Garrec, incluait dans la masse salariale le fameux GVT (glissement, vieillesse et technicité), qui prend en compte les promotions et l'ancienneté pour 0,5 %. Sur ces bases, on arrivait, pour 1986, avec 0,5 % de GVT, 2,1 % d'effet de report des augmentations de 1985 sur l'année en cours et 0,27 % de mesures catégorielles, à une augmentation de la masse de 2,87 %. Rapprochée de l'objectif de M. Chirac pour l'évolution des prix en moyenne en 1986 (2,4 %), cette hausse de la masse permettait non seulement de maintenir le pouvoir d'achat moyen mais même de dégager un léger gain...

ger un léger gain...
Or pour M. de Charette — et surtout pour les experts de Matignon —

SPECIAL DEPART

sacs de voyage

3 tailles, 4 teintes

40 cm 120 F

50 cm 149 F

60 cm 179 F

Lyon - La Part-Dieu

Tour Maine-Montparnasse

12. rue Tronche

41, rue du Four 74, rue de Passy

LA BAGAGERIE®

le gouvernement socialiste, qui avait pourtant caressé un moment l'idée d'un accord salarial avant les élections, a fait - un calcul politique, celui de nous embarrasser -, en épurant l'année 1985 de telle façon qu'il ne restait plus rien à négocier pour 1986. Surtout il s'est livré à des comptes partiels.

Conçu au sens large, le GVT prend, en esse le nompte les changements positifs (promotion, ancienneté et majoration salariale due à une modification du poste de travail à la suite d'un changement de technique) mais aussi les évolutions «négatives», se traduisant par un moindre coût d'une année sur l'autre (comme les départs d'agents à la retraite et remplacés par des débutants, ce qui réduit d'autant la charge sinancière de l'ancienneté). Le GVT est donc un «solde» généralement positif. Quand M. Le Garrec comptait dans la masse 0,5 % de GVT, il n'en intégrait donc qu'une fraction. Pour 1986, dit-on, aujourd'hui, la totalité du GVT positif est de 1,8 %, ce qui aboutit à une augmentation de la masse salariale de 4,17 %, très au-delà de la hausse movenne des prix prévue...

Pour M. de Charette il n'y a donc pas de réel problème salarial pour 1986. Alors qu'il avait indiqué aux syndicats qu'une négociation pourrait s'ouvrir en fin d'année pour examiner une éventuelle clause de sauvegarde en cas de dérapage des prix, le ministre considère aujourd'hui avec le premier ministre que, les experts étant d'accord sur le taux d'inflation à attendre en 1986 (2,3 % en glissement et 2,4 % en moyenne), la question de la clause de sauvegarde ne se posera pas... Surtout que sur la base de 4,17 %, cela laisse une grande marge pour les dérapages...

Les syndicats ne l'entendent pas de cette oreille, la CGT et FO mettant toujours en avant les pertes de pouvoir d'achat subies lors des années antérieures. En signant l'accord salarial 1985, la CFDT et la FEN ont admis, sans le dire, l'intégration de 0,5 % de GVT dans la masse mais, l'encre à peine sèche, elles n'ont eu qu'une idée fixe: l'en faire ressortir. Pour ces syndicats, le seul chiffre à comparer aux 2,4 % attendus pour la moyenne des prix est 2,37 % (soit la masse sans le GVT...)

La réduction des effectifs

M. de Charette doit donc s'attendre à une nouvelle pression syndicale en fin d'année. Pour l'heure, alors qu'il affirme qu'aucune décision n'a été prise, contrairement aux rumeurs, sur la politique salariale en 1987, il reste parfaitement.

Malgré la journée d'actions syndicales le 17 juin et quelques déclarations maladroites sur le droit de grève quelques jours auparavant (1), il ne croit pas à une dégradation du climat social dans la fonction publique. Mais il va soigneusement éviter d'agiter un nouveau chiffon rouge devant les syndicats et il envisage même de prendre des initiatives pour relancer la concertation.

Ainsi s'exprimant devant les anciens élèves de HEC, M. de Charette déclarait-il récemment: « Pour l'essentiel, je ne toucherai pas au statut de la fonction publique d'Etat », ajoutant qu'il n'avait pas l'intention de « modifier profondément les lois de 1982 et de 1983 ». Il est aussi visiblement décidé à mettre en veilleuse son projet de réviser la législation de M. Le Pors sur les retenues en cas de grève.

Il sersit à l'évidence politiquement inopportun d'alourdir le contentieux avec les syndicats alors qu'un des axes de la politique du gouvernement pour 1987 est la réduction de 1,5 % des effectifs de la fonction publique (soit environ 40 000 emplois de moins)...

Au diapason de ses amis politiques, mais là aussi avec modération. M. de Charette est partisan d'une - logique de réduction du poids de l'Etat sur la société civile -. La reduction des effectifs – amorcée légèrement par les socialistes en 1985 et en 1986 – n'est pas, dit-il. une atteinte au service public mais une meilleure façon de préserver sa qualité -. Pour lui, - le critère de la qualité n'est pas sorcément le nom-bre mais l'efficacité du service rendu. - C'esi sans - esprit malthusien ., qu'il estime qu'on ne peut pas aller vers une augmentation conti-nue du nombre de jonctionnaires ». L'Etat, reconnaît-il, a des . missions essentielles à remplir - et dans certains cas • il n'a pas de movens suf-fisants ». La réduction des effectifs doit donc permettre un vaste redéploiement pour corriger les - excès » ou combler les - manques -.

M, de Charette sait que le sujet est - difficile à faire comprendre -, mais il voudrait amener les syndicats à reconnaître qu'il s'agit d'un · vrai problème » qui devrait être abordé non comme une « revendication - mais comme un - suiet de travail en commun ». Le ministre ne rêve pas pour autant à une sorte de cogestion, avec les syndicats, de la réduction des effectifs, mais il est prêt à entamer une réflexion avec eux, par exemple sur la méthode. Il pourrait également relancer la concertation sur un autre sujet - qui fait déjà l'objet de - travaux en commun .. - celui de la formation. Le 5 août 1985, M. Jean-Paul Baquiast (2) avait présenté à M. Le Garrec un rapport élaboré par un groupe de travail administrationorganisations syndicales sur l'introduction des nouvelles technologie dans l'administration. Le rapport Baquiast avait, entre autres propositions, suggéré une diversification des formations initiales et permanentes à tous les niveaux de l'administration. Selon le cabinet de M. de Charette, ce rapport est mis en œuvre et même « au-delà -... Mais il ne serait peut-être pas inutile de reprendre l'initiative...

Le rapport Belin-Gisserot vivement critiqué

La réaction des syndicats a été vive, après la remise du rapport de la mission d'étude animée par MM. Roger Bélin et Pierre Gisserot au ministre de l'économie et des finances (le Monde du 5 juillet). Ce rapport « propose un véritable laminage de la fonction publique », assure la CFDT. Plus de quatre mille emplois seront supprimés dans les administrations centrales, si ce rapport était appliqué, ont précisé les fonctionnaires CGT et la fédération des finances FO.

tion des linances PO.

Cette dernière « conteste formellement » ce rapport, car « la plupart des services financiers connaissent plutôt à l'heure actuelle une pénurie de moyens préjudiciable au bon accomplissement de leur mission ». Même si le syndicat FO ne méconnaît pas « la possibilité dans certains secteurs de restructurations administratives ».

Pour la CGT, le rapport Belin-Gisserot cherche « à s'appuyer sur le mauvais fonctionnement des administrations, la multiplication des géchis et la bureaucratisation des gestions », pout « porter un coup à certaines missions du service public ». Un rapport qui, selon elle, s'appuie « visiblement sur les travaux effectués en 1985 par la Direction du budget et la mission Baecque à la demande du gouvernement Fabius ».

La CFDT refuse que la modernisation de la fonction publique puisse se faire » par des décisions unilatérales ou des réflexions » en chambre » de quelques technocrates », et demande un « débat avec tous les acteurs », jugeant les solutions proposées » simplistes » Concernant une éventuelle remise

concernant une eventueue remise en cause du commissariat au Plan, M. Hervé de Charette, ministre chargé de la fonction publique et du plan, tient à rappeler « qu'une mission d'étude et de proposition a été confiée à M. Ruault sur l'avenir de la planification publique et le rôle du commissariat au Plan ».

tiative... MICHEL NOBLECOURT.

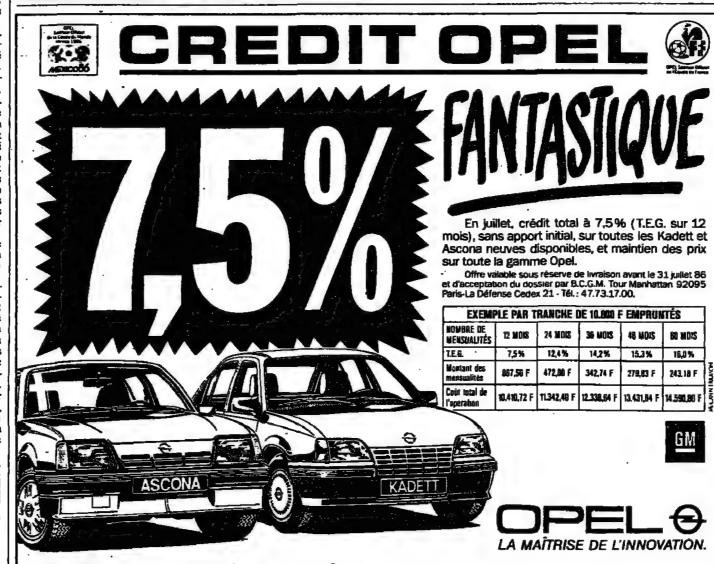
(1) Le ministre avait également indique que « le salaire minimal dans la fonction publique est de 4217 F, alors que le SMIC pour les salaires du privé n'est que de 3 800 F «. Etranges comptes, avions-nous commenté, le ministre s'exprimant en salaires nets et ne tenant pas compte des variations de rémunérations minimales dans la fouction publique selon les zones, au nombre de trois (le Monde du 13 juin). M. de Charette nous a précisé: « Je confirme tout d'abord le montant du SMIC net (3799.43 F arrondi à 3800 F), correspond à une valeur du SMIC brut de 4493.71 F. Je confirme de la même manière le montant du minimum de traltement de la fonction publique en zone III. soit 4217.34 F dont j'ai fait état en vous précisant que les traîtements de la fonction publique en bas de la grille sont exonêrés de la contribution de solidarité. « Il reste qu'il est três inhabituel qu'an ministre s'exprime à l'Assemblée nationale en salaires nets, sans le préciser. Voilà qui est fait.

(2) Secrétaire général du comité interministériel de l'informatique et de la bureautique dans l'administration.

DES DIRIGEANTS DE LA CGT CONDAMNÉS POUR ENTRÉE ILLÉGALE A L'USINE CITROEN D'AULNAY

La première chambre du tribunal civil de Bobigny (Scine-Saint-Denis) a condamné, le mardi 8 juillet, MM. Louis Viannet, numéro 2 de la CGT, André Sainjon, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT, Joël Biard, secrétaire, et plusieurs autres responsables de l'union départementale CGT de Scine-Saint-Denis à verser à la société Citroën 1 F de dommages et intérêts pour avoir pénéiré sans droit dans l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, le 26 avril 1984, à l'occasion d'une journée portes ouvertes organisée par la CGT sans l'autorisation de la direction. L'avocat de la firme, Mc Martin, avait réclamé 631 769 F de dommages et intérêts.

Citroën avait d'autre part réclamé 70 millions de francs à trois responsables syndicaux CGT d'Aulnay, dont M. Akka Ghazi, secrétaire du syndicat, pour la perte de production entraînée par la grève avec occupation organisée par la CGT du 11 au 19 mai 1984. La première chambre a ordonné une expertise pour évaluer le montant de cette perte. L'expert désigné dispose de quatre mois pour remettre ses conclusions.



FERMETURE D'UNITÉS D'ALUMINIUM A NOGUÈRES ET A RIOUPÉROUX

Pechiney préfère le Canada et l'Australie à la France

syndicats CGT, CFDT et FO de l'unité de Noguères,

ont observé un arrêt de travail de trois heures, le

8 juillet dans l'après-midi, et de nombreux commer-

çants des villes situées autour du site de Noguères

out participé le même jour à une opération « ville

morte » pour exprimer leur opposition à la fermeture

ment, et par · la rénovation ulté-

rieure de l'usine de Noguères ».

Mais 1983 est bien loin. M. Besse a

émigré chez Renault, les contrats de

plan n'ont plus la cote, EDF a bon dos, et la vogue du libéralisme

L'argument « énergétique » ne

tient pas. Certes l'énergie entre, en

movenne, pour un tiers dans le prix

de revient de l'aluminium. Certes le

kilowattheure est plus cher en

France qu'au Canada on en Austra-

Le rapport est peut-être de 1 à 3

ou 4, comme l'affirme le groupe

nationalisé, entre la France et les

pays à énergie à bon marché où le kilowattheure coûterait 4 à 5 cen-

times. Mais tout cela n'est pas nou-

veau. Les contrats de fourniture

d'électricité ne se négocient pas et

ne se signent pas en quelques mois. Dès 1983, Pechiney connaissait les

tarifs d'Hydroquébec au Canada et d'EDF en France.

Deux nouvelles usines

Ce qui est nouveau pour Pechiney

en 1986, c'est le démarrage de deux

unités d'électrolyse. L'une à Saint-

Jean-de-Maurienne, qui lui donnera une capacité de 120 000 tonnes par

an ; l'autre à Bécancour, au Québec,

d'une capacité de 230 000 tonnes.

dont Peechiney detient 51 %.

Pouvait-on réellement imaginer la

mise en service de ces deux asines

sans les compenser par des ferme-tures, dD'autant que le marché de

l'aluminium est globalement sta-gnant depuis plusieurs années ? La

nsommation du monde occidental

devrait atteindre 12,65 millions de

tonnes en 1986, contre 12.5 en 1985

Le producteur français d'alumi-

nium poursuivra donc son redéploie

ment géographique en privilégiant les pays dont l'énergie est à bon mar-

industriel annoncé mardi, il ne res-

tera plus en France que quatre sites

d'électrolyse : Saint-Jean-de- Mau-

rienne (625 personnes) et trois sites

de plus faible importance, Auzat (Ariège, 175 personnes), Venthon (Savoie, 300 personnes) et Lanne-

mezan (Hautes-Pyrénées, 415 per-

sonnes), chacun d'une capacité

moyenne de 40 000 tonnes par an.

Après la fermeture de Noguères (115 000 tonnes) et d'une autre

petite unité (25 000 tonnes) à Riou-

péroux (Isère), annoncée en même

temps, ce ne sont plus que

240 000 tonnes au maximum que pourra produire le groupe en France

(contre 400 000 environ en 1982) et de l'ordre de 750 000 tonnes dans le

monde (en n'attribuant à Pechiney

que la capacité proportionnelle à sa

participation financière, soit 37 % à

Tomago, en Australie, et 51 % à

Pechiney peut certes affirmer que

'elle dispose, dans ce sec-

et 12.7 en 1984.

balayera les derniers scrupules.

La direction d'Aluminium Pechiney a annoncé, le mardi 8 juillet à Paris, en comité central d'entreprise (CCE), son nouveau plan industriel. Il prévoit la fermeture, sur les quatre ou cinq prochaînes années, des usines de Noguères (Pyrénées-Atlantiques, 700 per-sonnes) et de Rioupéroux (Isère, 200 personnes). Les détails du plan industriel et du plan social seront pré-sentés lors d'un prochaîn CCE à mi-septembre. Les

Pechiney ne modernisera pas Noguères. Cette vieille usine – elle a vingt-six ans - des Pyrénées-Atlantiques, à la technique surannée, fermera progressivement ses portes au cours des cinq prochaines années (nos dernières éditions du 9 juillet). Ses 700 salariés partiront en préretraite ou seront reclassés. Parce que, affirme la direction d'Aluminium Pechiney, le prix de l'énergie auquel le groupe a accès en France ne permet pas d'envisager

- une rentabilité convenable - pour un investistement important dans l'électrolyse de l'aluminium.

Et pourtant... En signant en juillet 1983 avec l'Etat actionnaire le contrat de plan de Pechiney, M. Resse, son PDG de l'époque, avait bien laissé à penser que « le maintien d'une base française dans le domaine de l'électrolyse de l'aluminium - passerait per la modernisation du site de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie),

UNE ÉTUDE DU CEPME ET DU PLAN

La réduction d'activité et les problèmes de management sont à l'origine des défaillances d'entreprises

des défaillances de petites et moyennes entreprises industrielles est effectivement du à une réduction de leur activité, conséquence directe de la dégradation du climat économique, 23 % d'entre elles proviennent de problèmes de management résultant soit d'une incapacité du dirigeant à s'adapter à de nouveaux produits, soit d'une incompétence pure et simple. Tel est le constat sans complaisance - simple confirmation pour quiconque est en contact régulier avec le monde des affaires - que permet de dresser l'étude réalisée par le Crédit d'équipement des PME (CEPME), en liaison avec le commissariat général du Plan, à partir d'un échantillon de trois cents cas d'entreprises défaillantes recensées en 1983-1984.

Cette enquête revêt d'autant tuée avec l'aide des syndies et administrateurs judiciaires, et les partenaires sociaux y attacheront sans doute un intérêt tout particulier quand on sait que sur les 450 000 personnes qui ont perdu leur emploi pour cause de licenciement économique durant l'année dernière, été réduites au chômage pour cause de défaillance de leur entreprise. Quelquefois, il est vrai, parce que la transmission de l'entreprise, autre vaste problème, n'avait pu être assurée. Dans 80 % des cas de défail-

lances d'entreprises répertoriées, une cause unique a pu être iso-

VILLE DE PALERME

- 21 h : Myrranabon des monuments baroques

- 22 h 30 : Spectacles de feu d'artifice à Mondello.

Lundi 14 juliet - 79 h ; Messe sciennelle en la cathédrale.

Dimenche 13 juillet - 17 h : Char triomphal.

- 21 h : Spectacle de vanétés.

- 22 à 30 : Feu d'artifice à la Manna.

23 h : Feu d'antifice d'enauguration.

La crise a bon dos. Si le tiers lée, même si elle s'est, le plus souvent, combinée avec d'antres facteurs de détérioration qui ont précipité le déclin de l'entreprise. Celle-ci résulte, dans 33 % des cas d'une réduction d'activité dont il faut chercher l'origine essentiellement dans la baisse de la demande (25 %), qu'elle soit tendancielle ou accidentelle; mais aussi dans la perte de clients importants, ce qui pose le problème des entreprises sous-traitantes ou des firmes dépendant d'un nombre trop réduit de clients. La réduction des marges et de la rentabi-lité (18 %) constitue également un signe avant-coureur de la défaillance, et dont les raisons

proviennent de choix stratégi-

ques inadéquats ou de la rigidité

excessive des prix de vente. Si les problèmes de trésorerie (19 %) entrent pour une bonne part dans les causes principales mortalité de ces PMI, ce sont les problèmes de management qui retiennent l'attention avec 23 % des causes de défaillance invoquées par les professionnels Dans le détail ceux-ci mettent en avant l'incapacité du dirigeant et des choix stratétiques inadéquats, tels que des investissements surdimensionnés. l'échec d'une politique d'innovation ou de diversification, l'acceptation de marchés non rentables afin de maintenir l'activité... ou encore la désorganisation ou la mésentente au niveau de l'équipe dirigeante, la formation technique insuffisante du dirigeant, voire la méconnaissance du prix de revient.

LA REPRISE DE FERMENTA PAR MONTEDISON

La fin du rêve de M. Refaat El Sayed

De notre correspondant

Stockhlom. - M. Refaat El Sayed, patron de la société de biotechnologie suédoise Fermenta. amonçait le lundi 7 juillet, à la sur-prise générale, sa décision de vendre toutes ses actions personnelles à l'entreprise italienne Montedison pour une somme dont le montant exact n'a pas été révélé mais qui est sans doute supérieure à 3 milliards de couronnes (autant de FF). Ces titres représentent environ 80 % des voix à l'assemblée d'actionnaires, M. El Sayed quitte le conseil d'administration mais demeure conseiller » de la direction.

En l'espace de quelques année ce Suédois d'origine égyptienne, qui continuait à mener un train de vie modeste malgré ses succès en affaires, avait réussi à monter une belle entreprise et à prendre le contrôle de plusieurs sociétés étrangères, notamment en Italie, en France et aux Etats-Unis. Les actions Fermenta ont battu tous les records à la Bourse de Stockhlom en 1985 et le PDG du groupe était cou-ronné « homme de l'année » par la télévision. En janvier dernier, M. El Sayed franchissait un pas de plus en s'associant à Volvo dans un projet de restructuration de l'industrie pharmaceutique suédoise. Aux termes d'un accord de principe, le constructeur automobile devait céder ses actions dans les laboratoires Pharmacia et Leo en échange d'une part de 20 % du capital social de Fermenta nouvelle version, qui devenait l'un des dix grands mondiaux du secteur pharmaceutique. Volvo assurait de cette facon la diversification de ses activités, tandis que Fermenta avait trouvé le • muscle

poursulvre son expansion. Mais le rapprochement ne s'est jamais fait. Depuis trois mois, M. El Sayed a, en effet, essuyé de nombreux revers car, dans l'industrie suédoise, tous ne voyaient pas d'un très bon œil la percée de ce nouveau renu. Les responsables de Pharmacia et de Leo le soupçonnaient, par

financier » dont il avait besoin pour

LA CHAINE HOTELIÈRE MARRIOTT: DÉVELOPPEMENT **ET DIVERSIFICATION**

De passage à Paris, M. Bill Marriott a annoncé son intention de promonvoir deux nouveaux produits. Le groupe américain Marriott (hôtellerie, restauration) est la neuvième chaîne au palmarès mondial, avec un revenu net consolidé en progression de 19,74 % en 1985 ainsi que le confirme le bilan qui vient d'être publié. Le taux annuel de développement de la société a atteint ce rythme depuis plusieurs années. La diversification des produits proposés est la clef de cette croissance.

La société Marriott, fondée en 1927, occupe en 1985 140 000 personnes, compte 69 800 chambres et ses ventes atteignent 4,2 milliards de dollars. Née dans la restauration, elle s'y est affirmée en multipliant ses activités : restauration d'aéroports, restauration aérienne (150 compagnies), d'entreprises ou de collectivités. Mille quatre cents fast-food et des restaurants familiaux viennent compléter ces ser-vices. La chaîne fournit aujourd'hui

deux millions de repas par jour. Mais c'est grâce à l'hôtellerie (qui représente aujourd'hui 50 % de son activité) que le groupe continue à progresser. Il compte 140 hôtels aux Etats-Unis et, après s'être déve loppé dans le secteur traditionnel (grands établissements de centreville ou d'aéroports), il a investi dans l'hôtellerie de luxe et fait une apparition tardive sur le marché international : Marriott a ouvert onze hôtels en Europe et au Proche-Orient. Il possède à Paris l'hôtel Prince-de-Galles. Le groupe prévoit de multiplier par deux le nombre de ses établissements en Europe.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

RENAULT POURSUIT SA REMONTÉE

miers chiffres disponibles, aura 28.7 % en 1985). La montée en puissance de la Renault 21 (environ 10% des immatriculations), lancée en mars, et le succès confimé de la Supercinq (qui dépasse 10 % du marché) expliquent largement ces performances.

retrouve, avec près de 34 % de péné-

Au total, ce sont les étrangers qui font les frais de ce double succès : leur pénétration chute à 32 % (contre 36,9 % en mai et 36,6 % en 1985). Mais les constructeurs français se gardent de tout triomphalisme au vu des résultats d'un seul mois. Le second semestre devrait cependant confirmer la tendance à la reprise du marché automobile, notamment grâce au Saion de Paris.

exemple, de ne s'intéresser qu'aux divisions biotechnologiques de leurs entreprises et de vendre ensuite, à bon prix, les autres secteurs à d'autres groupes. Un écologiste devait aussi révéler que M. El Sayed avait menti en prétendant qu'il était titulaire d'un doctorat américain de ntutaire d'un doctorat americain de microbiologie appliquée. En fait, il n'avait aucun diplôme. Il y a quelques semaines, le PDG de Volvo, M. Gyllenhammar, qui saluait au mois de janvier le « génie des affaires » de M. El Sayed, annulait l'entente conclue avec Fermenta, durement critiquée par l'inspection des banques et le conseil de direction de la Bourse de Stockholm pour irrégularités et bilans « enjoltvés ». Enfin, le vendredi 4 juillet, Pharmacia et Leo annoncaient leur décision de fusionner pour former le trentecinquième groupe mondial de l'industrie pharmacentique et bio-

Ce fut sans doute, pour M. El Sayed, la goutte d'eau qui fit débor-der le vasc. Aujourd'hui, il accuse d'affaires suédois d'avoir volé ses

idées et de réaliser la restructuration envisagée sans lui. « Les responsa-bles de l'Industrie suédoise me décoivent profondément ; j'ai été malmene et maitraité », a-t-il déclaré avec amertume au cours d'une conférence de presse à Stockje basii a moins

Pour vendre ses actions au groupe italien Montedison, M. El Sayed, qui a assuré avoir « beaucoup d'autres idées », doit recevoir au préalable l'accord du conseil d'administration de Fermenta, des syndicats et du gouvernement. Les syndicats sont pour le moment assez sceptiques. Certes, Fermenta était un groupe multinational. La majeure partie du chiffre d'affaires, de quelque 7 milliards de couronnes, était réalisée dans des unités de production à l'étranger, mais la direc-tion et l'usine de pénicilline-base, avec ses deux cents employés, restaient à Strängnas, à 70 kilomètres de Stockholm. L'entrée en lice de Montedison va sans doute entraîner des changements, qui, selon les syndicats, penvent compromettre à

ALAIN DEBOVE.

LE PROJET DE FUSION CGE-ITT

Siemens demande la création d'un « marché européen » des télécommunications

Le groupe onest-allemand Siereut racheter la Compagnie générale de construction téléphonique (CGCT), société française nationalisée en 1982 et spécialisée dans les télécommunications. Nous demandons à accéder au marché français. S'il y a une solution européenne pour le téléphone, il faut qu'il y alt aussi un marché européen », a déclaré, le 7 juillet, son président, M. Karlheinz Kaske, en faisant allusion au projet de fusion annoncé la semain entre la CGE française et l'américain ITT.

Le message de Siemens est clair et net : les vastes restructurations qui s'engagent dans l'industrie européenne doivent être donnantdonnant. L'opération CGE-ITT offrirait au groupe français, opérateur industriel du nouvel et une entrée sur le marché ouestallemand au travers de Standard Electric Lorenz (SEL), la filiale locale d'ITT, qui possède 30 % à 35 % du marché de la Bundespost. Pour Siemens, cela n'est envisagea-ble qu'en échange d'un contrôle alle-mand sur la CGCT, qui détient 15% du marché des P et T françaises. Quitte - la seconde étape est déjà prévisible - à mieux « équilibrer » ensuite les parts respectives. Le gouvernement français s'atten-dait à cette réplique de Siemens à la

fusion CGE-ITT. Elle ne surprend personne, sauf peut-être les libéraux. qui trouveront étranges ces mar-chandages pour des marchés auxquels se livrent les firmes, sans que ni les P et T ni la Bundespost, qui, après tout, devraient être maîtres de leurs achats, ne pipent mot ... MM. Madelin, ministre de l'indus-trie, et Longuet, secrétaire d'Etat aux P et T, favorables à l'opération CGE-ITT, ne trouveront-ils pas que le donnant-donnant qui s'annonce ressemble fort à une « cartellisa-tion » du marché franco-allemand?

D'autres entreprises sont candidates pour la reprise de la CGCT :le suédois Ericsson, l'américain ATT, canadien Northern Telecom. M. Madelin avait hui-même ouvert la compétition pour choisir l'entretions. Devra-t-il choisir Siemens dans le but « stratégique » de favoriser la fusion ITT-CGE? En fusionnant avec ITT, la CGE sonhaite « acheter » une part du marché ouest-ailemand. Comme le démontrent les demandes de Siemens, cet - achat - est possible, mais il n'est pas simple. La tâche du gouverne-ment français, qui devra répondre sur ce projet avant la fin juillet, se

WTREPRISES

Kirista .

CONSTRUCTION NAVALE

Les chantiers de Cherbourg devront supprimer le quart de leurs effectifs

De notre correspondant

Cherbourg. – Rendues célèbres par l'affaire des • vedettes de Cher-bourg., – disparues en décem-bre 1969 à destination d'Israël. – très convoitées après la mort de leur fondateur Félix Amiot, les Construc-tions mécaniques de Normandie sont en difficulté depuis que les pays producteurs de pétrole n'ont plus les moyens de se payer des bâtiments de guerre aussi sophistiqués que les canonnières lance-missiles. Les chantiers privés de Cherbourg vont tenter de réduire leurs effectifs de 25 % d'ici à la fin de l'année.

Attendue depuis plusieurs mois, la mauvaise nouvelle a été révélée par la presse locale à l'issue d'un conseil d'administration, il y a quelques jours, au siège parisien de la société. Mais l'attitude de la CGT, majoritaire dans l'entreprise, n'a toujours pas permis d'officialiser le plan social » préparé par les conseillers de Mª Amiot et de ses deux filles, héritières du petit empire créé par l'ingénieur cher-

Avionneur à ses débuts en 1914, Félix Amiot - rival de Marcel Das-sault avant-guerre - avait fondé des sociétés particulièrement solides en se reconvertissant, d'abord, dans la sabrication de matériel ferroviaire, puis de chalutiers et, enfin, de petits bâtiments de guerre dont la réputa-tion de rapidité, de robustesse et de manœuvrabilité n'est plus à faire.

Sans cesse améliorées, dotées de ses armes les plus modernes au fur et à mesure de leur apparition sur le et à mesure de leur apparation sur le marché, les vedettes du type la Combaitanie sont toujours à l'avant-garde. Après Israël, la République fédérale d'Allemagne, la Malaisie, la Grèce, l'Iran, la Libye, le Nigéria, le Qatar, la Tanisie et le Gabon en cont acquis insouven 1980. La crise ont acquis jusqu'en 1980. La crise mondiale plus que la concurrence

internationale a toutefois mis un frein à cet engouement et, sans une commande de dix patrouilleurs du type service public par la Marine nationale, le chantier n'aurait plus construit que des chalutiers depuis le début de la décennie.

Après une première vague de départs à la retraite, dont certains par anticipation, dès 1984, les chantiers Amiot, qui employaient alors mille deux cents ouvriers à Cherbourg, se voient dans l'obligation d'améliorer leur compétitivité face à la concurrence des chantiers coréens, voire espagnols ou italiens. Pour cela, deux cent soixante et un postes de travail devraient être sup-primés d'ici à la fin de l'année, soit le quart environ de l'effectif encore au travail. Pour cent trente ouvriers, il s'agira du licenciement pur et simple, ce qui implique encore une demande d'autorisation auprès de la direction départementale du travail. Cinquante autres bénéficieront de la convention du Fonds national de l'emploi qui permet de partir à la retraite à cinquante-cinq ans. Qua-rante et un contrats à durée déterminée ne seront pas renouvelés, et que-rante autres feront l'objet de mutation on de transformation à mi-temps d'emplois à temps complet.

La CGT a invoqué le - délit d'entraves » - un membre de comité d'entreprise n'aurait pas reçu à temps le dossier préparé par la direction – pour faire annuler, le mardi 8 juillet, une réunion extraordinaire du comité d'entreprise appelé à connaître le « plan social ». dont le contenu est pourtant comu de tous depuis les révélations des journaux. Un rassemblement convoqué le même jour par la CGT – à trois jours de la fermeture annuelle des ateliers pour congés – n'a pas est le retentissement escompté : il n'a réuni que cinq cents manifestants dans les rues de Cherbourg.

RENÉ MORAND.

l'important c'est de conserver la ASSESSORAT MUNICIPAL AU TOU-RISME, AUX SPORTS ET AUX LOISIRS centre verra ainsi bientôt le jour à Aix-en-Provence, qui emploiera à terme quelque 300 chercheurs. Pechiney oriente également de plus en plus ses fabrications vers des oro-FÊTE DE duits à forte valeur ajoutée. Mais un matière grise ? La richesse nationale ne vient-elle pas aussi de l'activité industrielle et des emplois qu'elle SAINTE ROSALIE fournit? Le plus piquant dans le cas de l'aluminium, c'est que la France perd une part de sa production alors teur, de deux sérieux atouts : une bonne technologie dans l'aluminium (une cuve d'électrolyse sur deux tacles divers dans les 25 quartiers de la ville dans le monde est de technologie Pechiney) et dans le nucléaire, qui Jeudi 10 juillet - 10 h : Cortège du Sénet palermitain partant du Palazzo devait lui donner de l'électricité en

Vendreck 11 juillet - 20 h : Cortage en vistaments du dix-huitième siècle.

Samed 12 juillet - 11 h : Hommege à Son Excellence le cardinal Page-

Mardi 16 juillet - 19 h : Procession solennelle des reliques de sainte Ro-

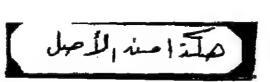
- 21 h 30 : Concert de musique baroque en la cathédrale de Palerme.

CLAIRE BLANDIN. Le mois de mai avait été le signe d'un redressement commercial pour Renault. Juin confirme cette tendance. Sur un marché qui poursuit sa reprise (+ 4 à 5 % par rapport à juin 1985). Renault, selon les prereprésenté près de 35 % des immatriculations (contre 33,1 % en mai et

abondance et à bon marché...

Mais juin aura également été profitable à Peugeot SA. Après un tassement de sa part de marché en mai (30 %), la firme de Sochaux

tration, un niveau plus en rapport avec ses performances antérieures. La 205 Peugeot, dopée par la campagne sur le modèle Junior, retrouve première place devant la Super cinq avec plus de 12 % des immatriculations.



#24.45 g~~ _

Alterior Con

Marmen.

SACTOR . .

P.=

Haler 1

44. 4 4...

Mit.

sate et au

CE:1 3 . . .

新发生

養生 夏:

ffa: 18

#410 F 4 APPR NOT

taxes : . de her er

TELLY : .

Mary to a second

44

1454

Charles . .

FALL .

deren :

THE CO.

1 5 mm

Bratt 4

M4 14 1-

* 4. W. S

Gett

M 4.2 *3 .

45.1 .

*:: --

A ...

Mer de

dra . Lat. . per dans let melioge find d'avoir voit ses

LE PROJET DE FUSION COENT

Mineral demande la création d'an a marché européen » des télécommunications

prompt germegbennent be-test mediene bi Compagnic all de geografiene idéphin-(COCT), addiblé française sphille qui PMS et spécialisate tot additionation and précisées Trans the additionance or consider of account of the state of the stat water allegate for geleget de annibus le sament finner

tr atte ha emple stademeteretens på a betytgent glen Imperein serte planet demonstration den serte paratise demonstration des serte (Citra in Marie Marie aller the morte part is the Market part of the Market par bater Constants, some er off environmen. He appen derhangen if we supporte alle-EFF. THE REPORT OF THE PARTY OF THE PARTY.

CONSTRUCTION NAVALE

devront supprimer le quart de leurs effectifs

general in Q - 32 12 44 A exist in

ÉNERGIE

Le baril à moins de 10 dollars

(Suite de la première page.)

Une fois ses objectifs atteints, et la discipline retrouvée au sein de l'OPEP, il y a toutes chances que le royaume saoudien cher-chera à ramener les prix dans la fourhette qui lui semble idéale à moyen terme: entre 17 et 19 dol-lars par baril. Deux fois plus qu'aujourd'hui. Un bon tiers de moins que l'an dernier - 28 dollars' environ. Reste à savoir quand? Ce n'est pas le plus fa-

La glissade actuelle des cours s'explique par la politique menée depuis plusieurs semaines par l'Arabie saoudite et ses alliés du Golfe sur un marché déjà abondant. En gonflant massivement leur production à la veille de l'été,

Après deux ans de négociations,

l'Argentine et le Brésil vont signer,

le 28 juillet, un accord qui prévoit,

entre les deux pays, la levée des bar-rières douanières pour les produits

LA CHINE

VEUT RÉINTÉGRER

LE GATT

La Chine va « bientôt » demander

officiellement à réintégrer le GATT

(Accord général sur les tarifs et le

commerce), a annoncé, le mercredi 9 juillet, un porte-parole du minis-tère des relations économiques et

La demande de réintégration vise

à une plus grande ouverture de la Chine sur le monde extérieur et à

développer ses relations économi-

ques et commerciales avec les pays

membres du traité, sur les bases de

l'égalité et de l'intérêt mutuel, a

La Chine, a-t-il encore eté indi-

qué, attendra du GATT un traite-

ment équivalent à celui accordé aux

autres pays en développement et se déclare prête à souscrire à ses obli-

gations et règlements, en rapport

avec son niveau de développement

quatre-vingt-huit Etats signataires du traité à sa création en 1947, avait

suspendu sa participation, - pour des raisons historiques -, a indiqué

le porte-parole, en 1949 à l'avene-

ment du régime communiste. -

1977 à 54 200 en 1986. - (AFP.)

US Steel change de nom

La première entreprise sidé-rurgique américaine US Steel va

désormais s'appeler USX Cor-

poration. Ce changement de

nom correspond à une restructuration, USX Corp. devenant la

société mère de quatre unités

(Marathon Oil, Texas Oil and

Gas, US Diversified Group et

USS), dont seule la dernière traite de l'acier. Des rumeurs

ont couru sur la volonté d'US Steel de se désengager complè-

Assurances: rapproche-

entre Rhin-et-Moselle

et le groupe Via

strasbourgeois Rhin-et-Moselle, présidé par M. Michel Léonet,

va se rapprocher du groupe pari-sien Via Assuranca, filiale de la

Compagnie de navigation mixte,

en réunissant au sein d'une

compagnie commune les bran-

ches assurance-vie des deux

groupes, avec un chiffre

d'affaires annuel de 1,2 milliard de francs. Rhin-et-Moselle

détiendra 52 % de cette nouvelle compagnie, que présidera M. Léonat, et 30 % dans la compagnie Via IARD. A l'issue

de cette opération, la Compa-

gnie de navigation mixte sera le

premier actionnaire du holding

Rhin-et-Moselle SA, avec

22,7 %, d'une compagnie aux

côtés du Crédit industriel

d'Alsace et de Lorraine

(15.2 %), de la Sogenal,

Le groupe d'assurances

tement de la sidérurgie.

La Chine, qui faisait partie des

économique et commercial.

commerciales avec l'étranger.

indiqué le porte-parole.

d'abord rempli les stocks des com- des difficultés d'écoulement ou pagnies, puis provoqué un surplus qui, aujourd'hui, se traduit dans les cours. Actuellement, les cuves débordent: - Les raffineurs n'arrivent plus à stocker, même si les prix sont bons et qu'ils désirent de production de 1982 : entre 19 en profiter », assure un négociant. et 20 millions de barils/jour, soit en profiter » assure un négociant. « Il n'y a plus une capacité de stockage disponible dans toute

l'Europe du Nord », confirme un autre. Or, l'Arabie saoudite, le Koweit, les Emirats arabes unis l'Irak continuent de pousser leur rythme d'extraction. Le royaume Wahabite a doublé son rythme d'extraction depuis un an. Ses alliés suivent avec plus ou moins d'ampleur le mouvement. Comme dant. En gonflant massivement la plupart des autres pays de leur production à la veille de l'été, époque de faible demande, ils ont Libye et le Venezuela, gênés par

ÉTRANGER

industrialisés. Cet accord établit des

mécanismes de consultation obliga-toire entre les deux gouvernements

avant toute décision d'ordre moné-

taire ou susceptible d'influer sur la valeur des échanges.

L'accord stipule la mise en place

de stocks d'intervention qui seront à

la disposition de l'un ou de l'autre

pays pour lutter contre les hausses conjoncturelles du prix des produits

de grande consommation ayant une influence prépondérante sur l'indice

du coût de la vie. Il prévoit enfin la

création d'un statuit d'entreprises

D'autres protocoles encore en négociation devraient être ajoutés

Dans l'esprit de ses promoteurs,

cet accord n'est pas seulement un arrangement bilatéral mais consti-

tue bien la première étape d'un véri-

table marché commun d'Amérique

binationales.

Japon/Asean).

British Steel fait des bénéfices

britannique, a dégagé, en 1985, son premier bénéfice net depuis

onze ans. Après impôt, celui-ci s'élève à 38 millions de livres, contre une perte de 383 millions un an plus tôt et un déficit record d'un

milliard de francs en 1981. Ce résultat a été obtenu par une concentration sur les unités les plus rentables et les plus modernes, et par une réduction des effectifs, qui sont passés de 208 000 en

British Steel Corporation, l'entreprise sidérurgique nationale

d'ici à la fin du mois.

L'Argentine et le Brésil veulent créer

un marché commun d'Amérique du Sud

des capacités de production insuffisantes, font de même, poussés par des besoins financiers pressants, l'organisation, au total, a retrouvé depuis un mois son niveau

↑ dollars/baril (159 štres)

production, de se laisser durable ment enfermer dans une situation insoutenable pour l'équilibre financier de leur pays. En cas d'échec, à Genève à la

fin du mois, la dépression du marché pourrait durer encore quelque

temps. En cas d'accord, les cours

remonteront probablement,

moyennant quelques semaines de

délai, nécessaires pour mettre en

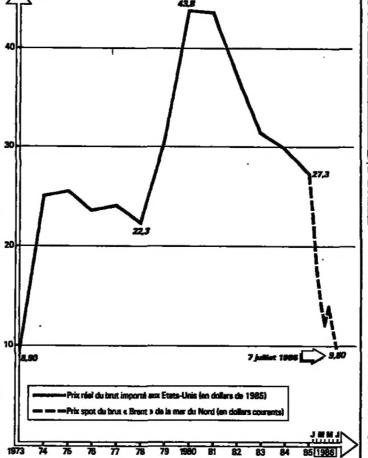
VÉRONIQUE MAURUS.

œuvre concrètement les décisions

(1) 1 million de barils/jour équivaut 3 50 millions de sants/jour équivaut

3 50 millions de tonnes/an. Un baril vaut 159 litres.

et apurer le marché.



25 % de plus qu'il y a un an à la même époque. Les producteurs concurrents n'ayant pas réduit leurs ventes, sinon de façon marginale et éphémère, le marché dé-borde, d'environ à 3 millions de

La baisse des cours a été, en ou-tre, accélérée lundi par la publica-tion, dans la revue Middle East Le but, à terme, est de créer un nouvel espace économique suscepti-ble de donner à ses partenaires une perspective autre que celle de • se faufiler dans les interstices • des marchés régionaux déjà existants (CEE, Etats-Unis, COMECON,

Le premier à s'y associer, a confirmé un responsable argentin, pourrait être - dès le mois d'août tion géographique comme de sa spé-cialisation dans les activités de services, pourrait constituer le pont idéal entre les deux pôles de la nouvelle entité. - (AFP.)

d'assurances suisse et d'une

allemande. Le chiffre d'affaires

cumulé du nouveau groupe d'assurances (Vie et IARD) sera

de l'ordre de 5,6 milliards de

BL (British Leyland)

devient le Rover Group

de l'image de la marque d'auto-

mobile britannique dans le

monde, BL, précédemment Bri-tish Leyland, s'eppellera désor-

mais le Rover Group. Cette

annonce a été accompagnée de

la démission du directeur géné-ral de la division voitures parti-

culières, M. Ray Horrocks, et

d'une nouvelle aggravation des

La caisse régionale du Crédit agricole

de la Creuse

redresse la barre

agricole, dont les comptes

avaient été refusés par la caisse

nationale en avril, va regrouper

ses moyens, en particulier pour les services informatiques, avec

la caisse du Puy-de-Dôme. Il

devrait en résulter un allége-

ment des charges et un meilleur

service, sans pour autant que

des licenciements soient néces-

saires. La crise financière

n'ayant pas affecté la confiance

de la clientèle, les difficultés de

la caisse régionale de la Creuse

sont en voie de résorption par la

nouvelle direction. - (Corresp.)

La caisse régionale du Crédit

Pour faciliter une remontée

barils/jour (1).

Economic Survey (MEES), pro-che de l'Arabie saoudite, d'esti-mations et de commentaires particulièrement pessimistes sur l'évolution de la production, des stocks et des possibilités d'accord au sein de l'OPEP. « La seule question est de savoir jusqu'où peut aller le royaume saoudien », ponse se jouera le 28 juillet à Genève, lorsque les treize ministres de l'OPEP se retrouveront pour poursuivre la conférence suspendue le 30 juin.

Les Saoudiens ne peuvent plus guère attendre, sous peine de ris-quer de voir l'OPEP éclater. Ryad perdrait ainsi son principal levier d'intervention sur les prix pétro-liers et risquerait de devoir ultérieurement assumer seul et non sans difficultés la stabilisation du marché qu'il souhaite à moyen terme. Un tel accord lui donnerait en outre de bonnes bases de négo-ciation avec les producteurs non-OPEP, qu'il souhaite associer aux

Réussira-t-il ? Ce n'est pas dit. Une bonne partie de ses parte-naires de l'OPEP ne partagent pas ses objectifs à moyen terme. La plup=art refusent en outre les sa-crifices nécessaires, craignant, s'ils acceptent de trop limiter leur

UNE LETTRE DE ML NICOLAY VICE-PRÉSIDENT **DU CONSEIL D'ETAT**

A la suite de notre article « Le Conseil d'Etat examine le projet d'ordonnance sur la privatisation : (le Monde du 9 juillet), M. Pierre Nicolay, vice-président du Consell d'Etat, nous écrit :

Faisant état de la saisine du Conseil d'Etat par le gouvernement du projet d'ordonnance sur la privatisation, vous mentionnez « un cer-tain mécontentement du gouvernement . du au fait que ce texte doit être examiné par une commission spéciale et que cette commission serait, à ses yeux, « trop marquée à

gauche ». Je précise ceci :

1) La procédure de la commission spéciale est la procédure nor-male d'étude préparatoire lorsque plus de deux sections du Conseil d'Etat sont intéressées, ce qui est le cas de l'espèce, et cette procédure n'a en aucune mamère été contestée par le gouvernement ;

2) C'est faire injure aux membres de la commission que de donner à penser, comme le fait votre article, qu'ils peuvent manquer au devoir d'objectivité en raison de fonctions qu'ils ont pu remplir dans le passé à l'extérieur du Conseil d'Etat.

••• LE MONDE - Jeudi 10 juillet 1986 - Page 29 magnetic layer in personal con-

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EPARGNER POUR INVESTIR

SLIVARENTE

Société d'Investissement à Capital Vanable

Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 1986

L'Assemblee Générale Ontmane de la Societe reune le 24 juin 1986 sous la presidence de

Monseum Jacques ROCHE a approuve les compres de l'exercice 1985 1986 • Revenus distribuebles : F 356 25 malions • Revenus global par action : F 19 22 composè d'un dividende net de F 17,73 et d'un impôt deja

paye au Treau (credit d'impôt) de F 149 • Mise en palement dès le 25 juie 1986 au titre du coupon n° 32.

GESTILION Société d'Investissement à Capital Variable

Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 1986

L'Assemblee Generale Ordinaire de la Societe, reune le 25 pari 1966 sous la presidence de M RENAULT à approuve les comples de l'elemente 1985 1986 • Revenus distribuables : F 724 17 milions • Revenus global par action : F 6 (5) 22 compose d'un dyndende net de F 5 840 20 et d'un impôt

neys paye ou treson tretan o impair; ne 1 30102.

• Allise en pailement des le 27 juliu 1986 au titre du coupon n. 4.

Comme les années precédentes, le montant du dondende pourra être remnestr en actions de la Sociéte, en franchisa totale de dinoi d'emtree, pendant un desa de trois mois a compter de la

品 CREDIT LYONNAIS LE PARTENAIRE DE VOIRE AVENIR

alain manoukian°

CA do 1" semestre : + 17 %.

Option pour le paiement du dividende en actions

L'AGO du 20 juin 1986, présidée par M. Alain Manoukian, a approuvé les comptes du l'exercice 1985, qui se soldent par un bénéfice net de 26 MF, contre un bénéfice à structure comparable de 13,3 MF, soit une progression de 96 %.

Le dividende a été fixé à 4 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 2 F, soit un revenu global de 6 F.

Les actionnaires pourront, du 1 au 15 juillet, opter soit pour le paiement en espèces, soit pour le paiement en actions, dont le prix d'émission a été fixé à 640 F et la jouissance au 1 janvier 1986. A ce jour, l'action avoisine les 700 F.

Une AGE s'est tenue le 20 juin, à la suite de l'AGO. Elle a approuvé une extension de l'objet social à la prise de participation ou d'intérêts dans toute société ou entreprise, ainsi que l'acquisition ou la gestion de toute valeur mobilière.

Le CA au 30 juin s'établit à 183 MF contre 156 MF au premier semestre 1985, soit ion de + 17 %.

Ces chiffres se situent dans le cadre des prévisions formulées pour l'ensemble de l'exercice, à savoir : chiffre d'affaires en hausse de 15 à 20 % et bénéfice net en hausse de 20 à 30 %.

Empruntez. C'est le moment.

Pour exporter plus et mieux, il faut investir.

Aujourd'hui, la BFCE vous propose des prêts avantageux, à taux fixe, de 3 à 12 ans. Avec nous, sachez profiter de la baisse des taux. Appelez-nous. Nous étudierons la formule qui vous convient.

NUMERO VERT 05.23.99.04

AMIENS 22.91.21.87 - BAYONNE 59.25.69.10 et 11 BORDEAUX \$6.52.21.00 - CERGY-PONTOISE (1) 30.38.11.22 - CRÉTEIL L'ÉCHAT (1) 43.77.11.88 DIJON 80.43.81.34 - GRENOBLE 76.44.82.81 LE HAVRE 35.22.45.24 - LILLE 20.30.60.82 E HAVRE 35.22.47.24 - EILLE 20.50.00.82 LIMOGES 55.79.58.77 - LYON 78.27.71.60 MARSEILLE 91.54.90.09 - NANCY 83.20.80.87 NANTES 40.47.08.33 - NEUILLY (1) 47.47.50.00 - ORLEANS 38.42.05.10 PARIS LA DÉFENSE (1) 47.96.61.11 PARIS NORD/LE BLANC-MESNIL (1) 48.65.44.38 · REIMS 25.40.44.40 ROUEN 35.98.27.87 · RUELL-MALMAISON (1) 47.49.10.92 ST-QUENTIN-EN-YVELINES (1) 30.44.02.77 STRASBOURG 88.32.48.80 - TOULOUSE 61.62.11.31 - VELIZY-VILLACOUBLAY

ce exterueur · Siege social : 21, boulevard Haussmann · 7:4 ian Prancisco, Singapour - Bureaux de representation

- ENTREPRISES -

Les chantiers de Cherbourg

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale réunie le lundi 30 juin 1986, sous la présidence de M. Guy Dejouany, a approuvé les comptes de l'exercice 1985.

Dans son allocution M. Dejouany a indiqué que l'année 1985 était une année importante pour la croissance du Groupe, pour la progression des investissements et pour celle des résutats (21,7% pour le consolidé; 18,5% pour la Compagnie ellemême).

Les événements marquants de 1985

Les éléments principaux de cette croissance proviennent des métiers de l'eau, qui est le métier de base de la Compagnic. De nombreuses conventions nouvelles ont pu être conclues directement, ou par l'intermédiaire de filiales, notamment à Saint-Malo, Sète, Marne-la-Vallee, Lille (agglomération) et Avignon. La convention qui lie la Compagnie au Syndicat des Eaux d'Ile-de-France a été transformée et prolongée. La nouvelle Compagnie des Eaux de Paris qui gère depuis le 1' janvier 1985 la distribution de l'eau dans les arrondissements de la rive droite, a immédiatement entrepris un large effort d'investissements et de renouvellement du réseau.

Cette croissance de 1985 se prolonge en 1986 avec les contrats de Quimper, Saint-Lo, Angouleme, Hénin-Beaumont, Donges, et alors que de nombreuses affaires sont à l'étude ou en cours de

Parmi les autres événements marquants de l'exercice, on peut citer : l'obtention d'un important marché pour le nettoiement des stations et du matériel de la RATP: le développement des opérations de promotion et d'aménagement dans le quartier de La Défense : le décollage commercial de Canal Plus : la signature de nombreuses conventions relatives à l'exploitation des réseaux câblés : le développement régulier des activités du Groupe en Amérique du Nord; la rapide avance dans le domaine des minicentrales de production d'énergie hydro-electrique.

Le développement des investissements industriels a été très sensible au cours des dernières années : au niveau du Groupe, le montant de ces investissements est passé de 1.455,5 millions de francs en 1983 à près de 2 milliards de francs en 1985 (+ 37,5%).

Le Président a indiqué que l'évolution des différentes actions du Groupe était généralement satisfaisante, mais que la situation favorable des résultats consolides en 1985 tenait aussi, pour une bonne part, à des éléments extérieurs à l'exploitation et notamment à diverses cessions de titres de placement.

Les perspectives d'avenir

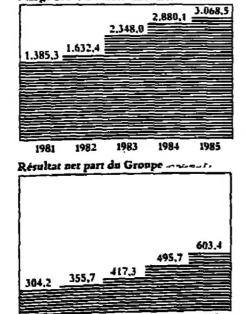
Évoquant les perspectives d'avenir le Président a estimé que l'année 1986 a toutes chances d'être une année satisfaisante au plan de l'activité et des résultats, avec une atténuation des déceptions dans les secteurs difficiles (traitement de l'eau, maison individuelle). D'autre part, la présence aux côtés de résultats courants satisfaisants d'un niveau encore élevé de résultats hors exploitation, procurera un soutien très appréciable. Hors événements imprévisibles, le taux de la progression des résultats du Groupe sera donc encore bon en 1986 et s'annonce comme au moins égal

En conclusion, le Président a souligné les efforts faits par le Groupe et particulièrement dans son métier traditionnel. our jeter les bases du déveloj pemeni de la "décennie 1990" : en réalisant un bon équilibre entre les métiers d'aujourd'hui et ceux de demain; en associant la rigueur et l'émergence de nouvelles activités; en projetant dans l'avenir une réalité présente qui est bonne.

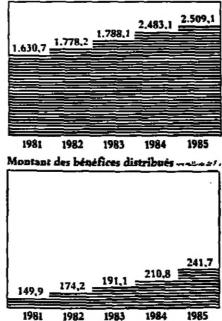
Le dividende net fixé à 21,50 francs pour chacune des 11241385 actions composant le capital social (le revenu global, avoir fiscal compris, est de 32,25 francs). Il est mis en paiement à partir du

L'Assemblée Générale a renouvelé, pour une durée de six ans, le mandat d'Administrateur de M. Dejouany qui a, d'autre part, été renouvelé dans ses fonctions de Président-Directeur Général par le Conseil d'Administration.

1981	1982	1983	1984	1985
23 469,3	26.765,3	24,700,6	39.901.1	44.231,2
3 068,0	4.004.00	4.322,0	5.900,0	5.500.0
304,2	355.7	417,3	495,7	603,4
149,9	174.2	191.1	210,8	241,7
1,385,3	1.632.4	2.348.0	2,880,1	3.068,5
1,630,7	1,778,2	1.788,1	2.483,1	2.504,1
52,060 .	59,900	59.810	68.730	69,090
	23 469,3 3 068,0 304,2 149,9 1,385,3 1,630,7	23 469,3 26,765,3 3 068,0 4,004,00 304,2 355,7 149,9 174,2 1,385,3 1,632,4 1,630,7 1,778,2	23 469,3 26,765,3 29,700,6 306,8,0 4,004,00 4,322,0 304,2 355,7 417,3 149,9 174,2 191,1 1,385,3 1,632,4 2,348,0 1,630,7 1,778,2 1,788,1	23 469,3 26.765,3 29.700,6 39.901,1 3 068,0 4.004,00 4.322,0 5.900,0 304,2 355,7 417,3 495,7 149,9 174,2 191,1 210,8 1,385,3 1,632,4 2,348,0 2,880,1 1,630,7 1,778,2 1,788,1 2,483,1



Marge brute d'autofinancement



S FINANCIERS DES SOCIÉTÉS MARCHÉS FINANCIERS

Le CERC et les placements boursiers

Au hit-parade de la performance réelle des différents placements éta-bli par le CERC (Centre d'études bli par le CERC (Centre d'etudes des revenus et des coûts) dans le cadre de l'enquête sur « L'évolution récente des revenus en France », que cet organisme vient de publier (le Monde du 8 juillet), les valeurs mobilières, et tout particulièrement les actions, viennent naturellement

Avec une hausse moyenne de 38 % sur la période considérée (fin 1982-fin 1985), les valeurs à revenu variable ont réalisé une performance hors pair alors qu'elles ne se situaient qu'au troisième rang pour la précédente étude du CERC (fin 1977-fin 1982), devant les obligations avec une croissance mi n'était 1977-in 1982), devant les obliga-tions avec une croissance qui n'était alors que de 5 %, dépassant il est vrai celle des obligations du secteur privé (1 %) et du logement (2 %). Mais loin detrière l'emprunt 7 % 1973 (20 %) et le lingot (18 %), deux placement du sysient pette deux placements qui avaient natu-rellement uré profit de la hausse du cours de l'or.

Les premiers seront les derniers et le 7 % 1973 a rejoint, cette fois-ci, le lingot dans sa dégringolade en 1982-1985, l'un et l'autre perdant respectivement 7 % et 13 %. Les terres agricoles restent obstinément dans le « rouge » avec un rendement négatif roisin de 4 % à 6 % pour les deux périodes comparatives de cette étude. Grâce à la baisse régulière de l'inflation, le rendement réel des livrets de caisses d'épargne a quitté le « rouge » au cours des trois dernières années, mais ce sont les valeurs mobilières qui ont accaparé l'essentiel des graduations sur le thermomètre » des placeme tant directement que sous forme de parts de SICAV.

Les SICAV obligations françaises ont gagné 8 % de fin 1982 à fin 1985, le rendement des autres formes de SICAV étant de deux points supérieur alors que les seules SICAV « actions françaises » grim-paient de 20 %, ce score étant seule-ment dépassé par les actions fran-çaises en hausse de 38 % comme il a déjà été indiqué.

De là à conclure que la gestion directe d'un portefeuille a été plus rentable pour l'épargnant que le fait de passer par l'un ou l'autre de ces instruments de gestion collective que sont les SICAV et les fonds

Cent mille francs net d'impôt

Abordant l'évolution de la rentabilité des placements avant et après impôts, le CERC souligne à propos de l'épargne liquide ou à court terme que ces placements ont tous bénéficié en 1985 d'une rémunération brute supérieure à la hausse des

A titre de comparaison, en 1983, la rémunération brute des principales formes d'épargne liquide ou à court terme était généralement inférieure à l'inflation. En 1984, seuls les comptes épargne-logement, par contre, avaient pâti d'une rémunération brute inférieure à la hausse des prix. Fn. 1985, pour la première fois. tion brute inférieure à la hausse des prix. En 1985, pour la première fois, ajoute cet organisme, « le contribua-ble imposé à 20 % a dégagé une rémunération nette positive pour les sommes déposées sur son livret ban-ciare ». L'évolution a été la même pour les bons à cinq ans : en 1983, seul le contribuable imposé à 20 % degageait une rémunération nette positive alors qu'au cours des deux années suivantes les contribuables situés dans une tranche supérieure (40 % et 60 %) bénéficiaient, eux aussi, d'une rémunération positive,

toujours en termes nets. Pour ce qui est des valeurs mobi-lières, le CERC rappelle que, compte tenu de l'existence d'abatte-ments forfaitaires, il était possible, en 1985, d'encaisser au moins 8 000 francs de revenus courants de valeurs mobilières sans être redeva-ble d'aucun impôt sur le revenu à ce titre ; ce qui correspond à un porte-feuille boursier moyen de quelque 100 000 francs.

Pour ce qui est plus précisément des obligations, le CERC rappelle qu'au cours des trois années considérées, quelle que soit la tranche mar-ginale d'imposition des contribua-bles, la rémunération nette des épargnants et restée supérieure à la hausse des prix. De surcroit, et de façon inhabituelle, ces placements ont apporté des plus-values non négligeables ». Quant aux actions françaises, leurs taux de rendement courants, amputés ou non de l'impôt sur le revenu, sont allés en décrois sant sensiblement. A l'inverse, les plus-values ont été extrêmement élevées et largement supérieures à la hausse des prix.

Du fait d'une faible imposition des plus-values, la plupart des actionnaires, quelles que soient leurs tranches d'imposition, ont réalisé des performances globales nettes « tout à fait exceptionnelles ». Pour se voir appliquer un taux unique de 16 % sur les plus-values, l'action-naire devait en effet avoir réalisé en 1985 plus de 265 000 francs de cestient à souligner cet orga-

PARIS, Sjullet 4 En baisse: - 1,48 %

dans sa coquille le 8 juillet, l'indi-cateur instantané perdant 1,48 % su son de cloche final. Si le marché a corrigé la baisse plus nette enregistrée à la séence du matin (- 2,87 %), il n'a pu remonter suffisamment la pente. Parmi les valeurs en fort repli,

Maisons Phénix cédait 7 %. Printemps, ACCOR, Télémec Electrique et Chargeurs SA perdaient sussi du terrain, de même que Synthélabo, Eurocom, Crédit National et Source Perrier. Au chapitre des hausses figuraient Penarroya (+ 3,45 %), Géophysique, Locindus, ainsi que Louis Vuitton, Poliet et Fives Lille.

Autour de la corbsille, les opérateurs n'étaient pas ébranlés outre mesure par le vif recul essuyé la veille par Wall Street. «La perte de 60 points du mar-ché américain a sautement incité les investisseurs à rester sur leur garde», observait un profession-nel. Sous un marché très calme, où le volume s'avérait des plus étroits, chacun montrait une cer-taine réserve, en attendant de plus amples explications quant aux raisons de la baisse intervenue outre-Atlantique.

La Bourse limitait cependant les dégâts, compte tenu du fort repli noté en séance du matin lau cours de laquelle les cinq valeurs du marché continu n'avaient pas été comptabilisées dans l'indice, en raison d'un incident techni

Sur le marché obligataire et sur le MATIF, l'ambiance n'était pas au beau fixe, le mouvement de saisie des taux se faisant attendre dans les étages. Au MATIF, l'échéance de mars 1987 se traitait à 112,95, en hausse de 0,08, pour 2 521

contrats échangés. Lingot: 77950 (+ 7,50); napoléon: 514 (+ 3).

PARIS Dollar: 6,94 F **↓**

CHANGES

Sur des marchés des changes très agités, le dollar a fléchi à montré très ferme vis-à-vis de toutes les monnaies, s'élevant mardi et mercredi, pour la pre-

Dofar (en yens)	161	159,75
токуо	8 juillet	9 juillet
Dollar (ca DM)	2,18	2,1675
FRANCFORT	8 juillet	9 juillet

(cffcts privés) Paris (9 juillet) 73/16% New-York (8 juillet) 6 3/4 %

NEW-YORK, 8 juillet \$

Nouveau recui La Bourse de Paris est rentrée

Wall Street a continué de s'effriter le 8 juillet, dans un marché actif, où une demande sélective de dernère heure a, cependant, contribué à limiter les pertes.

En clôture, l'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles cédait 18,28 points, à 1820,72, après être tombé en séance sous la barre des 1800. 174,06 millions de titres ont été échangés, contre 138,23 millions la veille. On notait 1400 valeurs en baisse, contre 281 en progression. 305 sont restées inchangées.

Antour du Big Board, les opéra-

Autour du Big Board, les opéra-teurs étaient encore sous le coup de la sévère correction euregistrée la veille (-62,01 points). Les ana-lystes boursiers, déçus par une rysics boursete, cospe par une croissance jugée « anémique», conseillaient plutôt à leurs clients d'allèger leurs portefenilles. Certains voulaient cependant faire montre de confiance. Ils indiquaient que le marché restait sur une ten-dance de long terme haussière, et se reprendrait avant la fin de l'été. La panne de croissance que comaît actuellement l'Amérique rend pour-

Parmi les titres les plus traités figuraient Pam American Airways (2,663 millions de transections), IBM (1,757 million) et Eastern Air Lines (1,573 million).

VALEURS	Cours du 7 juillet	Cours du Bjullet
Alexa	37 1/8	367/8
A7.T	243/4	24 5/8
Bosing	615/8	61 5/8
Chase Marchetson Bunk	43 1/4	42 1/4
Du Pont de Nemours	80 1/8	78 1/4
Eastrago Kotiak,	56	55 3/4
E0000	59 3/4	80
Ford	52 1/2	513/4
General Bectric	76 3/4	763/8
General Mosors	753/4	75 3/8
Goodyear	325/8	31 7/B
LBML	145	144 3/8
LT.T	56	53 3/8
Mobile	30 1/4	30 1/2
Plas	683/4	B6 5/8
Schäumberger	33	33 5/8
Texasco	30	30
UAL Inc.	513/4	61 1/4
Union Carbide	23	22 3/4
ILS Steel	20	20 1/8
Westinghouse	503/8	49 3/4
		557/8
Xeenx Corp	55 3/4	35 1/6

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100: 31 dec. 1985) 7 juillet 8 juillet Valeurs françaises . . 142 Valeurs turangères . 167,5 104,4

Ch des agents de change Indice général ... 372,6 366,1 **NEW-YORK**

(Indice Dow Janes) Industrielles 1838.86 1829.72 LONDRES (Indice • Financial Times •) Industrielles 1 347,8 1 317,7 Mines d'or 196,6 197,3 Fonds d'Etat 91,56 98,88

TOKYO 7 juillet 8 juillet Nikkel Dow Jones 17714,1 17734,1 Indice général . . . 1366,21 1369,63

			ATIF					
Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 8 juillet Nombre de contrats : 3 426 ECHÉANCES								
COURS	<u> </u>	Juillet 86	Sept. 86	Déc. 86 Man				
Deruier Précédent	Ξ	110,85 111,25	111,65 112,05	112,35	112,50 112,95			

AUTOUR DE LA CORBEILLE

AUGMENTATION DU CAPI-TAL DE LAFARGE-COPPÉE. - Lasarge-Coppée, l'un des princi-paux producteurs de ciment dans paux producteurs de cament cam le monde, va renforcer ses fonds propres à hauteur de 1,04 milliard de francs. L'opération se fera par émission d'actions nouvelles, dont plus des trois quarts seront placés sur les marchés étrangers.

Une seconde augmentation de capital sera calculée par attribu-tion d'actions gratuites, à raison d'une action pour dix existantes au 31 août 1986 (y compris les

actions nouvelles mentionnées plus baut). L'augmentation de capital en numéraire intervient par émission de 800 000 actions nouvelles au prix de 1 300 F. Elles seront placées par un groupe de banques françaises et étrangères, dirigé par le Crédit commercial de France.

Ces émissions, indique la direction de Lafarge-Coppée, s'inscrivent dans - la stratégie du groupe, qui réalise deux tiers de son chiffre d'affaires hors de France.

~~

- t. .p.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

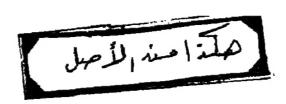
SE-U 6,9675 6 Scan 5,9478 5 Yen (180) 4,3471 4 DM 3,2865 3 Floris 2,9427 7 F.R. (180) 15,5942 15	haut Rep. + eq dé 19785 + 10 + 10518 - 77 - 13517 + 96 +	22 + 25 + 58 61 - 146 - 117	Rep. + or die + 190 + 190 - 428 - 353
Sean. 5,9478 S Yen (190) 4,3471 4 DM 3,2005 3 Florin 2,9421 7 F.B. (100) 15,5542 15	0518 - 77 -	61 - 146 - 117	- 428 - 353
Floris 2,8421 7. F.R. (100) 15,5942 15	3517 + 96 +	112 + 187 + 211	+ 551 + 614
	2834 + 68 + 28445 + 23 + 46079 - 4 + 45073 + 74 + 46672 - 172 - 4858 - 291 -	81 + 133 + 152 38 + 49 + 62 48 - 31 + 77 93 + 154 + 180 141 - 332 - 390 259 - 554 - 495	+ 385 + 48 + 189 + 229 + 14 + 333 + 457 + 586 - 1016 - 921 - 1521 - 1366

TALLY DES FIROMONNAILS

			JEG	CUNU	MUN	RAIL	5	
SE-U DM Flock F.B. (190) F.S L.(1 400)	6 7/8 4 1/2 6 1/4 7 2 1/4	7 1/8 4 3/4 6 1/2 8 2 3/4	6 7/8 4 1/2 6 1/8 7 411/16	7 4 5/8 6 1/4 7 3/8 4 13/16	6 3/4 4 1/2 6 7 4 3/4	6 7/8 4 5/8 6 1/8 7 3/8 4 7/8	611/16 4 9/16 511/16 6 7/8 4 3/4	411/16 513/16 7.1/4 4.7/8
£	16 1/4		11 1/8 19 3/16			11 5/8 10 3/16	11 1/4	11 3/4

7 1/2 7 1/8 7 3/8 7 1/8 7 3/8 7 1/8 7 3/8 Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués an

حلدًا من الأصل



S FRIANCIERS

... LE MONDE - Jeudi 10 juillet 1986 - Page 31 MARCHÉS FINANCIERS

	BOURS	E DE	PAR	IS										8	Л		LLI	ET	Cours à 17	relevés h 33
	Companistics VALEURS Cours Preside cours	Deroier % Cours +-			-	Rè	glemen	it me	nsu	el				Ť	Compen-				Demier cours	%
٠	1560 4,5 % 1973 1565 1541 4410 C.N.E. 3% 4390 4386 1145 B.N.P. T.P 1152 1152 1140 C.C.F. T.P 1182 1149	1547 - 0 90 4398 + 0 18 1153 + 0 08	Mapen-VALEURS	Cours Premier précéd. cours	Demigr % cours + -	Compan-		7	mier %	Compan-	VALEURS		action Dernier cours cours	% +-	98 615	Driefontein (Du Pont-Her	n 574	563	89 50 563	+ 0 78 - 1 91
ı	2850 Plectrick T.P 2820 2820 1688 Plensuit T.P 1757 1751	[1149] - 026]				8 210	Mais, Phinix 240 Mejoretto (Ly) 582	223 20 225 570 570	5 - 6	25 690	Sexpiquet (Na)	710 7	15 715	+ 070	430 27 270	Eastmen Ko East Rand Electrolux	25 90 286	26 70 279	394 26 90 279	- 191 - 271 + 388 - 244 - 213
١	2227 Ritme-Pord. T.P., 2430 2401 1352 St-Gohain T.P., 1360 1336 1362 Thomson T.P., 1336 1335 380 Accer	2401 - 1 19 1336 - 1 03 1335 - 31 419 - 4 77	35 Crouset	2085 1970 11 335 327 1970 2000 11 390 3390 3 270 270	520 - 1 8 895 - 3 3 330 - 1 4 996 + 1 2 390	8 103 6 346 1450	Menertin 113 Mar. Wendel 395	1 110 50 110	1 E	21 113 06 77 67 900	S.C.O.A S.C.R.E.G	576 5	62 870 20 80 120 40 40 74 562	- 082 - 697 - 243	255 430 385	Exceson	383 20	414 370	418	- 2 13 - 3 44 - 0 87
ı	745 Air Liquide 745 765 2190 Alcaini 2170 2170	2165	RIU IUCCIS ITANCA!?			0.000	Martin-Gerin 3440 Martin-Gerin 3440 Micheliet 2995 Michard Bir S.A. 513 Min. Sulsig, (Ma) 475 M.M. Pentarroya 435	381 375 1485 1475 2352 2380 3410 3400 2975 2975 5390 5950 505 471 490 50 448 348 349	0 - 3 - 1 - 0	64 495 16 1820 66 73	Sefeneg S.F.L.M. S.G.E. Signacu Ent. El.	1907 19 B2 50	51 451 90 1970 90 80 81	+ 022 + 330 - 181	58 78 585 435	Freegokt Genoor Gén. Bectr. Gén. Belgiqu	76 40 565	77 40 542	51 05 77 40 542 453	- 087 + 130 - 407 - 237 - 330 + 151
	340 ALSPI 388 372 410 Abstrom 438 424 50	1475 + 034 12 371 - 438 29	110 listen	2250 2150 2 1470 1450 1 1380 1328 1 3050 2045 3 291 286 50 277 276	330 - 22 020 - 09 288 - 17	1 40	Micland Bit S.A. 513 Min. Salaig, (Ma) 475 M.M. Penarroya 43 9 Molti-Heanesey 2170	505 505 471 490 50 44 80 44	0 - 2 5 - 1 0 + 3 4 90 + 3	- 020	Silice Simco-U.P.H Simnor (Li)	1014 10	03 1008 96 596 50 50 350 50 70 1270 47 947	- 078 - 083 - 154	555 45 43	Gen. Motors Goldfields - Goldfields - Goldfields	545	532	527 47 43 10	- 330 + 151
١	183 Autonolog Ray 214 212 1300 Ann. Enterpr 1480 1450 1190 Annon Descript 1775	1790 ~ 2 99 1 212 ~ 0 93 18 1460 ~ 1 35 21 1345 ~ 2 18 525 ~ 1 26 22 1100 ~ 1 78 14	900 Epada-8-Faura . 1 530 Estator	277 276 1 1990 1990 1 2705 2730 2 466 460	276 - 036 1990 - 107 461 - 107	e26	Molt-listnessy 2170 Mot Listoy-S + 872 Moulinex 80 Nirvig, Mictor 1090 Nord-Est 122	872 860	-1:	22 940 37 955 255 2080	Skis Rossignal Slimisco Sodero (Ma) Soderho	3566 3 1300 12 945 9 265 2 2115 21 438 90 4 1299 12	70 1270 47 947 85 285 00 2090	- 230 + 021 - 118	60 36 835	Hermony Hitachi Hoechez Akt	52 20 34 85 800	52 60 34 55 783	54 34 55 784	+ 344 - 086 - 2
ł	815 Ball-Equipum. 633 625 1090 Bell-Investite. 1120 1100 1000 Ca Bencaire 1140 1107 630 Bazar HV. 618 608	625	100 Eurocom *1	488 460 4 2900 2900 22 1540 1527 14 2241 2170 2 1380 1335 11	900 485 - 351	7 500 6 475	Illiantion (Ny) J. 496	186 30 186 498 50 498 471 471	50 + 0	86 1140 50 880 26 1280	Sogerap Source Pertier , Sower	1299 12 762 7 1370 13	36 436 15 1215 37 737 65 1356	- 068 - 648 - 328 - 109	103 84 1030 320	Imp. Chamic Inco. Limited IEM	1025	83 70 1016 1	8370	- 3 19 - 5 95 - 0 48
ı	\$20 Bághin-Say 472 480 300 Sergar (Ma) 300 300 570 Bic 828 819	300 614 - 191	150 Fecom	1380 1335 11 1600 1501 11 831 827 310 301	350	1480 8 215 8 400	Dono F Paris 1560	985 984 1510 1510 200 50 200 465 465 3510 3400	0 - 3	20 345 71 535	Strator Synthelabo 🛊 . Taksa Luzanec . Tál. Piner .	550 5 400 50 3 540 5 3420 32	37 731 1356 25 528 87 30 393 39 535 60 3260 85 1286 81 381	- 4 - 187 - 092 - 467	169 62 726	itto-Yokado Matsushita Marck	167 90	170 58 10	58 10 I	- 048 - 306 + 125 - 152 - 315
.	2250 Secult (Géné) . 2282 2200 1800 Bongsin S.A 1895 1875 1110 Bowms 1205	1875 - 106 1 1195 - 082 3	26 Fondarie (Gén.) . 185 Fraissinet (Ma) . 100 Francareo	198 200 2 379 80 350 3	290 + 100 23 + 040 200 + 100 350 - 780	3 1010 1 850	Olide-Caby 204 Op5-Parities 471 Orési (L.) 3820 Paris-Résscomp 875 Pechelbronn 1240 Panhost 1495	465 465 3510 3400 870 870 1199 1190 1407 1418 1165 1156 118 10 117	- 1: - 6: - 0: - 4: - 3:	83 370	Tél. Elect. Thomson-C.S.F. Total (CFP) - (certific.) . T.R.T.	1310 12 365 50 3 86 2970 28	85 1286 81 361 85 85	- 190 - 123 - 116 - 268	790 220	Minnesota M Mobil Corp. Nestié	L 776 212 33000	753 211 33200	763 211 33200	- 167 - 047 + 060
. 1	3620 B.S.N. 3950 3840 1150 Camend 1292 1265 2800 Camend 3180 3116 1640 Casino 1605 1591	13115 I – 204 I ²	200 Fromageries Bel 200 Gel. Lafayette	1058 1005 11 375 370	1005 - 5 370 - 131	3 1090 114 3 865	Persod-Ricard 1161 Pétroles B.P 118 Peupert S.A. 980			73 650	U.C.B. #	898 8 1089 10 735 7	80 880 90 1089 30 724	- 2 - 149	152 141 1240	Norak Hydro Ofail Petrolina	120 50	124 20 1314 1	142 124 20 314	- 340 + 307 - 083
	1220 Casino A.D.P	1591 - 0.87 1368 - 1.22 912 - 0.97 1460 - 3.24	170 Gerland 125 GTM-Entrapese 135 Guyarme-Gasc.	285 284 1130 1100 11 373 380 1676 680	280 c + 18 100 - 28 355 c - 09 850 - 38	5 1470 6 585 4 1990	Potier 64 5 Poliet 1475 P.M. Labinal 691 Presses Ctal 2025	1500 1495 686 652	2 50 - 3 5 + 1 2 - 5 1 - 2	35 B1 J	Valéo Validurec V. Clicquot-P Via Banque	86 90 4700 46 890 8	BT B120	- 181 - 655 - 010 - 089	490 152 510 475	Philip Morris Philips Outmits Randforten	145 30 505	143 30 500	143 30	- 780 - 137 - 019 + 285
١	430 CFRF 540 515	1662 - 154 25 517 - 425 1092 - 504 1185 - 404 66 50 - 087	72 limital I	1850 2850 21 661 652 0 63 80 87 20	850 651 - 15: 63 60 - 03: 885 - 16:		Presses Col. 2025 Préstabl Sic. 1565 Préstabl Sic. 1565 Pricagez 480 Prinsenps 583 Promodés 1651 Promodés S.A. 2566 Radiotuchn. 913 Ruff. Dist. Total 135 Redutte (La) 1735 Roussel-Udef 1530	1500 1495 686 652 1990 1981 1565 1585 458 455 50 257 257 813 912 1715 1720	5 - I	48		trangè	res		555 68 80	Royal Dunch Ric Timo Zin St Halang Co	548 c 64 50	540 54	540 64 73 50	- 0 19 + 2 86 - 1 45 - 0 77 + 1 80 - 1 70
1	490 Chab Médianz 560 547	849 21/	ierra. Pleiro M 100 just. Mérieux 100 justerbeil 150 justerbeil 150 justerbeil	1940 4130 4 203 710	710 + 50	7 230 9 895	Proceed S.A 256 ! Radiotechn 913 Raff. Dist. Total 135	50 257 257 913 912 136 136	- 0: 7 + 0: 2 - 0: 6 + 0:	10 430	EH-Gebon Amax Inc Amer. Express Amer. Teleph Anglo Amer. C.	91 437 477 70 1	90 30 90 30 92 50 430 75 173 50	- 076 - 150 - 236	230 84 2000	Schumberg Shell transp Semena A.G	81 50 a 1955	81 70 1963 1	81 70 963	+ 024
Į	755 Calis	400 - 074 12 872 - 311 14	140 Lufarge-Coppie 1 120 Lutarge-Coppie 1	/50 //0 1575 1551 15 1360 1325 13 1448 1446 14 1200 4170 4	920 - 05 770 - 25 551 - 15 325 - 18 443 - 03 170 - 07	2 1250 5 1070 4 4130	Roussel-CJLL . 1180	1490 1490 1175 1175	- 2	42 900 1 34 930	Amgold BASF (Alrt)	76	77 101 77 10	+ 144 + 051 - 250 - 077	143 157 17 1390	Sony T.D.K Texhiba Con Unitever	p 153	153 17 55	136 10 153 17 50 411	- 101 - 140 - 035
	515 Compt. Mod	585 - 233 10 1740 - 057 8	130 Localiumoe	1141 11105 11	170 - 07 105 - 3 1 685 + 0 5 094 + 2 2	1 250 5 2710 8 655	Sade	4390 4390 260 260 2814 2814 625 630 2000 1990 1206 1206	9 - 10	51 146 98 26 09 300	Buffelsfort Charter Chase Manh Cie Pétr. Imp	898 6 135 60 1 27 60 305 3 184 50 1	89 780 84 891 37 137 27 27 04 304 75 90 176 45 45	+ 103 - 181 - 032 - 460	340 396 405	Unit. Techs. Vsel Reess Volvo		332 376 50	334 10 378 50	- 1 + 080 + 051
	Done la querième colonne, fig tions en pourcentages, des cou du jour par repport à ceux	e de la séance	180 L. Walton S.A. + 1	1040 1066 10	040 720 - 177 445 - 236	7 880	Salomon	1206 1206 715 720 475 475	6 + 6	50 45	De Beers Deutsche Bank Dome Mines	2365 23	45 45 55 2355 37 40 37 30	+ 089 - 042 + 135		West Deep Xerox Corp. Zembie Corp		174 40	174 40	+ 1 10 - 1 78 - 0 81
	VALENCE % %de			ptant	1.		<u> </u>				11		econ	_	-				Τ.	
ł	VALEURS du nom. coupo	Cle industrials	Cours Demier cours 3484 3600	VALEURS	160	Demist cours	VALEUR\$ Étrang	préc. cou	AL AL	VALEURS GP.SA		Dernier cours 1584	VALEURS Desphin 0.T.A	176	éc. 15 175		VALEUI Mda:	32	rec. 1	
١	Essp. 7 % 1973 7725 Essp. 8,80 % 77 122 96 1 133 9,80 % 78/33 105 50 9 719	Concercie (La) Cancercie (La) C.M.P. Caédit (C.F.S.)	415 398 1239 1218 22 90	Operg Operg Orgay Desertise Pulsis Househald	190 1	110 192 245 10 190	AEG	1070 463	As BA	in Manadiae ystel SP P	329 50 700	710 325 705 1325	Devantey	95	5 99	36	Nausio-Dalmag Om. Gast. Fin. Patamalio-ILD. Patit Batsar .	33	90 38	7 0
	8.80 % 78/95 100 73 5 039 10,80 % 79/94 110 9 113 13,25 % 80/90 111 25 1 307	Créd. Gén. Ind	1380 1390 725 725 881 990	Partee-CP	997 9	1889 198 134	American Brands, Am. Petroline	206 1640 1855 700 637 235	Boil Boil Car	Ecré Technologies joni bles de Lyca	. 848 544 820	849 535 817	Elect. S. Deamult Expend	92 40	13 92 10 40 10 86	25 20 50	Pascoligaz Razel St-Gobein Fush	46 86	87 45 80 86	7 D
1	13,80 % 80/87 107 80 10 057 12,80 % 81/88 113 86 8 816 16,75 % 91/87 110 18 13 859	Coddini	198 90 197 50 445 459 2880 2700	Part. Fin. Gest. Im Pathé-Cinésas Pachinay (cest. im.)	1959 18 352 3) 225 2	180 e 165 d 120	Acted	440 139, 271 271	0 0	berson p Germini Sogeti .	610 1899 1985	595 1900 1980	Geistell Gry Degresse LC.C.	39 97	0 38 5 98 9 30	80 80 05	SCGPM Seme Metra . SEP	16 90	55 16 08 88 40 114	& 0 0
1	16,20 % 82/90 124 90 7 898 18 % juin 82 127 20 1 316 14,60 % fels. 83 125 75 5 520	De Diesich	1629 1525 1060 1050 1200 1190 525 545	Ples Worder Pipe-Heidnisch P.L.M.	770 8 202 2	500 500 500	Banque Morgan Banque Otsomene B. Rági, Internat,	630 828 1050 998 30900 30430	0 C	Equip. Blacz	235	544 236 738	N informatique . Loca-investiment Manuten	mat . 38	66 35 17 54	50 97 46	SEPR SM.T. Goopi Softes	3		ě
	13,40 % dic. 83 130 90 7 342						Dr. I producer	CCA CCC												
1	12,20 % oct. 84 120 60 8 158 11 % 16. 25 124 4 159	Drag. Trav. Pub East Base. Vicby East Victed	39 30 37 6 1763 1763 1081 1220	Portier	1536 14	100 174 150 250	Br. Lambert	950 555 85 85 84 90 942 950 440 434	D C	S.L Informatique Occid. Forestilms Ast	140	498 137	Merin Immohiler Métalug, Misala M.M.B	18	2 20 17	75 10	Sepra,., Valous de Fran	84		š
	72,20 % cst. 84	Drag. Tree. Pub. East Bass. Vichy East Vichel Economista Centre Bacto-Barqui Electro-Franc.	39 80 37 o 1763 1763 1081 1220 575 540 436 80 440 1100 1035	Providenta S.A Publicis Raff. Stud. R. Rhône-Publ. (r. inc.) Ricqüe-Zun Rochellortaine S.A.	1535 14 1470 14 240 2 465 10 4 135 1	174	Canadian-Pacific Commercianik Durt, and Kneit De Bassa (port.) Dow Chemical Dresdiner Bank	85 85 84 90 942 950 440 434 41 70 411 390 1278 1288	D C	Occid. Forestilen	140		Mitchey Miche	18	2 20 17	75 10		84		i
	12,20 % oct. 84	Drug. Type, Pub. Emer Sten. Vichy Emer Vical Economete Centre Eucho-Barren Electro-Franc. El-Antargar E.L.M. Loblanc Eruff-Bretigne Erich-Bretigne Erich-Bretigne	39 80 37 0 1763 1763 1001 1220 575 540 440 1105 1305 385 386 614 624 280 805	Providence S.A. Publicie Reff. Starf. R. Rober-Poel. (r. ine.) Ricoplin-Zen Rocketto-Cospa Roserio (Fin.) Rospier et File	1536 14 1470 14 240 2 465 10 4 135 1 171 80 1 70 50 1 190 1	174 150 150 170 138 178 70	Condin-Pacific Commerciant Durt, and Knaft De Beers (port.) Dow Chemical Desselve Beark Gen. Belgique Genert Glassy Goodyner	85 85 84 90 942 950 440 434 41 70 390 1278 1228 464 453 990 114 105 235		Occid. Forestilen	140	137	Mitchey Miche	18	2 20 17	75 10		84		
١	12,20 % cst. 84 120 60	Drug, Tran, Pub. Ener Sten, Vichy Ener Sten Endormets Centre Endormets Centre Beston-Brane Enter-Franc El-Autrepte E.L.M. Lablanc Endif-Bratigne	39 80 37 o 1763 1763 1081 1220 575 540 436 80 440 1100 1035 385 385 614 624 286 280	Providence S.A. Pablicis Ref. Soul. R. Illuso-Poul. Jr. inu.) Riccisio-Zon Rocketto-Cuspa Rossio (Fin.) Rospio at Fid. Soular Sector Sector Sector SAFAA SAFAA	1535 14 1470 14 1470 14 1485 10 4 135 1 171 80 1 199 1 68 50 1 1950 7 1950 7 600 5	174 150 150 170 138 178 70 190 69 50 22 21 90 d	Condino-Pacific Chammazhenk Dert, and Knaft De Beers (port.) Dow Chemical Dreschen Benk Gen. Belgique Genert Glatto Geodynar Gence and Co Guf Carmela Carp. Hemsywell Inc. L. L. Lodsstries	85 85 84 90 942 950 434 41 70 41 70 1278 464 453 990 114 105 235 378	5	Occid. Forestilare	140	137	Mitchey Miche	13 60	9 63	75 10		84 31	8/	
	12,20 % oct. 84	Drug. Type, Pub. Emer Sten. Vichy Emer Vical Econometr Centre Bucto-Barraya Bettor-Franc. EH-Antaryas E.J. M. Lobianc Eruli-Brettagne Erich-Brettagne Erich-Robins Epingha Paris Epingha Paris Epingha Resi	39 80 37 c 7753 7753 7753 7753 7753 7753 7753	Providence S.A. Peticle Peticle Ref. Seal: R. Illuse Poul. (c. inc.) Ricciale Zea Rockalertaire S.A. Rockaler Ougra Rossin (Fin.) Rospier at File Sear Secion SAFA Sejo-Alcan SAFT Sogs S-Gobies C.J. Safes du Meli	1535 14 1470 14 240 240 135 1 171 80 1 170 50 190 1 195 1	174 150 170 176 178 178 178 179 180 180 180 180 180 180 180 180 180 180	Condine-Pacific Commerciant Durt, and Knaft De Beers (port.) Dow Chemical Dresdow Bank Gen. Belgique Genert Giston Geodyner Gener and Co Guf Cornela Corp. Hemeywell luc. 1. C. Industries Int. Misc. Disen Johannesburg Kalops	85 85 84 90 942 950 404 404 404 404 407 407 1278 4654 453 890 114 105 235 388 378 567 240 241 551 15 15	A.A.	Occid. Forestilling	V (sélect Emission Frais Incl 696 78 448 86	137 Rachet net 679 79 428 51 567 48	VALEUR:	S Emp	12 20 17 19 63	75 10 30	VALEU Parame Vale Parame Parame	RS From	8/ mission is incl. 1046 65 273 19	7 Rachet net 1094 32 1612 41 271 83
	12,20 % oct. 84	Drug. Type. Pub. Enus Sten. Vichy Enus Vical Ecocometa Centre Bucto-Burque Electro-Franc. El-Autorgue E.J. M. Lablanc Eruff-Bretigne Erospita Paris Eparyne 88 Estap. Accumul Enuil	39 80 37 763 7763 7763 7763 7763 7763 7763 7	Providence S.A. Paticis Nati. Soul. R. Illuso-Poul. jc. inu. Ilicpio-Zun Rochalortaine S.A. Rochastro-Cespa Rosario Urin.) Rospio Urin.) Rospio et File Sacior Saci	1535 14 1470 1470 1470 1470 1470 151 1470 151 155 151 170 50 17 1805 1605 160 1805 1605 160 1805 1605 160 1805 1605 160 1805 1605 160 1805 1605 160 1805 1605 160 1805 1605 160 1805 1605 160 1805 1605 160 1805 1605 160	174 190 170 138 178 190 69 50 20 21 20 49 50 60 60 60 60 60 60 60 60 60 60 60 60 60	Condine-Pacific Commerciant Durt and Knut Durt Beers (port.) Dow Chemical Dow Chemical Orescher Benk Gen. Beiginge Gener Glaco Geodyner Gener and Co Guf Correcta Cop. Homeywell Inc. 1. C. Industries Int. Mis. Duen Johnrumburg Kadon Latonia Mannestratin Midded Bank Pt. Missori-Ptem	85 85 84 90 942 960 434 41 70 41 70 1278 464 453 990 114 105 235 378 236 343 240 241 851 15 15 283 282 600 58 10 59 53 50	A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.	VALEURS LA. LA. LA. LA. LOS Frances LO	V (sélect Emission Frais Incl. 696 78 448 86 594 44 657 76 1112 26	137 	VALEUR: Facti-Associations Fraction:	S Em 113	iceion a incl.	Razhet net 1266 13 300 71 267 22 7394 64 682 24	VALEU Paramete Valor Paramete Parameter Parameter Parameter Parameter Parameter Parameter J	RS Fro	8 / niesion is incl. 1006 41 1044 65 273 19 740 65 22706 63	7 Rechet net 1094 32 1612 41 271 83 708 99 70169 45 52705 63
	12.20 % oct. 84	Drug. Trace. Pub. Emir Stein. Vichy Emir Vicel Excounts Contro Encounts Contro Encounts Contro Encounts Contro Encounts Contro Encounts Contro Encounts Enco	39 80 37 0 1763 1763 1061 1220 1576 540 440 1150 1150 1256 280 1256 280 1256 280 1256 2300 225 230 225 230 225 230 225 230 225 230 225 230 256 457 1150 1180 142 138 401 6480 6480 6480	Providence S.A. Peticls Peticls Ref. Seal: R. Illustrate Poul. (c. inc.) Riccial Tan Rechalentiale S.A. Rechalentiale S.A. Rechalentiale S.A. Rechalentiale S.A. Rechalentiale S.A. Rechalentiale S.A. Saica S.A.	1535 14 1470 1470 1470 1470 1485 10 4 171 80 1 171 80 1 170 50 190 195 2 197 40 195 3 195 3 195 3 300 2 312 3 300 2 182 1 500 5 182 1 51 90 145 1 51 90 1403 3 518 5	174 175 176	Condine-Pacific Commerchant Durt, and Knut Durt Beers [cont.] Dow Chemical Dow Chemical Onesdave Bank Gde, Belgique Geosart Glass Goodynar Grace and Co Guf Cornela Corp. Hemoywell Inc. 1. C. Lodestries Int. Alias. Down Johannesburg Karbon Latonia Middeed Bank Pit. Missari Remoner. Hemonta Officeric Pathood Helding Phiser Inc.	85 85 84 90 950 940 417 0 411 330 1278 454 453 890 547 256 343 240 241 251 155 222 260 52 10 52 50 53 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50	A A A A A A A A A A A A A A A A A A A	VALEURS LA. VALEURS LA. LA. LA. LA. LA. LA. LA. LA	U (sélect Emission Frais Incl. 696 78 448 86 594 44 657 76 1122 06 1522 06 155 24 443 49 193 02 193 02 652 58	137 Rechet net 679 79 428 51 567 48 627 93 1085 33 1143 80 432 67 1187 08 636 86	VALEUR: Fructi-Association Fruction Gentlin Gentlin Gentlin Gentlin Gentlin Gentlin Fruction	S Em 12 13 11 13 11 13 11 13 11 13 11 13 11 13 11 13 11 13 11 13 11 13 11 13 11 11	icsion a incl.	Rachet net 1266 13 1300 71 257 22 7394 64 64 64 1319191 44 11019 24 146 63	VALEU Parasse-Vale Parasse-Val	RS Fro	8 / nesion lie incl. 1095 41 1095 41 1095 41 1095 41 1095 41 1095 40 1095 1095 1095 1095 1095 1095 1095 109	7 Rechet net 1094 32 1612 41 271 83 7069 99 70769 45 52200 63 22401 58 481 72 170 53 5
	12,20 % oct. 84	Drug. Type. Pub. Emir Sten. Vichy Emir Sten. Vichy Emir Sten. Emir Sten. Emir Sten. El-Autorger EL M. Licher. Entit Stenige Enti	39 80 37 0 1763 1763 1061 1220 1576 540 440 1505 385 614 624 280 689 2270 8 88 2300 225 225 225 225 225 225 225 225 22	Providence S.A. Petricis Ref. Seal: R. Ref. Seal: R. Ref. Seal: R. Receive Town Receive Town Receive Town Receive Town Receive Town Receive S.A. Receive Corpu Reserio (Tin.) Receive S.A. Seal: Seal: Receive S.A. Seal: Alcan Seal: Seal	1535 14 1470 1470 1470 1470 1470 1485 10 4 135 1 171 80 1 170 50 190 1 195 1 805 7 600 5 197 40 195 1 312 3 300 2 312 3 300 2 145 1 67 67 51 30 145 1 67 51 30 145 1 67 51 30 145 1 57 51 30 145 3 1	174 150 177 150 177 178 179 179 179 179 179 179 179 179 179 179	Condin-Pacific Commerchant Dert and Kruft De Beers [cort.] Dow Chemical Orescher Benk Gen. Belgique Georet Georyear Grace and Co Gut Cornel Corp. Homywell Inc. L.C. Industries Int. Min. Chem Johannesharg Kabots Lattoria Mannestrama Middaed Bank Pic Missoul Remover Hosenda Cliveri Petitoral Helding Procter Gemble Ricott Oy Ltd Rolloo	85 85 84 90 942 950 434 4170 434 41170 1228 464 453 890 114 105 235 238 378 256 343 240 241 151 15 283 250 250 53 50 58 9 55 58 9 55	A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.	VALEURS LA VALEURS LA LOS France LOS Franc	## 140 202 70 ## 140 202 70	137 Rechet net 1428 51 5679 79 428 51 567 93 1085 13 509 33 1143 80 432 67 1187 08 635 85 213 84 192 18 762 72	VALEUR: Facti-Associations Fraction: Gettion Association Gettion Associatio	18 Em Frai	220 17 9 63 15500 15 15500 15 1550 17 1550 17	75 10 30 Rachet net 1266 13 300 71 755 40 79996 64 662 24 13181 42 1360 54 146 83 671 57 16 487 36 716 14	VALEU Parame Valor Parame Parame Parame or Planeme or	RS From State Control of the Control	8 / mission is incl. 1846 41 1846 57 779 19 740 57 779 45 173 95 6138 10 1725 41	7 Rechet net 1094 32 1812 41 1271 83 706 99 706 99 706 93 22401 58 481 73 170 53 180 55 15 1224 18 14002 81 676 27
	12.20 % oct. 84	Drug. Type. Pub. Emir Sten. Vichy Emir Vicel Excoverate Centre Becto-Banque Becto-Franc. Bi-Autorger ELIM. Lobies: Emif-Bentigue Enthe Peris Sprigue Bi Enty. Accumal. Daniel Entre Franciss (Sul- Franci	39 80 37 c 7753 c 7753 7753 7753 7753 7753 77	Providence S.A. Petricis Ref. Seal: R. Ref. Seal: R. Ref. Seal: R. Rechiertaw S.A. Rockette Osepa Rosario (Fin.) Roogier at Fale Sear Sackar SAFA Salico Alcass SAFF Segs S-Gobala C.L. Salico do Midi Sansa-Fale	1535 14 1470 1470 1470 1470 1470 1485 10 4 171 80 1 171 80 1 170 50 190 1 857 0 1950 1955 805 7 600 5 1955 312 3 300 2 312 3 300 2 145 1 67 51 30 145 1 67 51 30 145 1 67 51 30 145 1 87 51 30 145 3 348 3 348 3 348 3 348 3 347 3 54	174 1550 1770 1550 1770 1550 1770 1550 1770 1550 1770 1550 155	Condin-Pacific Commerchant Dert and Knuft De Beers [port.] Dow Chemical Drow Chemical Drowshow Bunk Gen. Belgique Genert Gisco Georgear Grace and Co Guf Comda Corp. Homeywell luc. L.C. Industries Int. Min. Chem Johannesharg Kabota Latoria Mannestrann Middaed Bank Pic Misseaf Remour. Hosened Cheers' Pictor Inc. Proctor Gambbia Riceto Cy Ltd Rolleco Rodesco Scipen Stell (port.)	85 85 84 90 940 440 4170 300 1278: 464 483 890 1141 1235 328 378 547 246 240 241 251 151 152 283 280 58 10 58	A A A A A A A A A A A A A A A A A A A	VALEURS LA. VALEURS LA. VALEURS LA. LA. LOS Frances LOS France	## 140 202 70 ## 140 202 70	137 Rechet net 679 79 428 51 567 48 627 93 1065 13 509 33 1143 80 432 67 1187 08 636 66 213 84 192 18 762 72 397 48	VALEUR: Fact-Associations Factings Fractions F	S Em 13 13 13 13 13 13 13 13 13 13 13 13 13	220 17 9 63 63 63 63 63 63 63 63 63 63 63 63 63 6	75 10 30 Rachet net 1296 13 300 71 789 64 562 24 1101 92 18905 24 146 87 467 55 716 14 1273 40 1112 21 11384 03	VALEU Paramer-Valor Paramer-Valor Paramer-Valor Pierra Paramer Pierra Investin Pleoment J Pai/Associatio Province Insest Restacio Selfonosi Pai Selfonosi P	RS From States	8 / 1986 41 1984 65 273 19 746 57 1920 65 1920	7 Rachet net 1094 32 1612 43 708 99 70169 45 52205 53 222401 58 481 72 170 534 5095 15 1224 18 14002 81 676 27 381 42 10890 56 12046 56
	12.20 % oct. 84	Drug. Type. Pub. Emir Sten. Vichy Emir Sten. Vichy Emir Sten. Emir Sten. Emir Sten. Emir Sten. El-Autorger EL M. Lobien: Emir Steneger Enterphin Peris Sperger Ell Emir Accumal. Emir Steneger Emir St	3980 37 7763 1763 1061 1220 1576 540 436 80 440 1305 1305 1305 385 614 624 286 200 1693 2270 8 8230 2300 2404 3576 229 50 225 2300 225 2300 225 2300 475 478 824 810 23931 3950 465 437 1180 1180 142 138 401 401 640 540 540 540 540 540 550 1290 401 2345 2338 247 257 6 13500 1290 401 2345 2338 247 255 550 384 384 384 384 550 550 5602 448 6	Providence S.A. Paticis Nati. Soul. R. Illusio-Pont. Jr. Inc., Ilicpio-Zon Rockeis-Corpo Rossin (Fin.) Rockeis-Corpo Salar S	1535 14 1470 1470 1470 1470 1470 1485 10 4 135 1 170 50 1 190 1 68 50 7 197 40 2 19 50 7 1905 16 1905	174 150 177 150 177 177 177 177 177 177 177 177 177 17	Condise-Pacific Commerciant Durt and Knut Durt Bees (port.) Dure Chemical Dow Chemical Onesdere Benk Gold Beigiepe Gesser Glaco Goodyner Grace and Co Goodyner Grace and Co Goff Cornels Cop. Homeywell inc. I. C. Industries Int. Mis. Down Johanneshang Kadoon Johannesh	85 85 84 90 950 950 951 10 283 955 88 128 128 128 128 128 128 128 128 128	A A A A A A A A A A A A A A A A A A A	VALEURS A. VALEURS I.A. According to the control of the control	## 140	137 	VALEUR: Fructi-Associations Fructions Fructions Fruction	18 Em 12 13 11 13 11 13 11 11 11 11 11 11 11 11	220 179 63 63 63 63 63 63 63 63 63 63 63 63 63	75 10 30 Rachet net 1286 13 300 71 267 22 738 40 79996 84 1101 92 28005 24 13191 44 1101 92 146 83 671 97 487 38 716 14 1273 40 1112 21	VALEU Paramer Valor Paramer Valor Paramer Valor Pierra Investin Pleorare orthorio Pleorare J Paramer J Pa	RS Fro	8 / 1005 41 1005 41 1005 41 1005 41 1005 41 1005 41 1005 40 10	7 Rachet net 1094 32 1612 43 708 99 70169 45 52705 53 522401 58 481 72 170 53 676 27 478 75 391 42 10090 66 12065 56 701 45 12252 10 10958 71 10958
	12,20 % oct. 84	Drug. Type. Pub. Emir Sten. Vichy Emir Sten. Vichy Emir Sten. Emir Sten. Emir Sten. Emir Sten. El-Autorger ELIM. Lobien: Emir Stenige Enthe	39 80 37 c 753 c 753 753 753 753 753 753 753 753 753 753	Providence S.A. Policis Providence S.A. Policis Ref. Seal: R. Ref. Seal: R. Ref. Seal: R. Rechierties S.A. Seic-Alcan Seal: Seal	1535 14 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 155 171 80 171 80 170 50 199 195 805 197 805 195 805 195 805 195 805 195 .	174 1950 177 178 179 199 199 199 199 199 199 199 199 199	Condine-Pacilic Commerciant Durt and Knuth Durt Beess [cont.] Dow Chemical Dow Chemical Orescher Benk Gen. Beiginge Gener Glaco Geodyner Grace and Co Guf Corneda Cop. Homywell Inc. 1. C. Industries Int. Min. Duen Johnrumburg Kadoon Latonia Mannestrates Midded Bank Pt. Mineral Remoure. Hosenda Chiese' Proctar Genthia Richar Dy Lad Rollico Sejont Sejont Shall ir. (port.) Skif- Aktisieding Spart Ram Stellen Spart Ram Spartin Spar	85 85 84 90 950 950 952 10 59 59 59 59 59 59 59 59 59 59 59 59 59	A A A A A A A A A A A A A A A A A A A	VALEURS VALEURS VALEURS LA VALEURS LA VALEURS LA VALEURS LE LE LE LE LE LE LE LE LE L	## 140 202 70 ## 140 202 70	137 Rechet net 679 79 428 51 567 48 627 93 1065 13 509 33 1143 80 432 67 1187 08 636 86 213 84 192 18 762 72 397 48 378 92 1240 67 e 1156 25 e 434 18 2653 25 1623 86	VALEUR: Fuch Association Fuction Fuct	18	220 179 63 63 63 63 63 63 63 63 63 63 63 63 63	75 10 30 Razhet net 1286 13 300 71 257 22 735 40 79096 64 1101 92 128005 24 148 67 35 716 14 1273 40 1273 121 1284 03 1789 04 1170 28 1885 13 1472 84 1170 28 1170 28	VALLEU Paramete Valor Parámoine Rei Photos: Piscone Frima Investina Placement J Pair Association	RS From State Stat	38 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 3	7 Rachat net 1094 32 1612 41 706 99 70169 45 52705 53 522401 58 481 72 170 53- 5095 15 1224 18 14002 81 676 27 478 75 391 42 1090 66 12066 56 701 45 12262 10 10958 71 418 54 10035 38 11968 13
	12.20 % oct. 84	Dog. Type. Pub. Emir Sten. Vichy Emir Sten. Vichy Emir Sten. Emir Sten. Emir Sten. Emir Sten. El-Anterger EL M. Lobien: Emir Stengen Enter Stengen Enter Stengen Enter Stengen Enter Stengen Emir Stengen Emir Stengen Emir Stengen Emir Stengen Emir Stengen Femilian Emir Stengen Femilian GAN Gantenti Gan Gall Femilian Femilian Femilian Gan M. Gantenti Gan M. Gan	39 80 37 7 8 7 1763 1001 1220 1575 540 440 1505 385 614 624 286 280 688 2270 6 82 2381 2270 6 82 2381 2270 128 230 225 236 236 236 236 236 236 236 236 236 236	Providence S.A. Policis Providence S.A. Policis Ref. Seal: R. Ref. Seal: R. Ref. Seal: R. Rechiertaire S.A. Seal: Alcam Sactor SAFA Seal: Alcam SAFT Segs S-Gebrie C.L. Safine du Midi Santi-Fé Sease Sealier Sease Sease Sealier Sease Se	1535 14 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1485 171 80 171 80 170 50 199 195 805 197 40 195 805 1805 1805 180 145 145 1403 33 348 373 403 348 373 403 348 373 403 373 64 1110 1110 1110 1110 2295 180 1805 18	174 1950 177 178 178 179 179 179 179 179 179 179 179 179 179	Condiso-Pacilic Commerchant Dent and Knuth De Beers [cont.] Dow Chemical Dow Chemical Onesdave Bank Gde. Belgique Geseart Glass Goodynar Grace and Co Goodynar Grace and Co Goodynar L. C. Lodestries Int. Alia. Down Johannahary Kahose Latonis Mannersmann Midded Bank Ple Missari Remoner. Hocanda Olimari Pakhose Helding Phissr Inc. Proche Gemble Nicol V. Ltd Rebeen Rebeen Schott Silonthian State Cy of Can. Schotthian State Cy of Can. Schotthian Sand Cy of Can. Schotthian Sand Manner. Hosen C. State Cy of Can. Schotthian Sand Cy of Can. Schotthian Sand Manner. Tenson C. Thom Elft Tens	85 85 84 90 942 950 942 950 943 940 411 380 1278 464 453 890 114 105 235 343 240 241 251 151 15 15 283 282 800 58 10 59 59 59 58 10 59 59 58 10 59 59 58 10 34 45 45 75 152 151 555 580 34 345 45 75 152 151 555 580 38 50 38 43 45 75 152 151 555 580 38 50 38	A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.	Occid. Forestilentes SICA VALEURS A.A. LA. LOS Friezzo LOS Friez	## 140 202 70	137 Rechet net 679 79 428 51 547 48 627 93 1065 13 1143 80 432 67 1187 08 636 782 72 129 129 139 48 192 18 782 72 129 67 0 1155 25 0 434 18 2653 25 1823 86 370 31 11825 87 0 911 42	VALEUR: Frust-Associations Frustings Frustings Frustings Frustings Frustings Frustings Frustings Frustings Gestion Metallings Housement Design Housement Obligat Housement Metallings Ind. Same Vallages I	S Em (60) S Em (75) 11	22 20 17 63 63 63 63 63 63 63 63 63 63 63 63 63	75 10 30 Rachet next 1286 11 300 71 257 22 729 40 1998 84 1101 92 1280 5 24 13191 44 1101 92 1280 5 24 1172 34 1172 34 1172 34 1172 34 1172 34 1172 34 1173 35 1373 40 11101 93	VALEU Parasses Valor Parasses Valor Parasses Ret Parasses Ret Parasses Ret Parasses I J. Pair / Association Pleases I J. Pair / Association Set Homosis Pair Set Homosis Pair Set Homosis Valor Set Homosis Valor Set J.	RS From State Stat	8 / 1986 41 1984 55 273 19 746 57 1076 54 10 11225 41 1477 25 48 40 40 41 071 25 41 1477 25 128 25 1	7 Technic net 1094 32 1612 43 706 99 70169 45 52705 53 22401 58 695 15 1224 18 14002 81 676 27 10596 56 701 45 12262 10 10956 71 45 14 10036 33 1786 15 786 12 1325 09 562 27 33 22
	12.20 % oct. 84	Dog. Tipe. Pub. Emir Sten. Vichy Emir Sten. Vichy Emir Sten. Emir Sten. Emir Sten. Emir Sten. El-Anterger EL M. Lobiec Emir Stengen Esten. Accumpl Emir Stengen Freichen (Cal) Freichen	39 80 37 7 8 7 1783 1061 1220 1575 540 440 1100 1100 1100 1100 1100 1100	Providence S.A. Paticis Providence S.A. Paticis Ref. Soul. R. Ref. Soul. R. Ref. Soul. R. Ref. Soul. R. Recharter Sa. Recharter Sa. Recharter Corps Ressin Uni.) Region of File Souler S.A. Sacion Salar Sacion SAFA Salar Sal	1535 14 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1455 170 50 190 1 190 1 86 50 197 40 195 1	174 (1950) 177 (1950)	Condine-Pacific Commerchant Der Land Kraft De Beers [cont.] Dow Chemical Orescher Benk Gen Beigiere Gestert Glaco Geodyner Gence and Co Guf Corneda Cop. Homeywell Inc. I. C. Industries Int. Mis. Dawn Joharensharg Kadoon Joharensharg Joharensha	85 85 84 90 942 940 41 70 411 170 170 464 453 890 174 453 890 175 286 343 240 241 551 15 15 283 285 286 343 240 241 551 155 252 600 58 10 59 53 50 38 55 680 34 57 515 515 515 515 515 515 515 515 515 5	A A A A A A A A A A A A A A A A A A A	Occid. Forestilentes ICA VALEURS A. A. Interference In	## 140 202 70	137 	VALEUR: Fruction of Fruction General Rendement General Fruction F	S Em 133 11 133 11 134 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14	220 179 63 77 89 77 89 87 729	75 10 30 71 256 13 300 71 267 72 739 40 79988 4 467 36 14 1101 92 15806 4 83 671 57 40 1112 21 1394 03 1313 41 4 1102 33 1472 44 116 23 55 51 64 454 64 14 454 65 16 64	VALLEU Parasses Valor Parasses Valor Parasses Parasses Parasses Parasses Parasses J Par	RS From State Stat	38 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 3	77 Rachet net 1094 32 1612 183 708 99 70169 45 62705 53 22401 58 481 72 170 53 676 27 476 75 1224 18 14002 81 676 27 1476 75 12262 10 10958 71 42 11262 10 10958 71 42 1325 09 562 23 28 98 516 73 390 61
	12.20 % oct. 84	Drug. Trace. Pub. Emer Stens. Verby Emer Verbel Economists Control Buston-Brangen Buston-Brangen Buston-Brangen Buston-Brangen Buston-Brangen Et All. Lubiene Erstell-Bratisgue Entenphin Peris Egergen Bil Emery. Accumul. Stensit Emer Frence	39 80 37 c 7763 7763 7763 7763 7763 7763 7763 77	Providence S.A. Paticis Providence S.A. Paticis Ref. Soul. R. Rechairtoire S.A. Souler S.A. Salor S.A. Sa	1535 14 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1455 170 50 190 1 190 1 1905 1906 1	174 (1950) 177 (1950)	Condiso-Pacific Commercionit Commercionit Durt and Knuft De Beers [cont.] Dow Chemical Crescive Benk Gold. Belgique Genera Glaco Geodyner Generand Cop. Hemywell Inc. 1. C. Industries Int. Mis. Daen Johannesbarg Kahon Mannesbarg Kahon Midded Bank Pt Miscal Co Sione Sione Sione Sione Sione Sione Sione Sione Thom Bill Thejean c. 1 000 Thom Section These Bill Thejean c. 1 000 These Bill Thejean c. 1 00	85 85 84 90 942 950 440 434 4170 390 1278 454 453 890 1105 235 340 114 105 235 340 240 241 551 15 252 260 590 59 53 50 59 53 50 59 53 50 345 244 55 555 680 43 45 75 555 680 345 248 50 244 251 515 515 680 34 50 38 55 680 34 50 38 55 680 34 50 38 50 34 50 38 50 34 50 38 50 34 50 38 50 37 50 38 50 38 60 38 60 38 60 38 60 37 50 38 60 38 60 38 60 37 50 38 6	A A A A A A A A A A A A A A A A A A A	VALEURS A. VALEURS I.A. VALEURS I.A. Attorn in France in CP I.F. Rotton in CP I.F. R	## 140 202 70 ## 140 202 70	137 Rechet net 679 79 428 51 567 48 627 93 1061 33 1143 80 432 67 1187 66 213 84 192 18 762 72 397 48 378 92 1240 67 • 1156 26 • 434 18 263 18 378 93 11835 67 • 911 42 438 84 • 260 04	VALEUR: Fact-Association Faction Genin Retailine Gent Sel Factor Husterner Husterne	S Em 133 11 133 11 134 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11	220 1763 1250 1763 1251 1763 1251 1763 1251 1763 1773 1773 1763 1773 1773 1763 1773 1773 1773 1773 1773 1773 1773 1774 1774 1774 177	75 10 30 10 30 10 30 10 30 10 30 10 30 10 30 10 30 10 30 10 30 10 30 30 10 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30	VALLEU Paramen Valor Paramen Valor Paramen Paramen Please Process Please Invasion Please Invasion Please Invasion Please Invasion Please Invasion Revise Valor Revise Valor Selección Falor S	RS Francisco	38 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 3	7 Rachet net 1094 32 1612 43 708 99 70169 45 52705 53 522401 58 481 72 170 535 5095 15 1224 18 14002 81 676 27 391 42 12065 56 701 45 12262 10 10958 71 418 54 11968 58 11968 58 785 12 1325 09 516 78 321 10 331 82 321 78 321 10 331 82 331 84 331 84 331 84
	12.20 % oct. 84	Dog. Type, Pub. Emp. Sten. Vichy Emp. Sten. Vichy Emp. Sten. Emp. Emp. Emp. Emp. Emp. Emp. Emp. Emp.	3980 377 763 763 7763 7763	Providence S.A. Petricis Providence S.A. Petricis Ref. Send. R. Histon-Proof. Jr. Inc. Social Send. Self-Alean Safe-Alean Safe-Alean Safe-Alean Safe-Alean Safe-Alean Safe-Alean Safe-Alean Social Send. Soci	1535 14 1470 1470 1470 1470 1470 148 148 171 80 171 80 170 50 197 40 197 50 197 40 195 60 195 60 197 40 195 1 312 300 182 312 300 182 145 145 145 145 110 180	174 (1950) 177 (1950)	Condiso-Pacific Commerchant Dent and Knuth De Beers [cont.] Dent Oremical Dent Oremical Description General Ge	85 85 84 90 942 850 942 850 943 440 4170 380 1178 454 453 890 105 114 105 235 343 240 241 251 155 155 155 155 150 590 58 10 34 37 547 226 600 34 36 15 20 36 36 36 37 80 38 50 34 38 60 38 60 38 50 37 80 38 60 38	A A A A A A A A A A A A A A A A A A A	VALEURS A. VALEUR	## 140 202 70 Finishing Freish Incl.	137 Rachat net 679 79 428 51 527 93 1065 13 1043 80 432 67 1187 08 635 85 121 84 192 18 762 72 1240 67 • 1156 26 • 434 18 2653 26 1623 86 1624 86 1624 86 1625 86 1625 86 1625 86 1625 86 1625 86 1625 86 1625 86 1625 86 1625 86 162	MALEUR: VALEUR: Fruction Genica Association Genica Association Genica Association Genica Association Genica Multiller Gent. Rendement Gent. Rendement Gent. Rendement Gent. Rendement Gent. Rendement Heatenman Europe Heatenman College Heatenman College Heatenman College Heatenman Latenman L	S Em 18 60 60 60 60 60 60 60 60 60 60 60 60 60	22 20 17 63	Rachet next 1286 13 300 71 267 22 739 40 1998 4 41 100 92 146 83 671 57 40 1112 21 1394 60 111	VALEU Parasses Valor Parasses Valor Parasses Valor Parasses Valor Parasses Parasses Please Parasses Please Parasses Please Investing Parasses Para	RS From State Stat	38 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 3	Rachest nest 1094 32 1512 41 1270 534 122 124 18 14002 87 170 534 1800 56 122 124 18 14002 87 170 53 18 12 125 19 16 16 17 17 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18
	12.20 % oct. 84	Dog. Trace, Pub. Emir Stein, Vichy Emir Stein, Vichy Emir Stein Em	3980 377 753 763 7753 763 7753 763 7753 755 540 440 1355 385 614 624 289 2270 286 2390 2275 2350 2404 22950 225 2300 3404 22950 225 2350 3404 3375 225 385 487 488 484 3810 386 487 488 489 481 3810 386 487 227 287 287 287 287 287 287 287 287 2	Providence S.A. Petricis Providence S.A. Petricis Ref. Sent. R. Ref. Sent. R. Ref. Sent. R. Ref. Sent. R. Rechairchier S.A. Rechairchier S.A. Rechairchier S.A. Rechairchier S.A. Rechairchier S.A. Rechairchier S.A. Rechair S.A. Sent. S	1535 14 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1485 171 80 171 80 177 80 197 40 197 40 195 1	174 (1950) 173 (174 (1950) 173 (174 (1950) 173 (174 (1950) 173 (174 (1950) 173 (174 (1950) 173 (174 (1950) 173 (174 (1950) 173 (174 (1950) 173 (1950) 195	Condiso-Pacific Commerchant Dent and Knuth De Beers [cont.] Dow Chemical Onesdave Benk Gon. Belgique Gestart Glass Goodyner Gestart Co Gestart	85 85 84 90 94 90 94 94 94 94 94 94 94 94 94 94 94 94 94	A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.A.	VALEURS A. VALEURS A. VALEURS A. VALEURS In the second	## 140 202 70 Finish on Frais Incl.	137 Rechet net 679 79 428 51 567 48 107 53 1061 33 1143 80 432 67 1187 68 536 52 13 84 192 18 762 72 337 48 378 92 1240 67 • 1156 26 • 434 18 2653 25 1623 86 1123 87 • 911 42 438 84 • 280 04 2864 15 600 33 11236 87 • 911 42 438 84 • 280 04 2864 15 600 37 80 12736 88 583 42 1001 70 729 44	VALEUR: Facti-Associations Fruction Gestion Association Gestion Association Gestion Association Gestion Association Gestion Association Heatenman Association Heatenman College Heatenman Laffice-Openion Laffice-Fruction Laffice-	S Emme 11 13 11 11 12 13 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14	22 20 17 63	75 10 30 75	VALLEU Passane Valor Parincine Rei Plean Pleaner Alle Pleaner Pleaner of It Selfonof Fac Selfonof Fac Selfonof Fac Selfonof Fac Selfonof Fac Selfonof Fac Selfonof Tax Selfonof Tax Selfonof It Selfono	RS Francisco	38 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 3	7 Rachet nat 1094 32 1612 43 706 99 70169 45 52705 53 522401 58 481 72 10053 5 1206 56 701 45 1206 56 701 45 12262 10 10958 71 418 54 418 54 55
	12.20 % oct. 84	Dog. Trace, Pub. Emir Stein, Vichy Emir Vicel Excounts Centre Bactor-Sampan Bactor-Franc, Bi-Autorger E.L.M. Loblenc Emir-Bestigne Entrephia Peris Sperple Bi Emp. Accumal. Emir- Francis Givelet Give	3980 377 763 763 7763 763 7763 763 7763 763 766 764 766 766 766 766 766 766 766 766 766 766	Providence S.A. Petricis Providence S.A. Petricis Ref. Seal. R. Ref. Seal. R. Ref. Seal. R. Ref. Seal. R. Rechairchier S.A. Rechairchier S.A. Rechairchier S.A. Rechairchier S.A. Rechairchier S.A. Rechair C.B. Seal. S	1535 14 1470 1470 1470 1470 1470 1485 10 4 155 17 170 50 1 190 1 195 1 .	174 1950 177 187 187 187 187 187 187 187 187 187	Condise-Pacific Commerchant Dent and Knuth De Beers [cont.] Dow Chemical Onesdave Benk Gother Gener Ge	85 85 84 90 950 404 41 70 380 1178 454 453 890 1178 1155 155 155 155 155 150 151 151 151 15	A A A A A A A A A A A A A A A A A A A	VALEURS A. VALEURS A. VALEURS A. VALEURS In A Constitution of the CP I. F. Actions (as-CP) I. F. Actions (as	## 140 202 70	137	MALEUR: VALEUR: Fructions Fruction Genina Association Genina Mebrilla Gent. Randoment Heatenman Europe Heatenman College Heatenman College Heatenman College Heatenman College Heatenman Internation Interna	S Em 18 60 60 60 60 60 60 60 60 60 60 60 60 60	220 17 63 17	Rachet next 1256 13 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10	VALLEU Paramer Valor Paramer Valor Paramer Please Ret Please Please Please Installed Please Please Installed Please Installed Please Installed Please Installed Retacled Reta	RS Fra	38 33 33 33 33 33 33 34 30 35 30 33 34 30 35 30 33 34 30 35 30 36 36 36 36 36 36 36 36 36 36 36 36 36	7 Total 32 Total 3
	12.20 % oct. 84	Dog. Type. Pub. Emp. Stem. Vichy Emv Vicel Excounts Centre Encounts Centre Encounts Centre Encounts Centre Encounts Centre Encounts Centre Encounts	3980 377 50 1763 1763 1763 1763 1763 1763 1763 1763	Providence S.A. Peticis Providence S.A. Peticis Ref. Seal: R. Ref. Seal: R. Ref. Seal: R. Ref. Seal: R. Rechelertaire S.A. Recheste Organ Reseite Organ Reseite Organ Reseite Organ Reseite Organ Reseite S.A. Seal: Sea	1535 14 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 150 1770 50 1770	174 (1950) 1770 (1	Condiso-Pacific Commerchant Dent and Knuth De Beers [cont.] Dow Chemical Onesdave Benk Gon. Belgique Gestart Glass Goodyner Gestart Co Gestart	85 85 84 90 94 94 94 94 94 94 94 94 94 94 94 94 94	A A A A A A A A A A A A A A A A A A A	VALEURS I C.A. VALEURS I C.A. VALEURS I A.	## 140 202 70	137	VALEUR: Faci-Association Fraction Frac	18	220 17 63 17	Rachet next 1286 13 130 77 126 789 40 1316 14 1101 52 14 1101 52 14 1101 52 14 1101 52 14 1101 52 14 1101 52 14 1101 52 14 1101 52 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14	VALLEU Paramere Valor Paramere Valor Paramere Valor Paramere Paramere Paramere Paramere J Province Insustant Paramere J Province Insustant Paramere J Par	RS From State Stat	38 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 3	7
	12.20 % cst. 84	Dog. Type. Pub. Emp. Sten. Vichy Emp. World Excounts Cantes Bacto-Bangus Bacto-Franc. Bi-Autorgus ELIM. Lobies Emple Bangus Estan. Accumal. Emple Bangus Emp. Accumal. Bangus Emp. Accumal. Bangus Emp. Accumal. Bangus Emp. Accumal. Franc. Franciss Franc. Franciss Franc. Franciss Franc. Franciss Franc. Franc. Franciss Franc. Franc. Franc. Franciss Franc. Franc	3980 377 1001 1001 1220 1575 540 440 1005 1005 1005 1005 1005 1005	Providence S.A. Poblicis Poblicis Ref. Soul. R. Rechetin-Cuspa Rossin Urin.) Rospin at File Soul. Soul. R. So	1535 14 1470 1470 14 1470 1470 14 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470	174 175 177	Condise-Pacific Commerciant Commerciant Durt and Kunit Durt Beers (port.) Dure Chemical Dure Chemical Conserver Benk Gold Belgique Gestert Glans Goodyner Gester and Co Goodyner Gester and Co Goff Cornele Corp. Homywell Inc. I. C. Industries Int. Mis. Duess Johanneshung Kadoon Select (Julid Reshoon Reshoon Select (Julid Reshoon Shelf K (port.) Skif-Akislodag Speny Read Select (Julid Reshoon Speny Read Select (Julid Reshoon Select (Julid Reshoon Select (Julid Reshoon Select (Julid Reshoon Shelf (Ju	85 85 84 90 94 94 94 94 94 94 94 94 94 94 94 94 94	A A A A A A A A A A A A A A A A A A A	VALEURS I C A VALEURS VALEURS A VALEURS I A Account (as CP) I F SOOD	## 140 202 70	137	VALEUR: Faci-Association Fraction Frac	18	20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 2	Rachet next 1286 13 300 71 326 722 739 40 13161 44 1101 52 1320 52 14 16 15 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16	VALLEU Paramete Valor Paramete Valor Paramete Valor Paramete Valor Paramete Valor Paramete J Paramete Valor Revenus Tribus Revenus Tribus Revenus Tribus Revenus Tribus Su-Honoria Fant Su-Honoria Uni-Honoria	RS From State Stat	38 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 3	7 Rachet net 1094 32 1612 413 708 99 70169 45 52705 53 122401 58 481 72 1090 56 56 701 45 12262 10 10958 71 1265 66 1220 66 56 54 11295 11 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10
	12.20 % oct. 84	Dog. Tops. Pub. Emp. Bens. Vichy Emv Emple Emp. Account Emple Frenc. Lycomate Frenc. Lycomate Frenc. Lycomate Frenc. Lal. Frenc. Lal. Frenc. Lal. Frenc. Lal. Frenc. Lal. Empe. Lal. Emple Lacount Emple Lacount Lacoun	3980 377 50 1763 1763 1763 1763 1763 1763 1763 1763	Providence S.A. Peticis Providence S.A. Peticis Ref. Seal: R. Rechaintine S.A. Rechaint-Organ Ressin Fin.) Recipie at File Seal: Seal: Seal: R. Seal: Seal	1535 14 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1570 1570 1570 1570 1570 1570 1570 15	174 175 176 177	Condiso-Pacific Commerchant Commerchant Dent and Knuth De Beers [cont.] Dow Chemical Dow Chemical Chemical Chemical Chemical George Benk George George Benk George and Co Homesuchang Lockins Lockins Lockins Lockins Lockins Lockins Lockins Lockins Manual Remoner Hosenda Chiert Proces George Reboo Re	85 85 84 90 942 950 440 434 441 70 380 1178: 454 451 1328 454 453 890 146 147 235 388 378 547 343 256 343 251 155 155 155 155 155 155 155 150 150 150 34 250 360 34 37 260 30 361 36 36 362 37 363 360 360 37 360 37 360 360 37 360 360 37 360 360 37 360 360 360 37 360 360 37 360 360 37 360 360 37 360 360 37 360 360 37 360 360 37 360 360 37 360 360 37 360 360 37 360 360 37 360 360 37 37 360 360 37 37 380 360	A A A A A A A A A A A A A A A A A A A	VALEURS VALEURS VALEURS (A. construction for structure	## 140 202 70	137	VALEUR: Faci-Association Fraction Frac	18	20 177 18 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	Rachet next 1286 13 130 77 12 789 40 1310 13 14 13 15 14 11 12 13 13 13 14 14 15 15 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16	VALEU Paramete Valor Paramete Valor Paramete Valor Paramete J Par	RS Francis	38 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 3	7
	12.20 % oct. 84	Dog. Type. Pub. Emar Sten. Vichy Emar Stene	3980 377 5 6 7753 7753 7753 7753 7753 385 385 487 487 487 488 489 481 481 481 481 481 481 481 481 481 481	Providence S.A. Peticis Providence S.A. Peticis Ref. Sand. R. Rechairchie S.A. Rechairchie S.A. Rechairchie S.A. Sand. Sand. Rechairchie Sand. Sand. Rechairchie Sand. Sand. Rechairchie S	1535 14 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1470 1570 1570 1570 1570 1570 1570 1570 15	174 (1950) 177 (1950)	Condiso-Pacific Commerchant Commerchant Dent and Knaft De Beers [part.] Dow Chemical Dow Chemical Chemical Chemical Chemical George Benk George George Benk George and Co Homeywell Inc. 1. C. Lodestries Int. Mis. Deen Johannesburg Kaloos Latories Int. Mis. Deen Johannesburg Kaloos Missert Missert Missert Prizer Inc. Proceer Geneble Resh Cy Ltal Reshoo Roberto Robert Spany Resho Spany Resho Spany Resho Seal Cy of Can. Scillorabia Stalif (port.) S.K.F. Aktischey Spany Resho Seal Cy of Can. Scillorabia Stalif (port.) S.K.F. Aktischey Spany Resho Seal Cy of Can. Scillorabia Stalif (port.) S.K.F. Aktischey Spany Resho Seal Cy of Can. Scillorabia Scillorabia Decreb R.V. Sopolam S.P.R. Union Hoopenso Nicolat Rosero R.V. Sopolam S.P.R. Union Besservies T.C. P. C. C. Cachery Coperus Licon Besservies T. C. C. Licon Besservies T. C. C. Licon Besservies T. C. C. D. Oddates D. Oddates D. Oddates D. Oddates	85 85 84 90 94 94 94 94 94 94 94 94 94 94 94 94 94	A A A A A A A A A A A A A A A A A A A	Cook Forestime for a series of the control of the c	## 140 202 70 ## 202 70 #	137	MALEUR: Fructi-Associations Fruction: Gentine Association Gentine Association Gentine Association Husterners Court in Husterners Court in Husterners Court Husterners Husterners Laffice-Parent Laf	18 600 600 600 600 600 600 600 600 600 60	20 17 17 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18	75 10 30 Rachet 1250 13 30 77 32 75 40 40 75 82 24 13 18 14 44 13 25 45 14 14 15 25 15 15 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16	VALLEU Paramer Valor Paramer Valor Paramer Valor Paramer Please Re Please Please Please Installed Please Please Installed Please Installed Please Installed Please Installed Revision Installed Revision Installed Selected Revision Selected Revisio	RS Francis	38 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 3	Rachatt nat. 1094 32 1512 41 2708 99 70169 45 52 1090 55 1294 18 14002 81
	12.20 % oct. 84	Dog. Type, Pub. Dog. Type, Pub. Emit Sten. Vichy Emit Sten. Vichy Emit Sten.	398	Providence S.A. Poblicis Providence S.A. Poblicis Poblicis Ref. Soul. R. Ref. Soul. R. Ref. Soul. R. Ref. Soul. R. Rechestro-Corpu Rossin Urin.) Rospin et File Soul. R. Soulistro-Corpu Rossin Urin.) Rospin et File Soul. Soulistro-Soulis	1535 14 1470 1470 1471 1470 1470 1470 1470 1770 17	174 (1950) 177 (1950)	Condine-Pacific Commerciant Commerciant Dert and Kunft De Beers [cort.] Dow Chemical Conscient Bank Gol. Beiginge Gener Glano Goodyner Gener and Co Goodyner Gener and Co Goff Cornech Corp. Hemywell Inc. 1. C. Industries Int. Mis. Daen Joharnenbarg Kahoin Latoris Mannestrann Midded Bank Pt Miscal Pc Miscal Remoure Heanth Richot Richto Sione Thom Bill Theisen c. 1 000 Tarry indict, in: Valid Montages Wegner-Lies West Rand Horrs Arrep CCEN Cochery Copens Union Richion	85 85 84 90 942 940 441 70 434 411 170 330 1178 454 890 1788 454 453 388 378 557 340 1240 241 551 15 15 283 222 600 52 10 53 34 55 56 152 515 550 58 55 600	A A A A A A A A A A A A A A A A A A A	VALEURS A. VALEURS A. VALEURS A. VALEURS A. VALEURS In the France of the CP of th	## 140 202 70	137	MALEUR: Fructi-Associations Fruction: Fructio	18 600 600 600 600 600 600 600 600 600 60	29 173 17 17 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18	75 10 30 Rachet 1250 10 30 10 30 10 30 10 30 10 30 10 30 10 30 10 30 10 30 10 30 10 30 10 30 10 30 10 30 10 30 10 30 30 10 30 30 10 30 30 30 10 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30 30	VALLEU Paramer Valor Paramer Valor Paramer Valor Paramer Please Re Please Please Please Installed Please Please Installed Please Installed Please Installed Please Installed Revision Installed Revision Installed Selected Revision Selected Revisio	RS Francisco Couper States Cou	38 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 3	Rachatt nat. 1094 32 1512 41 2708 99 70169 45 52 1090 55 1294 18 14002 81
	17.20 % cst. 84 120 60 8 158 11 % 16	Dog. Tops. Pub. Emar Sten. Vichy Emar Stene Emar Emar Emar Emar Emar Emar Emar Emar	398 377 578 7783 7783 7783 7783 7783 7783	Providence S.A. Poblicis Providence S.A. Poblicis Poblicis Ref. Soul. R. Ref. Soul. R. Ref. Soul. R. Ref. Soul. R. Rechestro-Corpu Rossin Urin.) Rospin et File Soul. Soul. R. Soul. R. Rechestro-Corpu Rossin Urin.) Rospin et File Soul. Soul. Rechestro-Corpu Rossin Urin.) Rospin et File Soul. Soul. Soul. Rechestro-Soul. Soul. Soul	1535 14 1470 1470 1471 1470 1471 1470 1470 150 1770 150 1770 150 1770 1770 1770	174 (1950) 1770 (1	Condiso-Pacific Commerciant Commerciant Durt and Knuth De Beers [cont.] Dow Chemical Onesdave Benk Gother Johannehung Kahon Johannehung Johan Johannehung Johan Jo	85 85 84 90 942 950 942 950 943 950 944 170 390 1178 451 170 390 1178 454 453 395 378 547 340 551 15 155 15 283 222 600 59 90 58 95 600	A A A A A A A A A A A A A A A A A A A	Cook Forestime for a service of the cook o	## 140 202 70 ## 140	137	VALEUR: Faci-Association Fraction Gestion Association Fraction Heaterman Chilipathon Heaterman Chilipathon Heaterman Chilipathon Heaterman Chilipathon Heaterman Chilipathon Heaterman Chilipathon Heaterman Latter-Expension Machine Heater-Expension Machine Heater-Expension He	18 600 600 600 600 600 600 600 600 600 60	29 10 10 10 10 10 10 10 1	75 10 30 17 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18	VALLEU Paramer Valor Paramer Valor Paramer Valor Paramer Please Re Please Please Please Installed Please Please Installed Please Installed Please Installed Please Installed Revision Installed Revision Installed Selected Revision Selected Revisio	RS From State Stat	38 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 33 3	7 Rachet nat 1094 32 11612 43 708 99 70169 45 52705 53 122401 58 481 72 1090 56 676 27 1090 56 12206 56 676 27 1090 56 12206 56 1

		7	
2	- PAGE 1	NEW Y	GEV
	Salam:-(#1	No.,	
	designation in Face and ref. to	4	100
	A SEA OF THE PARTY	de Seus	<i>:</i> :
	mate appropriate to store to	Ar4 =	Ċ
	Committee of the Commit	and the second	•
	Spanner France coder 1 12 12 12 12 12 12 12		
	on at Charles & parties	*	
	Compart of States Farms A.	* -	
	Particular Let S. Congress	<u>.</u>	
	Appear of the control of the con-	·	٠.
	many motors on the street	1	
	ota para de 10 junto de 200		
	has translighted to be the same parties and projects and projects are projects are projects and projects are projects are projects and projects are projects are projects and projects are projects and projects are projects are projects are projects and projects are projects are projects are projects and projects are projects are projects and projects are projects are projects are projects are projects and projects are		
	the state of the same and the		
	the total missions or	4.50	
	And states at the Made of the co-		
	to digitis, comple firm the first		
	the public state of a property of the same	tar,	
	the elementations there was a second of the		٠.
-	Le la marché division a s'	42.	
	THE PARTY THE PARTY OF THE PART	F 10 "	
+	Marie den Gent de Capes de	* 3 * 3 * 4 * 4 * 4	
	Manage de C.O. pers 2 52		
-	Consistent actionizes. To a Longist of Fabrus in 1882. Compression (\$74.5% Fr		
	Market State Comment of the State of St	#40 CES	2 -
	CHANGES	84D 625	=
	PARIS		٠.
	Doller: 6.94 F 4		
1			
	interest the straightungs have		
-	the state of the s	•	,
	Chartest ten to		·
	Mark to the second		٠
	PORTO AND TALK		
	MARCHE MORETAIN	•	
	Partie of Access of the Co.	×	٠,
	Part Total (Total (S))		
	MA	Ţ.F	
	Sections 10 % Constant		· .• • · ·
	In the second se	£	
	Parish M. 140,34 Parishes 7 a 111,34	1411	
	Proposed 2 - LILIA	# 1 ·	
	AUTOUR DE L	A CC-	5E
	MLT AT POSTER POSSESSES	3 "	
+	The Labourers to the party of t		
	be manife to material all and and and		
	de Product L'applement in the con- demante Parleys programs de la con- tra de la companya de la con-		
	for the bounds designed.		
		-	
1	Made State to senter of the	7-1-	
ſ			ve a fil
F	LE MARITINE MITERIAL	NCAIRE	. 23
1		Me Fri	. !
1			•
1		377	
		a.	
1		Set 1	

Le Monde

LE PUTSCH AVORTÉ AUX PHILIPPINES

Le ministre de la défense s'engage à ne pas « humilier » les officiers mutins

Les Etats-Unis ont amoucé une enquête sur le rôle qu'aurait pu jouer M. Marcos dans la rébellion avortée de ses partisans, le dimanche 6 juillet. Un porte-parole du département d'État américain a, toutefois, jugé, mardi, que « les récents événements de Manille illustrent clairement que l'influence et l'efficacité de Marcos n'existent plus ». De son côté, le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a écrit à Ma Aquino pour la féliciter de l'« habileté » avec laquelle elle avait fait face à la mutinerie.

Correspondence

Manille. - Les autorités paraissent divisées sur l'attitude à adopter envers les auteurs du outsch manqué du 6 juillet. Suivant les instructions de Max Aquino, le ministre de la justice, M. Neptali Gonzales, a declare, le mardi 8 juillet, que les mutins, dont M. Arturo Tolentino qui avait pris la tête du soulèvement manqué. - devront répondre de plusieurs titres d'accusation, dont ceux de sédition et d'abus de pouvoir. Mais, le même jour, Mª Aquino a annoncé que, en vertu de la clémence promise, elle ne voulait pas faire un - martyr - de M. Tolentino.

Après plusieurs déclarations contradictoires, l'état-major mili-taire et le ministre de la défense, M. Juan Ponce Enrile, ont néanmoins assuré aux · soldats perdus · qu'aucune mesure disciplinaire ne serait prise. Le ministre Enrile a

La préparation du budget de 1977

LA TAXE PROFESSIONNELLE BAISSERA

DE 4 A 5 MILLIARDS déclare M. Juppé

M. Alain Juppé, ministre délégué charge du budget, a déclaré, le mardi 8 juillet à Versailles, que « le budget 1987 consirmera et amplifiera le changement de cap de la politique budgétaire de l'Etat ». · Nous visons trois objectifs . a poursuivi M. Juppé, au cours d'un déjeuner sur le « renouveau économique . organisé par la chambre interdépartementale de commerce

et d'industrie des Yvelines et du Val-d'Oise: « Réaliser 40 milliards d'économies, réduire le déficit de 10 à 15 milliards et procéder à des allègements fiscaux d'au moins 20 milliards, à la fois pour les ménages et pour les entreprises. Le ministre du budget a notamment annoncé une « baisse de la taxe professionnelle de 4 à 5 milliards de

· Nous avons opté pour une politique à long terme de redressement de l'économie française et il faudra attendre quelques semaines, voire quelques mois, pour que les résultats positifs de cette politique se fassent sentir, notamment sur le

Bourse de la matinée

REDRESSEMENT: + 0.84 %

La Bourse de Paris s'est redressée le 9 juillet. à la séance du matin, l'indicateur de tendance gagnant + 0.84 %. Source Perrier (+ 3.10 %). Générale des eaux (+ 2,9%). Chargeurs (+ 2,55%) et L'Oréal (+ 2,35%) enregis-traient les plus fortes hausses. En baisse, on notait Lafarge-Coppée (-1.20%). Leroy-Somer (-1.16%). Pernod-Ricard (-0,86 %) et Dumez (-0,83 %).

A LA BOURSE DE PARIS Valeurs françaises négociées dens la matinée du 9 JUILLET

Indicateur de séance (%): + 084

VALEURS	Coors preloid.	Premier cours	Demer
Accor	419	423	420
Agency Hards	1730	1700	1750
Ar Liquete (L')	751	748	755
Alsthorn	424	424	425
Bancare (Cre)	1125	1130	1130
Bongrain	1875	1870	1880 1190
Bowgues	1195	1195	3790
B.S.N	3820 3115	3115	3150
Carrilos	1185	1195	1215
Chargeurs S.A	548	546	548
Durenz	1440	1428	1428
Eaux (Gen.)	1330	1350	1368
ELF-Aostane	286	287	290
Ession	2730	2755	2755
Lataron-Coppies	1325	1315	1309
Michelia	2975	2960	2975
Med (Ca)	5950	5930	9060
Most-Harmany	2100	2100	2110
Name Mothe	1070	1080	1095
Orest 0.7	3400	3500	3480
Period-Period	1155	1155	1145
Peupeot S.A	963	975	974
Sanofi	720	730	730
Source Petrier	737	750	750
Telémécernyum	3280	3270	3290
Thomson-C.S.F	1265	1280	1285
Total C.F.P	361	364	366
T.A.T	2890	2950	2950 490
Velico	486	482	420

F G H | cinquante-quatre ans, condamné à ABCD

d'ailleurs juré sur son honneur, sa vie et sa charge (ministérielle) que les cinquante-huit hommes de troupe et les neuf officiers - dont quatre généraux (trois d'active) et deux colonels – qui se sont rendus ne seraient en - aucune façon humi-liés -. Pour les responsables militaires, le moment est non au châtiment, - qui achèverait de diviser les forces armées », mais plutôt à la

réconciliation ».

Dans les milieux politiques philippins, on s'interroge sur les conséquences du coup militaire bâclé de dimanche. De nombreux journaux estiment que si le gouvernement de Mª Aquino sort « grandi » de l'affaire – un jugement partagé par l'administration américaine, – la position du ministre Enrile, de plus en plus perçue ici comme un pôle d'opposition conservateur à Aquino, a, elle aussi, été renforcée, pour la simple raison que le ministre a • pu résister à la tenta-tion • offerte par la rébellion. En fait, il apparaît qu'une lutte d'influence entre M. Enrile et M= Aquino a été engagée, et que la première manche concerne précisé ment l'avenir des soldats rebelles et la promesse du ministre Enrile de les

Cependant, la politique de réconciliation nationale . de M™ Aquino pourrait être mise à l'epreuve. Au moment où des négociations s'amorcent avec les représentants de la guérilla communiste, une trop grande clémence de la part de M^{ac} Aquino envers les rebelles militaires serait vraisemblablement interprétée comme une preuve de faiblesse susceptible de renforcer la méfiance de la direction commu-

KIM GORDON-BATES, tué cette année. - (Reuter.)

a annoncé le Pentagone.

Avec l'amiral Rickover disparaît

l'une des figures les plus originales de l'armée américaine. Esprit non

conformiste, cet ingénieur en électri-

cité, né dans un petit village de Polo-gne, aujourd'hui soviétique, se ren-dit célèbre par l'inlassable combat

qu'il mena tout au long de sa car-

rière contre la bureaucratie militaire

Peu soucieux des usages protoco-

laires, très tranchant dans ses opi-

nions qu'il n'hésitait pas à exprimer

publiquement, il s'attira les foudres

de nombreux adversaires. Mais

toutes les cabales montées contre lui

ne purent l'empêcher de rester sous

l'uniforme de l'US Navy pendant

soixante ans, ce qui constitue proba-

L'apport le plus important de

l'amiral Rickover à l'armement et à la stratégie militaire des Etats-Unis

est le rôle déterminant qu'il joua dans la décision, après 1945, d'enga-

ger la production de navires de

guerre et de sous-marins à propul-

sion nucléaire. Cela lui valut d'être

appelé le père du Nautilus, premier

sous-marin de ce type fabriqué pour

En dépit des obstacles placés sur

sa route par la caste des officiers de

marine, qui ne se reconnaissaient

pas dans ce personnage extravagant,

Rickover parvint à ses sins grace au

soutien que lui accorda l'amiral Nimitz. Pour vaincre la routine

bureaucratique, il recourut à cer-

tains stratagèmes. Occupant diffé-

rentes fonctions dans l'organisation

de la marine, il s'adressa ainsi, sous

• Chine: corruption. - L'un des

principaux responsables du PC de

Shanghai a été condamné, le mardi

8 juillet, à la prison à vie pour cor-

ruption, a rapporté l'agence Chine pouvelle. Deux hommes d'affaires

de Hong-kong coupables de lui avoir

offert des pots de vin ont été

condamnés respectivement à un an

et à six mois d'emprisonnement,

ajoute l'agence, dans ce qui consti-

tue l'un des rares cas de corruption

révélés impliquant des responsables

du PC de haut rang et des hommes d'affaires étrangers. M. Yu Tiemin,

ses diverses casquettes, des lettres à

blement un record absolu.

A Munich

Un des dirigeants de Siemens est tué dans un attentat

Un membre du directoire du groupe onest-allemand Siemens, M. Karl Heinz Beckurts, et son chauffeur ont été tués à 7 h 30, ce mercredi 9 juillet, à Manich, par l'explosion au passage de leur voiture d'une bombe placée sur la route. La police onest-allemande avance l'hypothèse d'un attentat politique par la Fraction armée rouge bien qu'ancune revendication ne soit intervenue en fin de matinée.

Spécialiste de physique nucléaire, M. Karl Heinz Beckurts était entré chez Siemens en 1980 après avoir dirigé de 1975 à 1980 le centre ouest-allemand de recherche nucléaire de Jülich, près de la frontière avec les Pays-Bas, l'un des principaux centres de recherche nucléaire nublics en Réchetche principaux centres de recherche nucléaire publics en République fédérale d'Allemagne, qui travaille sur les surgénérateurs, les réacteurs à haute température, le traitement des déchets et la sûreté nucléaire.

Chez Siemens, M. Karl Heinz Beckurts dirigeait depuis 1984 le service central de la recherche et de la technique mais la firme ouest-allemande a démenti qu'il ait collaboré à ce titre au programme améri-cain d'initiative de défense stratégique (SDI ou guerre des étoiles). Les services de sécurité ouest-allemands redoutent en effet que les industriels collaborant à ce programme soient la cible d'atten-

Agé de cinquante-six ans, M. Bec-kurts était marié et père de trois enfants. Il était membre de l'Euro-

En Irlande du Nord

MEURTRE D'UN POLICIER

Belfast. – Un policier d'Irlande du Nord a été tué, mardi soir, 8 juil-

let, par des hommes armés sous les

yeux de son fils âgé de douze ans, a

Le policier, agé de quarante-six

ans, était en train de tailler une haie

dans une ferme isolée appartenant à un ami près de la frontière avec la

République d'Irlande au moment de

l'attaque. Les meurtriers ont fui de l'autre côté de la ligne.

L'attentat n'a pas été revendiqué. C'est le quinzième membre des

forces de sécurité d'Irlande du Nord

lui-même sollicitant des demandes

d'autorisation administratives aux-

quelles il ne manquait évidemment

pas de répondre positivement. Le procédé est resté célèbre.

Privé d'avancement à deux

reprises, en 1951 et en 1952, le capi-taine de vaisseau Rickover aurait

normalement dû quitter l'uniforme. Cette brimade devait déclencher

une telle campagne de presse et une

réaction si vive de la commission des

forces armées du Sénat que la hié-

rarchie dut se résoudre à sa promo-

tion dans des conditions tout à fait

inhabituelles. Ayant atteint la limite

d'âge en 1963, le vice-amiral Ricko-

ver devait savourer une belle revan-

che : le président Johnson décidait,

en effet, de le maintenir dans ses

fonctions - en raison de sa qualisi-

cation exceptionnelle et de sa lon-

gue expérience dans le domaine de la mise au point des réacteurs

Une controverse devait opposer

l'amiral Rickover, en 1977, au prési-

dent Carter. Il était en effet favora-

ble à la construction de grands

porte-avions à propulsion nucléaire, M. Jimmy Carter - lui-même

ancien officier de marine - préconi-

sant, lui, le développement de bâti-

ments plus petits à propulsion classi-

L'amiral Rickover devait quitter

l'uniforme en 1982 à l'âge de quatre-

vingt-deux ans. Une prouesse pour ce fils d'immigrant juif arrivé à qua-

tre ans sur le territoire des Etats-

avaient été tuées dans la journée.

NOUVELLES BRÈVES

annoncé la police.

Aux Etats-Unis

Mort de l'amiral Rickover

le « père » de la marine nucléaire

L'amiral Hyman Rickover, le « père » de la marine nucléaire améri-caine, est mort mardi 8 juillet à Arlington, en Virginie. A l'âge de 86 ans,

Le non-conformiste de l'US Navv

pean Nuclear Society et de l'American Nuclear Society.

Le dernier attentat meurtrier contre une personnalité du monde industriel en RFA remonte au 1= février 1985. L'industriel Ernst Zimmermann, président de la firme MTU, avait été assassiné à son domicile dans la banlieue de Munich. L'attentat avait été revendiqué par un commando « Patrick O'Hara » de l'organisation terroriste d'extrême-gauche Fraction armée

rouge. Géant ouest-allemand de l'électri-cité et de l'électronique, Siemens emploie 320 000 personnes dans le monde. Présent dans cent vingt-buit pays, son chiffre d'affaires a atteint 175 milliards de francs l'an passé.

Créée en 1847 à Munich, Siemens est le numéro un en RFA de l'industrie électrique (24 % de ses ventes), notamment nucléaire au travers de sa filiale KWU (Kraftwerk Union), mais également des télécommunications (lire page 28 l'article d'Eric Le Boucher).

Sur le vif -

Hier, au journal, je croise une copine, d'aiffeurs vous la connaissez, elle est chroniqueuse médicale. Elle me fait :

On t'a pas vue pendant quelques jours, où t'étais ? - En Bretagne, Tu sais, ma maison incendiée par des vois

quatre gamins de la DASS. placés dans un « lieu de vie », eh ben, on la reconstruit. - Pour quoi faire ? Pour

- Penses-tul Là, c'est la faute à pas de chance. Ils étaient vachement surveillés, ces ados. par une jaune monitrice stagiaire. D'accord, elle était moins cos-taude, moins baraquée, mais do-huit mois de plus qu'eux,

aiors tu vois... - Non, je vois rien. Ou plutôt je vois personne. Ils étaient seuls ces garçons, abendonnés à eux-mêmes. Remarque, même dans les centres spécialisés, les res-ponsables n'en viennent pas touiours à bout. C'est des enfants à problèmes. Ils s'excitent entre eux, ils s'incitent à faire des conneries. Alors, autant écono-miser sur le prix de la journée.

Combien ca coûte per chez toi ? 354 F par jour et par en-fant. C'est déjà pas mai, si tu calcules. Ils n'ont pratiquement pas de frais de personnel. Les mômes font tout eux-mêmes : la cuisine, le ménage, la veisselle,

Gosses

c'est pas très propre, mais bon... - Evidemment, un véritable encadrement, ça va cherchei dans les quinze, vingt mille francs par enfant at par mois.

- Ben, dis donc ! Trois fois plus que dans les pensions snobs pour gosses de riche.

- C'est une des deux solutions, figure-toi : ou le camp à la Chalandon ou le collège à la britannique. A mon avis, faut pas les regrouper, ces loulous, faut les éparpiller. Ils ont fait l'expérience aux Etats-Unis. Its ont réparti des caractériels, des cas difficiles dans les meilleurs bahuts du pays. Et ils ont obtenu d'excellents résultats. A moitié

بستنديد.

.

32.22

. . . .

11100

....

٠٠٠٠ الشاذار

600 m

giggraphy game,

- 1 · ·

Land to the second

液体 カップ・イン

324: ...

\$11. T.

Mary a green

22

40 : a--

1 2 2 State of the

The second

Programme .

3

Te 32....

Re was

Reserve

Man a C

Eq(2:22

1 day 2 2

A 8 300 ...

of the same of the

· 本本

M. ...

(BES INTERNAL

A CONTRACTOR

District.

E2: --

Barrier . . .

312 13.

32-

Ballian Language

12 47 12 P

P 20 10 11 11 11

- Lá, pas d'accord. An non, ca jamais I Ca nous coûtera pa que ça nous coûtera pour les laisser croupir et s'entretuer dans la crasse et dans la délinquance, mais on va quand même pas permettre à des fils de personne de mener la vie de fils à papa. J'aime encore mieux qu'ils mettent le feu à ma baraque. >

CLAUDE SARRAUTE.

A LA SUZE-SUR-SARTHE

Voisin de Virginie, un jeune maçon a reconnu le meurtre de la fillette

De notre envoyé spécial

La Suze-sur-Sarthe. Le soir des recherches, il était là. Il s'était tout de suite porté volontaire avec des dizaines d'autres pour retrouver Virginie, cinq ans, dont personne ne se doutait encore dans le village qu'elle avait été battue, violée et noyée (le Monde daté 6-7 juillet).

C'était normal. Lui, Patrick Godefroy, vingt-huit ans, habite avec sa femme et sa petite fille de six mois en face des Couturier. Alors irrité contre l'équipe formée par un gendarme et un chien berger alle-mand impuissants à découvrir la piste de l'enfant déjà martyrisée. · Grouillez-vous, ca pourrait-être votre gamine . C'était le mercredi 25 juin.

Le surlendemain, après une jour-née de travail sur le chantier du collège, Patrick Godefroy, l'ouvrier maçon, était invité à se rendre chez les gendarmes. Lui, costaud, tran-quille, déposait durant trois longues heures, au point que sa femme lui faisait porter un casse-croîte. A minuit, le maire du village le rac-compagnait à la cité HLM des Acacias. • On a échangé deux phrases du genre . c'est un crime affreux. . Il ne s'est pas étendu. Il n'a porté aucun jugement. Il pestait : - Je suis debout depuis ce matin, je suis

fatigué ». Lundi 7 juillet, dans l'après-midi, Patrick Godefroy était à nouveau « dérangé » ; ou, plutôt, il était interpellé en bonne et due forme et sommé de préciser son emploi du temps du 25 juin dans la soirée. Mardi matin, le chef d'escadron Philippe Chevillard rendait publique son arrestation, son placement en garde à vue et, pour faire bon poids, son identité. Une petite bombe dans un village qui ignorait tout de son interpellation.

De l'inédit, en vérité, dans cette enquête conduite, depuis le début, avec une discrétion bien compréhensible. De l'inédit, car Patrick Godefroy, témois numéro un, n'est devenu un meurtrier présumé que mardi en fin d'après-midi. On ne précise pas, pour l'instant, s'il a oui ou non « craqué » devant les enquê-teurs. Il semble bien davantage qu'il ait réservé ses aveux au juge d'instruction, M. Denis Roncou, qui l'a inculpé de « tentative de viol et viol sur mineure de moins de quinze ans et assassinat - et qui l'a fait écroué. Dans un communiqué, le Parquet du tribunal du Mans indique simple ment : « Les faits ont été

Les emplois du temps

Soulagée par la concluson rapide de l'enquête, La Suze-sur-Sarthe ne perpétuité, était vice-directeur du comité du PCC de l'office général cache pas pour autant son étonnede la municipalité de Shanghai ment, L'arrestation de Patrick Godefroy, jeune homme réservé et voisin courtois, judoka et bouliste, laisse en fait les habitants de La • Sri-Lanka : couvre-feu à Trin-Suze indécis. « Ce gars-là, dit le maire, M. Louis Guérétin, n'a comalee. - Les autorités ont imposé, ce mercredi 9 juillet, un couvre-seu dans la ville de Trincojamais fait parler de lui. Nous malee (nord-est de Sri-Lanka), où sommes surpris. - Les jeanes brosvingt personnes ont été tuées. Des sent le portrait d'un ouvrier plutôt habitants du port ont indiqué que renfermé, calme et se rendant, le cinq personnes appartenant à la même famille, d'origine tamoule,

Le numéro du « Monde » daté 9 juillet 1986 a été tiré à 462 421 exemplaires pour faire son tierce. Son employeur, M. Guy Beunardeau n'a jamais eu à s'en plaindre (« bon

employé, il faisait son travail .). Ces notations qui ne dénareraient pas un bon rapport de moralité des gendarmes n'ont pas freiné les enquêteurs. Ces derniers ont essentiellement travaillé en confrontant les emplois du temps des trente-deux familles résidant à la cité des Acacias, des voisins les plus proches et de toutes les personnes - plus de deux cents - ayant participé aux recherches le 25 juin.

Us savent que Patrick Godefroy avait quitté son travail, vers 17 h 30, au moment où Virginie était sortie pour jouer – après avoir gardé la chambre huit jours, à cause d'une rabéole. Ils avaient appris que le voisin de Virginie garait assez régulièrement sa voiture près de la remor-que du père de l'enfant. Enfin, un témoignage aurait indiqué que cet amateur de football avait erré un moment peu avant 20 beures le soir de la demi-finale France-RFA, dans les caves de l'immeuble.

Si tous ces éléments et d'autres, couverts par le secret de l'instruction, ont finalement acculé Patrick Godefroy à avouer un crime ina-vouable, ils n'éclairent en rien les nobiles de ce drame. Le capitaine Orhan, promu directeur d'enquête pour l'occasion, doit bien avoir sa ite idée. Mais après treize jours de réflexion et de travail il range ses

LAURENT GREILSAMER.

LA GRÉVE A AIR FRANCE

Quatorze vols assurés Décidée par l'ensemble des syndi-

cats de la compagnie nationale, la grève d'Air France (qui ne peut assurer que quatorze vols) ce mer-assurer que quatorze vols) ce mer-credi 9 juillet, n'a qu'une raison : l'autorisation donnée par le gouver-nement – au nom du libéralisme et de la déréglementation – a deux sociétés charters, Point Air et Minerve, de desservir régulièrement les Antilles et la Réunion. Les syndicats estiment qu'il s'agit là d'une concurrence déloyale, car Air France assure la desserte de ces destinations de façon régulière, quel que soit le volume de clientèle, en application de sa mission de service

Pour sa part, l'Association francaise des usagers du transport aérien (AFUTA) désapprouve le mouvement de grève. Elle explique dans un communiqué: «Conscients de la spécificité du trafic sur les destinations d'outre-mer, les pouvoirs publics ont subordonné les autorisations données aux deux compagnies à la signature d'une convention avec les transporteurs les obligeant à participer au service public de la desserte : réduction tarifaire de 50% pour les enfants, participation au transport du trafic de pointe... L'AFUTA estime que l'ensemble férentes catégories d'usagers, ceux-ci se félicitant de l'attitude progressiste des pouvoirs publics. ..

A La Réunion **GRÈVE DE LA FAIM**

DE DOUZE EMPLOYÉS COMMUNAUX (De noire correspondant.)

Saint-Denis. - L'évêque de La Réunion, Mgr Gilbert Aubry, a apporté, le mardi 8 juillet, son sou-tien à une douzaine d'employés communaux de Sainte-Marie qui observent une grêve de la faim pour protester contre la mesure de licenciement prise à leur encontre par le maire de cette commune, M. Axel Kichenin (div. g.).

Dans une déclaration à la presse, Mgr Aubry a dénoncé les pratiques en vigueur dans certaines municipa-lités où les employés communaux en ccord avec le ma matiquement licenciés pour leurs opinions politiques.

Les grévistes de la faim, qui ont établi leur quartier général sur les marches de la cathédrale de Saint-Denis, font partie d'une « charrette » d'une trentaine de licenciés décidée au mois de juin par le maire de Sainte-Marie, M. Kichenin. Ce dernier, en proie à une crise politique aigue au sein de son équipe municipale, où il ne conserve la majorité que par deux ou trois voix, vient d'être sauvé par la Parti communiste réunionnais. Inculpé pour ingérence, condamné récemment pour émission de chèques sans provision, M. Kichenin est fortement contesté à l'intérieur même du Mouvement progressiste réunionnais (MPR) qu'il avait fondé en 1983 et qui lui avait permis de conquérir la mairie de Sainte-Marie en triomphant de l'un des piliers du RPR local, M. Yves Barau.

ALIX DIJOUX.

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'INDRE DEMANDE LA LEVÉE DE L'IMMUNITÉ PAR-LEMENTAIRE DE M. ANDRÉ LAIGNEL (PS)

Le conseil général de l'Indre, que préside M. Daniel Bernardet, député non inscrit, maire de Châteauroux, a adressé le mardi 8 juillet à la présidence de l'Assemblée nationale une demande de levée d'immunité parlementaire visant M. André Laignel, député socialiste de l'Indre. Le conseil général accuse M. Laignel de « détournement de denters et ingérence » pendant l'exercice de son mandat de président du conseil général, qu'il a abandonné en 1985 à la suite du changement de majorité après les élections cantonales.

La majorité départementale qu'anime M. Michel Aurillac, minis-tre de la coopération, accese M. Laignel - par ailleurs trésorier du PS d'avoir permis que, dans l'immeuble que possède le conseil général su 14, rue de Marignan à Paris (8º arrondissement), un appartement de 200 mètres carrés, au 6 étage, soit loué le 15 juillet 1983 à une avocate, M Pernin, pour un loyer mensuel de 6.000 F. Le conseil général relève que la locataire avait - omis l'indiquer qu'elle était l'épouse de M. Laignel.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

ame

CALLIV

119

'obl

مِلَدَامِن اللَّصِل